

NORGE

ÉTRIEGE

РОССИЯ

SUOMI
FINLAND

IAN **FLORIN**

DU RIDEAU DE FER AU RÉSEAU ÉCOLOGIQUE

Géopolitique et conservation
de la nature aux frontières
de l'Europe du Nord

**DU RIDEAU DE FER
AU RÉSEAU ÉCOLOGIQUE**

**GÉOPOLITIQUE ET CONSERVATION
DE LA NATURE AUX FRONTIÈRES
DE L'EUROPE DU NORD**

IAN FLORIN

**DU RIDEAU DE FER
AU RÉSEAU ÉCOLOGIQUE**

**GÉOPOLITIQUE ET CONSERVATION
DE LA NATURE AUX FRONTIÈRES
DE L'EUROPE DU NORD**

ALPHIL-PRESSES UNIVERSITAIRES SUISSES

© Éditions Alphil-Presses universitaires suisses, 2024

Rue du Tertre 10

2000 Neuchâtel

Suisse

www.alphil.ch

DOI: 10.33055/ALPHIL.00620

ISBN papier : 978-2-88930-656-5

ISBN PDF : 978-2-88930-657-2

ISBN Epub : 978-2-88930-658-9

Les Éditions Alphil bénéficient d'un soutien structurel de l'Office fédéral de la culture pour les années 2021-2025.

Publié avec le soutien du Fonds national suisse de la recherche scientifique.

Ce livre est sous licence :



Ce texte est sous licence Creative Commons : elle vous oblige, si vous utilisez cet écrit, à en citer l'auteur, la source et l'éditeur original, sans modifications du texte ou de l'extrait et sans utilisation commerciale.

Illustration de couverture : illustration originale de Deyrmon. © Ian Florin.

À mon père Anders, le premier géographe de la famille

Remerciements

Cet ouvrage est la version remaniée d'une thèse de doctorat soutenue en janvier 2023 au département de géographie et environnement de l'Université de Genève. C'est pourquoi mes premiers remerciements vont à mon directeur de thèse, Jörg Balsiger, qui, depuis que je lui ai fait part de mon envie de faire de la recherche – dans un train immobilisé quelque part entre Besançon et Genève – n'a cessé d'être un soutien précieux. Par son professionnalisme et son intelligence, il a été le meilleur des guides pour m'accompagner dans l'apprentissage du métier de chercheur.

Je tiens ensuite à remercier les membres de mon jury pour leurs suggestions qui ont permis d'améliorer une version antérieure de ce manuscrit. Ils ont représenté – littéralement depuis mes premiers pas à l'université! – des rencontres intellectuelles et humaines décisives dans mon parcours de géographe.

Cette thèse a été réalisée au sein de l'équipe du Pôle de Gouvernance de l'Environnement et Développement territorial de l'Université de Genève. Un grand merci à tous les collègues qui ont rendu si agréable le long voyage du doctorat par les nombreux bons moments passés au Café du Lys et ailleurs. Mention spéciale pour Luc Tonka qui m'a montré que l'Université était à la fois un vivier de joueurs de badminton de talent et un lieu où se nouent de belles amitiés.

Ce travail a été rendu possible grâce à toutes celles et tous ceux dont j'ai croisé la route lors de mes séjours en Finlande et en Norvège. Mes remerciements vont aux personnes que j'ai interrogées dans le cadre de ma recherche et qui m'ont offert un peu de leur temps pendant les beaux jours

d'été. Je souhaite également adresser mes remerciements aux chercheuses et aux chercheurs qui m'ont si chaleureusement accueilli au sein de l'université de Finlande occidentale à Joensuu, puis à l'antenne de l'Université arctique de Norvège à Kirkenes.

J'ai pu bénéficier durant ma thèse d'une bourse de mobilité du Fonds national suisse pour la recherche scientifique qui m'a permis d'effectuer un séjour au Lund University Center for Sustainability Studies (n° 187869). Un grand merci à Torsten Krause pour m'avoir suggéré de venir à Lund et aidé durant la période incertaine de la pandémie du covid-19.

Mes derniers remerciements vont à ma famille, à qui je ne pourrai jamais assez exprimer ce que je lui dois. À mon frère Thomas, mon pilier et mon héros depuis le premier jour. À mes parents, Anne et Anders, pour leur amour et leur soutien inconditionnel. À mes grands-parents Maj, Håkan, Erika et Roger, dont les parcours de vie sont des inspirations quotidiennes. À Lisa, la plus belle et importante découverte de ma vie de chercheur. À Maj-Linn et Nils, qui me montrent chaque jour que le bonheur est sans limites.

Introduction

Le 17 février 2010 à Tromsø, les représentants des ministères russes, finlandais et norvégiens de l'Environnement signent le mémorandum d'entente sur la Ceinture verte de Fennoscandie¹, la *Greenbelt of Fennoscandia* (GBF). À travers cet accord, les trois pays déclarent vouloir poursuivre le développement du réseau d'aires protégées le long de leurs frontières, depuis la mer de Barents jusqu'au golfe de Finlande. Ce jour fait date dans la coopération entre la Russie et ses voisins d'Europe du Nord en matière de conservation de l'environnement, puisqu'il donne une existence officielle à une initiative dont les premiers contours avaient été dessinés dès la fin de la Guerre froide.

Fondé sur une recherche documentaire approfondie et près de 70 entretiens, cet ouvrage s'emploie à étudier le développement de la Ceinture verte de Fennoscandie au prisme de la géographie politique. Au fil des chapitres, je m'intéresse à la relation entre conservation de l'environnement et discours géopolitique, à la complexité de traduire dans la pratique l'idée de réseau écologique ainsi qu'à la délicate question de l'intégration des communautés locales dans les initiatives de conservation de l'environnement.

Je me suis associé au peintre et graveur suisse-romand Deyrmon pour présenter en couverture certains des sujets et des objets qui composent ce travail. En combinant les perspectives paysagères et cartographiques chères à

¹ Le terme « Fennoscandie » est communément utilisé pour désigner la péninsule composée des territoires actuels de la Finlande, de la Norvège et de la Suède, ainsi que de l'Oblast de Mourmansk, de la République de Carélie et de la partie septentrionale de l'Oblast de Leningrad en Russie. Il se distingue du terme « Scandinavie », qui n'inclut jamais la Finlande et englobe souvent le Danemark.

la géographie, le dessin met en scène quelques-unes des natures, des frontières et des personnages qui jalonnent cet ouvrage.

Émergence et développement de l'initiative pour la création de la Ceinture verte de Fennoscandie

Dans le contexte de l'ouverture du marché du bois soviétique au tournant des années 1990, le terme « Ceinture verte » est mobilisé pour appeler à ne pas exploiter des massifs forestiers remarquablement préservés du fait des restrictions imposées par le rideau de fer. Des chercheurs russes et finlandais militent alors pour la création d'un réseau international d'aires protégées qui permettrait de conserver ces forêts tout en développant l'écotourisme en République de Carélie et dans l'Oblast de Mourmansk, les régions frontalières russes historiquement dépendantes de l'industrie forestière.

Les premiers jalons du réseau sont posés durant les années 1990 et 2000, quand plusieurs parcs nationaux sont créés du côté russe de la frontière et associés à des aires protégées finlandaises et norvégiennes qui existent déjà aux mêmes latitudes. L'utilisation du terme « Ceinture verte de Fennoscandie » pour désigner un ensemble de sites naturels et culturels tout le long des frontières entre la Russie, la Norvège et la Finlande, est discutée pour la première fois dans le cadre d'un projet de candidature – finalement avorté – au patrimoine de l'UNESCO à la fin des années 1990. L'idée est reprise par des conservationnistes finlandais, russes et norvégiens au début des années 2000 qui s'associent à une initiative pour le développement d'une Ceinture verte européenne visant à faire de l'ancien rideau de fer un mémorial naturel de la Guerre froide qui pourrait unir les ennemis d'hier autour de la conservation de l'environnement.

L'initiative pour une Ceinture verte de Fennoscandie commence à s'institutionnaliser au cours des années 2000 dans le cadre de la coopération mise en place entre les pays riverains de la mer de Barents peu après la dissolution de l'URSS. Le développement de la Ceinture verte est vu comme un bon moyen de poursuivre l'objectif fondateur de cette coopération, consistant à faire de la protection de l'environnement un domaine de dialogue privilégié qui doit contribuer à la stabilité et à la promotion du développement durable dans le nord de l'Europe et dans la Russie du Nord-Ouest.

En touchant à la fois à la conservation de la nature et à la promotion de l'écotourisme, la Ceinture verte est considérée comme un bon moyen

de répondre aux préoccupations qui guident les politiques finlandaises et norvégiennes à l'égard de la Russie depuis la fin de la Guerre froide. La première concerne la capacité des autorités russes à mener des politiques de conservation à la hauteur de la qualité des écosystèmes le long de leurs frontières occidentales. La seconde préoccupation, partagée par l'Union européenne (UE), consiste à vouloir aider les anciens pays soviétiques à réaliser une transition vers l'économie de marché.

Un élan perceptible à la fin de la Guerre froide a vu l'UE promouvoir la coopération transfrontalière avec les anciens pays soviétiques dans le but d'aider à leur transition vers le capitalisme et d'y favoriser l'émergence de régimes politiques compatibles avec les valeurs démocratiques occidentales. La frontière qui avait séparé deux blocs distincts et souverains devait être dépassée pour devenir une interface d'échange et de dialogue qui serait le moteur d'une zone de prospérité commune sur le continent (Joenniemi, 2008). La distance prise par la Russie avec l'Union européenne à la suite des révolutions dite *de couleurs* de 2003 et 2004 en Géorgie et en Ukraine ne devait pas décourager cet optimisme (Korosteleva, 2011), l'UE recevant le prix Nobel de la paix en 2012 pour avoir activement contribué à transformer un continent en guerre en un espace de paix (Comité Nobel norvégien, 2012).

Dès 2012, un comité de suivi est chargé par les directives d'application du mémorandum signé deux ans plus tôt de coordonner le développement de la Ceinture verte de Fennoscandie. Composé de six personnes, ce comité réunit des acteurs de longue date de la coopération finno-russe en matière de conservation de la nature et des représentants des ministères de l'Environnement, de la Russie, de la Finlande et de la Norvège. Le ministère finlandais assume la direction du comité, appelé à fonctionner selon un modèle de présidence tournante. Un groupe de travail, composé de 31 membres issus de ministères, de responsables de la conservation de la nature, de membres d'administrations régionales et de chercheurs, appuie le comité dans la coordination des actions relatives au développement international de la Ceinture verte de Fennoscandie (GBF Trilateral Working Group, 2012).

Le territoire concerné par l'initiative est généralement peu peuplé en comparaison européenne et caractérisé notamment par la présence de forêts boréales et de tourbières. Alors que le sud de la frontière finno-russe se caractérise par un grand dynamisme économique et démographique du fait de sa situation à l'interface entre les métropoles de Helsinki et de Saint-Pétersbourg, la densité de population et l'accessibilité vont diminuant vers le nord jusqu'à atteindre des niveaux très bas aux alentours de la frontière

finno-russo-norvégienne, à l'exception notable de la ville de Mourmansk (Fritsch et al., 2013, pp. 4-25).

En 2013, une analyse SWOT² du développement de la Ceinture verte fennoscandienne est conduite au sein du groupe de travail trilatéral, tandis que le ministère de l'Environnement finlandais finance une étude sur la situation socio-économique des territoires concernés par l'initiative (Fritsch et al., 2013 ; GBF Trilateral Working Group, 2013). Deux ans plus tard, un rapport sur l'évaluation de la connectivité écologique et des services écosystémiques dans ces territoires est également rédigé sur mandat des autorités finlandaises (Itkonen et al., 2015).

Dès 2013, une coordinatrice est engagée afin de mettre sur pied des groupes de travail nationaux et régionaux et de définir une stratégie générale pour le développement de la Ceinture verte de Fennoscandie (Ministère de l'Environnement [Finlande], 2016b). À l'issue de ce financement en 2015, la personne déjà en charge sera engagée par l'Institut finlandais de l'environnement³ qui répond à un appel d'offres lancé par le ministère dans le but de continuer le travail autour de la Ceinture verte jusqu'en 2017 et la fin de la présidence finlandaise du comité de suivi trilatéral.

Au niveau national, le groupe de travail finlandais, nommé par le ministère de l'Environnement le 5 février 2014, se réunit pour la première fois le 18 mars de la même année (Ministère de l'Environnement [Finlande], 2014b). Le groupe de travail norvégien semble se former à la même époque. En revanche, la liste des membres du groupe de travail russe n'est toujours pas connue en 2017.

Côté finlandais, le groupe de travail national regroupe 39 personnes issues majoritairement du service étatique responsable des aires protégées, de différents ministères, d'administrations municipales et régionales, d'institutions de recherche, aux côtés d'une poignée de représentants d'associations d'entrepreneurs touristiques et d'ONG. Côté norvégien, où l'histoire de la GBF est plus récente et où le nombre des personnes travaillant dans le domaine environnemental dans le Finnmark est limité, ce sont une représentante du ministère du Climat et de l'Environnement et une collaboratrice du Département environnement du représentant du gouvernement national dans le comté de Finnmark qui sont nommées.

² Pour *Strength, Weakness, Opportunity and Threat*. Il s'agit d'une méthodologie qui vise à identifier les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces caractérisant la réalisation d'un projet.

³ Un centre de recherche rattaché au ministère de l'Environnement, qui travaille notamment sur mandat de ce dernier.

Au niveau régional, trois groupes de travail sont constitués suivant un découpage correspondant aux aires de trois programmes de financement de la coopération transfrontalière avec la Russie (CT), chapeautés par l'Union européenne (Ministère de l'Environnement [Finlande], 2016c) (cf. figure 1).

L'heure est alors à l'optimisme, puisque plusieurs projets se revendiquant du développement de la Ceinture verte de Fennoscandie ont été financés par ces programmes depuis la signature du mémorandum.

Doté de 2,5 millions d'euros pour la période 2012-2014 par le programme CT Karelia, le projet «Fennoscandian Green Belt – Welfare from Sustainable Cross Border Nature and Culture Tourism» doit développer l'écotourisme autour des principales aires protégées transfrontalières à la hauteur de la Carélie russe en rénovant leurs infrastructures touristiques (centres pour visiteurs, chemins, emplacements de camping, panneaux d'information) (Metsähallitus, 2014a).

Financé à hauteur de 1,8 million d'euros, le projet «Arctic, Biological, Cultural and Geological Heritage» est implémenté entre 2012 et 2015 dans le cadre du programme CT Kolarctic. Le projet vise à la fois à développer de nouvelles infrastructures et de nouveaux produits pour promouvoir le tourisme au nord de la GBF et à familiariser les écoliers avec la nature et la culture de leur région à travers du matériel pédagogique dédié (Tervo, 2015).

Entre 2013 et 2014, le projet «IntellGreenbelt», doté de 543 400 euros, vise aussi bien à identifier et à protéger des corridors écologiques, à introduire des modèles de gestion durable de la chasse et de la pêche pour permettre le renouvellement du gibier et des stocks de poissons et à développer une forme de tourisme durable en République de Carélie (Karelian Research Centre of the Russian Academy of Sciences, 2013b).

Courant 2014, des ateliers sont organisés dans les différentes parties de la Ceinture verte pour recueillir les avis des acteurs publics, privés et issus de la société civile sur la stratégie à adopter pour développer la GBF. À l'issue d'une réunion préparatoire tenue en avril 2014 entre des officiels finlandais, russes et norvégiens, des rencontres sont organisées à Inari, à Lappeenranta, à Joensuu et à Petrozavodsk afin de recueillir autant de suggestions que possible en vue d'élaborer une stratégie avec des acteurs de la société civile et d'autres issus des secteurs privés et publics (Ministère de l'Environnement [Finlande], 2014a).

Mais la tenue de ces ateliers, censés formaliser le projet d'un réseau écologique qui doit surmonter les divisions passées entre la Russie et ses voisins occidentaux, se retrouve tout à coup à contre-courant de l'histoire du continent européen.



Figure 1 : Aires des différents programmes CT en Europe du Nord. © Sylvie Coffre / Éditions Alphil.

Le développement d'une stratégie internationale pour la Ceinture verte dans le contexte de l'annexion de la Crimée par la Russie

En Ukraine, depuis novembre 2013, des manifestations pro-européennes provoquées par la décision du gouvernement de ne pas signer un accord d'association entre le pays et l'Union européenne entraînent la destitution du président pro-russe Viktor Ianoukovytch par le parlement national le 22 février 2014. Le 27 février, le parlement régional de Crimée est envahi par des manifestants pro-russes et des hommes en uniformes militaires sans insignes. Entre le 28 février et le 10 mars, des troupes russes, accompagnées de milices séparatistes ukrainiennes, prennent le contrôle de bases militaires ukrainiennes de Crimée sans grande résistance. Le 11 mars, le parlement de Crimée déclare l'indépendance de la République de Crimée, validée quelques jours plus tard par un référendum que l'assemblée générale de l'ONU déclarera invalide. Le 18 mars, le gouvernement russe déclare que la Crimée fait partie intégrante de la Russie. Avant la fin du mois, la Russie et les forces séparatistes ont pris la totalité du contrôle militaire de la Crimée. La situation se fige, notamment à la faveur de la pression de la Russie qui menace d'écraser militairement l'Ukraine ou de la priver de gaz en cas de réaction trop importante.

La préparation de la stratégie de la GBF n'est pas directement affectée par les sanctions prises par les pays occidentaux à l'encontre de la Russie. La suspension du droit de vote de la Russie au Conseil de l'Europe, l'embargo sur le matériel militaire, le refus systématique de visas pour une série de personnalités ou encore les restrictions d'accès aux marchés pétroliers et financiers n'affectent pas la tenue des ateliers de la GBF. En revanche, l'ambition transfrontalière affichée dans ce cadre se heurte au retour d'un discours géopolitique que les pères fondateurs de l'initiative appelaient justement à dépasser depuis la fin de la Guerre froide.

Alors que la crise qui suit l'annexion de la Crimée bat son plein, le ministère finlandais de l'Environnement et le groupe de travail trilatéral de la GBF s'appuient sur les propositions faites lors des ateliers pour formuler une première version de la Stratégie pour le développement de la Ceinture verte de Fennoscandie en septembre 2014 (GBF Trilateral Working Group, 2016, p. 5). Encore discuté lors de deux rencontres dédiées en 2014 et 2015 (Ministère de l'Environnement [Finlande], 2014c, 2016a), le document est présenté pour la première fois en 2016 (Niikkonen, 2016 ; Rekola, 2017).

La Stratégie définit la vision générale et les principaux axes de travail qui doivent guider le développement de l’initiative. L’ambition affichée consiste à faire de la Ceinture verte «*un réseau transfrontalier d’aires protégées reconnu pour sa contribution en matière de conservation de la biodiversité, de bien-être social et de croissance économique écologiquement durable*» (p. 1). À cette fin, le document appelle à l’action sur six axes de travail (tableau 1).

Selon la Stratégie, le développement de la Ceinture verte de Fennoscandie passe par la coopération institutionnelle et la création d’un portfolio de projets (p. 13). D’une part, le document souligne l’importance du renforcement de la coopération entre acteurs issus de l’administration, de la recherche académique et des organisations non gouvernementales afin de promouvoir la conservation de la biodiversité et faciliter un aménagement du territoire plus durable. D’autre part, il s’agit de contribuer à lancer un nombre suffisamment

Tableau 1 : Les différents objectifs de l’initiative pour le développement de la GBF (GBF Trilateral Working Group, 2016, p. 2).

Component	Goals
Component 1: Biodiversity Protection	Development of a network of protected areas and ecological connections within the three countries to ensure conservation of biodiversity, as well as sufficient north-south and east-west connectivity for migration
Component 2: Research	Intensified trilateral research cooperation on biodiversity conservation, climate change, culture and social well-being in the GBF
Component 3: Economic and regional development	Strengthened sustainable economic and regional development based on human capacity building and ecosystem services in the GBF area
Component 4: Social and cultural development	Strengthened livelihoods based on the nature values and cultural heritage of the GBF area
Component 5: Institutional development	Intensified cross-border cooperation within the GBF network
Component 6: Communication, Education, Participation and Awareness	High level of awareness of the GBF’s unique biological and geological diversity and their conservation among all stakeholders

élevé de projets le long des frontières interétatiques pour avoir un impact sur le développement de la Ceinture verte.

La Stratégie rappelle l'importance de s'emparer de la question de la délimitation de la GBF, qui n'a pas été arrêtée malgré plusieurs tentatives, sachant en outre que le mémorandum de 2010 ne se prononçait pas sur cette question jugée trop complexe pour un tel accord.

Avec la formulation de cette stratégie, la Ceinture verte de Fennoscandie s'inscrit dans un mouvement mondial amorcé au milieu des années 2010 en faveur de la création de réseaux écologiques. Qu'ils soient promus par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), par la Convention sur la diversité biologique (CDB) ou encore par le Programme des Nations Unies pour l'environnement, ces réseaux – représentés par divers avatars⁴ – ambitionnent conjointement de conserver les dynamiques naturelles aux échelles auxquelles elles opèrent et de contribuer au développement durable sur de vastes territoires (Hilty et al., 2020). D'une part, les réseaux écologiques entendent favoriser la capacité des espèces et des essences à circuler entre les espaces protégés par le biais de corridors. D'autre part, ils souhaitent tenir compte des besoins des populations vivant à l'intérieur et autour des aires protégées, et ce, en les incluant dans les processus de décision à travers des structures multiniveaux, parfois informelles, et en contribuant au développement durable local, notamment à travers l'écotourisme.

Quand se terminent conjointement le mandat de la coordinatrice de la GBF et la direction finlandaise du comité de suivi trilatéral à la fin de l'année 2017, l'initiative est au point mort. D'un côté, la représentante ministérielle russe censée reprendre la présidence du comité à la suite de la Finlande ne s'est pas manifestée depuis une longue période auprès de ses collègues finlandais et norvégiens, faisant douter de l'implication de la Russie dans l'initiative. D'un autre côté, le travail de délimitation de la Ceinture verte que la Stratégie appelait de ses vœux n'a pas abouti, et aucun nouveau projet se revendiquant du développement de la GBF n'a été financé par les programmes CT depuis la fin du projet « Arctic, Biological, Cultural and Geological Heritage » en 2015.

⁴ Réseaux écologiques : Hilty et al. (2020) ; initiatives de conservation paysagère à large échelle (« *large landscape conservation* ») : the Center for Large Landscape Conservation (2021), *Globescapes*. Consulté le 15 juillet 2021. <https://globescapes.org> ; programme de conservation à large étendue (« *broad-extent conservation programmes* ») : Beever et al. (2014) ; aires et réseaux de conservation à large échelle (« *large-scale conservation areas* » ou « *networks* ») : Pulsford et al. (2013) ; aires de protection de la connectivité à large échelle (« *large-scale connectivity conservation areas* ») : Pulsford et al. (2015).

Enjeux principaux

L'historique dressé ici – notamment parce qu'il n'aboutit pas à un *happy end* – met en lumière trois enjeux importants que le présent ouvrage va traiter.

Le premier concerne l'avenir des relations entre l'Europe du Nord et la Russie, en particulier en matière de conservation de l'environnement. S'il est clair que l'invasion de la Crimée par la Russie a déclenché une véritable « *crise d'identité géopolitique* » de l'Union européenne (Laine et al., 2021, p. 8), la forme que prendra sa politique à l'égard de la Russie dans le futur est encore incertaine. Alors que pour certains l'annexion de la Crimée signe l'échec et la fin de la politique de voisinage de l'UE, mon travail offre un éclairage nuancé sur l'évolution de cette politique et sur l'utilisation de ces instruments en Europe du Nord depuis la sortie de la Guerre froide jusqu'à après l'invasion de la Crimée.

Le second enjeu concerne la stabilisation d'une définition du concept même de réseau écologique, alors que celui-ci doit devenir un outil privilégié de conservation de l'environnement dans le monde. Comme le soulignent l'UICN et la CDB dans des directives récentes, la définition et la délimitation du réseau écologique doivent être suffisamment partagées par les acteurs chargés de leur mise en œuvre pour que celle-ci se fasse de façon cohérente et pérenne (Hilty et al., 2020). En se penchant sur une initiative de réseau écologique depuis ses prémices jusqu'à l'échec d'une volonté d'en dessiner précisément les contours, mon ouvrage renseigne sur les difficultés inhérentes à l'exercice et sur les conséquences, parfois positives, de l'absence de délimitation claire.

Le troisième enjeu traité ici est celui de la capacité des initiatives de réseaux écologiques à mobiliser des individus et des collectifs sur les vastes territoires qu'elles envisagent de conserver. Alors que l'ambition des réseaux écologiques en termes de taille est presque inédite, l'intégration des parties prenantes issues de secteurs différents et à différentes échelles est identifiée comme une condition de leur acceptation par les populations locales et donc de leur réussite (Hilty et al., 2020). À travers l'étude de deux groupes de travail régionaux portant sur l'initiative pour le développement de la Ceinture verte de Fennoscandie, ma recherche met en évidence les principaux obstacles à cette intégration.

Étudier la Ceinture verte de Fennoscandie sous l'angle de sa territorialisation

La posture générale adoptée dans le présent ouvrage consiste à étudier le développement de la Ceinture verte de Fennoscandie en tant que processus de territorialisation. Ce processus renvoie au concept de territorialité tel qu'il a été utilisé dans le contexte francophone pour problématiser les dimensions matérielles et socio-symboliques des relations que les individus et les collectifs nouent avec l'espace géographique, ainsi que les relations que les individus tissent entre eux sur la base de cette relation à l'espace (Raffestin, 1986, 1988, 1997). S'intéresser à la territorialisation revient à étudier la manière dont la territorialité est toujours en train de se faire, au gré des relations de pouvoir changeantes qui la président ou encore des présupposés idéologiques et scientifiques qui la fondent (Debarbieux, 2009).

L'argument qui structure ce livre est que le développement de la Ceinture verte de Fennoscandie procède d'une territorialisation qui touche à la constitution d'une entité censée lui correspondre, aux frontières finno-russo-norvégiennes, et à l'articulation d'échelles auxquelles devraient agir les acteurs qui contribuent à son développement. Trois axes guident plus précisément l'analyse.

Le premier concerne la manière dont la Ceinture verte de Fennoscandie est invoquée pour parler des frontières finno-russo-norvégiennes et des relations entre l'Europe du Nord et la Russie. Cet axe invite à s'intéresser aux frontières et aux découpages géopolitiques en ce sens que ceux-ci ne vont pas de soi et que les discours sur la conservation de la nature permettent de les penser et de les dire.

Le deuxième axe concerne la façon dont plusieurs acceptions du réseau écologique peuvent coexister au sein d'une même initiative de conservation de la nature. Il invite à considérer les réseaux écologiques comme des objets socialement construits, dont il s'agit d'expliquer comment les différentes délimitations sont constituées, évoluent, se complètent, se concurrencent et s'alignent.

Le troisième axe concerne la manière dont la mise en œuvre de la Ceinture verte de Fennoscandie est organisée et parvient à attribuer des rôles à différentes parties prenantes issues des secteurs privés et publics ainsi que de la société civile, à un niveau local en particulier. Il invite à considérer la conservation de l'environnement comme une pratique éminemment scalaire, qui passe forcément par l'institutionnalisation et l'articulation de niveaux d'échelles (régionaux, nationaux, transnationaux, etc.).

Étude de cas

Mon étude de cas commence à la genèse de l'idée de Ceinture verte de Fennoscandie au cours des années 1990. Elle prend fin au terme du mandat de coordination de la Finlande en 2017 qui fait suite à la signature d'un mémorandum d'entente internationale entre la Russie, la Finlande et la Norvège signé en 2010.

La stratégie de recherche adoptée dans cet ouvrage consiste en une étude enchâssée. Mon travail porte sur le programme Greenbelt of Fennoscandia et considère d'emblée deux sous-unités d'analyse : le groupe de travail de la GBF pour la Carélie et celui pour la partie la plus septentrionale de la GBF. Étudier mon cas à travers des sous-unités en Finlande et en Norvège permet d'améliorer le taux de confiance dans mes résultats. En clair, cette façon de procéder permet de vérifier – au moins partiellement – qu'un phénomène observé est bien dû à la mise en réseau et ne constitue pas le résultat de la politique de conservation finlandaise, norvégienne ou européenne ou de la gestion d'un parc en particulier. Je laisserai de côté, en quelque sorte, la Russie, car l'étude exploratoire que j'ai effectuée en 2016 a confirmé que le pays ne participe pas activement au programme : la représentante russe au sein du comité de coordination mis en place à la suite de la signature du mémorandum ne s'est jamais manifestée auprès de ses collègues et aucun groupe de travail russe n'a été créé, contrairement à la Finlande et à la Norvège.

Les données récoltées pour ma recherche incluent des retranscriptions d'entretiens, des déclarations publiques, des notes, des cartes, des rapports d'études, des comptes-rendus, des pages web, des présentations lors de conférences ou encore des brochures explicatives.

Entre septembre 2016 et septembre 2017, j'ai collecté depuis mon bureau à Genève des documents *via* les canaux classiques de la recherche documentaire (catalogue de bibliothèque et moteurs de recherche internet). Après avoir défini plus précisément l'échantillon étudié dans ma recherche, j'ai analysé une centaine de documents produits par les parties prenantes de la Greenbelt of Fennoscandia.

J'ai conduit la majorité des entretiens nécessaires à cette recherche durant l'été 2017, lors de deux séjours consécutifs en Finlande et en Norvège. Les entretiens ont duré entre 45 et 90 minutes chacun et ont suivi une trame générale similaire qui permet d'orienter la discussion vers les thèmes centraux pour ma recherche, tout en conservant une certaine flexibilité pour permettre à l'enquêté de s'exprimer librement durant la conversation (Dunn, 2016,

p. 150). Cette trame ainsi que la liste des personnes interrogées sont présentées en annexes.

22 entretiens ont été réalisés avec des membres des organes trilatéraux créés à la suite de la signature du mémorandum de 2010 (sur lesquels je reviens dans le chapitre suivant). Les personnes interrogées sont majoritairement des responsables ministériels et des collaborateurs de services étatiques en charge de la conservation de la nature au niveau national ou régional. Parmi ces personnes actives au niveau trilatéral, quatre sont également actives en Carélie et cinq dans la partie septentrionale de la GBF.

J'ai conduit 30 entretiens avec des membres du groupe de travail de la GBF constitué par le ministère finlandais de l'Environnement pour la Carélie ou/et des acteurs parties prenantes de projets relatifs au développement de la Ceinture verte dans le cadre du programme CT Karelia. Parmi les personnes interrogées sont inclus des collaborateurs de l'administration régionale, des membres des autorités municipales, des chercheurs universitaires, des gestionnaires d'aires protégées ainsi que des représentants d'organisations non gouvernementales et d'entrepreneurs forestiers.

16 entretiens ont été conduits avec des personnes actives dans le développement de la partie septentrionale de la GBF. Cette catégorie inclut les membres de comités locaux en charge de la gestion des aires protégées, des collaborateurs des autorités régionales et de l'État norvégien dans la région, des représentants d'organisations non gouvernementales et des entrepreneurs touristiques.

Toutes les citations extraites de textes et d'entretiens ont été traduites par mes propres soins et relèvent de ma responsabilité.

Structure de l'ouvrage

Cet ouvrage est composé de quatre chapitres.

Le premier chapitre constitue la partie théorique de l'ouvrage : il définit les principes de la géographie pratiquée ici et y présente l'outillage analytique utilisé dans la partie empirique.

Avant d'entamer la partie empirique de mon travail, un court interlude permet au lecteur de se familiariser avec les politiques de conservation de la nature en Finlande et en Norvège.

Le deuxième chapitre ouvre la partie empirique du travail. Il s'intéresse à la façon dont la création du concept de Ceinture verte de Fennoscandie et

son institutionnalisation en tant qu'initiative internationale reposent sur un ensemble de représentations à propos du rideau de fer et de la division entre la Russie et l'Occident.

Le troisième chapitre examine la façon dont la Ceinture verte de Fennoscandie est définie et délimitée en tant que réseau écologique.

Le quatrième chapitre s'attache à expliquer comment la structure mise en place dans le cadre de l'initiative pour le développement de la Ceinture verte de Fennoscandie enjoint des collectifs public-privé locaux à s'engager en faveur de l'initiative et comment ces collectifs répondent à ces injonctions.

Chapitre 1

Une géographie politique de la conservation transfrontalière de l'environnement

Les trois parties qui composent ce premier chapitre correspondent chacune à un des questionnements présentés en introduction. Elles reviennent sur la façon dont ces questionnements ont été traités par la littérature en géographie et présentent des concepts qui guideront mon analyse.

La première partie concerne la question des frontières et des discours géopolitiques. J'explique d'abord comment la littérature a étudié la re-fonctionnalisation du rideau de fer et les discours à propos de la division entre l'Europe du Nord et la Russie. Je présente ensuite les concepts de survie sérendipienne de la nature et une typologie des discours géopolitiques mobilisés ici.

La seconde partie aborde la question de la définition et de la délimitation des aires protégées. D'abord, je me demande comment les géographes ont proposé de les considérer comme une modalité de la relation humains-nature, avant de revenir sur les recherches qui se sont intéressées aux réseaux écologiques en particulier. J'explique ensuite comment je mobilise le concept d'objectivation pour traiter les enjeux identifiés.

La troisième partie traite de l'intégration des populations locales dans les projets de conservation de l'environnement. Je me demande d'abord comment un courant critique de la néolibéralisation de la conservation de

l'environnement a traité cette question dans le cas des réseaux écologiques en Europe à travers le prisme des échelles. Je décline ensuite trois mouvements scalaires que j'observe dans mon cas d'étude.

1. Les frontières interétatiques et les divisions dont elles sont porteuses

À la suite de l'invasion de la Crimée par la Russie, des explications faisant la part belle aux logiques de positionnement et se référant à de prétendues lois historico-géographiques de la relation entre l'Occident et la Russie se multiplient pour essayer de comprendre les décisions de Vladimir Poutine, dans l'espoir de définir les meilleures réponses à y apporter.

Pour les tenants d'un retour de la géopolitique, l'utilisation de la force par une grande puissance sur le continent européen montre, d'une part, l'actualité et la pertinence d'une telle approche et, d'autre part, la caducité des théories constructivistes de la frontière, jugées coupables d'avoir inspiré la politique de voisinage de l'UE au sortir de la Guerre froide.

Alors que l'intérêt des géographes pour le caractère contingent et politique des frontières et des divisions du monde à la suite de la chute du rideau de fer aurait pu sonner le glas des lectures géopolitiques de la division Est-Ouest (Ojala & Pantti, 2017), les frontières entre la Russie, la Finlande et la Norvège se retrouvent à nouveau présentées comme les marqueurs d'une limite stratégique et civilisationnelle entre la Russie et le monde occidental. Les discussions à propos du besoin de renforcer la coopération entre les pays nordiques en matière de défense ainsi que la possibilité que la Finlande et la Suède rejoignent l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) témoignent du retour d'un discours qui voudrait qu'en tant que voisins de la Russie, la Finlande et la Norvège soient naturellement soumises à un risque sécuritaire important (Raudaskoski & Laine, 2018, p. 141).

Figure tutélaire parmi les tenants d'une approche socio-darwiniste des relations internationales, John Mearsheimer est l'un des premiers à avoir vu dans l'annexion de la Crimée l'échec des approches constructivistes des frontières et de la critique de la géopolitique (Mearsheimer, 2014). Il explique que ces approches auraient rendu l'Union européenne et les États-Unis aveugles quant à l'influence déterminante de la géographie sur les affaires mondiales, en les berçant d'illusions à propos de l'avènement d'un monde postnational.

La Russie, elle, n'aurait jamais cessé de penser et d'agir suivant des diktats évidents que lui imposerait sa position sur le globe. Comme les campagnes des armées napoléoniennes, puis allemandes l'auraient largement démontré, la position géographique de l'Ukraine en ferait un État tampon d'une importance vitale pour la Russie. Dans son «Grand Échiquier», Zbigniew Brzezinski faisait aussi de l'Ukraine un des pivots géopolitiques majeurs de l'après-Guerre froide, par l'accès qu'elle offre à la mer Noire (Brzezinski, 1997, p. 92). Pour lui, «*sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un empire en Eurasie*» (Brzezinski, 1997, p. 46).

Dès lors, aucun gouvernement russe ne saurait tolérer que l'Ukraine soit affiliée à une alliance militaire rivale ou soumise à des valeurs occidentales. L'élargissement de l'OTAN, l'expansion de l'Union européenne vers l'est et la promotion de la démocratie en Géorgie et en Ukraine apparaissent pour Mearsheimer comme autant de manœuvres qui auraient obligé la Russie à agir militairement en Crimée, selon la plus fondamentale des lois géopolitiques : les superpuissances sont toujours sensibles aux menaces potentielles à proximité de leur territoire d'origine.

Pour les tenants d'une approche critique de la géopolitique comme d'une conception constructiviste des frontières, prendre acte de la fin d'un certain optimisme quant à la capacité de l'UE à dépasser la division Est-Ouest ne veut pas dire que la perspective qui a alimenté cet optimisme soit caduque pour autant (Liikanen & Smith, 2019; Raudaskoski, 2019; Raudaskoski & Laine, 2018). Pour eux, l'annexion de la Crimée est moins la manifestation du retour de prétendus déterminants historiques et géographiques sur les affaires mondiales que celle d'un besoin d'apporter de la nuance aux discours géopolitiques à propos de la division Est-Ouest (Liikanen, 2016).

À travers l'analyse des discours tenus par les parties finlandaise et norvégienne de la Ceinture verte de Fennoscandie à propos de leur relation avec la Russie, je m'emploie à explorer les deux pistes identifiées par ces auteurs dans le cas de l'Europe du Nord (Laine et al., 2021). D'une part, il s'agirait de déconstruire les discours caricaturaux à propos des blocs russes et occidentaux qui seraient guidés, pour le premier, par une pesée rationnelle de ses intérêts vitaux relatifs notamment à sa position géographique et, pour le second, par une croyance béate dans un monde sans frontières. D'autre part, il faut étudier l'historique de la politique de voisinage en Europe du Nord et de ces instruments, pour montrer que la coopération transfrontalière n'est pas soumise à des changements d'époque soudains, mais ressort toujours d'une (re-)articulation de différentes manières de conceptualiser la frontière et de penser certaines fatalités géopolitiques.

Pour ce faire, je développe ici le premier pan de mon outillage analytique, qui emprunte à la littérature à propos de la construction sociale des frontières et la critique de la géopolitique. Ce cadre est mobilisé dans le deuxième chapitre du présent ouvrage, qui montre comment la création du concept de Ceinture verte de Fennoscandie et son institutionnalisation en tant qu'initiative internationale reposent sur un ensemble de représentations à propos du rideau de fer et la division entre la Russie et l'Occident.

1.1. Perspectives constructivistes sur le rideau de fer et la division Est-Ouest

La fin du rideau de fer et le renouveau des études des frontières en géographie

Durant une grande partie du xx^e siècle, le paysage international figé avait donné à penser que le découpage du monde en États délimités et en sphères d'influence avait atteint une certaine permanence. D'un côté, la situation donnait raison à la littérature classique sur les frontières en géographie, qui considère que celles-ci existent et agissent presque exclusivement en tant que barrières (Holdich, 1916; Reynolds & McNulty, 1968). De l'autre, l'organisation du monde selon une logique de blocs confirmait que les relations internationales étaient bien régies par la concurrence permanente entre superpuissances guidées par la position relative des États, comme l'avaient théorisé les penseurs de la géopolitique au début du xx^e siècle.

Ce tableau s'effondre brutalement en même temps que l'URSS et va susciter un foisonnement important dans les sphères intellectuelles qui cherchent à développer des outils analytiques pour comprendre le monde qui s'ouvre alors. L'émergence de conflits frontaliers et la promotion de la circulation des biens, des capitaux et des personnes vont susciter un vif intérêt pour le caractère changeant des frontières et des fonctions qu'on leur attribue.

Si des travaux conduits dès les années 1970 apparaissent comme précurseurs en la matière (Guichonnet & Raffestin, 1974), l'idée que la frontière n'existe comme telle qu'en fonction d'une croyance partagée sur ce qu'elle signifie se diffuse largement au sein de la géographie au cours des années 1990 (Paasi, 1998). Les tenants d'une géopolitique dite critique suggèrent de s'intéresser en particulier à la façon dont les discours à propos des frontières permettent de donner à penser et à voir l'opposition entre des *dehors* et des *dedans*

– auxquels correspondent des *nous* et des *autres* menaçants – desquels il faudrait se distinguer et surtout contre lesquels il faudrait se défendre (Dalby & Tuathail, 1998). Aujourd'hui, il est largement acquis au sein de la discipline que les frontières ne sont jamais naturelles ou figées, mais qu'elles ne prennent corps et sens qu'à travers les discours et les pratiques qui les institutionnalisent en tant que telles (Staszak, 2017).

D'une part, il s'agit pour le géographe de se pencher sur les différentes fonctions – administrative, économique ou encore identitaire – qui sont attribuées aux frontières, et ce, pour mieux révéler les présupposés idéologiques qui les fondent et les intérêts sous-jacents auxquelles elles répondent. D'autre part, il convient de mettre en évidence les discours géopolitiques auxquelles ces fonctions répondent et qu'elles permettent de mettre en scène.

Les discours à propos de la division entre la Russie et l'Europe du Nord depuis la fin de la Guerre froide

La revue de la littérature nous renseigne sur les différents types de discours concernant la division émergeant entre la Russie et le monde occidental à la fin de la Guerre froide (Golunov, 2012 ; Haukkala, 2010).

L'idée que la Russie est un pays mal géré, qu'il s'agit d'assister afin qu'il réussisse à passer du communisme au capitalisme et du totalitarisme vers un modèle démocratique occidental, explique le tournant amorcé par l'UE durant les années 1990 vers une politique de voisinage avec les anciennes républiques soviétiques. En contrepoint, l'Europe y est présentée comme un acteur faisant la promotion d'un ordre post-géopolitique du monde, guidé par des valeurs démocratiques et humanistes et qui agit dans le respect de la souveraineté territoriale à travers la coopération internationale, la négociation et la diffusion de ses valeurs.

Pendant les années 2000, la Russie apparaît comme un partenaire de plus en plus fiable, le continent européen étant présenté comme un territoire en passe d'être libéré des politiques internationales fondées sur la souveraineté et sur les rapports de force. Cette idée profite de la conviction que la politique de voisinage de l'UE aurait porté ses fruits en diffusant suffisamment les valeurs occidentales en Russie.

Plus récemment, les travaux consacrés aux discours tenus en Scandinavie et en Finlande, après l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, montrent que ceux-ci mettent l'accent sur une réactualisation des discours tenus durant la Guerre froide.

Un premier ensemble de discours tend à dépeindre la Russie comme une superpuissance qui n'aurait jamais cessé d'être guidée par ses intérêts et une logique conflictuelle, faisant des frontières finno-russo-norvégiennes de véritables limites civilisationnelles entre la Russie et l'Occident (Raudaskoski & Laine, 2018, p. 141). L'Union européenne y apparaît comme un acteur en pleine « *crise d'identité géopolitique* » (Laine et al., 2021, p. 8). En août 2020, le commissaire européen Thierry Breton déclare ainsi dans une tribune que « *la vertu de son soft power n'y suffisant plus, l'ère d'une Europe conciliante ou naïve est révolue. On assiste aujourd'hui à l'avènement d'une Europe bien décidée à assurer la défense de ses intérêts stratégiques.* » À travers ces mots, Breton appelle à la constitution d'« *une Europe puissante et géopolitique* » (Breton, 17 août 2020).

En Finlande, un discours alternatif en faveur d'une posture de « *néo-neutralité* » (Raudaskoski & Laine, 2018, pp. 140-142) est porté par des décideurs et des observateurs inquiets des conséquences économiques que pourrait avoir une position trop conflictuelle à l'égard de la Russie, voire d'une adhésion finlandaise à l'OTAN. Alors que la Finlande participe aux sanctions prises par l'Union européenne, son rôle de médiateur entre l'Est et l'Ouest est présenté comme un trait fondamental de l'identité nationale du fait de la position historique de la Finlande en tant que zone tampon et des bonnes relations qu'elle avait entretenues avec les deux blocs durant la Guerre froide. En 2016, le président finlandais Sauli Niinistö prend l'initiative d'une réunion avec le ministre russe des Affaires étrangères et Vladimir Poutine pour discuter des options de sortie de crise en Ukraine. La réunion ne débouchera pas sur des avancées notables, Niinistö expliquant qu'il a agi selon les intérêts de la Finlande et de l'Union européenne.

En Norvège, la poursuite de la coopération au niveau régional reflète la perspective très « *dépolitisée* » adoptée par les acteurs du comté de Finnmark et de l'Oblast de Mourmansk vis-à-vis de leurs relations (Kolosov & Sebestov, 2019, p. 33). En 2015, les deux régions réaffirment ainsi leur volonté de coopérer malgré l'annexion de la Crimée et les signaux contraires envoyés par Oslo.

La re-fonctionnalisation du rideau de fer à travers la conservation de la nature : le cas allemand

Le présent ouvrage se fonde sur la première étude faisant le lien entre la question frontalière et celle de conservation de la nature au nord de l'ancien rideau de fer, mais d'autres recherches ont déjà montré comment la

conservation de la nature pouvait contribuer à re-fonctionnaliser l'ancienne frontière inter-allemande.

Plusieurs chercheurs se sont intéressés au projet de Ceinture verte allemande qui a émergé dans la région de Thuringe dès 1989 et qui vise à établir des réserves naturelles, des chemins de randonnée, des mémoriaux et des musées le long du tracé de l'ancienne frontière. Soutenu par l'État fédéral au début des années 2000, le projet a notamment inspiré l'initiative pour une Ceinture verte européenne lancée en 2004. En 2016, la région de Thuringe a décidé de faire de sa propre section de la Ceinture verte un monument naturel national.

Premièrement, ces recherches montrent qu'après avoir joué le rôle de mur entre 1949 et 1990, contribuant ainsi à fragmenter matériellement et symboliquement l'espace allemand et européen, la frontière a progressivement perdu cette fonction à partir des années 1980 (Lacquement, 2004, 2021).

Deuxièmement, ces travaux soulignent que la fonction de limite ayant agi durant la Guerre froide a contribué à la création d'une «résurgence écologique», mise à disposition une fois cette fonction effacée (Coates, 2014; Pieck, 2018).

Troisièmement, ces recherches montrent comment les projets de Ceinture verte allemande et européenne contribuent à attribuer une fonction patrimoniale à l'ancien rideau de fer, qui doit incarner et symboliser l'histoire tourmentée de la division du continent européen pour mieux faire l'éloge du dialogue et conserver les zones naturelles remarquables que cette histoire a contribué à préserver (Lacquement, 2021; Pieck, 2018).

Quatrièmement, cette fonction de mémorial, couplée à la valorisation touristique de la frontière en tant que patrimoine naturel et culturel, contribuerait à en faire une interface de dialogue et de développement commercial entre anciens et nouveaux Länder (Eckert, 2019; Havlick, 2014).

1.2. Mettre en lumière la re-fonctionnalisation du rideau de fer par la conservation de l'environnement

Mon analyse va consister à montrer comment la conservation de la nature est mobilisée pour attribuer une vocation patrimoniale et touristique ainsi qu'une fonction d'interface aux frontières finno-russo-norvégiennes depuis la fin de la Guerre froide. À travers le cas de la Ceinture verte de Fennoscandie, je montrerai comment la survie de cette nature est mise en scène de façon

parfois abusive et comment son invocation mobilise et donne à penser des imaginaires géopolitiques Est-Ouest.

Pour ce faire, je me fonde sur le concept de « survie sérendipitaire de la nature non-humaine », utilisé par l'historien Peter Coates pour qualifier la manière dont des zones frontalières soustraites aux activités humaines pour des raisons sécuritaires – comme la zone coréenne démilitarisée et la ligne verte à Chypre, entre autres – peuvent devenir des zones remarquables en matière de biodiversité de façon non intentionnelle (Coates, 2014).

Plus précisément, je propose de prendre le contre-pied de Coates en étudiant la façon dont la survie de la nature dans les zones démilitarisées n'est justement pas le fruit du hasard, mais plutôt le résultat de choix qu'il s'agit d'expliquer. D'une part, la survie sérendipitaire de la nature telle qu'elle m'intéresse touche ainsi aux choix, aux conditions et aux circonstances qui ont présidé à la constitution soi-disant inattendue ou hasardeuse de zones naturelles remarquables. D'autre part, j'utilise le concept pour décrire la manière dont les individus et les groupes mobilisent la sérendipité pour motiver et justifier leurs actions.

Mon analyse consiste à expliquer comment le discours à propos de la conservation de la nature en général et de la Ceinture verte en particulier s'articule avec le discours à propos de la division Est-Ouest, pour montrer comment l'un et l'autre évoluent et se légitiment mutuellement ou non. Pour ce faire, je distingue trois registres du discours à propos de la division entre la Russie et l'Occident.

Le premier registre *de la conflictualité* est typique de la Guerre froide, il met l'accent sur les divergences fondamentales entre l'Union soviétique et l'Occident, considérés comme deux blocs monologiques. Il consiste à présenter la Russie comme un pays animé par une quête de puissance au détriment de considérations envers la souveraineté et les valeurs démocratiques. Il se fonde sur l'idée que la Russie n'a jamais cessé d'être guidée par ses intérêts géopolitiques et qu'il s'agit pour l'Europe d'en faire de même.

Le second registre *de la transition*, typique de la fin de la Guerre froide, met l'accent sur le besoin d'assister la Russie, considérée comme un pays chaotique. Il consiste à dépeindre la Russie comme un État failli qu'il faudrait assister – notamment économiquement – pour qu'il puisse fonctionner de manière convenable. Il se fonde sur l'idée que la coopération internationale doit permettre aux anciens pays soviétiques de passer du communisme au capitalisme et du totalitarisme vers un modèle démocratique occidental.

Le troisième registre *post-frontalier*, typique des années 2000, pointe le rapprochement de la Russie avec l'Occident. Il consiste à présenter la Russie comme un partenaire fiable, convaincu de son intérêt à coopérer avec ses voisins occidentaux. Il se fonde sur l'idée que la diffusion de valeurs démocratiques et l'interdépendance économique fonctionnent et contribuent à la stabilité.

2. La définition et la délimitation des réseaux écologiques

Alimentés depuis les années 1970 par des réflexions relatives au caractère socialement construit de la relation entre les humains et leur environnement, les géographes étudient les aires protégées en les considérant comme des entités contingentes relevant d'actes de découpage. Ceux-ci les délimitent comme telles en fonction des finalités pratiques, des concepts scientifiques et des présupposés idéologiques que l'on mobilise pour les penser et les dire (voir par exemple Amelot & André-Lamat, 2009 ; Amelot et al., 2014 ; Depraz, 2008 ; Glon & Hinnewinkel, 2009 ; Héritier & Laslaz, 2008 ; Laslaz, 2014).

D'une part, les géographes ont montré que les discours relatifs à la délimitation des espaces protégés se réfèrent toujours à une manière de concevoir le rapport entre nature et société et qu'ils reposent sur l'attribution d'identités aux habitants, aux visiteurs, aux populations alentour et aux gestionnaires de ces espaces. D'autre part, ils soulignent que ces discours sont mobilisés pour définir les bons usages des aires protégées ainsi que pour déterminer quelles personnes et quelles organisations sont amenées à participer à cette définition et pour en incriminer d'autres et leur imposer de nouvelles règles.

À propos des réseaux écologiques en particulier, les études de cas existantes montrent qu'ils s'accommodent difficilement de découpages précis, notamment parce que le concept de connectivité écologique qui soutient leur pertinence écologique est porteur d'une compréhension des phénomènes naturels basée sur l'interconnexion et laisse peu de place à la notion de limite (voir par exemple Chester, 2006).

Des travaux principalement menés dans des contextes post-coloniaux soulignent que la notion de réseau écologique est souvent difficile à appréhender par les populations locales (Carrière et al., 2013 ; Goldman, 2009 ; Van Der Windt & Swart, 2008). Des recherches plus récentes menées en

Europe soulignent que ce flou peut à la fois favoriser le dialogue entre acteurs et contribuer à une confusion qui empêche la mise en œuvre de mesures (Garmendia et al., 2016, p. 315 ; Paloniemi et al., 2014, p. 177 ; Salomaa et al., 2017).

D'un côté, ce flou permet à des conservationnistes, des scientifiques et des décideurs de dialoguer autour d'un objet qu'ils appréhendent de façon suffisamment similaire, tout en étant assez malléable pour s'adapter à leurs compréhensions particulières. De l'autre, la compréhension floue et différenciée du réseau peut créer une confusion qui empêche la mise en place de mesures de conservation efficaces et cohérentes.

L'idée que de telles entités aux limites floues, si elles sont organisées en tant que telles, peuvent être efficaces en matière de mise en œuvre d'initiatives de développement territorial fait son chemin depuis quelques années dans la politique européenne (Di Biaggio et al., 2020 ; Gløersen et al., 2017). Cette idée découle du concept de gouvernance territoriale, qui veut que la gestion du développement territorial ne repose pas exclusivement sur les prérogatives et les instruments étatiques liés à des entités spatiales rigides, mais dépend de la capacité à intégrer, à coordonner, voire à former des acteurs des secteurs publics, privés et issus de la société civile afin de créer un collectif travaillant pour atteindre un but commun (Ulled et al., 2014).

Contrairement aux découpages politiques et administratifs rigides, les espaces flexibles pourraient permettre de faire émerger de tels collectifs, en adaptant la coopération à de multiples aires fonctionnelles qui découlent de dynamiques territoriales, économiques, politiques, écologiques ou sociales et de mieux identifier, structurer et promouvoir des groupes d'acteurs partageant une même vision à propos d'un territoire spécifique (Allmendinger et al., 2014 ; Allmendinger & Haughton, 2009).

À propos de la prise en compte de problématiques environnementales dans ces entités flexibles, les auteurs du rapport ESPON de 2017 soulignent l'importance de s'intéresser aux différentes tentatives de délimitation dont elles font l'objet. Il s'agit de ne pas tomber dans une fétichisation des aires fonctionnelles qui peuvent composer les entités territoriales flexibles, puisque l'espace le mieux adapté à la coopération ne correspond pas forcément à des espaces préalablement identifiés suivant des critères administratifs, juridiques ou écologiques par exemple.

À travers l'étude des différentes manières de délimiter la Ceinture verte de Fennoscandie, le présent ouvrage veut contribuer à comprendre comment une définition du réseau écologique parvient à se stabiliser à travers

l'institutionnalisation de limites fixes et/ou flexibles. Pour ce faire, je développe ici le deuxième pan de mon outillage analytique qui emprunte à la littérature existante à propos de la dimension spatiale de la construction de la nature et se décline autour du concept d'objectivation. Le concept sera confronté à l'empirie dans le troisième chapitre de l'ouvrage, qui montrera comment la Ceinture verte de Fennoscandie est définie et délimitée en tant que réseau écologique.

2.1. Les aires protégées comme manifestations géographiques

La question de la nature comme catégorie socio-spatiale en géographie : tour d'horizon

Si l'on en croit le nombre de colloques et d'ouvrages collectifs qui lui ont été consacrés ces dernières années, la question environnementale occupe aujourd'hui une place centrale en géographie (voir par exemple Arsel & Büscher, 2012 ; Association de géographes français, 2018 ; Brunel & Pitte, 2010 ; Chartier & Rodary, 2016b ; Mathevet & Marty, 2015). Le nombre des publications traitant de l'environnement en géographie aurait ainsi quadruplé entre les années 1990 et 2010, poursuivant une progression similaire jusqu'à récemment (Zimmerer, 2010, 2017). On parle de « *tournant* » (Kull & Batterbury, 2017, p. 118) ou de « *percée* » (Chartier & Rodary, 2016a, p. 15) pour décrire la façon dont l'étude des conséquences des activités humaines sur l'environnement est devenue incontournable dans les sphères anglophones et francophones de la discipline (Hintz, 2018, p. 301). Cette percée relève d'une ré-actualisation de l'intérêt historique porté par les géographes aux relations nature-société, qu'il s'agit de considérer comme des processus ressortant de constructions sociales et politiques.

La géographie s'est développée en tant que discipline au XIX^e siècle en adoptant majoritairement une ontologie réaliste (Castree, 2017) qui consiste à étudier la nature comme un *donné* contextuel ayant une existence propre et indépendante. Cette posture, que l'on peut qualifier de naïve en suivant Hilary Putnam, reconnaît à la science le pouvoir de dire la vérité telle qu'elle est, suivant l'idée que les objets tels qu'ils nous apparaissent existent dans l'absolu (Putnam, 1981). Elle met donc le géographe en position d'étudier l'influence structurante de facteurs naturels sur les sociétés humaines, participant à la justification d'une forme de déterminisme environnemental aujourd'hui largement décrié (à ce sujet, voir par exemple Johnston, 2017).

Lors de la réactualisation progressive de l'intérêt des géographes pour l'environnement durant les années 1970, le renforcement – parallèle ou successif (Bernett, 2004, p. 40) – des théories marxistes et post-structurelles dans la discipline a signé la remise en cause du réalisme traditionnel en faisant respectivement émerger des problématisations de la nature sous l'angle de la production et de la construction.

Suivant les réflexions de Karl Marx à propos du lien entre régime des enclosures et fertilité des terres agricoles en Angleterre (Marx, 1976, p. 735), l'idée de production de la nature veut que le capitalisme ait transformé le monde naturel et les relations sociales que les humains tissent avec celui-ci (Cronon, 1991 ; Smith, 1984). Les tenants de cette théorie affirment que le développement du capitalisme a mis fin à l'existence de la nature vierge, la *première* nature, et aurait ainsi signé l'avènement généralisé de la *seconde* nature, où toutes les formes naturelles – même géographiquement inaccessibles – sont nécessairement reliées aux activités humaines et donc toujours produites par des intérêts matériels et discursifs changeants.

Estimant que les géographes marxistes n'ont pas suffisamment problématisé le rôle des discours dans la relation humains-environnement, des chercheurs, influencés par le tournant dit post-structurel opéré par les sciences sociales durant les années 1970, mettent l'étude de la dimension discursive au centre de leurs réflexions (Demeritt, 2002). Celle-ci consiste à situer socialement l'attribution d'un caractère naturel à la réalité ou à une entité spécifique, en mettant en lumière les conceptions du monde auxquelles elle renvoie et celles qu'elle contribue à instituer. Au-delà du caractère potentiellement réel de cette désignation, ces travaux dénoncent l'instrumentalisation à des fins politiques de l'idée de nature, en dévoilant les présupposés idéologiques qui président à l'attribution d'un caractère naturel à certains faits sociaux (Willems-Braun, 1997).

Durant les années 1990, des travaux à propos de la construction de la nature appellent à problématiser plus explicitement la question de la dichotomie nature-société. Les géographes sont marqués par les travaux de Donna Haraway et Bruno Latour, qui diffusent l'idée que les distinctions entre objet et sujet, ou naturalité et artificialité, sont inopérantes pour caractériser la réalité, qui est faite d'hybrides qui transcendent ces catégories. Un ensemble de géographes que l'on peut qualifier de non dualistes se reconnaissent dans une ontologie relationnelle qui veut que les êtres et les choses n'aient pas de nature intrinsèque, mais soient définis constamment par leur enchevêtrement avec d'autres êtres et d'autres choses (Castree, 2003, p. 207). Ainsi, ils invitent

leurs collègues à rendre compte de la façon dont les non-humains participent individuellement et activement à la composition du monde, en considérant ceux-ci comme des agents sociaux capables d'interagir entre eux et avec les humains à travers des médiations physiques et émotionnelles (Thrift, 1999 ; Whatmore, 2002).

La question des limites des aires protégées en géographie

Les nombreux apports passés ici en revue ont été mobilisés par les géographes pour étudier la conservation de la nature en général et les aires protégées en particulier. L'idée que la conservation de la nature ressort toujours d'un processus de décision, dicté par des relations de pouvoir entre des acteurs et guidé par des présupposés idéologiques et des finalités pratiques, est aujourd'hui bien établie au sein des sciences sociales (Mascia et al., 2003 ; Pascual et al., 2021 ; Sandbrook et al., 2019). Les aires protégées, véritables outils privilégiés de la conservation de l'environnement, ont été particulièrement étudiées par les géographes en tant qu'expressions concrètes, observables et comparables de la relation nature-société (Adams, 2019).

Les géographes considèrent explicitement les aires protégées comme des objets relevant d'idéologies à propos de l'espace et de la nature (Fall, 2003, 2004, 2005). Ils se concentrent sur la question de la délimitation des aires protégées, en ce que celle-ci ressort d'une confrontation permanente entre diverses propositions à propos du territoire que les individus et les organisations impliqués dans la définition des aires protégées cherchent à légitimer (Fall, 2005). Il s'agit donc d'étudier la délimitation des aires protégées en tant que celle-ci cristallise les divergences à propos de ces idéologies, qui justifient des modes de gestion et d'appropriations différents.

Les différents avatars du réseau écologique en Europe

Les recherches consacrées à la définition des réseaux écologiques soulignent que ceux-ci s'accommodent particulièrement mal de la définition de limites. L'ampleur de ces réseaux participe de la difficulté de les circonscrire, et le concept de connectivité qui affirme leur pertinence écologique se fonde sur une compréhension des phénomènes naturels où la limite fait peu de sens (voir par exemple Chester, 2006).

Nous avons vu que l’UICN et la CDB appellent à stabiliser une définition du réseau écologique dans le cadre de la Stratégie mondiale de conservation de la biodiversité pour l’après 2020 (Hilty et al., 2020). Un bref historique de la notion dans le contexte européen permet cependant de voir que sa définition a fluctué en Europe, notamment au fil de l’intégration d’un argumentaire économique à des préoccupations surtout écologiques.

Après des initiatives pionnières en Russie, en Tchécoslovaquie et en Lituanie remontant aux années 1970, la mise en réseau écologique a été progressivement intégrée aux politiques de conservation des pays européens à travers le développement du réseau Natura 2000 (Bonnin, 2013, pp. 124-125). La Directive Habitats (92/43/EC) de 1992 enjoint les États membres de l’Union à inclure dans leurs législations nationales respectives des dispositions pour désigner des zones de protection autour de sites abritant des espèces et des habitats remarquables afin de former le réseau Natura 2000 (Jackson, 2020). Régie à son lancement en 1992 à travers une approche technocratique qui ne laisse que très peu de place aux préoccupations socio-économiques, l’intégration d’objectifs de développement économique dans sa mise en œuvre est allée grandissante depuis le milieu des années 1990 (Ferranti et al., 2014). En 1996, le réseau a été étendu aux pays non membres de l’Union *via* le lancement du réseau Émeraude, qui sera rejoint par la Norvège.

La Commission européenne reconnaît à la fin des années 2000 l’incapacité du réseau Natura 2000 – bien développé mais trop éclaté – à freiner efficacement la perte de biodiversité sur le continent (Commission européenne, 2011). Afin de pallier ce manque, la Stratégie européenne en faveur de la biodiversité consiste dès 2011 à intégrer les politiques de conservation de la nature dans le cadre plus large du développement régional et de l’aménagement du territoire, à travers la création d’une infrastructure verte. Celle-ci doit relier différents types d’espaces dits naturels et semi-naturels, allant de la réserve naturelle au toit végétalisé, pour protéger la biodiversité à la fois dans les milieux ruraux et urbains (Commission européenne, direction générale de l’environnement, 2014).

En 2020, l’Union européenne fait de la désignation de nouvelles aires protégées et d’espaces de transition le premier pilier de son action en faveur de la conservation de l’environnement, qui doit contribuer aux objectifs de croissance et de bien-être promus dans le Pacte vert pour l’Europe présenté un an plus tôt (Commission européenne, 2019).

Des études de cas conduites principalement dans des contextes postcoloniaux montrent que les notions de réseau et de corridor écologique sont souvent difficiles à appréhender, notamment par les populations locales (Carrière

et al., 2013 ; Goldman, 2009 ; Van Der Windt & Swart, 2008). Par ailleurs, des travaux plus récents menés en Europe soulignent que ce flou peut être à double tranchant en matière de mise en œuvre de la conservation de l'environnement (Garmendia et al., 2016, p. 315 ; Paloniemi et al., 2014, p. 177 ; Salomaa et al., 2017).

D'un côté, le concept de corridor serait suffisamment flexible pour être mobilisé conjointement par des conservationnistes, par des scientifiques et par des aménagistes et pour les rassembler autour d'un projet commun. De l'autre, sa compréhension floue et différenciée peut empêcher la mise en place de mesures comprises par toutes les parties prenantes.

À propos de l'appréhension des réseaux écologiques par divers acteurs de la conservation de la nature, des travaux ont mis en garde contre les effets de simplification induits par l'évaluation et la mise en scène de la connectivité écologique. Ces travaux rappellent que dès lors que les modèles communément utilisés pour déterminer le degré de connectivité écologique relèvent forcément d'un haut niveau d'abstraction, l'effet visuel de linéarité qu'ils permettent de présenter peut être porteur d'un effet de vérité fallacieux (Garmendia et al., 2016 ; voir également Carrière et al., 2013).

Le prisme post-dualiste a permis d'approfondir cet argument en montrant que les animaux ne se conforment pas forcément à ces modèles. Prenant l'exemple d'un réseau écologique mis en place pour canaliser les déplacements des éléphants dans une province indienne, Barua montre que malgré la scientificité qui lui confère une légitimité aux yeux des ONG et du gouvernement, sa pertinence est remise en question par des paysans locaux qui soulignent que les éléphants ne se soumettent pas à la logique linéaire comme l'avancent les promoteurs du corridor (Barua, 2014).

Au-delà de la traduction sur le terrain des modèles de connectivité, le cas de la Yellowstone to Yukon Initiative montre que la capacité des cartes à permettre de penser et voir le réseau écologique à travers les mouvements des animaux est primordial dans la promotion de ce genre d'initiative. L'abattage d'une louve équipée d'un collier émetteur au début des années 1990 a illustré l'idée qu'il était nécessaire de créer un tel réseau entre les États-Unis et le Canada. Alors que les journaux suivaient ses pérégrinations entre la Colombie britannique et les États du Montana, de l'Idaho et de Washington, l'animal a été abattu par un chasseur en 1995 et a acquis un statut de martyr qui l'a fait entrer dans la légende de l'initiative (Debarbieux & Rudaz, 2010, p. 311).

2.2. Considérer les réseaux écologiques comme des objets pas si objectifs que ça

La littérature en géographie portant sur la construction de la nature à l'œuvre dans les aires protégées montre que celles-ci sont des entités contingentes qu'il s'agit d'étudier comme telles. De façon générale, elle nous invite à nous intéresser aux différentes façons dont la naturalité ou la rationalité des découpages proposés est invoquée pour légitimer la définition et la délimitation des aires protégées. Des travaux spécifiquement consacrés aux réseaux écologiques appellent à s'intéresser aux limites souvent floues de ces réseaux, au rôle de la connectivité pour réifier les processus naturels qu'ils comptent conserver et à la façon dont ils mobilisent l'agentivité des animaux comme emblème.

Pour ce faire, je propose d'étudier la définition et la délimitation des réseaux écologiques comme des processus d'objectivation qui les institutionnalisent en tant que tels. Alors que la notion d'objet a été peu abordée en géographie (pour une rare exception qui souligne ce manque, voir Weber, 2014), j'emprunte le concept d'objectivation à Bernard Debarbieux qui l'a théorisé (Debarbieux, 2004a, 2004b ; Schaffter et al., 2010) et l'a notamment utilisé pour souligner le caractère contingent d'entités géographiques présentées comme naturelles, telles les montagnes (Debarbieux, 2001 ; Debarbieux et al., 2015 ; Debarbieux & Rudaz, 2010 ; Petite & Debarbieux, 2013). Plus spécifiquement, je m'intéresse à trois moments de ce processus, que je décline ci-dessous.

La *désignation langagière* qualifie la façon dont les actes langagiers participent à l'individualisation de certains objets et à leur mise en catégorie. Ce moment concerne à la fois les critères – biophysiques, sensibles, topologiques, etc. – sur lesquels la délimitation des réseaux écologiques se fonde et la manière dont celle-ci peut être utilisée comme emblème de ce réseau, en donnant notamment à voir sa linéarité ou les mouvements des espèces qui le constituent.

La *problématisation* désigne les attentes relatives à l'objectivation, ou ce qui la motive. Ce moment touche aux problèmes – environnementaux, économiques, diplomatiques, etc. – auxquels l'objectivation cherche à répondre (Debarbieux & Rudaz, 2010, p. 12).

Le moment de l'*intervention* désigne l'ensemble des actions engagées – directes et indirectes – sur lesquelles débouche la combinaison de la désignation et de la problématisation (Debarbieux, 2004a, p. 25 ; 2007, 2014, 2015, pp. 19-20).

Dans le cas des aires protégées transfrontalières qui nous intéressent dans cet ouvrage, la littérature identifie trois registres argumentaires principalement mobilisés pour soutenir les processus de (re)territorialisation décrits ci-dessus (Fall, 2003, p. 92 ; Rodary, 2016, p. 127).

Le premier concerne l'écologie et est fondé sur l'idée que la mise sous protection conjointe de territoires proches des frontières, réputés peu impactés par les activités humaines, permet de conserver l'intégrité écologique de vastes territoires qui dépendent par exemple de la capacité des animaux à pouvoir migrer sur de longues distances. Alors qu'en Europe, comme ailleurs, les États ont privilégié leurs périphéries – souvent laissées à la marge des économies nationales et donc abritant une nature relativement préservée des activités humaines – pour y créer des aires protégées (Coates, 2014 ; Fall, 2005 ; Laslaz, 2009 ; Westing, 1998 ; Wieckowski, 2013), le jumelage des aires protégées au-delà des frontières étatiques peut être présenté comme un moyen commode d'augmenter la taille des espaces protégés.

Le deuxième concerne la coopération internationale et consiste à présenter la gestion transnationale de l'environnement comme un moyen de renforcer les bonnes relations entre des États autour d'un enjeu à même de transcender toutes les dissensions qui pourraient exister par ailleurs. Cet argumentaire est diffusé notamment par un mouvement lancé au cours des années 1990 sous l'impulsion de la Fondation des Parcs de la Paix, qui vante les mérites supposés des aires protégées transfrontalières afin de prévenir les conflits internationaux et favoriser le développement économique, surtout en Afrique (Ali, 2007). Le parc international de la paix Waterton-Glacier, créé en 1932 entre les États-Unis et le Canada, est souvent considéré comme le premier du genre ; on comptait 59 aires protégées transnationales en 1988 et 188 en 2005, impliquant 112 pays différents (Coates, 2014, p. 513).

Le troisième registre a trait à l'économie. Il est fondé sur l'assertion de l'adéquation entre la taille des aires protégées et les opportunités économiques qu'elles permettent de constituer. Un mouvement, sur lequel je reviendrai plus en détail dans la suite de ce chapitre, a contribué depuis les années 1970 à remettre en cause le modèle historique du parc national en établissant des systèmes d'aires protégées plus vastes, moins restrictifs pour les activités humaines et régis par des partenariats public-privé.

Mon analyse consiste à étudier comment la GBF est définie et délimitée à la faveur des différents projets qui motivent les acteurs à l'objectiver en tant que telle. Renvoyant aux enjeux présentés en introduction, je contribue ainsi

à mettre en évidence comment la figure du réseau écologique se construit et parvient ou non à se stabiliser (Hilty et al., 2020). J'expliquerai en particulier quel rôle joue la définition de limites flexibles dans ce processus (Gløersen et al., 2017).

3. L'intégration des populations locales au sein des initiatives de réseaux écologiques

Les recherches qui se sont intéressées à l'implication des populations locales dans des initiatives de conservation de la nature à large échelle en Europe, l'ont fait sous l'angle de la reconfiguration du rôle de l'État en tant qu'acteur de la conservation. Une série de travaux effectués par des géographes de l'Université de Cambridge ont été consacrés à des initiatives menées en Grande-Bretagne (Adams et al., 2016; Adams et al., 2014; Hodge & Adams, 2012); en Grèce (Apostolopoulou & Adams, 2015); en Finlande (Apostolopoulou & Paloniemi, 2012); et en Pologne (Apostolopoulou et al., 2014).

Ces recherches s'inscrivent dans un courant critique de la néolibéralisation qui reconfigurerait le rôle de l'État principalement à travers deux mouvements (Castree, 2008a, 2008b). D'une part, la *dérégulation* qui voit l'État se retirer de la vie environnementale et sociale en limitant sa propre intervention à l'édiction d'un cadre réglementaire dans lequel les acteurs sont encouragés à agir de façon autonome. D'autre part, la *rerégulation* qui voit le déploiement de politiques publiques favorisant l'extension de la privatisation et la mise en marché à de nouveaux domaines de l'environnement.

Ces travaux se penchent sur ce double processus du fait qu'il est forcément relié à un changement scalaire. S'inscrivant dans une tradition marxiste tout en étant alimentés par les réflexions issues du tournant post-structurel, ils s'intéressent aux échelles en ce qu'elles permettent d'inclure ou d'exclure certains acteurs, de légitimer certains projets politiques (Moore, 2008, p. 218), notamment à propos de la conservation de l'environnement (Neumann, 2008; Young, 2002). À travers ce prisme, ces travaux soulignent que l'augmentation de la taille des projets de conservation résulte parallèlement en une délégation de la responsabilité de cette conservation aux autorités régionales et municipales, doublée d'un repli des pouvoirs publics au profit d'acteurs issus du secteur privé et de la société civile.

Les études menées à Cambridge soulignent que la reconfiguration du rôle de l'État en tant qu'acteur de la conservation de l'environnement peut contribuer

non seulement à exclure les populations locales des décisions relatives à la conservation, mais aussi à créer de nouvelles opportunités de participation pour elles.

J'entends renseigner sur ce processus dans les contextes finlandais et norvégien *via* l'analyse des discussions ayant conduit à la création d'une structure multi-niveaux pour développer la GBF et des entretiens menés avec des participants des groupes de travail régionaux de l'initiative.

Pour ce faire, je développe ici le troisième pan de mon outillage analytique qui emprunte à la littérature portant sur la néolibéralisation de la conservation de la nature et se décline autour du concept de *rescaling*. Ce concept sera mobilisé dans le quatrième chapitre du présent ouvrage, qui montrera comment les différents collectifs locaux répondent aux injonctions qui leur sont faites à participer au développement de la GBF.

3.1. Une lecture critique à travers le prisme des échelles et de la néolibéralisation

L'intégration d'objectifs de développement économique au sein des initiatives de conservation de la nature

L'articulation d'objectifs de conservation de la nature et de développement économique dans la politique des aires protégées commence à prendre de l'importance au cours des années 1980 dans la perspective du développement durable. À la suite du Sommet de la Terre de 1992, l'alignement entre objectifs de développement local et conservation de la nature se renforce dans les politiques internationales à la faveur de la reconnaissance de la contribution des populations locales à la conservation de la biodiversité rendue possible par le rapprochement entre les mouvements conservationnistes et indigénistes (Dumoulin, 2003 ; Rodary, 2016, p. 230).

Le paradigme dit de la conservation communautaire prend de l'importance depuis les années 1990, en accord avec le concept de biodiversité et le principe de subsidiarité porté par la notion de développement durable. Cette approche consiste à déléguer en partie la gouvernance des ressources naturelles aux populations locales avec lesquelles elles sont en contact direct afin que celles-ci puissent en tirer un revenu tout en respectant certaines restrictions (MacDonald, 2010). En parallèle, une approche dite paysagère de la conservation de la nature prend de l'ampleur. Elle préconise depuis les

années 1970 de connecter les habitats naturels à l'échelle de territoires qui dépassent le cadre des aires protégées traditionnelles tout en répondant aux aspirations économiques, sociales et écologiques des populations qui y vivent (Arts et al., 2017 ; Reed et al., 2017).

Les expériences précurseurs de gestion participative des aires protégées que constituent les premières réserves de biosphère de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), ouvertes en 1976, découlent de l'approche paysagère. Ces espaces protégés définis sous l'égide de gouvernements nationaux et de l'UNESCO consistent à confier la gestion des ressources naturelles aux populations locales sans imposer de réglementation particulière, suivant l'idée que les identités communautaires ou les intérêts économiques privés sont des leviers au service de la conservation (Carrière et al., 2013, p. 21).

L'importance des instruments de marché et des partenariats public-privé est confirmée lors du Congrès mondial de la nature en 2008 (MacDonald, 2010) et la vocation de la conservation à participer d'une croissance économique verte, lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement en 2012 (Brockington, 2012).

Des résistances à ce qui est assimilé à une néolibéralisation de la conservation de la nature prennent de l'ampleur au tournant des années 2010, quand des chercheurs travaillant sur la conservation de la nature dans les Suds et s'inscrivant dans la tradition anticapitaliste de la géographie radicale commencent à s'intéresser à la mise en œuvre de politiques de valorisation économique de la nature qu'ils observent sur le terrain.

La critique de la néolibéralisation de la conservation de la nature

Plutôt que d'étudier la néolibéralisation de la nature en se concentrant sur les processus sociaux liés à l'extraction et à la transformation des ressources naturelles (Bakker, 2010 ; Bigger et al., 2018 ; Fairhead et al., 2012 ; Heynen et al., 2007), des chercheurs proposent de se focaliser sur la non-utilisation de ces dernières à travers les politiques de conservation. Ils considèrent la néolibéralisation de la conservation comme une continuation et/ou une reproduction de dynamiques de contrôle et de domination coloniale (Agrawal, 1997 ; Musavengane & Leonard, 2019). En conséquence, le champ de recherche se compose majoritairement d'études de cas réalisées dans des

contextes postcoloniaux (pour des revues de littérature, voir Apostolopoulou et al., 2021 ; Büscher et al., 2012 ; Castree & Henderson, 2014 ; Fletcher, 2020 ; Vaccaro et al., 2013).

Un premier ensemble de recherches est consacré aux divers instruments de paiement pour services écosystémiques (PSE). Cela consiste à rémunérer l'adoption de pratiques favorables à la préservation de l'environnement, suivant l'idée que la dégradation de services écosystémiques à un endroit peut être compensée par la conservation de services équivalents à un autre endroit grâce à l'adoption d'une métrique unifiée rendant commensurables des services issus d'environnements différents (Bonneuil, 2015 ; Büscher, 2013 ; Sullivan, 2013). Cette approche par compensation a été largement considérée comme fallacieuse car elle ne prendrait pas en compte la complexité et l'irréversibilité de nombreux processus écologiques (Burkett, 2005, pp. 122-124), serait porteuse d'idées prédéterminées – souvent purement utilitaristes – à propos du bon usage ou de la bonne pratique de la nature (Brockington, 2017, p. 7) et se concentrerait uniquement sur ce que le marché cherche à valoriser (Kosoy & Corbera, 2010, pp. 1231-1234).

Un second ensemble de travaux s'est intéressé à la façon dont des ressources naturelles et/ou des savoirs communautaires qui échappaient jusqu'alors aux dynamiques marchandes sont transformés en biens et en services à travers à la fois leur mise en tourisme (Fletcher & Neves, 2012) et leur utilisation dans les secteurs pharmaceutiques ou des biotechnologies (Kloppenborg, 2005 ; Prudham, 2007). D'une part, ces recherches soulignent que la marchandisation de la nature favorise les acteurs dominants, capables de payer les coûts de transaction, d'utiliser à leur avantage les asymétries d'information ou d'évincer les populations locales empêchant l'exploitation économique des ressources (Benjaminsen & Bryceson, 2012). D'autre part, ces travaux montrent que l'intégration des populations locales à des marchés de biens et services les précarise en les rendant dépendants d'industries – écotouristiques notamment – plus volatiles que leurs modes de subsistance traditionnels (Dressler & Büscher, 2008).

Un troisième ensemble de recherches s'intéressent à la transformation du rôle de l'État en tant qu'acteur de la conservation de la biodiversité. De façon générale, cette reconfiguration du rôle de l'État relèverait d'un double mouvement (Castree, 2008a, 2008b). D'une part, la *dérégulation* voit l'État se retirer de la vie environnementale et sociale en limitant sa propre intervention à l'édiction d'un cadre réglementaire dans lequel les acteurs sont encouragés à agir de façon autonome. D'autre part, la *rerégulation* voit le déploiement de politiques publiques favorisant l'extension de la privatisation et la mise

en marché de nouveaux domaines de l'environnement. En particulier, les recherches menées à propos de la reconfiguration du rôle de l'État en tant qu'acteur de la conservation de l'environnement soulignent la nécessité de s'y intéresser du fait que l'État est intrinsèquement lié à l'articulation de différentes échelles (McCarthy & Prudham, 2004 ; Swyngedouw, 2000, 2005). Elles s'intéressent aux échelles en ce que celles-ci permettent d'inclure ou d'exclure certains acteurs, de légitimer certains projets politiques (Moore, 2008, p. 218), notamment à propos de la conservation de l'environnement (Neumann, 2008 ; Young, 2002).

Des recherches successives du département de géographie de l'université de Cambridge évoquées plus haut soulignent que l'augmentation de la taille des projets de conservation advient conjointement à une délégation de la responsabilité de cette conservation aux autorités régionales et municipales, doublée d'un repli des pouvoirs publics au profit d'acteurs issus du secteur privé et de la société civile.

D'une part, ce double mouvement favorise l'attribution de droits de propriété privée sur des terrains qui appartenaient précédemment à l'État, à des communautés ou qui n'avaient aucun propriétaire (Apostolopoulou & Adams, 2015 ; Apostolopoulou & Pantis, 2010). D'autre part, cette privatisation s'accompagne du renforcement du contrôle de l'État sur les mesures de conservation de la nature (Hodge & Adams, 2012), notamment à travers l'élaboration de partenariats public-privé et la mise en place de mesures d'accompagnement pour encourager des groupes issus de la société civile (fondations, ONG, etc.) à le suppléer dans les tâches qui lui incombent.

3.2. Appréhender les (re-)configurations scalaires et sectorielles à l'œuvre dans les réseaux écologiques

La littérature relative à la néolibéralisation de la conservation de la nature fait émerger deux pistes de réflexion principales que cet ouvrage entend explorer. D'une part, elle invite à s'intéresser à l'intégration d'une logique de rentabilité économique dans les politiques de conservation, pour mieux expliquer comment celle-ci fait apparaître les parties prenantes de la conservation comme des partenaires commerciaux ou des entrepreneurs. D'autre part, elle appelle à considérer la mise en œuvre des politiques de conservation régies par ces logiques comme reconfigurant l'articulation entre l'État, le secteur privé et la société civile dans la conservation de la nature.

Pour ce faire, je propose d'étudier le processus dit de *rescaling* induit par les réseaux écologiques. Je m'appuierai sur une définition proposée par Evangelia Apostolopoulou et ses collègues (Garmendia et al., 2016) qui parlent de *rescaling* pour qualifier le processus de création et de réorganisation des échelles et des relations entre elles qui advient dans le cadre de la néolibéralisation de la nature et de sa conservation en Europe.

La mise en échelle *vers le haut* permet de qualifier l'influence grandissante d'organisations et d'accords supranationaux dans les politiques de conservation de la nature. D'une part, elle touche à la façon dont la volonté de respecter des dynamiques présentées comme naturelles implique de créer des entités de conservation plus grandes, qui dépassent notamment le cadre stato-national. D'autre part, elle concerne la manière dont l'augmentation de la taille des espaces protégés permet aux niveaux national et international de revendiquer, voire d'accaparer les résultats d'un travail effectué à des niveaux plus locaux.

La mise en échelle *vers le bas* met en lumière la manière dont les niveaux subnationaux de la région, de la ville ou de la communauté prennent une importance grandissante dans la conservation de la nature. D'une part, je me pencherai sur la façon dont la mise en réseau va prescrire certains rôles aux acteurs locaux, notamment prestataires de services ou monteurs de projets. D'autre part, je m'intéresserai à la manière dont ces acteurs vont s'accommoder ou non de ces tâches.

La mise en échelle *vers l'extérieur* concerne le retrait de la responsabilité de la conservation par les autorités publiques au profit d'autres secteurs. Suivant les travaux mentionnés plus haut à propos de la réduction du rôle de l'État en tant qu'acteur de la conservation de la nature, ce mouvement touche à la façon dont la mise en réseau reconfigure les relations entre les pouvoirs publics, le secteur privé et la société civile, notamment à travers la promotion de partenariats public-privé et de pratiques entrepreneuriales.

INTERLUDE

LES POLITIQUES DE CONSERVATION DE LA NATURE EN FINLANDE ET EN NORVÈGE

Cet interlude présente les principales caractéristiques de la conservation de la nature en Finlande et en Norvège et permettra d'outiller le lecteur avant d'aborder la partie empirique de ce travail. Pour chacun des deux pays, je dresserai d'abord un historique des politiques de conservation de la nature avant de présenter leur système de gouvernance des aires protégées.

La politique de conservation de l'environnement en Finlande

Depuis 1996, la création et la gestion des aires protégées est régie par la Loi sur la conservation, qui vise notamment à développer le réseau Natura 2000 à la suite de l'adhésion de la Finlande à l'Union européenne en 1995 (Keskitalo et al., 2016, pp. 181-182 ; Metsähallitus, 2016, p. 36). Développé depuis 1998 en Finlande, le réseau inclut aujourd'hui la plupart des aires protégées du pays (Metsähallitus, 2016, pp. 33-36). La politique finlandaise est également guidée par des plans d'action visant à remplir ses obligations vis-à-vis de

la Convention sur la diversité biologique, qu'elle a ratifiée en 1994, et la Stratégie européenne en faveur de la biodiversité (Heikkinen, 2007, 2013).

À l'exception de quelques milliers d'hectares de réserves privées, l'écrasante majorité des 4.5 millions d'hectares d'aires protégées sont sous la responsabilité de Metsähallitus (Metsähallitus, 2020d), l'entreprise d'État chargée de gérer les terres et les plans d'eau appartenant à l'État. Alors que les aires protégées sont vastes au nord de la Finlande où l'emprise foncière de l'État est forte, elles sont plus éparses au sud du pays, où l'activité forestière privée est importante (Makkonen & Hokkanen, 2009, p. 117).

Aujourd'hui, environ un tiers du territoire finlandais – sous protection ou non – est placé sous la responsabilité de Metsähallitus (Metsähallitus, 2020d). Sous le contrôle du parlement finlandais, qui se prononce sur les objectifs de Metsähallitus lors du vote du budget annuel, la vocation de l'entreprise est à la fois d'exploiter et de protéger ce territoire. Contrôlée par un conseil d'administration nommé par le gouvernement et administrée par un directeur général, l'entreprise est divisée en deux branches, respectivement en charge de l'exploitation économique et de la protection de l'environnement.

La première opère sous la tutelle du ministère de l'Agriculture et de la Foresterie et est composée d'une unité dédiée à l'exploitation forestière et d'une autre chargée du développement immobilier. La seconde branche a pour mission de mettre en œuvre la politique du ministère de l'Environnement à la fois en matière de protection de la nature et des sites culturels et de promotion et de régulation d'activités de loisirs comme la randonnée, la chasse et la pêche. Cette seconde branche est divisée en deux unités respectivement en charge de la gestion des aires protégées et de la régulation de la chasse et de la pêche. National Parks Finland est ainsi dédiée à la gestion des aires protégées alors que Wildlife Service Finland s'occupe de la régulation de la faune.

Les quatre bureaux régionaux de National Parks Finland élaborent et mettent en œuvre des plans de gestion qui concernent la conservation (des habitats, des espèces et de l'héritage culturel) ainsi que le tourisme (construction et entretien des cabanes et des sentiers, développement de partenariats avec le secteur privé, promotion touristique) (Metsähallitus, 2016). De façon plus générale, Metsähallitus participe à la planification territoriale régionale et communale en transmettant des plans paysagers relatifs à l'exploitation des forêts et à la mise en place de réseaux écologiques (Metsähallitus, 2020a, 2020c).

Les espaces protégés relèvent de trois catégories distinctes selon leur degré de protection, conformément à la logique prévalant dans le système de classement de l'UICN (Metsähallitus, 2016, pp. 25-31). Premièrement,

les *réserves naturelles strictes*⁵ entendent préserver de toute activité non scientifique certaines portions du territoire remarquables d'un point de vue environnemental. Deuxièmement, les *parcs nationaux*⁶ visent à conserver des caractéristiques naturelles, des attributs paysagers et des modes de vie traditionnels remarquables, tout en facilitant l'éducation environnementale, la recherche scientifique et l'accès à la nature de façon subsidiaire. Troisièmement, la catégorie *autres réserves naturelles étatiques*⁷ regroupe les tourbières, les forêts anciennes, les forêts herbeuses. À ces trois catégories s'ajoutent deux types d'aires protégées hors-catégorie. Les *Wilderness reserves*⁸, d'une part, qui restreignent les activités ne relevant pas de la préservation de la culture samie, comme l'élevage de rennes, et autres modes traditionnels de subsistance (chasse, pêche et cueillette) (Metsähallitus, 2016, p. 31). Les aires de randonnées nationales, d'autre part, qui encouragent la pratique du tourisme, de la chasse et de la pêche (Metsähallitus, 2016, p. 113).

Hors des territoires de l'État, la conservation de la nature est du ressort des centres pour le développement économique, les transports et l'environnement (Centres ELY)⁹, chargés de mettre en œuvre une partie de la politique finlandaise au niveau régional. Les centres sont dépositaires de l'autorité publique dans trois aires de responsabilité : commerce et industrie, compétences de la force de travail et activités culturelles ; transports et infrastructures ; gestion de l'environnement et des ressources naturelles. En pratique, certains des 15 centres ELY répartis en Finlande ne couvrent pas ces trois domaines de responsabilité, se faisant suppléer par un centre voisin le cas échéant.

Premièrement, les centres ELY peuvent établir des réserves naturelles privées en passant des accords avec les propriétaires fonciers (Metsähallitus, 2016, p. 31). Deuxièmement, ce sont eux qui délivrent des permis pour la construction de bâtiments dans les zones protégées, la conduite hors des routes carrossables ou encore la capture d'animaux sauvages. Troisièmement, ils sont en charge de la mise en œuvre du Programme de biodiversité forestière pour la Finlande du Sud (METSO), qui vise à compenser financièrement les propriétaires forestiers choisissant de gérer de manière durable leurs forêts remarquables, voire de ne pas les exploiter (METSO forest biodiversity, 2020 ; Centre for Economic Development Transport and the Environment, 2016, p. 13).

⁵ Ces espaces correspondent principalement à la catégorie Ia de l'U.I.C.N.

⁶ À une exception près, tous les parcs nationaux finlandais entrent dans la catégorie II de l'U.I.C.N.

⁷ Ces espaces correspondent généralement aux catégories Ia et Ib et IV de l'U.I.C.N.

⁸ Ces espaces correspondent à la catégorie Ib de l'U.I.C.N.

⁹ Pour Elinkeino, Liikenne ja Ympäristökeskus en finnois.

La politique de conservation de l'environnement en Norvège

Le ministère du Climat et de l'Environnement est responsable de l'application de la Loi sur la diversité naturelle de 2009, qui vise notamment à atteindre les objectifs fixés par la Convention sur la diversité biologique. Subordonnée au ministère, l'agence environnementale norvégienne Miljødirektoratet est chargée de mettre en œuvre, depuis Trondheim et Oslo, la politique de gestion de la nature, de réduction des gaz à effet de serre et de prévention de la pollution. L'Inspectorat de la nature, une unité de rangers affiliée à l'agence qui dispose de bureaux répartis dans le pays, s'occupe des activités de maintenance dans les aires protégées (entretien des chemins, réparation et approvisionnement des cabanes, etc.), en plus de s'assurer que la législation environnementale est respectée par les usagers.

On notera que des 6,5 millions de kilomètres carrés de terres sous protection en Norvège, soit environ 17 % du territoire national¹⁰, seul un quart des aires protégées font l'objet d'une gestion par les autorités, la majorité d'entre elles étant considérées comme suffisamment reculées pour ne pas nécessiter d'intervention (Miljødirektoratet [Agence environnementale norvégienne], 2020).

Les aires protégées norvégiennes sont catégorisées en fonction à la fois des activités qui sont permises dans leur périmètre et de leur mode de gouvernance. Les *réserves naturelles*¹¹ sont les formes les plus strictes de conservation en Norvège, qui peuvent aller jusqu'à bannir tout type d'activité ou de passage (Ministère norvégien du Climat et de l'Environnement, 2009). Les *parcs nationaux* interdisent toute installation permanente et autres activités – ou pollutions – qui mettraient à mal la conservation, tout en autorisant, voire en encourageant, le tourisme (Ministère norvégien du Climat et de l'Environnement, 2009). Les *aires de protection paysagères*¹² visent à conserver les caractéristiques paysagères – et les pratiques qui leur sont historiquement associées, comme l'agriculture ou l'élevage – en interdisant les autres activités qui pourraient impacter le paysage sur le long terme (Ministère norvégien du Climat et de l'Environnement, 2009). En dehors de ces trois catégories, certains habitats peuvent être désignés comme des monuments naturels (Miljødirektoratet [Agence environnementale norvégienne], 2017).

¹⁰ On notera que ce pourcentage est trois fois plus élevé dans l'archipel des Svalbard.

¹¹ Assimilables à la catégorie de gestion Ib – Zone de nature sauvage des aires protégées de l'UICN.

¹² Assimilables à la catégorie de gestion V – paysage terrestre/marin protégé.

En matière de gouvernance, les réserves naturelles sont placées sous la responsabilité du représentant du gouvernement national dans les comtés¹³, chargé de mettre en œuvre la politique norvégienne au niveau régional. Les parcs nationaux et les aires de protection paysagère sont administrés par des bureaux composés de politiciens locaux. Un bureau peut être responsable d'un parc national et d'une aire protégée, ce qui arrive fréquemment quand les deux territoires sont contigus (Øvre Pasvik Natsjonalparksstyre, 2020c).

Soutenus par des comités consultatifs convoqués au moins une fois l'an, les bureaux élaborent et révisent les plans de gestion en accord avec la stratégie de Miljødirektoratet à qui ils sont soumis pour approbation (Norwegian Environmental Agency, 2017; Risvoll et al., 2014, pp. 70-71). Miljødirektoratet décide ensuite de chaque allocation de fonds pour réaliser les projets suggérés dans les plans de gestion. Par ailleurs, les bureaux statuent sur les demandes de dérogation aux restrictions des activités, s'informent sur l'état des espaces protégés, maintiennent un contact avec les usagers réguliers et diffusent des informations à la population et aux visiteurs. Un gestionnaire de parc, également secrétaire du bureau s'occupe des affaires courantes, des demandes de fonds (Miljødirektoratet [Agence environnementale norvégienne], 2014).

¹³ Dans l'archipel des Svalbard, le gouverneur élu localement participe également à cette gestion.

Chapitre 2

Figures du rideau de fer et de la division Est-Ouest en Europe du Nord

Ce premier chapitre empirique s'intéresse à la façon dont la création du concept de «Greenbelt of Fennoscandia» (GBF) et son institutionnalisation en tant qu'initiative internationale reposent sur un ensemble de représentations du rideau de fer et de la division entre la Russie et l'Occident.

Une première partie reviendra aux fondements du concept de Ceinture verte de Fennoscandie pour expliquer comment celui-ci a émergé dans le cadre de la coopération finno-soviétique en matière d'environnement et a été associé à plusieurs projets de coopération transfrontalière durant les années 1990 et 2000. Une seconde partie trace un parallèle entre le développement de la GBF et celui de la coopération en matière de protection de l'environnement entre l'Europe du Nord et la Russie, dans le but de montrer comment ces deux projets s'articulent.

D'une part, ce chapitre mettra en lumière la façon dont l'invocation d'une «*survie sérendipienne de la nature*» ressort d'une volonté des conservateurs occidentaux de peser sur la politique de conservation de la Russie post-soviétique et permettra de justifier divers projets de re-fonctionnalisation du rideau de fer. D'autre part, il montrera comment le développement de la GBF va bénéficier à la fois de sa compatibilité avec un imaginaire de la transition, porté en Europe du Nord à partir de la fin de la Guerre froide, et de sa singularité vis-à-vis du retour d'un registre conflictuel à la suite de l'annexion de la Crimée en 2014.

1. La Ceinture verte pour penser et dire la re-fonctionnalisation du rideau de fer

Cette partie met en lumière l'articulation entre les discours relatifs aux frontières finno-russo-norvégiennes et ceux qui touchent au développement d'une Ceinture verte transfrontalière au sortir de la Guerre froide. Elle renseigne sur l'invocation d'une survie sérendipitaire de la nature qui fonde les prémices du concept de Ceinture verte, puis sur les différents projets de re-fonctionnalisation du rideau de fer qu'elle a permis de penser et de dire durant les années 1990 et 2000.

1.1. Les territoires forestiers préservés par les politiques soviétiques comme objets de convoitise au sortir de la Guerre froide

Je montre ici comment l'identification de forêts remarquables du côté russe de l'ancien rideau de fer est présentée comme une découverte motivant les premières discussions relatives à la création d'une Ceinture verte finno-russe. Ensuite, je retrace l'histoire différenciée des politiques sécuritaires et de développement qui explique l'état de préservation de ces forêts, pour montrer que la proposition de créer une Ceinture verte répond moins à une découverte fortuite qu'à la volonté des conservationnistes occidentaux d'influer sur la politique de conservation de la nature en Russie.

La découverte d'une Ceinture verte à la frontière finno-russe

Le terme « Ceinture verte » aurait été employé dès les années 1970 dans le cadre de la coopération scientifique entre l'Union soviétique et la Finlande pour désigner les massifs forestiers proches de la frontière entre les deux pays. Officiellement encadrée par un accord depuis 1955, la collaboration entre biologistes et spécialistes en écologie forestière finlandais et soviétiques s'est renforcée véritablement à partir des années 1970, alors qu'un groupe de travail conjoint sur l'environnement était créé en 1985 pour renforcer la coopération existante (Finnish Environment Institute, 2016; Lindholm, 2014; Ullrich et al., 2006).

À ce moment, l'expression « Ceinture verte » commence à être utilisée par les scientifiques gravitant autour de ce groupe de travail pour décrire

le continuum des massifs forestiers, qu'ils observent le long de la frontière interétatique, notamment sur des images satellites (Haapala et al., 2003 ; Kortelainen, 2010, p. 32 ; Sagitov, 2016), cité par Gaudry et al. (2014, pp. 13-14).

Partant de cette utilisation descriptive, le terme est rapidement employé au sein du groupe – devenu finno-russe en 1992 – pour souligner la nécessité de conserver ces massifs épargnés par les activités humaines de façon circonstancielle au fil de l'histoire des frontières entre la Russie, la Finlande et la Norvège (Gaudry et al., 2014, pp. 13-14 ; Lindholm, 2014). Deux anciens membres du groupe de travail conjoint rapportent le sentiment qui les motive à l'époque :

Durant l'époque soviétique, il y avait une énorme zone frontalière, où l'exploitation [forestière] était interdite puisque les citoyens soviétiques n'étaient pas autorisés à venir près de la frontière (Car14).

Durant la Guerre froide, il y avait cette zone sans activité humaine, donc la nature était bien préservée, et cela valait vraiment la peine de continuer à la préserver. [...] Les années 1990 ont été la bonne période pour réfléchir à cela (Car19).

La première proposition d'établir des réserves naturelles en République de Carélie, afin de préserver les massifs forestiers remarquables, est défendue par les deux chefs de délégation du groupe de travail finno-soviétique sur l'environnement (Tri1, Tri14). Du côté finlandais, le professeur Rauno Ruuhijärvi milite ouvertement pour le renforcement de la conservation de la nature en Union soviétique au sein de l'Université d'Helsinki et des milieux écologistes (Car14) (Lindholm, 2014). Du côté soviétique, la proposition est portée par Alexander Titov, qui deviendra directeur du Centre de recherche carélien de l'Académie des sciences de Russie à Petrozavodsk en 1991 (Lindholm, 2014) (Tri14, Tri15).

L'idée de créer un réseau d'espaces protégés entre la République de Carélie et la région finlandaise de Kainuu aurait été évoquée pour la première fois en 1993, lors d'une soirée bien arrosée dans un sauna, entre Titov et le maire de la ville de Kuhmo (Tri16). Le projet de développer une Ceinture verte transfrontalière sera discuté au cours de la même année au sein du groupe de travail finno-russe sur l'environnement et présenté publiquement en 1994 à l'occasion d'une réunion entre les autorités finlandaises et celles de la République de Carélie (Lehtinen, 2006b, pp. 75, 186 ; Salminen, 2004, p. 49).

Tandis que l'idée de constituer une Ceinture verte émerge en Carélie, des représentants des autorités finlandaises, russes et norvégiennes en charge de l'environnement veulent faire de même plus au nord, en encourageant la mise sous protection de vastes territoires jouxtant les frontières entre leurs trois pays (Christiansen, 2014; Metsähallitus, 2009). En 1994, les responsables de la réserve russe de Pasvik appellent la création d'un réseau transfrontalier de réserves forestières – une *frontière verte* – afin de protéger les massifs anciens préservés par les restrictions d'activités ayant eu cours durant la Guerre froide (Lindholm, 2014).

Alexander Titov publie en 1995 avec d'autres chercheurs russes et finlandais un article scientifique qui fait office de plaidoyer en faveur de la création d'un réseau d'aires protégées transfrontalier à la hauteur de la République de Carélie, afin de conserver la forêt remarquablement préservée par les restrictions frontalières (Titov et al., 1995). Pour Titov et ses collègues, ce réseau pourrait contribuer à faire de la Carélie russe une «*république verte*», où l'économie écotouristique permettrait d'en finir avec l'emprise de l'industrie forestière et papetière, omniprésente dans la région à l'époque.

Peu de temps après la publication de cet article, le concept de Ceinture verte est mobilisé lors de réflexions au niveau ministériel en Finlande pour souligner la nécessité de coopérer avec les Russes dans les domaines de la conservation et de la foresterie (Salminen, 2004, pp. 49-50).

La survie sérendipitaire de la nature est invoquée au moment d'enjoindre les Russes à se déclarer parties prenantes au mémorandum en faveur du développement de la Ceinture verte de Fennoscandie, finalement signé en 2010. Il est clair alors que la grande majorité des zones naturelles concernées par l'initiative sont en Russie (Heikkilä & Kolomytcev, 2013, p. 12) (Car21, Sep6) et que les zones écologiquement importantes à l'ouest des frontières finno-russes et russo-norvégiennes seraient déjà fragmentées et/ou feraient déjà l'objet de mesures de protection (Hokkanen et al., 2006, p. 84). Les Russes sont donc mis devant le fait accompli, présenté comme un résultat imputable aux contingences de l'histoire du xx^e siècle.

Les parties finlandaise et norvégienne au mémorandum assument volontiers cette disproportion (Tri1, Tri11, Tri19, Car8). Pour un membre du groupe de travail finno-russe sur l'environnement, celle-ci était évidente dès les prémices de la Ceinture verte :

Nous avons vu ces complexes géobotaniques très bien conservés tout le long de la frontière finno-russe sur des images satellites quelque part

durant les années 1990, et il était évident que du côté russe... (rires) les premières images étaient déjà évidentes (Tri1).

Un membre de la délégation norvégienne prenant part à la réunion qui avait vu le mémorandum être signé en 2010 abonde :

Si on regarde la carte, on peut voir que la forêt est assez intacte dans la partie russe de la Carélie, parce qu'il y avait eu toute cette sécurité et tout ça. Mais du côté finlandais, il y a de la forêt juste par-ci par-là (Tri19).

La coordinatrice de la GBF confirme :

Il faut bien comprendre que la biodiversité du côté russe de la frontière, c'est la source principale de biodiversité pour la Finlande. Comparé à la Russie, où les territoires forestiers sont très vastes, en Finlande nous avons peu de territoires protégés. C'est seulement comme de petites îles du côté finlandais de la frontière (Tri11).

Si le ministre russe de l'Environnement et des Ressources naturelles appose sa signature à l'accord, une personne présente à ce moment fait état de railleries à propos de la disproportion entre l'investissement des Finlandais dans le montage de l'initiative et la part de territoire remarquable concerné par la GBF en Finlande (Tri19). Un participant russe au groupe de travail de la GBF pour la Carélie dénonce l'attitude des conservationnistes finlandais, qui se serviraient de la Ceinture verte pour s'immiscer dans la gestion des aires protégées en Russie :

Quand la Finlande fait la promotion du concept de Ceinture verte de Fennoscandie, en réalité cette promotion est dirigée vers la Russie. J'ai vu cela lors de beaucoup de conférences et d'événements, où les Finlandais disaient : « Nous avons besoin de préserver ceci et cela ! » et « Pourquoi est-ce que cette aire protégée n'est pas encore créée ? » (Car21).

L'idée que la Ceinture verte de Fennoscandie doit conserver une nature remarquablement préservée en raison de sa localisation et des conséquences non intentionnelles de décisions politiques prises au long du xx^e siècle, reste au cœur des discours à propos de la GBF après la signature du mémorandum.

Du fait de sa position géographique en marge du développement des États, la zone frontalière aurait ainsi été peu touchée par les activités humaines (GBF Trilateral Working Group, 2013, p. 1 ; Rekola, 2018, p. 1), et les restrictions d'accès décrétées durant la Guerre froide pour des raisons sécuritaires auraient

contribué sans le vouloir à créer un véritable « *laboratoire* » de la conservation de la nature (Karivalo & Butorin, 2006, p. 39) (Tri18, Car14, Car19, Sep14). Cette métaphore est également utilisée par un membre du groupe de travail finlandais, qui était déjà actif pendant les années 1990 au sein de la coopération finno-russe en matière de protection de l'environnement :

Du point de vue de la nature, c'est unique, car [ce territoire] a été une zone frontalière. Spécialement du côté russe, cette zone était très large, 60 kilomètres par endroits, alors qu'il s'agissait seulement de quelques kilomètres côté finlandais. Puisque ces territoires étaient contrôlés par les gardes-frontières et l'armée soviétique, c'était une sorte de laboratoire naturel parce qu'il n'était pas dérangé par les humains (Tri16).

Ces territoires remarquables sont présentés comme un héritage involontaire de la Guerre froide (Sagitov, 2016, p. 11) dont les générations actuelles seraient les « *gardiens circonstanciels* » (Kalske, Nilsson et al., 2014, p. 3) (Tri19, Sep10). Pour le ministre norvégien du Climat et de l'Environnement, « *une ceinture de nature intacte dans toute l'Europe a été mise à la disposition du public* » à la chute du rideau de fer (Ministère norvégien du Climat et de l'Environnement, 2016).

L'historique du développement des territoires à l'est et à l'ouest des frontières entre la Russie, la Finlande et la Norvège permettra d'expliquer que cette disproportion est moins due au hasard qu'à une série de choix politiques effectués depuis le début du xx^e siècle. De plus, nous verrons que la proposition de créer une Ceinture verte formulée au milieu des années 1990 n'est pas la conséquence de la découverte de zones naturelles remarquablement préservées, mais répond surtout à la volonté des conservationnistes occidentaux d'influer sur la protection de la nature en Russie.

De la fermeture de la frontière finno-soviétique à l'ouverture du marché soviétique du bois

Le développement différencié de la forêt de part et d'autre de la frontière finno-russe remonte à 1917, quand le Grand-Duché de Finlande, alors rattaché à l'Empire russe, devient une république indépendante dans le sillage de la révolution russe (Le Calloc'h, 2018, pp. 103-107; Singleton, 1998, pp. 108-111). Très ouverte jusqu'à l'indépendance, la frontière entre les deux pays se ferme progressivement, du fait de la volonté finlandaise d'affirmer

sa nouvelle souveraineté territoriale et de la peur de l'URSS de voir des communautés pro-finlandaises émerger à sa frontière occidentale (Lynn & Fryer, 1998, p. 575 ; Paasi, 1990, p. 57 ; 1996, pp. 99, 115, 167-180).

En juillet 1923, un décret gouvernemental soviétique établit une zone territoriale spéciale le long de toutes les frontières terrestres et maritimes de l'Union soviétique, un texte qui restreint drastiquement les activités entre 7 et 22 km de la frontière, une zone activement surveillée par la police d'État (Martin, 2001, p. 314). En 1934, le Politburo crée un nouveau régime pour les régions occidentales de l'URSS, qui interdit l'accès à une zone de 5 à 7 km de la frontière à toute personne qui n'y serait pas exceptionnellement autorisée (Martin, 2001, p. 329). Durant la Guerre froide, une zone interdite de 7 km et une, plus permissive, de 20 km régissent les territoires soviétiques le long des 1 250 km de frontière avec la Finlande (Central intelligence Agency : Office of Research and Reports, 1955, p. 56).

À la faveur de la division régionale du travail, la République de Carélie devient un centre forestier majeur de l'URSS, où l'activité agricole est délaissée au profit de l'exploitation industrielle de la forêt, qui doit alimenter l'industrie papetière soviétique (Lehtinen, 2006b, p. 174). L'activité forestière se concentre autour des agglomérations urbaines, laissant inexploités de vastes territoires forestiers historiquement en marge du peuplement de l'Europe du Nord et sous le coup des restrictions frontalières (Elenius, 2016, pp. 300-301 ; Lehtinen, 2006b, pp. 71, 75 ; Paasi, 1999, p. 674).

À l'inverse de l'URSS, le jeune État finlandais cherche à développer les territoires proches de sa frontière orientale dès les années 1920 afin d'affirmer sa souveraineté (Paasi, 1996, pp. 174-180 ; 1999, p. 671). L'entrée de la Finlande dans le marché international des produits forestiers durant les années 1950 s'accompagne d'une intensification de l'activité forestière et de l'exploitation de forêts sur l'intégralité du territoire finlandais (Lehtinen, 2006b, p. 98). Cette entrée est saluée à la fois par les forestiers et par les promoteurs des aires protégées qui partagent l'idée qu'un État prospère doit exploiter la totalité de son territoire (Lehtinen, 2006a, p. 50). Contrairement au côté soviétique, la zone d'exclusion frontalière d'environ trois kilomètres décrétée par la Finlande durant la Guerre froide ne soustrait que peu de territoire à l'économie forestière (Central intelligence Agency : Office of Research and Reports, 1955, p. 66).

L'exploitation industrielle de la forêt finlandaise se généralise dès les années 1950, suivant un modèle de gestion dit durable, inspiré par Hans Carl Von Carlowitz et déjà introduit par Metsähallitus dans le Grand-Duché de

Finlande. Alors que le principe fondateur de ce modèle est que le volume de bois coupé pendant une année ne devrait pas dépasser celui de la croissance de la forêt, il contribue à généraliser la pratique de la sylviculture qui permet de maintenir, voire d'augmenter ces volumes (Siiskonen, 2007).

À la fin de la Guerre froide, seules quelques parcelles de forêt non exploitées subsistent ainsi du côté finlandais de la frontière, alors que des massifs remarquables sont observés côté soviétique (Lehtinen, 2006b, pp. 280-281).

La libéralisation du marché du bois en URSS est mise en œuvre à la fin des années 1980, dans le contexte des réformes structurelles initiées en 1985 par Mikhaïl Gorbatchev (Gerner, 2016b). En particulier, le partenariat noué en 1989 par l'entreprise finlandaise Enso Gutzeit avec le forestier soviétique Karellesprom pour l'exploitation des forêts de la République de Carélie apparaît aux yeux de l'industrie comme le début d'une nouvelle ère pour le marché du bois (Karivalo & Butorin, 2006, pp. 40-41 ; Lehtinen, 1991, p. 99 ; 2006b, p. 101).

L'année suivante, l'agence à la tête de l'appareil de planification du gouvernement soviétique – le Gosplan – missionne pour la première fois de son histoire une entreprise étrangère pour réfléchir au futur du développement de l'industrie forestière. Le consultant finlandais Jaakko Pöyry qui réalise l'étude suggère de doubler le nombre de coupes réalisées dans le nord-ouest de l'Union soviétique, de développer l'infrastructure routière afin d'acheminer le bois de façon plus efficace vers les usines et les nœuds logistiques et de bâtir et rénover des usines papetières aux derniers standards occidentaux (Lehtinen, 2006b, p. 154). Comme le résume lui-même l'auteur de ce rapport, le but principal du document est d'«*encourager les gestionnaires russes à adopter une pensée commerciale*» (Kärkkäinen, 1990, p. 21), alors que les considérations écologiques en sont largement absentes.

Après la fin de l'URSS, le gouvernement de la République de Carélie invite en 1995 les entreprises forestières finlandaises à venir exploiter la forêt côté russe, suivant la décision du gouvernement fédéral russe d'ouvrir les zones territoriales spéciales proches de la frontière aux activités forestières (Lehtinen, 2006b, p. 186). Désireuses d'augmenter leurs capacités de production, la plupart des entreprises papetières finlandaises se lient à des partenaires russes afin d'alimenter leurs usines.

La question du bien-fondé écologique de l'exploitation de ces forêts historiquement laissées intactes motive la conduite de nombreux inventaires forestiers (Karivalo & Butorin, 2006, pp. 40-41 ; Lehtinen, 2006b, p. 101). Réalisés notamment sous l'égide du gouvernement finlandais (1991-1996),

du groupe de travail finno-russe sur l'environnement (1992-1994) et d'organisations non gouvernementales russes (milieu des années 1990), ces inventaires soulignent la nécessité de préserver de l'exploitation commerciale de larges pans de forêt ancienne (Karivalo & Butorin, 2006, p. 40; Ruuhijärvi, 2003, p. 14; Salminen, 2004, p. 45; Simola, 1995; Ullrich et al., 2006, p. 5).

En 1991, le gouvernement finlandais lance un programme visant à identifier et à protéger les dernières forêts anciennes appartenant à l'État dans la moitié sud du pays. L'année suivante, un rapport réalisé dans le cadre de ce programme souligne que la préservation de ces forêts serait bénéfique pour la biodiversité, l'image de l'industrie forestière finlandaise et offrirait un potentiel touristique certain (Lehtinen, 2006b, pp. 134-137).

En octobre 1995, une rencontre dans la ville de Kostomoukcha en République de Carélie se tient entre des organisations non gouvernementales finlandaises, scandinaves et russes ainsi que des parlementaires européens afin d'essayer d'obtenir des garanties de la part des entreprises actives dans le secteur de ne pas exploiter les forêts anciennes (Lehtinen, 2006b, p. 186). À l'issue de la réunion, Greenpeace lance une campagne en Allemagne afin d'exposer publiquement les entreprises impliquées dans des coupes jugées écologiquement irresponsables au vu des inventaires forestiers.

Déjà épinglée par les principaux journaux allemands quelques années plus tôt comme étant responsable d'un désastre écologique similaire à celui en cours en Amazonie, l'entreprise Enso Gutzeit est particulièrement visée (Lehtinen, 2006b, p. 130). Près de cent mille soutiens de Greenpeace envoient à l'entreprise des photos de forêt dévastée par des coupes à blanc en guise de cartes de vœux, lui enjoignant d'arrêter ses activités dans les forêts anciennes près de la frontière finno-russe (Lehtinen, 2006b, p. 187). L'année suivante, un blocage momentané d'une usine papetière est organisé en Finlande, ainsi qu'une manifestation dans le port de Lübeck à l'occasion du déchargement d'un cargo rempli de bois provenant supposément de forêts anciennes (Lehtinen, 2006b, p. 193).

Dans le but de redorer son image auprès de ses clients alors que l'industrie forestière finlandaise s'internationalise, Enso Gutzeit déclare en octobre 1996 un moratoire à propos de ses activités près de la frontière finno-soviétique pour répondre aux demandes des organisations environnementales (Lehtinen, 2006b, pp. 187, 194). Mis en application le 1^{er} janvier de l'année suivante et décrété sans aucune intervention étatique, le moratoire concerne près de deux millions d'hectares (Lehtinen, 2006b, pp. 185, 196). Sous la pression publique, la plupart des entreprises forestières opérant dans la République

de Carélie et l'Oblast de Mourmansk acceptent de ne plus utiliser de bois provenant des forêts primaires mentionnées par les inventaires, pour la plus grande satisfaction des milieux de la conservation de la nature en Finlande (Kortelainen, 2008 ; Lehtinen, 2006b, pp. 185-198 ; Tysiachniouk, 2009).

Ainsi que nous l'avons vu, la signature du Mémorandum pour le développement de la Ceinture verte de Fennoscandie en 2010 est apparue comme un nouveau moyen pour les partisans de la conservation de la nature occidentaux d'agir sur le territoire russe, non sans faire grincer quelques dents.

La responsable ministérielle finlandaise à l'origine de la rédaction du mémorandum – j'y reviendrai – dit avoir été largement inspirée par le moratoire, auquel elle avait consacré son travail de licence en relations internationales. L'accord de 2010 ne serait ainsi que la simple traduction des préoccupations des conservationnistes occidentaux des années 1990 :

Le nom et le concept [de Ceinture verte] étaient déjà là. Tout le monde savait que ce concept existait mais il n'était pas posé sur papier. Donc c'était une tâche très facile [que de rédiger le mémorandum], puisque le nom et le concept étaient déjà connus (Tri7).

L'élan donné par le moratoire sur l'exploitation des forêts anciennes en Russie durant la seconde moitié des années 1990 va favoriser la proposition de Ceinture verte portée par Alexander Titov et ses collègues, dont nous allons voir qu'elle va prendre de l'ampleur en étant associée au concept de Fennoscandie.

1.2. Divers projets de re-fonctionnalisation

Je montre ici comment le concept de Ceinture verte de Fennoscandie va émerger et être utilisé pour penser et dire divers projets de re-fonctionnalisation des frontières finno-russo-norvégiennes au courant des années 2000. Je dresserai à grands traits l'histoire des frontières entre la Russie, la Finlande et la Norvège. J'expliquerai ensuite comment le terme « Ceinture verte de Fennoscandie » a été utilisé pour la première fois dans le cadre d'un projet – abandonné – de candidature au patrimoine mondial de l'UNESCO qui appelait à faire de la frontière l'espace de préservation d'un héritage naturel et culturel. Je dirai aussi comment l'idée que la Ceinture verte pourrait contribuer à faire de l'ancien rideau de fer un mémorial rassembleur de la Guerre froide s'est renforcée à travers son rapprochement avec une initiative similaire lancée

en Allemagne. Enfin, nous verrons comment le concept de Ceinture verte a été associé à une série de projets transfrontaliers de promotion écotouristique, qui permettent de faire apparaître l'ancien rideau de fer comme une interface de dialogue et un argument commercial.

Le tracé des frontières entre la Russie, la Finlande et la Norvège

Ce tracé, arrêté au milieu des années 1950, découle des relations militaro-diplomatiques entre les puissances russes et suédoises, de la guerre civile finlandaise et des conflits, notamment à propos de l'appartenance de la Carélie. La carte ci-après montre les principales évolutions territoriales que je retrace ici.

Les premiers jalons du tracé moderne des frontières finlandaises sont établis en 1323, quand la République de Novgorod et le Royaume de Suède fixent leurs frontières le long de la rivière Sestra (figure 2). Poursuivant une expansion au nord-est entamée durant la guerre de 1590-1595 contre le tsarat de Russie, l'empire suédois contrôle en 1617 un territoire dont la frontière orientale correspond peu ou prou à celle de la Finlande d'aujourd'hui (Singleton, 1998, pp. 36-40). Les traités de Nystad et de Åbo mettant respectivement fin aux guerres russo-suédoises de 1721 et de 1743 voient la Suède céder à la Russie une grande partie de ses territoires baltes (Singleton, 1998, pp. 47-51). En 1808, l'Empire russe envahit la partie orientale du Royaume de Suède, qu'elle obtient officiellement à travers le traité de Fredrikhamn un an plus tard (Singleton, 1998, p. 61). En 1809, le Grand-Duché de Finlande est créé et rattaché à l'Empire russe. En 1812 et 1833, des territoires conquis par la Russie en 1721 sont transférés sous l'autorité du Grand-Duché (Paasi, 1996, p. 83 ; Singleton, 1998, pp. 66-67).

Comme pour la frontière finno-russe, le tracé de la frontière russo-norvégienne a longtemps été dépendant de la relation entre les puissances russes et suédoises. Malgré quelques tentatives de partage territorial au XVII^e siècle, la zone où passe la frontière actuelle est considérée jusqu'au XVIII^e siècle comme un espace commun, pas strictement défini (Elenius, 2016, p. 301). Alors que la Norvège est soumise à la politique étrangère suédoise depuis une union conclue en 1814, des bornes sont posées entre les territoires russe et norvégien en 1826, à la suite de la signature d'un traité à Saint-Pétersbourg (Roginsky, 2005). Cette démarcation ne changera pas au moment de l'indépendance de la Norvège en 1905.

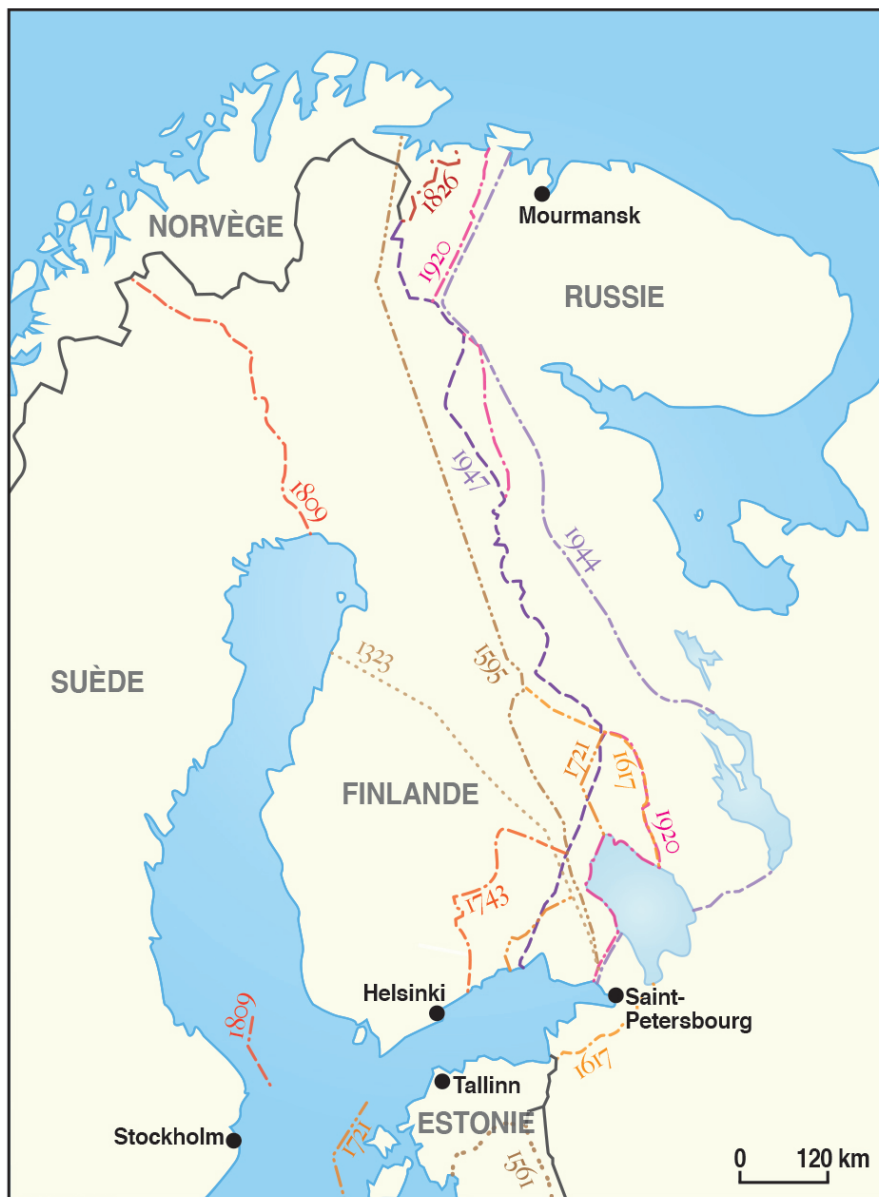


Figure 2 : Principales évolutions des frontières entre la Finlande, la Norvège et la Russie.
© Sylvie Coffre / Éditions Alphil.

Un sentiment national finlandais se construit au cours du XIX^e siècle sur une volonté de s'émanciper du lien historique avec la Suède et le refus d'être totalement intégré à la Russie. L'idée que la finnicité se fonde notamment sur le fait que le pays est situé à l'interface entre les sphères politico-culturelles occidentales et orientales, alimente le discours nationaliste et sera repris pour justifier la position de neutralité adoptée par la Finlande durant la Guerre froide (Browning, 2008 ; Browning & Lehti, 2007). Selon une formule couramment utilisée à l'époque : « *Nous ne sommes plus suédois, ne voulons pas devenir russes, donc soyons finlandais* » (Raudaskoski, 2019, p. 188).

Le début de la révolution russe de 1917 entraîne dans son sillage la proclamation de l'indépendance de la Finlande et engendre une guerre civile dans la nation nouvellement créée, qui voit les forces nationalistes conservatrices (la Garde blanche) l'emporter sur les sociaux-démocrates (la Garde rouge) en mai 1918 (Le Calloc'h, 2018, pp. 103-107 ; Singleton, 1998, pp. 108-111). Guidés par l'idéal irrédentiste d'une Finlande unissant les populations finno-ougriennes, les nationalistes poursuivent leurs opérations militaires vers l'est afin d'annexer la Carélie, présentée comme le berceau et le refuge de l'identité finlandaise (Roselius, 2014).

Les premières offensives lancées par les nationalistes sont mises en échec par l'armée russe, des membres de la Garde rouge et l'arrivée d'une force expéditionnaire britannique, qui finit par se retirer à l'été 1919 (Fedorov & Golubev, 2016 ; Goldin & Hårdstedt, 2016 ; Roselius, 2014, pp. 147-148). En pleine guerre mondiale, l'objectif des Alliés est double : stopper à la fois les nationalistes finlandais associés à l'ennemi allemand et freiner l'avancée des bolcheviques vers le nord-ouest de la Russie (Kinvig, 2007).

Les nationalistes finlandais profitent du départ des troupes alliées pour soutenir la création d'une république carélienne autour de la ville de Uhtua, dont le gouvernement sera forcé à l'exil quelques mois après sa création, à l'arrivée de l'Armée rouge (Roselius, 2014, pp. 147-148). Un traité finno-russe signé le 14 octobre 1920 entend mettre fin aux vellétés finlandaises en Carélie, actant l'échange des localités finlandaises de Repola et Porjärvi¹⁴ contre la ville portuaire russe de Petsamo et son district (Singleton, 1998, pp. 112-113). L'Armée rouge met véritablement fin au soulèvement carélien en 1922, année où un traité de paix signé entre la Finlande et l'Union soviétique officialise par ailleurs un ensemble de restrictions dans la zone frontalière qui sépare les deux pays (Paasi, 1996, p. 100).

¹⁴ Aujourd'hui Rebolv et Porosozero.

Lors de l'invasion par l'Allemagne du Danemark et de la Norvège en avril 1939, les autorités soviétiques craignent que la Finlande anti-communiste puisse servir de base pour attaquer l'URSS (Singleton, 1998, p. 122). Du fait du refus du gouvernement finlandais d'accéder à la demande de repousser la frontière vers l'est de plusieurs dizaines de kilomètres, l'Armée rouge passe à l'offensive en novembre 1939 (Paasi, 1996, pp. 102-103). Cette guerre – dite d'Hiver – constitue un épisode marquant de la réconciliation nationale en Finlande, les combats en Carélie apparaissant à la fois comme la défense d'un symbole incontournable de l'identité finlandaise et comme la protection d'un dernier rempart contre un ennemi héréditaire de la civilisation occidentale (Paasi, 1996, p. 104). Possiblement encouragée par l'éventualité d'une opération militaire des Alliés dans la région, la paix est signée en mars 1940 (Singleton, 1998, pp. 125-127). Suivant un accord conclu à Moscou, la Finlande cède à l'Union soviétique de larges pans de son territoire au sud de la Carélie en plus de petites zones au nord de la ligne frontière. Par ailleurs, une partie de la péninsule de Hanko est louée à l'URSS pour trente ans afin d'y installer une base navale.

La peur d'une invasion soviétique couplée à la volonté de reconquérir la Carélie font que l'on voit les Finlandais s'allier à l'Allemagne nazie pour déclencher en juin 1941 ce que l'on appelle aujourd'hui la guerre de Continuation (Singleton, 1998, pp. 130-133). À cette époque, l'idée d'une Grande Finlande à laquelle la Carélie appartiendrait naturellement – défendue depuis les années 1920 – est promue par les géopolitologues finlandais, influencés par l'école géopolitique allemande (Paasi, 1990; 1996, pp. 107-108, 110, 112). Le concept de «Fennoscandie» est d'ailleurs mobilisé à l'époque pour défendre cet idéal irrédentiste (Lehtinen, 2006b, p. 75; Paasi, 1990, pp. 56-57).

Au terme d'une attaque massive de l'Armée rouge durant l'été 1944, la Finlande signe l'armistice le 5 septembre, un jour après avoir rompu ses relations diplomatiques avec l'Allemagne nazie (Singleton, 1998, p. 132). S'étant engagé à désarmer les troupes allemandes présentes sur son sol, le gouvernement finlandais pousse ses alliés d'hier à partir en Norvège (Singleton, 1998, p. 133). La Finlande cède alors à l'URSS de larges pans de territoire principalement conquis durant la guerre de Continuation, amenant environ 420 000 personnes à être déplacées dans d'autres régions de la Finlande (Ganster & Lorey, 2005, p. 122). Par ailleurs, la Finlande lui transfère la région de Petsamo et lui accorde un bail pour l'installation d'une base militaire dans la péninsule de Porkalla (Paasi, 1996, p. 113).

En mai 1945, l'Allemagne capitule sous la pression de l'Armée rouge, qui se retire de Norvège la même année (Suprun, 2016, p. 535). Le tracé de la

frontière russo-norvégienne tel que défini en 1826 – à trois îlots fluviaux près (Vassdal, 2012) – est officialisé en 1957 et ne bougera plus jusqu’à aujourd’hui (Roginsky, 2005, p. 62).

La frontière finno-russe de 1944 est confirmée par les accords de Paris de 1947, en parallèle avec la vente du terrain d’une centrale électrique à l’URSS par la Finlande dans la zone frontalière (Paasi, 1996, p. 114). La Finlande acquiert son intégrité territoriale terrestre actuelle quand le terrain de la base soviétique de Hanko lui est rendu en 1955 (Paasi, 1996, p. 113).

L’ancien rideau de fer comme patrimoine naturel et culturel

Le projet de créer une « Ceinture verte de Fennoscandie » du nord au sud des frontières entre la Russie, la Finlande et la Norvège émerge pour la première fois dans le cadre d’un embryon de candidature russe au patrimoine mondial de l’humanité. L’idée fait l’objet d’une rencontre ministérielle entre la Finlande et la Russie en 1995, puis de réunions avec les autorités des régions frontalières russes et des organisations non gouvernementales (Butorin, 2015, p. 9).

En 1998, une évaluation « géo-écologique »¹⁵ publiée sous la forme d’un travail de diplôme propose pour la première fois le terme « Ceinture verte de Fennoscandie » pour qualifier le territoire concerné par la candidature (Kleinn, 1998). Le terme « Fennoscandie » est emprunté au Finlandais Wilhelm Ramsay, qui l’avait utilisé à la fin du XIX^e siècle pour décrire une entité géologique qui recouvre approximativement les territoires continentaux actuels de la Finlande, de la Norvège et de la Suède, ainsi que de l’Oblast de Mourmansk, de la République de Carélie et de la partie septentrionale de l’Oblast de Leningrad en Russie. Quant au terme « Green Belt », il a notamment été associé au mouvement des cités-jardins au XIX^e siècle pour désigner les espaces non bâtis autour des zones d’habitation (Nagendra, 2011 ; Thomas, 1963).

Alors qu’un projet de trop grande ampleur est jugé irréalisable au fil des discussions, la liste des territoires identifiés passe d’une trentaine de sites naturels à cinq aires protégées déjà existantes près de la frontière (Butorin, 2015, p. 9 ; Ieshko et al., 2004 ; Salminen, 2004, p. 52). Le projet se concrétise un peu plus lors d’une rencontre entre l’UICN et l’UNESCO en octobre 2004 ; un dossier, soutenu notamment par le bureau russe de l’UNESCO, Greenpeace

¹⁵ Un terme utilisé en allemand et en russe pour désigner une science positionnée à l’interface de la géographie, la physique, la géologie et la biologie.

Russie ou encore le Centre de recherche carélien de l'Académie des sciences de Russie, est constitué (Butorin, 2004 ; 2015, p. 9 ; Salminen, 2004, p. 52).

Sur le plan du patrimoine naturel, la candidature se fonde sur le fait que ces sites remarquablement préservés par les restrictions d'accès lors de la Guerre froide abriteraient les derniers massifs de forêt boréale ancienne du continent européen, dont l'état de préservation serait particulièrement intéressant au nord de la région de Kainuu (Butorin, 2004, pp. 4-5). De plus, la Ceinture verte abriterait à la fois la population de pins sylvestres la plus septentrionale du monde (Butorin, 2004, p. 7 ; Karivalo & Butorin, 2006, p. 42) et les dernières étendues de taïga primaire encore existantes dans la partie ouest de l'Eurasie (Butorin, 2004, pp. 4, 7 ; Groupe de travail de la Ceinture verte de Fennoscandie en Carélie, 2016, p. 6).

Sur le plan du patrimoine culturel, le dossier souligne que la GBF contribuera à conserver des sites archéologiques de l'époque néolithique, des traces de la culture samie et les paysages ayant inspiré le *Kalevala*, une compilation de poèmes aujourd'hui centrale dans la mythologie finlandaise (Butorin, 2004, p. 7).

Alors qu'un accord de principe pour le dépôt d'une candidature conjointe avec la Finlande aurait été formulé en 2003 avec la bénédiction de l'UICN (Butorin, 2004, p. 15), les traces du projet de candidature se font de plus en plus rares durant les années 2000 et rien n'indique qu'une candidature associée à la GBF ait été déposée à l'UNESCO à ce jour. Aucun développement n'est signalé par l'auteur principal du dossier de candidature lui-même dans un article sur le sujet paru en 2015, où il se contente de reprendre les principaux éléments qui avaient été retenus en vue d'un dépôt de candidature en 2005 (Butorin, 2015).

Même sans avoir abouti, il est clair que ce projet de candidature a constitué une étape décisive dans l'institutionnalisation de la Ceinture verte de Fennoscandie, puisqu'il marque la première utilisation du terme pour porter un projet de re-fonctionnalisation patrimoniale des frontières entre la Russie, la Finlande et la Norvège. En particulier, les réflexions menées dans ce cadre viennent compléter la proposition de Ceinture verte de Titov et ses collègues sur deux points fondamentaux.

D'une part, le projet renforce la dimension longitudinale de la Ceinture verte, qui va motiver et justifier l'intégration progressive des territoires norvégiens à l'initiative. D'autre part, il souligne l'importance de combiner une préoccupation pour la conservation du patrimoine culturel en plus des considérations principalement écologiques qui primaient durant les années 1990.

Bien qu'il soit difficile de déterminer la cause de l'arrêt assez abrupt du projet de candidature auprès de l'UNESCO au milieu des années 2000 – si ce n'est que le dossier n'était pas assez étoffé pour rassembler suffisamment de soutiens (Tri19) –, il reste que la proposition que cette candidature a cristallisé autour du concept de Ceinture verte de Fennoscandie a été reprise à cette période dans le cadre d'une initiative pour le développement d'une Ceinture verte européenne et pour la désignation de différents parcs transfrontaliers entre la Russie, la Finlande et la Norvège.

L'ancien rideau de fer comme mémorial de la Guerre froide et interface de coopération

Parallèlement à la candidature au patrimoine mondial, des membres du groupe de travail conjoint finno-russe sur l'environnement s'emploient à ce que la Ceinture verte de Fennoscandie devienne le segment le plus septentrional d'une Ceinture verte européenne alors en pleine création.

En 2003, une délégation composée de vétérans de la coopération environnementale finno-russe se rend à Bonn pour la réunion fondatrice de l'initiative pour le développement de la Ceinture verte européenne, qui s'était développée indépendamment de son pendant fennoscandien (Eckert, 2019; Frobel, 2009; Kortelainen, 2010; Mohnhaupt & Franke, 2004; Pieck, 2018; Riecken & Ullrich, 2009; Ullrich et al., 2006).

Cette réunion fait suite à un projet financé dès 2001 par l'Allemagne en faveur de la création d'une Ceinture verte sur l'ancienne frontière interallemande, suivant une idée qui aurait émergé en 1989 en Thuringe (Frobel, 2009; Mohnhaupt & Franke, 2004; Riecken & Ullrich, 2009; Ullrich et al., 2006), alors que des conservationnistes allemands appellent depuis la chute du mur à utiliser la nature préservée par le rideau de fer comme « *les briques écologiques* » d'une « *nouvelle maison européenne* » (Eckert, 2019).

Une fois établi, le réseau écologique allant de la mer de Barents à la Méditerranée doit constituer un monument naturel en faveur de la paix, du développement durable et de la conservation de l'héritage naturel en Europe (EuroNatur Foundation & BUND Project Office Green Belt, 2014) (figure 3). Les slogans phares de l'initiative, « *d'une bande mortelle à une ligne de vie* » et « *les frontières séparent, la nature unit* », soulignent la volonté affichée par les promoteurs de la ceinture européenne de participer à la coopération entre anciens et nouveaux membres de l'UE.



Figure 3 : La Ceinture verte européenne et ses différents segments (EuroNatur Foundation & BUND Project Office Green Belt, 2014, p. 8).

La coordination générale est assurée par un bureau régional de l’UICN en Serbie jusqu’en 2010, puis par un groupe de coordination présidé par la fondation allemande EuroNatur. Les activités menées dans le cadre du projet de Ceinture verte européenne – financées en grande partie par des fonds Interreg depuis 2006 – ont consisté principalement à cartographier la zone, conduire des évaluations écologiques et mener des actions en faveur du marketing touristique, du développement d’infrastructures et de la mise en réseau d’acteurs notamment à travers une conférence annuelle (EuroNatur

Foundation, 2014). En 2016, la conférence de la Ceinture verte européenne est organisée par la coordination de la GBF et a lieu dans le parc national de Koli.

La rhétorique transfrontalière des promoteurs de la Ceinture verte européenne va être reprise et se retrouver au cœur de la GBF. Si les slogans utilisés dans le cadre de la GBF changent quelque peu de ceux mobilisés par son pendant européen, ils permettent de se réclamer du projet de re-fonctionnalisation porté par la Ceinture verte européenne, consistant à faire de l'ancien rideau de fer une interface entre les territoires historiquement séparés par la Guerre froide. D'un côté, la formule «*La nature ne connaît pas de frontières*» permet de souligner que la gestion de l'environnement ne devrait pas dépendre des divisions interétatiques puisque les dynamiques écologiques qu'il s'agit de conserver en feraient fi. De l'autre, le slogan «*Les frontières séparent, la nature unit*» est utilisé pour expliquer que la conservation transnationale de la nature est un enjeu qui permet de renforcer les liens et de prévenir les conflits entre les pays qui y participent.

Alors que, dans leur proposition de 1995, Alexander Titov et ses collègues insistent surtout sur la nécessité de créer des aires protégées en République de Carélie sans dire grand-chose à propos de la frontière interétatique, ils adoptent une rhétorique post-frontalière très explicite dans un nouvel article paru en 2013. Dans ce texte, ils insistent sur la vocation de la Ceinture verte fennoscandienne à dépasser le cadre stato-national pour conserver au mieux les dynamiques, en soulignant que «*l'objectif initial et principal de la mise en œuvre de la GBF est la conservation de la nature, et que nous ne devons pas laisser les formations naturelles être subordonnées aux formations administratives*» (Titov et al., 2013, p. 94).

Le premier projet CT lancé après le mémorandum et se revendiquant de la GBF se veut encore plus clair dans sa volonté de faire primer des dynamiques naturelles sur les découpages interétatiques en notant que «*les frontières nationales ne sont rien de plus que des lignes artificiellement dessinées sur une carte*» puisqu'elles ne correspondraient ni à la distribution des habitats, ni à des moyens de substances traditionnels qui dépendent de l'utilisation de la nature (Metsähallitus, 2015).

Le rapport des discussions tenues lors des ateliers de préparation de la Stratégie confirme que les participants accordent une importance primordiale à ce que la GBF constitue un moyen de conserver des dynamiques écologiques dont la préservation ne peut pas être garantie par des mesures prises à l'échelle nationale. De plus, la GBF devrait constituer une interface pour stimuler les échanges entre Finlandais, Russes et Norvégiens au-delà de la conservation de l'environnement (Silfverberg, 2014).

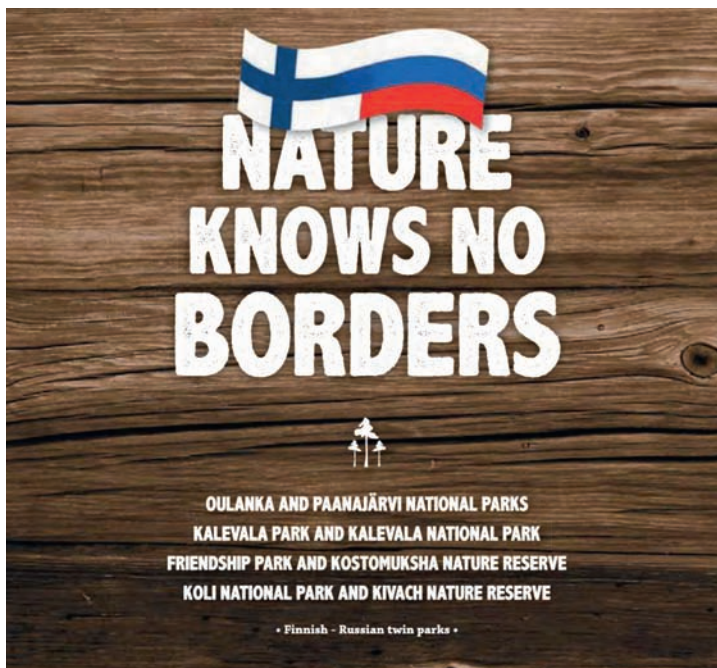


Figure 4 : Page de titre de la brochure *La nature ne connaît pas de frontières* (Metsähallitus, 2014b).

Durant les ateliers de préparation, Metsähallitus publie une brochure de promotion de la GBF intitulée «*La nature ne connaît pas de frontières*», qui présente celle-ci comme une section de la Ceinture verte européenne et fait la promotion de parcs transfrontaliers finno-russes (Metsähallitus, 2014b). Présentés comme les «*gemmes*» (Metsähallitus, 2014b, pp. 14-15) de la Ceinture verte, ces différents parcs sont assimilés à des parcs *jumeaux*, qui refléteraient la volonté des autorités russes et finlandaises de coopérer pleinement à la conservation de la GBF, comme le suggère la page de titre de la brochure où se confondent les drapeaux des deux pays (figure 4).

Au milieu des années 2000, la création de ces différents parcs est ainsi assimilée dans des présentations de la GBF aux premiers jalons de la Ceinture verte (Bakhmet, 2015 ; Lindholm, 2014). Pour la collaboratrice du ministère finlandais de l'Environnement à l'origine de l'écriture du Mémorandum de 2010 pour le développement de la GBF, la création de ces parcs constituerait

ainsi la première véritable « *expression concrète* » de l'idée de Ceinture verte de Fennoscandie :

Les parcs jumeaux ont été les premières expressions concrètes de ce qu'était le concept [de Ceinture verte de Fennoscandie]. Quand on regarde ce qu'il se passe dans ces parcs, comment ils sont toujours actifs aujourd'hui, au moins pour les plus gros d'entre eux, ce qu'ils ont pu tirer de la coopération bilatérale et trilatérale, c'est clairement que le concept a été utile (Tri7).

Dans ce narratif, l'ouverture en 1990 de la réserve naturelle transnationale de l'Amitié est considérée comme une étape fondatrice de la Ceinture verte de Fennoscandie (Karivalo & Butorin, 2006 ; Lindholm, 2014 ; Salminen, 2004, p. 45). Alors que les scientifiques finlandais et soviétiques impliqués dans ce projet travaillent conjointement depuis le milieu des années 1980 sur la migration des animaux, cette réserve est créée à la suite d'un accord signé entre les présidents de la Finlande et de l'URSS en 1989 et qui vise à promouvoir la coopération en matière de recherche scientifique à propos de la conservation de la nature (Heikkilä & Lindholm, 2009, p. 92). Le parc de l'Amitié de Kuhmo, regroupant cinq réserves naturelles créées pour l'occasion, est lié à la réserve soviétique de Kostomoukcha, fondée en 1983.

En 1991, le parc national finlandais de Koli est créé à la hauteur de la réserve naturelle déjà existante de Kivach côté soviétique, à laquelle il est relié (Metsähallitus, 2014b). Dans la foulée des inventaires forestiers conduits en Carélie et évoqués plus haut, le parc national de Paanajärvi est créé en 1992 à la hauteur du parc national finlandais d'Oulanka, déjà existant de l'autre côté de la frontière (Salminen, 2004, p. 45). Un accord de coopération entre les deux parcs est signé en 1993. En 2005, les parcs d'Oulanka et de Paanajärvi sont reconnus comme formant un parc transnational par la fédération EUROPARC, qui regroupe quelques milliers d'aires protégées en Europe (EUROPARC Federation, 2022). Déjà proposée à la suite d'un inventaire forestier conduit de 1992 à 1993, la création du parc national russe de Kalevala est entérinée en 2007 (Ruuhijärvi, 2003, p. 14 ; Salminen, 2004, p. 49) et associée à différentes aires protégées autour du village de Hossa, qui seront groupées dans un parc national créé en 2017 pour le centenaire de l'indépendance finlandaise.

Nous allons voir que cette fonction d'interface passe par l'aménagement pour le tourisme de ces parcs transfrontaliers, rendu possible grâce au financement de projets par divers instruments de la politique de voisinage européenne.

L'ancien rideau de fer comme produit écotouristique

En adhérant à l'Union européenne en 1995, la Finlande devient le seul pays limitrophe de la Russie et sa frontière orientale, un prisme qui permet de définir l'espace politique européen en relation avec la Russie. Alors que la Finlande n'est pas encore membre de l'UE, un discours pro-européen dominant la scène politique nationale du début des années 1990 appelle à rompre avec la position de neutralité adoptée depuis la sortie de la Seconde Guerre mondiale (Nevakivi et al., 1994). Le discours en faveur de l'adhésion de la Finlande à l'Europe présente la période de neutralité imposée par la Guerre froide comme une époque de stagnation et le développement de l'UE comme celle de relations mieux organisées, plus ouvertes et dynamiques entre les États au profit d'un idéal progressiste (Raudaskoski, 2019, pp. 190-193). L'adhésion est présentée comme une opportunité à saisir rapidement, sous peine de se voir marginalisé avec les anciens pays du bloc soviétique et pris dans le chaos et l'incertitude qui caractérisent l'effondrement de l'URSS.

Quand la Finlande adhère à l'UE, celle-ci cherche à s'affirmer comme un acteur reconnu sur la scène internationale, alors que le traité de Maastricht de 1992 donne pour mandat à l'UE de définir une politique étrangère et de sécurité commune, jusque-là prérogative exclusive de ses États membres. À l'égard de la Russie, la politique de voisinage repose sur l'idée que l'ancien bloc soviétique n'est pas simplement une némésis qui participe de la définition de l'Union européenne, mais que les pays de l'ex-URSS pourront un jour devenir européens en se libérant du communisme pour aller vers la démocratie et l'économie de marché. En particulier, des programmes de coopération transfrontaliers et régionaux font à la fois la promotion d'un espace interconnecté à l'ouest de la frontière finlandaise et d'une relation de voisinage commune avec l'Est, qui transcenderait la division géopolitique de la période de la Guerre froide (Raudaskoski, 2019, p. 203).

Le développement dès les années 1990 des parcs transfrontaliers dont se revendiquent les promoteurs de la GBF a été rendu possible par ces différents programmes. En particulier, l'idée défendue par Titov et ses collègues en 1995 de créer un réseau d'aires protégées transfrontalier capable de concurrencer économiquement l'industrie forestière en Carélie grâce à l'écotourisme est au cœur de plusieurs projets financés par les programmes Interreg, TACIS et Euregio Karelia.

Un peu paradoxalement, les instruments de la politique extérieure européenne commune prennent racine dans les programmes Interreg, lancés à la fin des années 1980 pour développer la coopération à l'intérieur de l'UE.

Bâti autour du concept de coopération interrégionale, le premier programme Interreg (1989-1993) a pour but principal de préparer les régions frontalières à l'ouverture du marché unique européen, en diminuant l'influence de la position périphérique de ces zones et l'impact des divisions nationales sur le développement économique (Communautés européennes, 1990).

À la dissolution de l'URSS, l'UE se fonde sur l'expérience d'Interreg pour définir sa politique à l'égard des anciens pays soviétiques (Liikanen, 2018, pp. 62-64). Le programme Technical Assistance to the Commonwealth of Independent States and Georgia (TACIS) est lancé en 1991 pour aider les pays issus de l'URSS à surmonter la crise qui suit la chute du bloc soviétique en opérant une transition vers l'économie de marché (Commission européenne, 1992). Comme le programme Interreg, le programme TACIS fait la promotion de la coopération par le libre marché, notamment à travers le financement de projets de développement des institutions et de transferts de connaissance. La Russie est le principal bénéficiaire du programme, avec plus de 1,3 milliard d'euros reçus à la fin des derniers projets en 2012 (Delcour, 2006). En particulier, le soutien à l'économie touristique dans la région frontalière, vue comme un moyen privilégié pour le développement des régions périphériques (Izotov & Laine, 2013 ; Makkonen et al., 2018 ; Saarinen, 2003).

Lancé deux ans après la signature du traité de Maastricht, le second volet du programme Interreg (1994-1999) élaboré autour du concept de coopération transfrontalière souligne davantage le rôle des États et de l'intégration de pays non membres de l'UE (Parlement européen, 1994). Interreg III (2000-2006) s'inscrit plus clairement dans une volonté d'élargir l'UE en atténuant la division Est-Ouest instituée par la Guerre froide, en soulignant la nécessité d'intégrer les futurs candidats à l'adhésion (Commission européenne, direction générale de la politique régionale, 2002). En partie alimenté par les fonds d'Interreg, le programme TACIS se voit doté d'un sous-programme dédié aux initiatives transfrontalières de 1996 à 2004 (Fritsch et al., 2015, p. 2587).

Dans plusieurs parties de l'Europe, la mise en œuvre du programme Interreg s'est faite notamment dans le cadre d'Eurorégions, des structures de coopération transnationale qui promeuvent depuis les années 1950 la coopération entre les régions frontalières au sein de l'UE. Au cours des années 1990, plusieurs Eurorégions sont constituées avec des régions à l'est des limites de l'UE dans le but de promouvoir la coopération au niveau institutionnel avec les régions dans l'ex-URSS, mais aussi de créer un sentiment d'appartenance à l'identité européenne (Liikanen & Virtanen, 2006, pp. 123-127). La première Eurorégion à impliquer la Russie, l'Euregio Karelia, est fondée en 2000 entre les régions

finlandaises de Kainuu, de Carélie du Nord et d'Ostrobotnie du Nord et la République russe de Carélie.

Un premier projet de collaboration entre les parcs de Paanajärvi et d'Oulanka est financé entre 1997 et 1998 dans le cadre du programme Interreg (Siikamäki, 2017). Trois autres projets menés dans le cadre du programme Euregio Karelia injectent près d'un million d'euros entre 2002 et 2008 en faveur du développement de l'écotourisme dans la région (Programme 2000-2006 Euregio – Karelia [FI-RU], 2020b, 2020c, 2020d). Parmi les réalisations issues de ces projets, un centre pour visiteurs ouvert en 2003 dans le parc de Paanajärvi ambitionne de devenir un centre pour la Ceinture verte fennoscandienne tout entière (Ahokumpu, 2004, p. 42).

De 1999 à 2001, le projet TACIS Karelia Parks Development (360 000 euros de budget) vise à développer encore davantage le tourisme dans le parc national de Paanajärvi et à promouvoir la création de quatre nouveaux parcs nationaux en République de Carélie (Kalevala, Koitajoki-Tolvajärvi, îlots de Ladoga, Tuulos) pour développer l'offre touristique dans la région. Le parc national russe de Kalevala est créé en 2007 (Ruuhijärvi, 2003, p. 14; Salminen, 2004, p. 49), tout comme celui des îlots de Ladoga, fondé en 2017. En revanche, les parcs de Koitajoki-Tolvajärvi – qui fait l'objet de plusieurs études de faisabilité financées par le programme TACIS – et de Tuulos ne verront jamais le jour (Hokkanen, 2005).

De 2003 à 2005, le projet Kalevala Parks, doté d'environ 336 000 euros venus d'Euregio Karelia, soutient la création conjointe de parcs nationaux finlandais et russes respectivement dans la région de Kainuu et en Carélie. Dans la lignée de la coopération entre les parcs nationaux de Paanajärvi et Oulanka, le projet ambitionne de créer un modèle pour le jumelage des aires protégées, notamment dans le but de favoriser l'entrepreneuriat écotouristique (Programme 2000-2006 Euregio – Karelia [FI-RU], 2020a).

En 2002, un groupe de travail trilatéral est mandaté pour créer un parc de la paix entre la Russie, la Finlande et la Norvège (Pasvik Inari Trilateral Park, 2017). En mars 2006, un projet Interreg cherchant à développer la coopération entre Russie, Norvège et Finlande en matière d'écotourisme aboutit à la certification du parc trilatéral de Pasvik-Inari par la fédération EUROPARC en 2008. Celui-ci regroupe cinq aires protégées (figure 5) : le parc national de Øvre-Pasvik (créé en 1970 et agrandi en 2003)¹⁶, la réserve naturelle de Pasvik (1993) et l'aire de protection paysagère de Øvre-Pasvik (2003) en

¹⁶ Pour passer de 66 à 119 km².

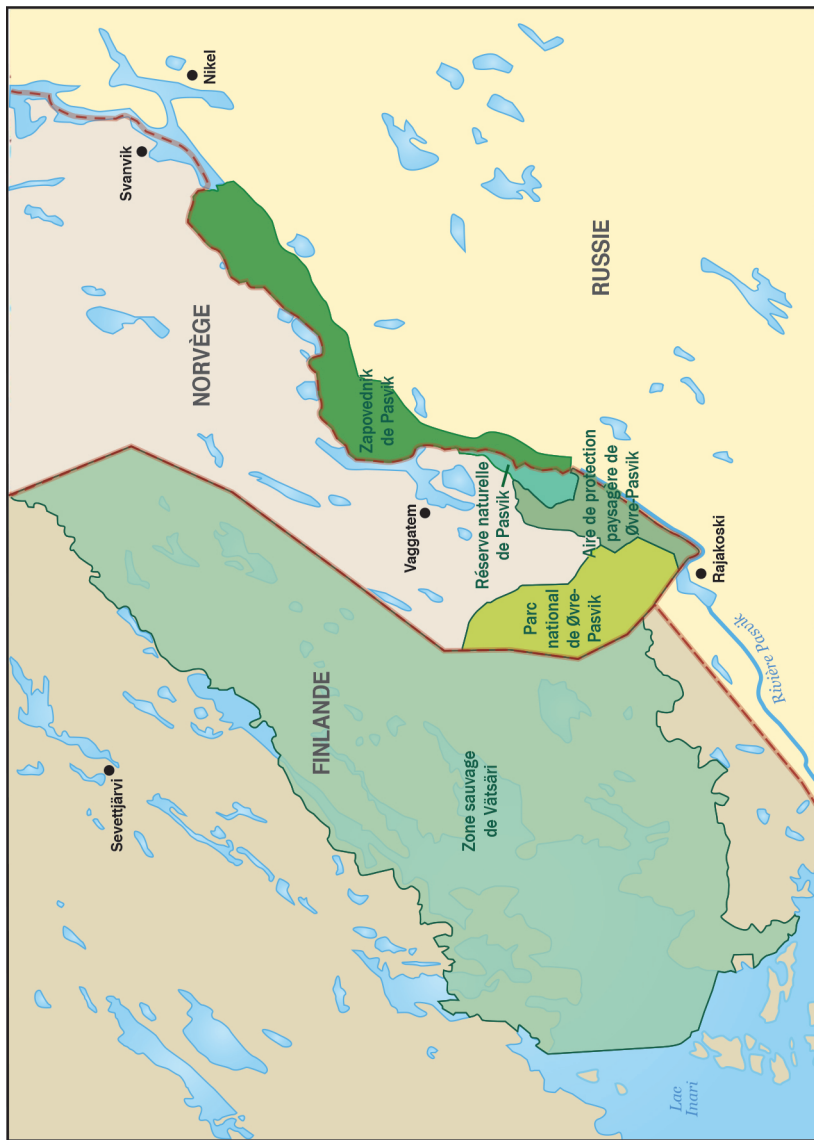


Figure 5 : Aires protégées qui composent le parc trilatéral de Pasvik-Inari. © Sylvie Coffre / Éditions Alphil.

Norvège, la réserve finlandaise de Vätsäri (1991) et la réserve russe de Pasvik (1992). La coopération entre les cinq aires protégées est supervisée par un comité consultatif se réunissant au moins une fois par an. La coopération se cristallise autour du suivi des oiseaux migrateurs (depuis les années 1990) et des ours (depuis 2007), ainsi que la promotion touristique.

Par sa formulation initiale dans le carcan de l'UNESCO et à travers son intégration à la Ceinture verte européenne, le concept de Ceinture verte de Fennoscandie a ainsi progressivement permis de penser et de réaliser un projet de re-fonctionnalisation de la frontière. D'une part, celui-ci comprend la préservation de la nature, au centre de la proposition initiale de Titov et ses collègues, et intègre une dimension culturelle et mémorielle durant les années 2000. D'autre part, en adoptant une rhétorique post-frontalière empruntée aux partisans d'une Ceinture verte européenne et en se revendiquant de l'histoire de la création de parcs transfrontaliers, le concept de Ceinture verte de Fennoscandie est porteur de l'idée que la frontière devrait servir d'interface entre les pays qu'elle concerne, *via* le développement écotouristique notamment.

Nous allons voir dans la suite de ce chapitre que ce projet de re-fonctionnalisation s'inscrit dans un ensemble de discours géopolitiques à propos de l'environnement tenus à la fin de l'URSS et appelant à une plus grande coopération en la matière.

2. La Ceinture verte comme reflet des représentations à propos de la Russie

Cette partie montre comment la Ceinture verte de Fennoscandie s'est développée en parallèle avec l'évolution des relations entre l'Europe du Nord et la Russie depuis la fin de la Guerre froide. Elle renseigne sur la manière dont les discours sur la conservation de l'environnement tenus en Finlande et en Norvège s'articulent avec des manières de dépeindre la Russie plus généralement.

2.1. La coopération autour de la mer de Barents comme matrice

J'explique ici comment la dégradation de l'environnement a été promue sujet de dialogue privilégié pour dépasser les divisions de la Guerre froide en Europe du Nord, amenant notamment à la création d'une structure de

coopération des pays riverains de la mer de Barents sur fond de manque de confiance, d'optimisme et de fatalité. Je montrerai ensuite comment ces trois types de discours sont repris pour motiver et pour justifier la conclusion d'un accord qui sera signé en 2010 autour de la Ceinture verte de Fennoscandie dans cette structure de coopération.

L'environnement comme objet de dialogue privilégié

Le discours prononcé en 1987 par Mikhaïl Gorbatchev à Mourmansk en faveur d'une plus grande coopération dans le cercle arctique apparaît aujourd'hui comme un moment fondateur pour la collaboration internationale entre les pays nordiques et l'Union soviétique (Heininen & Lomagin, 2016, p. 270). Dans une allocution prononcée dans le contexte d'une transition en URSS vers plus de transparence de l'information et d'ouverture économique¹⁷, Gorbatchev appelle à stopper l'escalade militaire dans le cercle arctique et à renforcer le dialogue international dans la région. La protection de l'environnement, l'utilisation des ressources naturelles et la recherche scientifique sont proposées comme des domaines privilégiés de coopération (Heininen & Lomagin, 2016, p. 270).

Couplée à l'optimisme porté par ce discours, l'inquiétude quant aux effets transfrontaliers de la pollution émise par l'industrie de la Russie du Nord-Ouest va participer d'un élan qui mènera à la création d'une structure de coopération autour de la mer de Barents en 1993, qui servira de cadre pour la signature du Mémorandum en faveur du développement de la GBF.

Le problème de la pollution émise depuis l'URSS va mettre en évidence le besoin de coopérer avec l'Union soviétique en matière de protection de l'environnement, et ce, dès la fin des années 1980. À cette période, des citoyens du Finnmark s'inquiètent de la pollution engendrée par les fonderies de l'entreprise soviétique Nornickel situées dans l'Oblast de Mourmansk, toutes à moins de 130 kilomètres de la frontière. La campagne « Stoppons les nuages mortels venus de l'Union soviétique » contribue à diffuser l'idée dans les médias nationaux que les émissions de métaux lourds et de dioxyde de soufre provenant des fonderies ont non seulement détruit la nature dans la péninsule de Kola, mais auraient des effets délétères sur les sols y compris du côté norvégien de la frontière. La diffusion de photos de souches

¹⁷ Respectivement associées aux concepts de *Glasnost* et de *Perestroïka* : Gerner, 2016a ; Gerner, 2016b ; Sychenkova, 2016.

d'arbres entièrement noircies par la pollution autour des sites de Nickel et de Monchegorsk contribue à ancrer ce discours auprès du grand public en Norvège (Hønneland, 2016a, 2016b).

En 1986, des discussions débutent entre les officiels du comté de Finnmark et de l'Oblast de Mourmansk concernant la pollution émise par l'usine de Nickel (Christiansen, 2014). Le problème est confié à une commission russo-norvégienne dédiée à la protection de l'environnement, créée en 1988 et qui se focalise sur la modernisation de l'usine métallurgique de Nickel, l'assainissement de centrales nucléaires et le démantèlement de sous-marins atomiques dans la péninsule de Kola (Hønneland, 2016a, 2016b). En 1990, le gouvernement norvégien provisionne 300 millions de couronnes pour payer la modernisation des sites de Nickel et Zapolyarny, qui seront versées en quelques années.

En parallèle, des contacts sont établis entre des organisations environnementales non gouvernementales norvégiennes et soviétiques. En juillet 1989, plusieurs centaines de jeunes issus des pays scandinaves participent à un festival pour la paix et l'environnement à Mourmansk, protestant contre l'utilisation de navires à propulsion nucléaire dans la mer de Barents et parvenant à poser une bannière sur le toit de l'usine de Nickel (Nilsen, 2016, pp. 184-185). L'année suivante, des groupes d'activistes norvégiens et issus de l'Oblast de Mourmansk commencent à tisser des liens pour coordonner leurs actions.

Après la dissolution de l'URSS en 1991 la Finlande et la Norvège mettent en place de nouvelles bases institutionnelles pour régir leurs relations avec la Fédération de Russie (Yarovoy & Hønneland, 2016, p. 69). Désireux de faire avancer des réformes économiques et sociales qui visent à s'ouvrir à l'économie capitaliste, le gouvernement russe cherche dès sa création à se rapprocher des pays occidentaux et à s'intégrer aux organisations internationales dominées par ces derniers (voir par exemple Liikanen & Smith, 2019). En février 1992, l'Accord d'amitié de coopération et d'assistance mutuelle entre la Finlande et l'Union soviétique de 1948 est remplacé par un nouveau traité qui redonne toute latitude à la Finlande quant à sa politique de sécurité. Au printemps de la même année, un groupe de travail ministériel russo-norvégien est créé pour coordonner les activités des autorités nationales en matière d'économie, de gestion de l'environnement et de contacts interpersonnels.

Signés respectivement en avril et en septembre, des traités finno-russe et russo-norvégien – dont le préambule du Mémorandum d'entente de 2010 sur la GBF rappelle l'importance – viennent sceller la volonté des trois pays de

collaborer dans le champ de la protection de l'environnement (gouvernements de la Russie et de la Norvège, 3 septembre 1992 ; Paasi, 1999, p. 672).

Du côté institutionnel, la question de la pollution et de la gestion conjointe de l'environnement est au cœur de la création des structures de coopération internationale entre les pays de l'Europe du Nord et la Russie post-soviétique. À l'initiative du gouvernement finlandais, des représentants des pays arctiques se retrouvent dès 1989 pour discuter de la coopération à propos de la protection de l'environnement dans l'Arctique (Buvang Vaaja, 2016, p. 45). Une stratégie sur le sujet est publiée en 1991, alors que le Programme arctique de suivi et d'évaluation est créé pour contribuer à la mettre en œuvre. Le programme sera intégré aux organes du Conseil de l'Arctique lors de la création de ce dernier en 1996.

La même année, diverses propositions sont adressées par les chancelleries des pays nordiques aux autorités russes (Yarovoy & Hønneland, 2016, p. 69). Des officiels finlandais émettent l'idée d'une « Grande Calotte » qui inclurait la Russie, en référence au Conseil de la Calotte du Nord créé en 1967 et qui réunit les régions les plus septentrionales de la Norvège, de la Finlande et de la Suède. En visite à Moscou, la ministre des Affaires étrangères suédoise Margaretha af Ugglas propose de créer un conseil international des États riverains de la mer Baltique, alors que les effets des activités humaines en général et de l'industrialisation en particulier font l'objet de la Convention pour la protection du milieu marin dans la zone de la mer Baltique signée en 1974. Le ministre des Affaires étrangères norvégien Thorvald Stoltenberg soumet à son homologue russe une proposition similaire centrée autour de la mer de Barents.

Le conseil des États de la mer Baltique, comprenant entre autres la Russie, la Finlande et la Norvège, est établi en 1992. L'année suivante, les gouvernements de la Russie, la Norvège, la Finlande et la Suède signent la Déclaration de Kirkenes qui acte la création d'une structure de coopération internationale autour de la mer de Barents.

La Déclaration de Kirkenes souligne la volonté des États signataires de faire de la protection de l'environnement un domaine de coopération privilégié qui doit contribuer à la stabilité de la région (Ministère des Affaires étrangères [Norvège], 1993). Saluant le fait que la coopération « *remplace la confrontation et la division du passé* », les signataires « *sentent qu'une telle coopération va contribuer à la paix internationale et à la sécurité* ». Ils font de l'objectif principal de la coopération celui de « *promouvoir le développement durable dans la région, en ayant à l'esprit les principes et les*

recommandations énoncés dans la déclaration de Rio et l'Agenda 21 ». Plus loin, ils « *soulignent que la dimension environnementale doit être pleinement intégrée à toutes les activités dans la région* ». Enfin, ils « *reconnaissent que résoudre les principaux problèmes environnementaux transfrontaliers existants sera important pour réaliser le potentiel d'une coopération plus large dans la région* ».

La coopération dans la région de Barents est structurée autour de deux conseils qui réunissent respectivement des représentants nationaux et infranationaux.

Le Conseil international euro-arctique de Barents réunit des représentants de la Suède, de la Norvège, de la Finlande, de la Russie, du Danemark, de l'Islande et de la Commission européenne. Des membres observateurs complètent la composition du conseil¹⁸. L'organe de décision du conseil est la réunion bisannuelle des ministres des Affaires étrangères des pays membres, qui président tour à tour le conseil. Un comité de hauts fonctionnaires des pays membres et de la Commission européenne se réunit 4-5 fois par an pour organiser les activités de différents groupes de travail thématiques, dédiés notamment aux politiques des aires protégées et à la gestion de l'environnement (Barents Euro-Arctic Council, 2020 ; Barents Regional Council, 2020).

Créé le même jour que son pendant international, le Conseil régional de Barents¹⁹ réunit des représentants de 13 régions finlandaises, norvégiennes, russes et suédoises et deux membres observateurs²⁰. Un comité composé par des fonctionnaires des différentes régions ainsi que des représentants des populations indigènes coordonne les activités des différents groupes de travail du conseil régional, dont un est dédié aux questions environnementales. Depuis 2007 le Secrétariat international de Barents emploie environ 5 personnes – dont un spécialiste des questions environnementales – à Kirkenes pour gérer les affaires courantes relatives aux deux conseils, reliés par des groupes de travail conjoints.

Comme suggéré dans la Déclaration de Kirkenes, le Programme environnemental pour la région de Barents est lancé en 1994 afin d'assainir les principaux sites polluants de la région tout en favorisant le développement

¹⁸ L'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, la Pologne et le Royaume-Uni.

¹⁹ Barents Regional Council.

²⁰ Council of Christian Churches in the Barents Region and the Parliamentary Association of Northwest Russia.

économique. Le programme est financé par une institution commune aux pays nordiques²¹, la Nordic Environment Finance Corporation (NEFCO). Celle-ci confie la réalisation d'un rapport d'évaluation de l'état de la pollution industrielle et de la sûreté nucléaire dans le nord-ouest de la Russie à des groupes composés d'experts russes et issus des pays scandinaves et de la Finlande, sous la supervision du secrétariat du Programme arctique de suivi et d'évaluation (Nordic Environment Finance Corporation & Arctic Monitoring and Assessment Programme, 1995a, 1995b). 72 sites – dont 5 concernent les déchets nucléaires – sont identifiés. La liste comprend par exemple les fonderies de l'Oblast de Mourmansk ou encore les usines papetières de la République de Carélie qui sont identifiées comme des sites particulièrement polluants. 22 sites sont recommandés pour faire l'objet de prêt, d'aide au développement et de transfert de savoir-faire.

Les contours du mémorandum en faveur du développement de la Ceinture verte de Fennoscandie se dessinent au fil des rencontres d'une autre entité qui sera intégrée à la Coopération autour de la mer de Barents, le Forum international sur la conservation des habitats dans la région de Barents (HCF)²². Créé pour ouvrir un espace de dialogue entre Russes, Norvégiens, Finlandais et Suédois à propos de la conservation transnationale des habitats naturels (Hugoson, 2016) et organisé depuis 1999 par la commission russo-norvégienne sur l'environnement, le Forum est géré depuis 2008 par le groupe de travail sur l'environnement du Conseil international euro-arctique de Barents (Barents Euro-Arctic Council, 2020).

Se réunissant, à quelques exceptions près, tous les deux ans depuis sa création, le Forum rassemble autorités publiques, scientifiques et membres de la société civile pour discuter en particulier de la gestion des forêts et des tourbières. Composé notamment par d'anciens membres du groupe de travail finno-soviétique sur l'environnement au sein duquel l'idée d'une Ceinture verte finno-russe avait émergé au début des années 1990, le Forum va servir de véritable incubateur de l'accord dédié au développement de la GBF signé en 2010.

²¹ Dont les membres contributeurs sont le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède.

²² International Contact Forum on Habitat Conservation in the Barents Region, souvent raccourci en Habitat Contact Forum (HCF).

La GBF comme vecteur pour protéger la nature en Russie

Quand Alexander Titov et ses collègues du groupe finno-russe sur l'environnement proposent en 1995 de créer un réseau d'aires protégées transfrontalier, leur idée s'inscrit à la conjonction de deux types de discours géopolitiques ayant le vent en poupe en Europe du Nord à ce moment-là.

D'une part, la Russie post-soviétique apparaît comme une menace sécuritaire du fait que son État failli serait incapable de prévenir convenablement des risques environnementaux dont les conséquences néfastes ne s'arrêteraient pas aux frontières interétatiques. D'autre part, elle reflète un certain optimisme quant à la capacité de la Russie de progressivement régler ses problèmes à court terme grâce à l'aide ciblée de ses voisins occidentaux et, à long terme, en réalisant sa transition vers une forme d'organisation étatique rationnelle et démocratique inspirée par le modèle européen.

C'est portée par ces deux discours que la volonté de développer la GBF va s'affirmer au sein du Habitat Contact Forum et va être officialisée par l'adoption du Mémorandum de 2010.

Lors de sa première réunion en 1999, le HCF appelle à persévérer dans la création d'une Ceinture verte finno-russo-norvégienne (The Directorate for Nature Management [Norvège], 2000). En 2001, les participants soutiennent la création de la Ceinture verte de Fennoscandie. En 2003, le HCF milite pour le développement de la Ceinture verte en appelant les gouvernements russes, finlandais, suédois et norvégiens à soutenir la création de nouvelles aires protégées le long de la frontière, à encourager les activités conjointes entre aires protégées, à soutenir la candidature en cours pour intégrer le patrimoine mondial et à rejoindre l'initiative pour une Ceinture verte européenne (Hemmi, 2002 ; Lindholm & Keinonen, 2004).

Le soutien du Forum au développement de la Ceinture verte de Fennoscandie est réaffirmé lors des réunions de 2005 et 2008 (Habitat Contact Forum, 2005, 2008). La réunion bisannuelle des ministres de l'Environnement tenue dans le cadre de la Coopération dans la région de Barents apparaît comme une occasion toute désignée pour la signature d'un mémorandum (Barents Euro-Arctic Council Working Group on Environment, 2008 ; Yarovoy & Hønneland, 2016, p. 69) (Tri7, Tri11). Comme le dit la coéditrice de la GBF, *« nous avons toujours travaillé dans ce cadre donc il était tout naturel de signer le mémorandum dans ce contexte »* (Tri11).

Après l'adoption du Mémorandum de 2010 lors d'une rencontre des ministres à Tromsø, le Forum continuera à encourager le développement

de la GBF lors de toutes ses éditions (Habitat Contact Forum, 2010, 2013, 2015, 2017).

L'idée d'officialiser sur papier la volonté conjointe de la Russie, de la Norvège et de la Finlande de développer la GBF émerge au sein du ministère finlandais de l'Environnement. Une collaboratrice du service des relations internationales raconte en avoir eu assez que son chef lui demande sans cesse si la Russie était effectivement impliquée dans le développement de la GBF et comment en être sûr. Ayant constaté l'implication russe depuis des années, notamment au sein du Habitat Contact Forum, elle profite de ses vacances de Noël pour préparer un accord et ainsi mettre fin à cette incertitude une bonne fois pour toutes (Tri7).

La volonté de signer un accord avec la Russie prolonge la dynamique de coopération ayant cours au sein de la Coopération de Barents en matière d'environnement, dont on a vu qu'elle était marquée à la fois par un manque de confiance et un certain optimisme à l'égard de la Russie. La signature de l'accord apparaît aux différents membres des délégations présentes à Tromsø en 2010 comme une contribution de plus au projet des pays occidentaux, qui consisterait principalement à essayer d'obtenir des engagements de la part de la Russie en matière de conservation de la nature (Tri7, Tri19, Sep6). Lors de l'entretien que j'ai eu avec la responsable ministérielle finlandaise à l'origine du Mémorandum 2010, la Norvège était complètement absente de l'historique ayant mené à la signature tel qu'elle me le présentait. Quand je lui ai demandé si l'objectif du mémorandum était d'impliquer les Norvégiens en plus des Russes dans la GBF, elle a répondu :

Ah oui, les Norvégiens aussi ! Mais vous savez, les Finlandais se posaient la question [de l'implication de la Russie] et il était évident que la Norvège avait les mêmes interrogations. Il est toujours mieux d'avoir un accord trilatéral que juste entre la Finlande et la Russie ! (Tri7)

Un fonctionnaire norvégien actif dans la Coopération des pays riverains de la mer de Barents va dans le même sens :

Beaucoup de travail que nous effectuons dans cette région de Barents vise à impliquer la partie russe. [...] Bien sûr tout le monde sait que [le mémorandum de la GBF] est une stratégie pour protéger la forêt russe, même si nous avons aussi des massifs remarquables en Norvège, en Suède et en Finlande (Tri19).

S'ils ne parlent pas de la pollution, les discours à propos de la GBF mettent en avant une même fatalité à coopérer avec la Russie du fait de sa position

géographique. Plutôt que d'identifier des sites dont émane une pollution qui touche les pays occidentaux, c'est le fait que la Russie soit un foyer de biodiversité qui est mis en avant. L'idée que «*la source des espèces [finlandaises et norvégiennes] est là-bas, à l'est*» (Tri6) est ainsi mise en avant par plusieurs personnes que j'ai interrogées (Tri11, Car2). Selon une fiche de présentation de la GBF, le développement de la Ceinture verte doit permettre à la nature finlandaise de «*bénéficier de façon significative de la diversité des espèces et de la vitalité des aires naturelles au-delà des frontières nationales*», puisque les aires naturelles proches de la frontière «*fonctionnent comme des corridors écologiques transfrontaliers qui connectent à de vastes territoires forestiers en Russie*» (Rekola, 2018, p. 1).

En parallèle, la question de l'assainissement des sites polluants en Russie reste au cœur de l'action de la coopération de Barents durant les années 2000. Un instrument de financement a été créé par la NEFCO en 2005, alors qu'un sous-groupe de travail consacré à la question était créé en 2010 au sein du Conseil international euro-arctique de Barents (Nordic Environment Finance Corporation & Arctic Monitoring and Assessment Programme, 2003).

À côté de ces craintes, la conclusion du mémorandum est motivée par l'idée que les autorités russes sont sensibles aux injonctions de leurs voisins occidentaux de préserver la nature près de la frontière interétatique, et que la coopération autour de la Ceinture verte de Fennoscandie contribuera à améliorer la stabilité et la sécurité dans la région, en créant a minima des contacts interpersonnels au niveau local. En revanche, le mouvement des Parcs pour la paix aurait eu peu d'influence sur le contenu du mémorandum :

Il y a eu une période durant laquelle nous nous sommes dit OK, quelqu'un peut appeler ça un parc pour la paix, mais ce n'était pas vraiment un sujet... Aujourd'hui nous sommes un peu plus intéressés par cela et peut-être qu'on devrait faire quelque chose à ce propos. Après il a toujours été reconnu qu'au niveau local, quel que soit le type de coopération environnementale, il y a toujours quelque part une question sécuritaire, et la coopération améliore la stabilité entre les pays. C'est toujours mieux quand les personnes sont en bons termes (Tri7).

Pour un haut fonctionnaire finlandais actif depuis l'époque soviétique, le mémorandum est une étape supplémentaire dans la promotion du concept de Ceinture verte auprès des autorités russes, qui auraient déjà contribué à la création de la réserve naturelle transnationale de l'Amitié en 1990, du parc national de Kalevala en 2007 et à la proposition – finalement acceptée en 2017 – de créer le parc national des îlots de Ladoga (Tri1).

Le concept de Ceinture verte de Fennoscandie a certainement aidé à mettre en évidence la valeur de la réserve naturelle de Kostomoukcha, qui a été intégrée au Parc de la Paix en 1990 avec la signature de Gorbatchev. Je suis sûr que le concept de GBF a été utilisé comme argument à ce moment-là. Après cela, durant la création du parc national de Kalevala, le concept a aussi été très présent. Ensuite, ils sont en train d'attendre la décision sur la création du parc national des îlots de Ladoga, qui est inclus dans le concept de GBF. Aussi de plus petites réserves naturelles en République de Carélie, elles ont toujours été associées au concept de GBF (Tri1).

De la même façon, un gestionnaire de parc dans le Finnmark affirme que ce serait grâce aux Norvégiens que le gouvernement soviétique aurait pris conscience du caractère remarquable des territoires proches de la frontière et aurait établi la Zapovednik de Pasvik en un temps record :

C'est nous qui avons montré aux Russes la qualité de leur propre territoire, parce que les gestionnaires et les scientifiques russes ne connaissaient pas cette zone frontalière, elle était trop loin et trop fermée du fait du rideau de fer. [...] Quand nous avons commencé cette coopération, la Zapovednik de Pasvik a été créée en 1992 et la réserve norvégienne en 1993. Je pense que c'était un nouveau record de rapidité pour les Russes pour ouvrir une nouvelle Zapovednik. Ils nous ont dit que c'était grâce à l'initiative occidentale et qu'il aurait été impossible de la créer si rapidement sans cette coopération. Nous pensions que les Russes travaillaient très lentement, mais ils ont réussi à ouvrir leur aire protégée avec la nôtre, donc nous étions bluffés ! (Sep10)

La signature de l'accord est perçue comme un bon moyen de faire avancer le développement de la GBF, dans la mesure où seul le niveau national aurait le pouvoir nécessaire pour prendre des décisions qui impactent réellement le développement de la Ceinture verte. Pour un chef de service du ministère finlandais de l'Environnement, le mémorandum doit servir à montrer aux autorités russes que la GBF n'est pas un petit projet local informel, mais une initiative officielle de haut niveau afin de donner une légitimité institutionnelle aux acteurs régionaux :

[Le mémorandum] veut dire que [la GBF] est un peu plus officielle, un peu plus de haut niveau. Cela montre que l'État finlandais s'implique et que ce n'est pas seulement un projet local et provincial. Quand nous avons commencé à travailler sur la Stratégie, nous avions pour but de faire venir des collègues de Moscou pour discuter avec nous, car le travail effectué

jusqu'à maintenant avait surtout été fait au niveau régional. Nous avons vu que si nous voulions faire quelque chose de plus nous devons en faire une affaire entre États. Je pense que cela a fonctionné. Vous pouvez comprendre qu'il n'est pas facile de négocier avec Moscou, mais c'est une bonne idée de les garder près de soi. [...] Quand Moscou dit que c'est important, tout le monde le comprend, c'est comme cela que ça fonctionne (Tri6).

Une responsable russe active dans la Coopération autour de la mer de Barents confirme cette intuition. Pour elle, il est important de mettre en place ce type d'accord pour permettre aux partenaires russes de se référer à un document officiel avalisé par le niveau national, afin de pouvoir justifier ces actions auprès des autorités régionales, voire de demander des financements pour les réaliser (Sep2).

Après la signature du Mémorandum dans le cadre de la Coopération autour de la mer de Barents, le développement de la Ceinture verte va bénéficier de la politique de voisinage, alors que l'implication des Russes pose question quand advient l'invasion de la Crimée en 2014.

2.2. La GBF face aux aléas des relations entre l'Europe et la Russie

Je vais montrer ici comment la Ceinture verte s'est inscrite dans un imaginaire géopolitique de la transition qui s'est confronté à l'invasion de la Crimée en 2014. J'évoquerai d'abord comment la Ceinture verte telle qu'elle a été conceptualisée dans la coopération des pays riverains de la mer de Barents s'est particulièrement bien accommodée des instruments de financement de la politique de voisinage européenne guidée par la volonté d'aider la Russie à évoluer vers une économie de marché. Nous verrons ensuite que la crise qui a suivi l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014 a peu affecté le fonctionnement de la GBF et a semblé constituer pour ses promoteurs une occasion de rappeler toute sa pertinence en tant que projet permettant d'échapper aux turpitudes des relations internationales.

L'argent de la politique européenne pour financer le portfolio de projets

Durant les discussions relatives à la GBF et menées dans le cadre de la Coopération autour de la mer de Barents, l'Instrument européen de

voisinage et de partenariat (IEVP) est identifié comme le moyen principal de financer une telle initiative (Barents Euro-Arctic Council Working Group on Environment, 2008).

Issu de la politique européenne de voisinage lancée en 2004, l'IEVP marque un changement par rapport aux programmes Interreg et Tacis, dont on a vu qu'ils avaient grandement contribué à financer le développement des aires protégées près des frontières entre la Russie, la Finlande et la Norvège durant les années 1990 et 2000. Publié en 2003, le Rapport sur l'Europe élargie qui inspire la politique de voisinage de l'UE rompt avec la rhétorique administrative privilégiée dans le cadre de ces programmes pour adopter une position plus idéologique (Liikanen, 2018, p. 65). Selon ce rapport, il s'agit de faire de la politique de voisinage un moyen de promouvoir à la fois les valeurs démocratiques européennes et l'économie de marché à l'intérieur et au-delà des limites de l'UE, tout en conditionnant la participation aux programmes de coopération à l'adoption de ces valeurs.

Avec d'autres pays, la Russie se voit ainsi offrir une place dans le marché intérieur de l'UE sous réserve qu'elle poursuive la promotion de la libre circulation des personnes, des biens, des services et du capital, comme cela est demandé aux pays désirant intégrer l'UE (Commission of the European Communities, 2003, pp. 4, 12). Le document se réfère en particulier à l'importance d'établir un partenariat fort avec la Russie afin de poursuivre la relation vertueuse telle que promue par l'Union européenne depuis la chute de l'URSS et d'établir une zone de prospérité et de stabilité au-delà des frontières de l'UE (Commission of the European Communities, 2003, p. 6). Avec le lancement de la politique de voisinage en 2004, soit la même année que l'intégration dans l'UE de pays issus de l'ancien bloc soviétique, la Russie devient de ce fait une cible privilégiée des programmes de coopération de l'UE avec ses voisins (Liikanen, 2016, p. 24).

L'IEVP est décliné pour la période 2007-2013 en quinze programmes qui financent des projets à dimension transfrontalière à travers des appels à projets thématiques dans des aires géographiques qui leur sont attribuées. L'IEVP sera remplacé pour la période 2014-2020 par l'Instrument européen de voisinage (IEV), qui fonctionne selon les mêmes modalités. Les programmes sont dotés d'enveloppes d'environ 40 à 60 millions de francs, alloués à la fois par des fonds de l'Union européenne et par les pays participants.

La GBF, notamment en faisant la promotion de l'écotourisme, apparaît comme un bon moyen de faire explicitement le lien entre, d'une part, les préoccupations relatives à la gestion transfrontalière de l'environnement et, d'autre part, la volonté affichée par l'Union européenne d'aider la Russie à évoluer vers une économie de marché.

Ce n'est donc pas un hasard si l'étude commandée par le ministère de l'Environnement finlandais pour évaluer la situation socio-économique des territoires concernés par la GBF au lendemain de la signature du Mémorandum en 2010, suggère que l'Instrument européen de voisinage est un moyen adéquat de financement du développement de la GBF (Fritsch et al., 2013). Alors que le développement de celle-ci apparaît pour les auteurs comme compatible avec les objectifs de l'IEVP, le découpage des différents programmes le long des frontières russes, finlandaises et norvégiennes permettrait par ailleurs de tenir compte des différences socio-économiques le long de la zone frontalière.

Suivant les résultats de l'étude et en l'absence de financement étatique direct pour mettre en œuvre la GBF, la stratégie de l'initiative confirme que les programmes de promotion de la coopération transfrontalière avec la Russie sont des moyens privilégiés de développer la GBF (GBF Trilateral Working Group, 2016, p. 5). Des groupes de travail régionaux de la GBF sont ainsi constitués pour correspondre aux aires géographiques des différents programmes de coopération transfrontalière.

Les programmes CT se donnent pour objectif de promouvoir l'attractivité économique des territoires transfrontaliers en contribuant à régler des problèmes communs aux pays et aux régions qu'ils concernent. Alors que les programmes précisent que les projets qu'ils financent ne doivent pas avoir un impact négatif sur l'environnement, celui-ci est présenté à la fois comme un atout – pour attirer de nouveaux résidents et des touristes – et comme une menace commune qu'il s'agit d'inclure dans les projets.

Des instruments de financement dédiés aussi bien au développement économique (Interregg, Fonds européen agricole pour le développement rural, Fonds européen de développement régional entre autres) qu'à la recherche scientifique (LIFE+, Horizon 2020) seront également passés en revue, mais sans succès (Hokkanen et al., 2015 ; Rekola, 2016a, 2017), alors que plusieurs projets se revendiquant du développement de la GBF seront financés par les programmes CT Karelia et Kollarctic.

Après la signature du mémorandum, le projet « Green Belt of Fennoscandia – Welfare from Sustainable Cross Border Nature and Culture Tourism » est mis en place par Metsähallitus et par diverses aires protégées en Carélie russe dans le but de créer des « *expériences touristiques* » à partir de l'épopée du Kalevala (Metsähallitus, 2014a). Doté d'un budget de 2,5 millions d'euros, le projet est financé pour la période 2012-2014 par le programme CT Karelia afin de favoriser la croissance économique autour des principaux parcs jumeaux de Carélie. Le projet consiste concrètement à rénover leurs infrastructures

touristiques (centres pour visiteurs, chemins, emplacements de camping, panneaux d'information) afin de les conformer aux standards internationaux en matière de « *tourisme culturel et naturel* » durable et d'améliorer le bien-être des populations locales (INTERACT programm, 2020b).

Alors que la préservation de la culture carélienne – les villages traditionnels, la religion orthodoxe et la poésie chantée – est présentée sur le site officiel de la GBF comme un moyen d'attirer les touristes dans la région, d'autres projets similaires sont développés par la suite (Ministère de l'Environnement [Finlande], 2017). Parmi ceux-ci, un deuxième projet CT (Cross Border Cooperation Program) porté par Metsähallitus, mais finalement abandonné, cherchait à renforcer la capacité des parcs nationaux inclus dans le segment carélien de la GBF à se vendre comme des « *destinations naturelles et culturelles* », notamment en améliorant leur communication, leur accessibilité et en rénovant des sites historiques (Car4). Plus récemment, un projet universitaire présenté en 2017 à l'occasion de la Conférence de l'initiative pour une Ceinture verte européenne, cherche à évaluer l'opportunité de développer l'écotourisme dans la GBF à partir des sites historiques et culturels le long de la frontière entre la Russie, la Finlande et la Norvège. Le projet a conclu à « *l'énorme potentiel* » de l'environnement multiculturel et naturel de la Carélie pour le développement de l'écotourisme transnational à travers la création d'un réseau de « *musées verts* » en Russie et en Finlande (Lähtenmäki et al., 2019, p. 102 ; Sevastiyarov et al., 2014).

Financé dans le cadre du programme CT Karelia de 2013 à 2014 à hauteur de 543 400 euros, le projet IntellGreenbelt veut contribuer à l'essor du développement durable dans le territoire de la GBF et à son intérêt touristique en « *créant un système d'utilisation durable et de conservation des ressources naturelles* » (Karelian Research Centre of the Russian Academy of Sciences, 2013a, p. 2). Pour ce faire, le projet vise conjointement à identifier et à protéger des corridors écologiques, à introduire des modèles de gestion durable de la chasse et de la pêche pour permettre le renouvellement du gibier et des stocks de poissons et pour développer une forme de tourisme durable en Carélie russe (Karelian Research Centre of the Russian Academy of Sciences, 2013b).

Le projet finance notamment la construction d'un complexe touristique dédié à la chasse dans le district de Muzezersky et de panneaux d'information dédiés à la chasse et à la pêche dans la région pour attirer des écotouristes intéressés par ces activités (Karelian Research Centre of the Russian Academy of Sciences, 2013a, p. 2). Par ailleurs, un travail de communication autour de la Ceinture verte de Fennoscandie doit participer à la promotion d'une forme

de tourisme scientifique et à visée éducative. Finalement, un séminaire de formation consacré aux opportunités économiques liées à la chasse et à la pêche durables est organisé dans le cadre du projet.

Doté d'environ 1,8 million d'euros, le projet Arctic, Biological, Cultural and Geological Heritage (ci-après ABCGH) est implémenté entre 2012 et 2015 dans le cadre du programme CT Kolarctic. D'une part, le projet vise à développer de nouvelles infrastructures et de nouveaux produits pour promouvoir le tourisme dans et autour des aires protégées du nord de la GBF tout en renforçant les liens entre les entrepreneurs touristiques norvégiens, finlandais et russes (INTERACT programm, 2020a). D'autre part, le projet entend familiariser les écoliers avec la nature et la culture de leur région à travers des apprentissages passant par la pratique et les sens, tout en fournissant du matériel pédagogique aux enseignants (Tervo, 2015).

En se fondant notamment sur l'expérience des camps transfrontaliers «Expédition de la Ceinture verte», conduite conjointement dans les parcs jumeaux de Oulanka et de Paanajärvi (Metsähallitus, 2014b, p. 7), et sur des collaborations déjà existantes entre des écoles finlandaises, russes et norvégiennes, le projet veut toucher les écoles du nord de la GBF grâce à une exposition itinérante, des idées d'activités en plein air pour les enseignants, un jeu de plateau et des camps de vacances (Metsähallitus, 2015).

Nous verrons au chapitre 4 du présent ouvrage comment cette compatibilité entre les objectifs de la GBF et la politique de voisinage européenne, sous l'égide d'un imaginaire géopolitique de la transition, est revendiquée par les différents groupes de travail de la Ceinture verte pour pouvoir bénéficier de ces financements. D'abord, j'explique comment la crise diplomatique qui a suivi l'invasion de la Crimée par la Russie en 2014 a affecté le développement de la GBF et les revendications qu'elle incarne.

Le test de l'annexion de la Crimée par la Russie

Après l'invasion de la Crimée par la Russie en février et mars 2014, les programmes de coopération transfrontalière ont été maintenus en dehors à la fois du paquet des sanctions prises par l'Union européenne et des contre-mesures adoptées par la Russie (Fritsch et al., 2015, pp. 2589-2590). Côté européen, le Conseil de l'Europe appelle ainsi à maintenir les programmes de coopération transfrontalière qui concernent exclusivement la société civile (European Council, 2014, p. 3). Côté russe, le ministre des Affaires étrangères

déclare lors d'une visite à Kirkenes en automne 2014 qu'il est important de continuer la coopération transfrontalière en matière économique et à propos de la sûreté nucléaire, notamment sous l'égide de la Coopération de Barents (Nilsen & Karlsbakk, 2014). L'invasion de la Crimée met ainsi en évidence le fait que les programmes CT sont considérés comme des instruments qui devraient pouvoir fonctionner indépendamment des aléas géopolitiques, suivant l'idée que la société civile peut collaborer localement de façon pragmatique au-delà des différends internationaux (Fritsch et al., 2015, p. 2584).

L'année suivant l'annexion, les participants au Habitat Contact Forum de 2015 craignent que les bailleurs de fonds européens soient moins enclins à financer des projets de coopération impliquant la Russie. Le ministère finlandais s'en inquiète, notant que la coopération en matière d'environnement par la Russie dépend depuis toujours des financements européens (Ministère de l'Environnement [Finlande], 2016b, p. 2). Lors du premier Habitat Contact Forum après l'invasion, des participants à la rencontre font part d'un certain pessimisme concernant le financement de la GBF :

Pour le moment, le climat international ne favorise pas cette coopération. Cette situation ne devrait pas durer éternellement. Les affaires courantes de la coopération internationale continuent et les activités dans la zone frontalière se développent grâce aux réseaux nationaux. Les plans et les réseaux permettant d'augmenter la coopération internationale existent et seront utilisés quand la période sera plus propice (Hokkanen et al., 2015, p. 1).

De façon similaire, le groupe de travail pour la Carélie note dans son plan d'action en 2016 que « *l'atmosphère politique [en Russie] est tendue et rend la poursuite et le développement de la coopération internationale incertains* » (Groupe de travail de la Ceinture verte de Fennoscandie en Carélie, 2016, p. 12).

Pour le facilitateur des ateliers de préparation de la Stratégie de la GBF, qui ont été interrompus par l'invasion de la Crimée, celle-ci remet en cause le financement de la GBF :

L'argent est vraiment le nerf de la guerre. Quand le travail [autour de la GBF] a été initié, je pense que les relations entre la Russie et l'UE à l'époque n'étaient pas ce qu'elles sont maintenant, après l'invasion de la Crimée. Au début, c'était un peu : OK, les financements européens vont constituer la source principale pour financer les opérations. Ensuite (rires), dans ce travail de préparation, nous avons heureusement identifié

d'autres sources de financement [...] mais le problème est que beaucoup de sources qui étaient précédemment disponibles pourraient ne plus l'être à cause de la situation en Crimée (Tri22).

Ces craintes sont écartées en 2017 par la coordinatrice de la GBF :

La relation entre l'UE et la Russie ne sont pas au mieux en ce moment... Mais pour nous qui travaillons dans la coopération environnementale, nous ne voyons pas de problème pour le moment. La seule chose qui pourrait freiner la coopération serait que nous n'ayons plus d'argent pour cela. En tout cas, ces problèmes diplomatiques entre l'UE et la Russie n'ont pour l'instant été d'aucune façon un problème pour nous (Tri10).

Côté finlandais, une fiche publiée par le ministère de l'Environnement assure que la coopération environnementale avec la Russie a toujours continué indépendamment de l'évolution de sa relation politique générale avec l'Union européenne (Rekola, 2018, p. 1). Côté norvégien, le ministre du Climat et de l'Environnement loue le travail effectué dans le cadre de la GBF pour sa capacité à « [stimuler] *la coopération locale au-delà des frontières* » (Ministère norvégien du Climat et de l'Environnement, 2016).

Au-delà de l'optimisme ou du pessimisme affiché après l'invasion de la Crimée, l'événement apparaît comme une occasion de réaffirmer la vocation de la GBF à dépasser les frontières interétatiques à travers la conservation de l'environnement.

Dès 2014, l'initiative est ainsi présentée lors de l'assemblée générale d'EUROPARC comme un cadre pour « *continuer un dialogue constructif [...] au-delà du climat politique* » (Kalske, Tervo et al., 2014, p. 7). Pour un responsable de programme CT interrogé en 2017, le message véhiculé par la GBF est d'autant plus important depuis l'invasion de la Crimée :

Je pense que [la GBF] est une initiative positive et que son image est également positive, particulièrement maintenant qu'il y a cette tension politique entre l'Union européenne et la Russie. Je pense que ce genre d'initiative est un signe très positif envoyé aux décideurs au plus haut niveau, qui leur signale que ce genre de coopération continue dans la région au niveau local. Je pense même que cela réduit les tensions entre l'UE et la Russie (Car8).

Lors de la Conférence de la Ceinture verte européenne en 2016, une participante au groupe de travail trilatéral de la GBF, chargée de représenter

la partie septentrionale de la ceinture, rappelle que la frontière entre la Russie, la Finlande et la Norvège n’existait pas avant 1826, pour mieux affirmer son côté artificiel puisqu’« *on ne peut pas [la] voir quand on est dans la nature* » (notes de l’auteur lors de la conférence EGB 2016 de Koli). Lorsque je l’ai interrogée une année plus tard, elle a souligné que Russie, Finlande et Norvège sont naturellement liées par l’interdépendance des biotopes qu’ils abritent de part et d’autre des frontières interétatiques, rendant la coopération internationale inévitable et nécessaire « *à cause de la géographie* » (Tri21). Une fiche de présentation de l’initiative parue en 2018 confirme cette idée, en affirmant que les frontières interétatiques ne sont que « *des lignes dans les écosystèmes* » (Rekola, 2018, p. 1).

Les slogans phares de la GBF – « *La nature ne connaît pas de frontières* » et « *Les frontières séparent. La nature unit!* » – sont utilisés pour mettre en évidence la nécessité et la possibilité de coopérer malgré l’invasion de la Crimée.

La formule « *Les frontières séparent. La nature unit!* » est utilisée pour expliquer que la conservation transnationale de la nature est un enjeu qui permet de renforcer les liens et de prévenir les conflits entre les pays qui y participent (Kalske & Tervo, 2017, p. 6; Kalske et al., 2016, p. 4; Rekola, 2016b, p. 13). Des illustrations accompagnent l’utilisation de ce slogan dans les présentations de l’initiative après 2014. Elles montrent la continuité entre la nature de part et d’autre des frontières interétatiques, figurée par la rivière Pasvik pour la partie septentrionale de la Ceinture verte (figure 6). En mettant en scène deux personnes souriantes et un symbole explicite de la frontière interétatique, une seconde illustration souligne en particulier l’importance des relations interpersonnelles dans le bon développement de la GBF (Lindholm, 2014, p. 43).

Comme le confirment les entretiens que j’ai menés en 2017, la solidité des liens entre les personnes impliquées dans le développement de la GBF de part et d’autre des frontières est affichée comme la raison principale qui contribuerait à immuniser l’initiative contre les remous géopolitiques. La poursuite des échanges grâce à des liens interpersonnels qui surpassent les tensions géopolitiques est ainsi affichée comme une véritable fierté (Tri3, Tri21, Sep6).

Alors qu’il se rappelle l’émotion qui était la sienne lorsqu’il a pu traverser la frontière pour la première fois lors d’excursions conjointes durant les années 1990, un gestionnaire de parcs norvégiens souligne que la coopération est très positive tant sur le plan des relations personnelles que sur celui du travail accompli (Sep10).



Figure 6 : Photo de la rivière Pasvik avec la mention « *Les frontières séparent. La nature unit!* » (Kalske et al., 2016, p. 4).

Une membre du groupe de travail norvégien pour la GBF raconte :

Beaucoup de gens nous demandent : comment c'est de travailler avec la Russie ? Et nous répondons que c'est fantastique ! Cela se résume aux relations personnelles et on ne peut pas collaborer avec tout le monde. Il faut que ce soit la bonne personne, sur le long terme (Tri21).

Une membre du groupe de travail trilatéral confirme :

La Ceinture verte de Fennoscandie a une plus-value du fait des contacts qu'elle permet de créer. Il y a beaucoup de leçons à tirer, notamment parce qu'avec des partenaires russes, il faut se rencontrer en personne et créer des contacts personnels (Tri3).

Or, ma recherche suggère que sept ans après la signature de l'accord en 2010, l'implication des autorités nationales russes est quasi nulle et ce indépendamment de la crise ayant suivi l'annexion de la Crimée.

Alors que la présence russe à l'occasion des discussions sur la GBF lors des Habitat Contact Forum et de la Conférence pour la Ceinture verte européenne est de facto assurée par des chercheurs du Centre de recherche carélien de l'Académie des sciences de Russie, une représentante norvégienne au groupe de travail trilatéral confirme :

La GBF est maintenant dirigée par [la représentante du] ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement de la Fédération de Russie lors des réunions du groupe. Son nom est [...], mais nous ne l'avons pas vue depuis quelques années (rires), elle est très occupée ! [Un collègue] du Centre de recherche carélien de l'Académie des sciences de Russie a en quelque sorte présidé le groupe. Il ne travaille pas pour le ministère, mais dans cet institut de recherche. Le système russe est un peu intéressant, on va dire cela comme ça (rires) ! (Tri21)

Pour un membre du comité trilatéral, le manque de volonté politique affiché par la Russie est réel, mais ne veut pas forcément dire que l'initiative est au point mort :

Parfois quand je discute avec différentes personnes je vois leur frustration que [la GBF] existe depuis si longtemps mais que rien ne se passe. On peut avoir cette fausse impression, due au fait que durant ces dernières années, le ministère russe a été faible. Ils n'ont pas les personnes, les ressources ou une volonté politique forte en faveur de la conservation de l'environnement. Donc beaucoup d'autres structures n'ont pas bougé non plus. Cela peut créer l'idée que rien ne se passe, mais le concept [de GBF] existe et est discuté encore et encore lors des rencontres du Habitat Contact Forum et dans diverses réunions. Si on regarde en arrière, on peut constater que beaucoup de choses ont été faites et que l'influence du concept est réelle (Tri1).

Synthèse du chapitre

L'historique conjoint des discours à propos des frontières finno-russo-norvégiennes et de ceux qui touchent au développement d'une Ceinture verte transfrontalière au sortir de la Guerre froide met en lumière la façon dont l'invocation d'une nature préservée par la Guerre froide est mise au service de plusieurs projets de mise en valeur de la frontière.

La première utilisation du terme « Ceinture verte » ferait suite à la découverte par des chercheurs finlandais et russes de massifs forestiers le long des frontières entre leurs deux pays. L'idée qu'il faudrait protéger ces territoires, dont les qualités naturelles ont été préservées du fait des restrictions frontalières, fait son chemin au sein du groupe de travail finno-russe sur l'environnement. Un article scientifique considéré comme fondateur du concept de Ceinture verte de Fennoscandie recommande de créer un réseau d'aires protégées à la hauteur de la République de Carélie afin de conserver des forêts proches de la frontière et de développer l'écotourisme dans la région russe.

L'idée que l'état remarquable des forêts du côté russe de la frontière est un effet collatéral involontaire des politiques de restriction de la Guerre froide permet aux Finlandais de mettre les autorités russes devant une sorte d'obligation morale de protéger cet héritage involontaire, alors que leur côté de la frontière est largement plus fragmenté.

L'historique différencié des politiques sécuritaires et de développement qui explique l'état de préservation de ces forêts permet de montrer que la proposition de créer une Ceinture verte répond moins à une découverte fortuite qu'à la volonté des conservationnistes occidentaux de peser sur la politique de conservation de la Russie post-soviétique, à une période où l'exploitation des forêts russes nouvellement accessibles aux entreprises finlandaises suscite un vif débat en Finlande et en Europe.

Le concept de Ceinture verte de Fennoscandie est utilisé pour soutenir différents projets qui visent à valoriser les frontières finno-russo-norvégiennes au cours des années 2000. Le concept est utilisé pour la première fois dans le cadre d'une candidature au patrimoine mondial de l'UNESCO, qui appelle à faire de la frontière l'espace de préservation d'un héritage naturel et culturel. L'idée, à visée touristique, que la Ceinture verte de Fennoscandie ferait office de mémorial de la Guerre froide se renforce à travers son rapprochement avec une initiative similaire lancée en Allemagne. Cette dimension touristique prend encore plus de vigueur quand le concept est associé à une série de projets transfrontaliers visant à développer l'écotourisme en Russie, notamment par la création de nouvelles aires protégées.

Il ressort de la première partie de ce chapitre que le concept de Ceinture verte de Fennoscandie a permis de penser et de dire successivement différents projets de re-fonctionnalisation du rideau de fer.

Mon analyse montre que cette re-fonctionnalisation a consisté à préserver en partie l'effet de limitation assuré par la fonction de barrière de la zone frontalière afin de protéger les processus naturels qui y opèrent, tout en lui attribuant des fonctions qui découlent précisément des effets de sa fonction de

limitation. Pour résumer, le processus peut être décrit de la façon suivante : la fonction patrimoniale découle de la fonction de limite; les fonctions touristiques et d'interface découlent de cette fonction patrimoniale.

Tous les projets incarnés par la GBF ont ainsi pour origine l'idée que la Ceinture verte doit conserver une nature non humaine dont la survie serait un effet collatéral des restrictions d'accès appliquées durant la Guerre froide.

Après avoir démontré que l'état remarquable de la nature aux frontières finno-russo-norvégiennes relevait moins du hasard collatéral que de choix politiques, mon analyse a révélé que la sérendipité peut être invoquée de façon instrumentale dans le but de pousser des collectifs et des individus à agir sur la conservation de l'environnement. En l'espèce, elle permet d'évacuer la question de la disproportion entre les territoires finlandais et russes concernés par la GBF en mettant les autorités russes devant un fait accompli.

La seconde partie de ce chapitre a montré comment la Ceinture verte de Fennoscandie s'est développée en parallèle avec l'évolution des relations entre l'Europe du Nord et la Russie depuis la fin de la Guerre froide.

Sous l'impulsion de Mikhaïl Gorbatchev, la conservation de l'environnement est promue comme un sujet de dialogue privilégié, qui motive entre autres la création d'une structure de coopération des pays riverains de la mer de Barents. La période est marquée par un manque de confiance des Européens quant à la capacité de la Russie de gérer convenablement les problèmes environnementaux sur son territoire, défiance mêlée d'optimisme quant à la capacité de l'Union européenne à l'aider à surmonter ses problèmes de gestion.

Un mémorandum international pour le développement de la Ceinture verte de Fennoscandie est signé dans le cadre de la coopération des pays riverains de la mer de Barents, alors que l'idée s'est développée au sein d'une structure ad hoc du Conseil international euro-arctique de Barents, le Habitat Contact Forum. À la suite de la signature de l'accord, le développement des projets relatifs à la GBF bénéficie de financements issus des instruments de la politique de voisinage européenne à l'égard de la Russie.

Les tensions diplomatiques qui suivent l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014 affectent peu le fonctionnement de la GBF et apparaissent aux yeux des promoteurs de celle-ci comme une occasion de rappeler toute sa pertinence en tant que projet permettant d'échapper aux turpitudes des relations internationales.

Cette seconde partie de chapitre permet de mettre en lumière comment des discours à propos de la Ceinture verte de Fennoscandie expriment chacun leur manière de concevoir la relation entre l'Europe et la Russie.

Dès la fin de la Guerre froide, le discours sur la GBF s'accorde parfaitement avec une conception des relations entre l'Europe du Nord et la Russie qui mène à la création d'une structure de coopération entre les pays riverains de la mer de Barents. En particulier, la GBF apparaît comme un projet correspondant au besoin d'assister la Russie, considérée comme un pays chaotique incapable de gérer son territoire convenablement. L'emphase mise dans l'analyse sur la conservation de l'environnement permet de montrer que ce discours à propos de la transition mélange deux sentiments : la peur et l'optimisme.

L'analyse par les partisans de la GBF des effets de l'invasion russe de la Crimée en 2014 révèle que ceux-ci sont peu sensibles au retour annoncé d'une relation conflictuelle entre la Russie et l'Occident. D'une part, ils ne décrivent plus la GBF comme un projet de politique internationale – alors que c'était le cas au cours des années 1990 et 2000 – mais comme une initiative fondée sur des liens interpersonnels qui fonctionnent indépendamment de l'évolution des relations entre États. D'autre part, ils revendiquent le fait que la conservation transfrontalière de la nature ressort d'une nécessité naturelle qui doit aller au-delà des querelles entre pays voisins.

Chapitre 3

Une entité territoriale non identifiée ?

Dans ce second chapitre empirique, nous nous intéresserons à la façon dont la Ceinture verte de Fennoscandie est objectivée en tant que réseau écologique.

Une première partie retracera les discussions relatives à la délimitation de la GBF depuis les prémices du concept et expliquera comment différentes propositions en la matière ont été mises en concurrence avant qu'il ne soit envisagé de faire de la Ceinture verte une entité aux limites floues. Une seconde partie montrera comment les délimitations de la GBF sont utilisées à la fois pour convaincre des parties prenantes de participer à l'initiative internationale et pour renforcer l'importance de cette dernière, à travers la mobilisation de représentations cartographiques et l'évocation des mouvements d'animaux le long des frontières finno-russo-norvégiennes.

D'une part, ce chapitre montre que différentes façons concurrentes d'objectiver le réseau écologique peuvent coexister au sein d'une même initiative et que le fait d'assumer ce côté plurivoque est vu de façon positive par les acteurs. D'autre part, il met en évidence comment l'utilisation de représentations mobilisant le concept de connectivité écologique peut contribuer à effacer la dimension politique inhérente à l'objectivation du réseau écologique pour le présenter comme un enjeu d'ordre technique dont seules les personnes qualifiées peuvent discuter la pertinence.

1. Délimiter

Intéressons-nous pour commencer à la délimitation de la Ceinture verte de Fennoscandie. Elle renseigne sur la manière dont elle est objectivée en tant que telle depuis ses prémices, suivant des critères et des attentes différentes.

1.1. L'épineuse question de la délimitation de la Ceinture verte de Fennoscandie

Je vais montrer ici que bien que la délimitation de la GBF occupe ses promoteurs depuis l'émergence du concept au cours des années 1990, aucune délimitation fixe de la Ceinture verte n'a jamais été arrêtée. Je retracerai comment la biogéographie influence les pères fondateurs de l'initiative, mais aussi comment la GBF est rapidement délimitée suivant les aires protégées qui la composent. Ensuite, j'aborderai deux propositions – l'une basée sur les limites administratives et l'autre sur une approche dite écosystémique – qui appellent à dépasser cette acception basée sur les aires protégées. Enfin, je reviendrai sur les débats concernant la délimitation de la GBF qui ont animé les ateliers de préparation de la Stratégie et qui débouchent sur l'idée que la Ceinture verte est définie à la fois par des limites dites physiques et fonctionnelles.

D'un intérêt fondateur pour la biogéographie au réseau d'aires protégées

Alors que l'article publié par Alexander Titov et ses collègues en 1995 ne précise pas les contours du réseau qu'il appelle de ses vœux, l'idée que celui-ci devrait être défini est privilégiée au sein du groupe de travail finno-russe sur l'environnement, sous l'impulsion du zoologue finlandais Ilkka Hanski, figure majeure de la théorie des métapopulations (Hanski, 1985, 1999 ; Laine, 2016).

Avant la formulation de la théorie des métapopulations, la biologie s'intéressait déjà à la fragmentation des habitats à travers la théorie de la biogéographie insulaire, qui a été la première à vouloir mettre en évidence l'influence des configurations spatiales sur la conservation de la nature à travers la modélisation du nombre d'espèces présentes sur une île en fonction de la surface de celle-ci et de son éloignement du continent (MacArthur

& Wilson, 1967). Durant les années 1960, la théorie des métapopulations supplante le modèle en îles pour expliquer les effets de la configuration des habitats sur les sous-populations locales en proposant de considérer la manière dont celles-ci évoluent au fil de mouvements de (re)colonisation entre différents sites qui composent leur paysage (Hanski & Gilpin, 1997; Levins, 1969; Mc Cullough, 1996; Southwood, 1977). Selon cette théorie, l'existence de corridors biologiques (forêts, haies, rivières) permettant les flux d'individus entre les sites abritant différentes sous-populations favoriserait le maintien des métapopulations et donc des espèces à long terme (Carrière et al., 2013, pp. 93-94; Fahrig & Merriam, 1985).

Ilkka Hanski, un ami proche de certains participants du groupe de travail finno-soviétique – puis finno-russe – sur l'environnement, aurait grandement contribué par ses recherches à mettre en évidence l'importance de la prise en compte des connexions entre les habitats pour conserver efficacement la nature de part et d'autre de la frontière interétatique (Tri6, Car19). Comme le raconte un des participants au groupe de travail finno-russe sur l'environnement au sein duquel est discutée pour la première fois la GBF au début des années 1990 :

Une de nos grandes influences a été Ilkka Hanski. Ilkka a développé cette théorie des métapopulations, qui était très importante pour comprendre les zones naturelles et les connexions entre elles. C'était un scientifique influent et un très bon ami, même s'il ne faisait pas partie du groupe de travail [finno-russe sur l'environnement] (Car19).

Alors que nous verrons qu'Alexander Titov sera un partisan d'un découpage biogéographique de la GBF au lendemain de la signature du mémorandum, ces premières discussions ne débouchent pas sur un travail de délimitation plus poussé.

L'association du concept de GBF à une série de parcs transfrontaliers durant les années 1990 et 2000 ainsi qu'à des objectifs de promotion économique dans le cadre du programme TACIS contribue à en faire davantage un réseau de sites plutôt qu'un réseau continu. Lors de la conférence de lancement de la Ceinture verte européenne organisée à Bonn en 2003, un membre de la délégation finno-russe précise que contrairement à ce que pourrait laisser penser le concept originel, la GBF « *est davantage un collier de perles qu'une ceinture* » (Lindholm, 2003, p. 20).

Alors que l'allégorie du collier est reprise des années plus tard par le ministère finlandais de l'Environnement (Ministère de l'Environnement [Finlande], 2017)

et la fédération EUROPARC (EUROPARC Federation, 2015, pp. 4-5), l'idée que la GBF existe surtout à travers les aires protégées qui la composent est aujourd'hui particulièrement défendue par des collaborateurs de Metsähallitus :

Je dirais que sans un cœur, [la GBF] n'est rien. L'essentiel doit être là, pour qu'il y ait quelque chose à protéger. Bien que quelques aires protégées aient été grignotées sur les côtés, elles sont toujours là. Puisqu'elles sont légalement des aires protégées elles sont préservées. Tous les aspects sociaux et économiques autour de ce cœur sont importants pour que la Ceinture verte gagne des « amis » en faveur de la conservation de la nature (Tri2).

[Par rapport à la définition de la GBF], mon approche serait de prendre en compte les aires protégées très bien établies, par exemple les parcs nationaux (Tri4).

Les parcs nationaux sont des perles, ou la colonne vertébrale de la Ceinture verte de Fennoscandie (Car4).

Les représentations cartographiques de la GBF font régulièrement la part belle à la figure du réseau d'aires protégées.

Inclure les activités économiques et la nature à l'extérieur des aires protégées

Un article publié en 2009 dans la revue affiliée au Centre carélien de l'Académie russe des sciences, présidé par Alexander Titov, se propose de résumer les discussions menées jusqu'alors à propos de la délimitation de la Ceinture verte de Fennoscandie et faire de nouvelles propositions en la matière.

Les auteurs font état de la tendance consistant à délimiter la GBF comme un réseau de sites et soulignent le besoin d'aller au-delà :

La Ceinture verte de Fennoscandie est facile à délimiter en se basant uniquement sur les réserves naturelles existantes. Une utilisation sociétale du concept requiert d'inclure plus de territoires dans la GBF, puisque la géographie et les activités [humaines] doivent être prises en compte (Makkonen & Hokkanen, 2009, p. 117).

Ils rappellent que la proposition originale de Titov appelait à combiner protection de la nature et besoins sociétaux plus généraux. L'article souligne

que la Ceinture verte de Fennoscandie devrait être un vecteur de développement durable qui devrait servir de cadre pour des échanges internationaux en matière d'écologie, d'économie et à propos des structures sociales plus généralement. Pour eux, la délimitation de la GBF à partir de critères biophysiques ou des aires protégées existantes ne permet pas de prendre en compte ces trois piliers et ils proposent une forme plus large capable d'inclure les activités économiques hors des territoires remarquables du point de vue de la conservation de la nature. Alors qu'ils soulignent que « *la GBF ne sera pas une réalité de sitôt* », ils suggèrent qu'une délimitation plus large et plus flexible permettrait d'inclure dans le concept toute forme de développement « vert », écotourisme en tête (Makkonen & Hokkanen, 2009, p. 123).

La proposition des auteurs consiste à dessiner les contours de la GBF en suivant les limites des différentes entités administratives de part et d'autre de la frontière (figure 7). Côté finlandais, la Ceinture verte recouvre 44 municipalités. Côté russe, elle suit les frontières de 12 districts. Ils ne précisent pas vraiment pourquoi ils n'ont pas inclus la Norvège dans leur délimitation, tout en affirmant que le pays est un partenaire de l'initiative qu'il faudrait inclure à part entière. Selon eux, ce découpage offre l'avantage d'inclure les aires protégées essentielles, mais aussi « *les structures sociales* » importantes pour le développement économique.

Au vu de l'historique qui précède, la rédactrice du Mémoire de 2010 se garde volontairement d'inclure la question de la délimitation des frontières dans le texte, le sujet étant jugé trop complexe à aborder par rapport à l'ambition de l'accord :

Je devais regarder ce dont on avait vraiment besoin. Nous n'avions aucun besoin d'avoir un accord [sur la délimitation], parce que sinon nous aurions dû définir plus précisément ces enjeux et en venir à la question de la définition de la limite [de la GBF] (Tri7).

Son chef de service de l'époque confirme cette volonté :

C'est un large territoire et dans ce territoire nous avons ces points intéressants en matière de connectivité et des connexions entre les gens. On ne voulait pas dire « paf, voilà la limite et la GBF se termine ici ». Parce que la discussion sur la définition de cette limite prendrait quelque chose comme 15 ans ! Ce n'était pas utile en fait (Tri6).

Le texte se contente ainsi de mentionner que le réseau inclut des aires protégées existantes entre le golfe de Finlande et la mer de Barents, le long des frontières communes de la Russie, de la Finlande et de la Norvège.

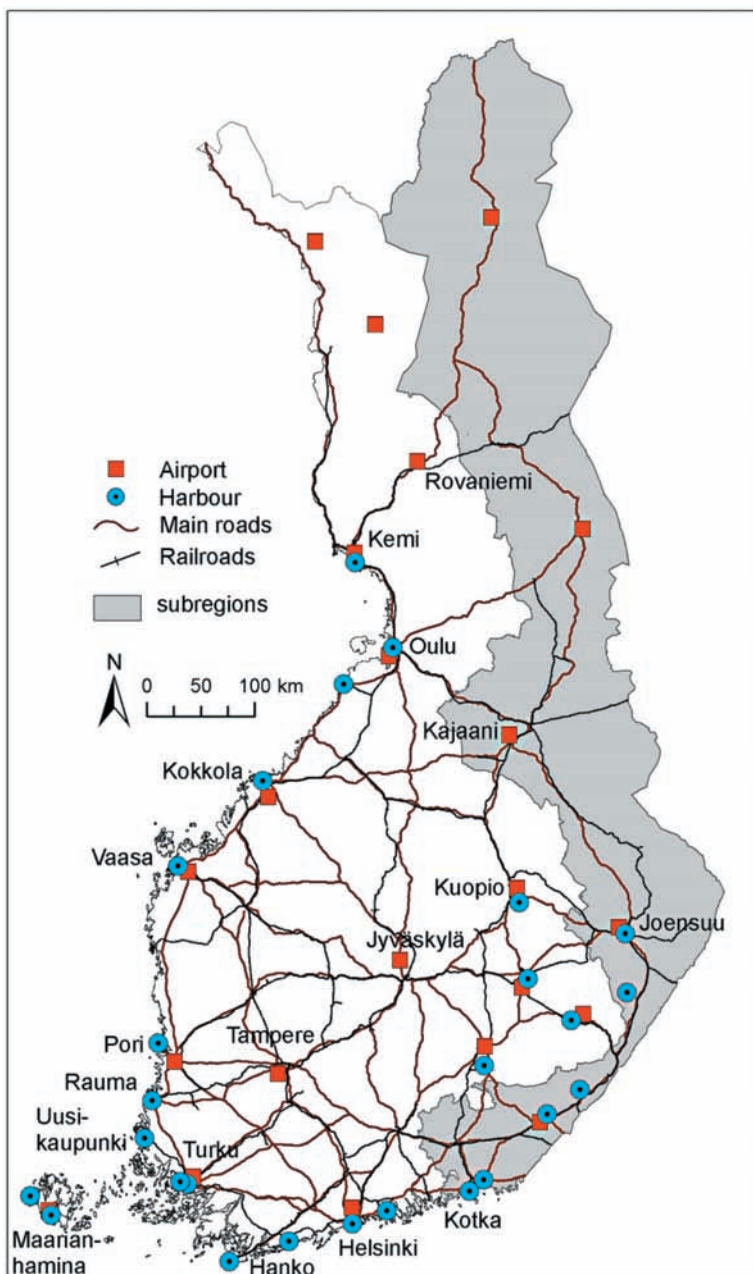


Figure 7 : Délimitation de la Ceinture verte de Fennoscandie selon le découpage administratif (Makkonen & Hokkanen, 2009, p. 122).

En 2012, les directives qui complètent l'accord appellent le groupe de travail de la GBF à définir plus précisément les limites de la Ceinture verte. Ce besoin de définir plus finement la GBF est souligné à l'occasion des différentes rencontres qui lui sont consacrées au cours des années 2000, sans qu'une façon de faire soit arrêtée (Lindholm, 2014, p. 32). La question est soumise à discussion lors des ateliers de préparation de la Stratégie en 2014.

Regrettant qu'aucune délimitation n'ait été arrêtée après la signature du Mémorandum de 2010, Alexander Titov et d'autres chercheurs, à l'origine de la première proposition de créer une Ceinture verte durant les années 1990, avaient dès 2013 proposé une définition dite « écosystémique » basée sur des critères biogéographiques (Titov et al., 2013).

Soulignant que la GBF a besoin de limites scientifiquement établies pour pouvoir être réellement opérationnelle, ils proposent de la délimiter sur des « *bases scientifiques* » (Titov et al., 2013, pp. 37-38). Titov et ses collègues suggèrent de fonder la délimitation de la Ceinture verte fennoscandienne sur la base de la répartition des espèces et des habitats le long de formations naturelles clairement identifiables. Premièrement, les limites de la GBF devraient se situer à environ 50 kilomètres de la frontière. Deuxièmement, ces limites devraient suivre les berges de lacs et de cours d'eau. Troisièmement, si une aire protégée existante ou planifiée est située à proximité des limites de la GBF, elle doit y être intégrée. Une carte basée sur ces critères et qui mentionne aussi les localités, les infrastructures de transport et les frontières régionales et étatiques illustre l'article (figure 8).

Le découpage proposé par Titov et ses collègues leur permet de souligner l'importance de considérer les espaces entre les aires protégées comme faisant partie intégrante de la Ceinture verte de Fennoscandie :

Considérer la Ceinture verte de Fennoscandie comme rien de plus qu'une chaîne de réserves naturelles et de parcs nationaux le long de la frontière réduit son rôle et son importance (Titov et al., 2013, p. 37).

Cette idée est défendue par d'autres promoteurs de longue date de la Ceinture verte de Fennoscandie (Tri1, Tri7, Ti14, Tri21, Car19), pour qui il faut aller plus loin que le développement d'un réseau d'aires protégées, tel qu'inscrit dans le mémorandum :

Ils ont défini [la GBF] comme une coopération entre des aires protégées à travers la frontière. Je ne suis pas d'accord du tout. C'est juste la base, les réserves naturelles sont le cœur [...] ensuite on a des territoires de transition et des zones tampons. Parler uniquement de réserves naturelles

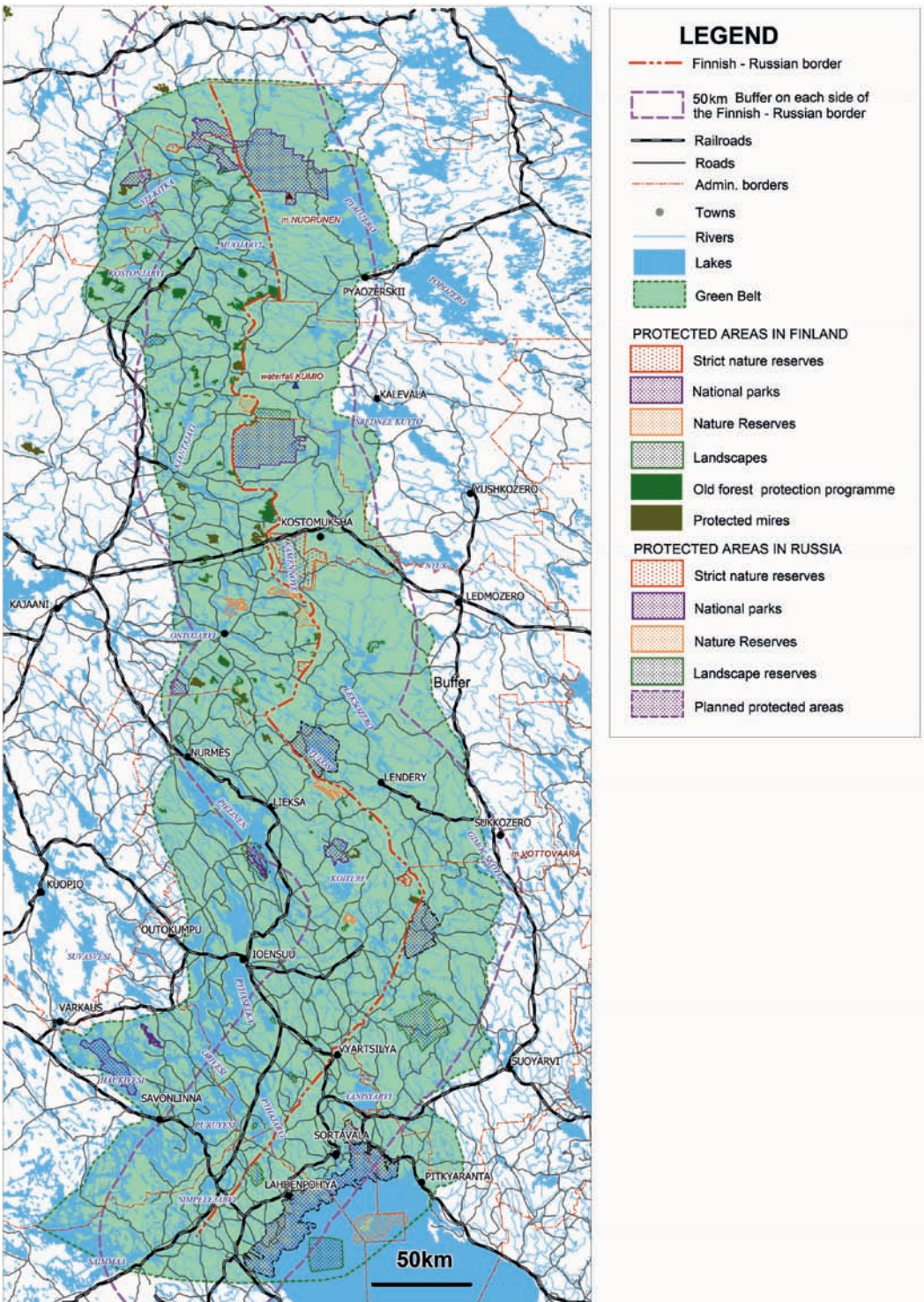


Figure 8 : Les frontières de la Ceinture verte de Fennoscandie selon l'approche dite écosystémique (Titov et al., 2013, p. 93).

ne rend pas justice au concept, dans la mesure où la gestion des zones de transition entre les aires protégées qui forment la ceinture est aussi importante que la gestion des aires protégées elles-mêmes (Tri14).

Je pense que [la GBF] doit être un vrai méga-corridor, sinon, les réserves naturelles qui la composent sont comme un « archipegoulag », une sorte de chaîne de camps de prisonniers. Nous avons besoin de la connectivité entre elles, pour qu'elles puissent préserver la nature sur le long terme (Car19).

Le choix de faire coexister des frontières physiques et fonctionnelles

Dans son rapport, le facilitateur en charge des ateliers souligne que les participants s'accordent sur le fait que « *les aires des différentes activités économiques diffèrent des aires administratives, qui diffèrent elles-mêmes des aires des écosystèmes* » (Silfverberg, 2014, p. 25). Le compte-rendu des discussions insiste sur le fait que les participants russes sont très attachés à l'idée de définir des frontières fixes et précises à la GBF, contrairement à leurs homologues finlandais :

La définition du territoire de la GBF est important en Russie, alors que la flexibilité de son étendue est importante en Finlande (Silfverberg, 2014, p. 5).

Les limites claires sont importantes du côté russe ; l'approche flexible plus pertinente du côté finlandais (Silfverberg, 2014, p. 6).

Les décisions des autorités sont basées sur des limites claires (particulièrement en Russie), ce qui rend importante la définition d'une délimitation claire (Silfverberg, 2014, p. 27).

Le facilitateur explique cette volonté par une culture de travail qui serait typique de la Russie :

Je pense que cela fait partie de la culture de travail russe qu'il faille avoir des limites claires ! (Tri22)

Le groupe de travail pour la Carélie identifie la délimitation stricte de la GBF, au moins du côté russe de la frontière, comme une de ses priorités :

Les limites de la GBF doivent être clairement définies du côté russe (à tous les niveaux administratifs, du fait de l'approche administrative en Russie) (Silfverberg, 2014, p. 26).

Le groupe pour la Carélie donne pour mission au groupe de travail trilatéral de trouver des critères communs qui conviennent aux participants des trois pays impliqués et d'évaluer dans un second temps la disponibilité des données cartographiques relatives à ces critères (Silfverberg, 2014, p. 35).

Mes entretiens confirment que les participants finlandais sont majoritairement contre une définition précise de la GBF, afin que les acteurs privés, opérateurs touristiques en tête, puissent participer à son développement indépendamment de leur implantation géographique (Tri7, Tri12, Tri14, Car6, Car10, Car11). L'initiateur du mémorandum au ministère finlandais de l'Environnement affiche sa volonté depuis le départ :

Je pense que la limite peut être proche ou lointaine de la frontière interétatique, suivant les intérêts des personnes. Par exemple, le tourisme a peut-être besoin d'une plus grande zone que d'autres activités, donc nous avons besoin de flexibilité par rapport à cela (Tri6).

Des membres de groupes de travail régionaux font référence à l'idée de frontière fonctionnelle, qui a été retenue dans la Stratégie :

Puisque la GBF est aussi un concept fonctionnel et pas seulement paysager, il y a des connexions qui vont loin dans les terres, des deux côtés [de la frontière interétatique]. Par exemple, les entreprises d'écotourisme qui opèrent sur de grands territoires ne sont pas incluses dans cette petite zone de la GBF (Car4).

Il y a les limites fonctionnelles, qui vont loin [à l'intérieur des terres]. Ce n'est pas très clair jusqu'où. Je prétends que cette frontière pourrait aller jusqu'à la région d'Helsinki, puisque les touristes russes voyagent jusque là-bas (Tri2).

À côté des entreprises écotouristiques, les limites fixes sont critiquées au motif qu'elles pourraient exclure de la GBF des aires protégées de façon arbitraire.

Personnellement, je ne mettrais pas de limites. Par exemple ici en Laponie, il y a de grands parcs nationaux très près de la frontière, mais d'autres très loin. Mais je pense qu'ils seraient enclins à coopérer [à la GBF] [...] donc nous avons davantage besoin de ce genre de carte fonctionnelle plutôt que d'une approche du genre « 5,3 kilomètres depuis la frontière » (Tri4).

Dans ma région [la partie Sud], nous avons inclus [dans la GBF] un parc national qui est à environ 60 kilomètres de la frontière. Peut-être qu'ils n'utiliseront pas activement le label de la GBF, mais c'est important pour eux de montrer qu'ils ont une connexion avec la Ceinture verte (Tri12).

Si vous avez une aire protégée importante juste en dehors de limites strictes, vous avez plutôt intérêt à l'inclure si elle a des connexions fonctionnelles avec la GBF (Car10).

Comme le souligne le facilitateur des ateliers de préparation de la Stratégie, les membres du groupe de travail pour la partie méridionale de la Ceinture verte sont particulièrement opposés à la définition de limites strictes, notamment du fait de la volonté d'inclure des entreprises de technologie dites vertes, actives souvent bien loin de la frontière interétatique.

C'était aussi intéressant parce qu'il y a eu des discussions à propos de la délimitation de la zone [de la GBF]. Particulièrement de la partie Sud, les parties prenantes pensaient que ce n'était pas pertinent de définir une aire précise. Ils étaient pour un concept plus flexible, qui pourrait inclure des captivités et des acteurs indépendamment de leur localisation. Leur argument était que dans la partie Sud de la GBF, il y a beaucoup d'industrie de technologie verte qui pourrait être incluse dans la GBF, des choses comme ça (Tri22).

Des membres du groupe de travail pour la partie méridionale de la GBF confirment :

Je fais partie de l'équipe « sans-frontières » ! Je pense qu'il faut prendre en compte le contexte. Je ne suis pas absolument contre les limites mais je pense qu'il faut être très flexible lorsque l'on parle de limites et prendre en compte le contexte. En fait, je fais partie de ceux à qui on a demandé de préparer une carte de la GBF du côté finlandais, et j'ai vraiment lutté avec le ministère de l'Environnement pour leur faire comprendre que je ne voulais pas mettre une quelconque limite à la GBF (Tri2).

On devrait pouvoir présenter les limites [de la GBF] de façon qu'elles ne soient pas trop claires... À la fin, on a vu beaucoup de cartes, parfois précises, parfois pas... [...] Ne gaspillons pas trop de temps pour ça, ne soyons pas trop précis, c'est un concept de toute façon (Tri12).

À l'issue des ateliers de préparation, il est proposé de travailler conjointement à la définition de contours fixes basés sur les caractéristiques naturelles et à

une forme plus flexible qui permettrait d’inclure les entreprises intéressées par la GBF. La Stratégie souligne que la Ceinture verte de Fennoscandie est à la fois définie par les frontières *physiques* des aires protégées et par des frontières *fonctionnelles* correspondant au spectre des activités relatives à la Ceinture verte.

La GBF est ainsi présentée à la fois comme «*un corridor principal nord-sud, traversé par de nombreux corridors est-ouest*», «*un réseau bien connecté*» d’aires protégées au sein d’un paysage fragmenté peu propice à la conservation de la biodiversité et «*un réseau de parties prenantes en Finlande, en Russie et en Norvège*» (GBF Trilateral Working Group, 2016, p. 9).

Trois études commandées par le comité trilatéral de suivi proposent différentes délimitations possibles de la GBF, sur lesquelles je reviendrai ici.

1.2. Trois études pour trois modes de découpage

Il s’agit des trois tentatives du groupe de suivi trilatéral de définir la GBF à travers des recherches dédiées. La première est fondée sur des critères socio-économiques, la seconde fait la part belle à la connectivité écologique et la troisième se concentre sur les acteurs, en évacuant la dimension spatiale.

Le découpage administratif

Après la signature du Mémorandum, l’étude commandée par le ministère de l’Environnement finlandais pour évaluer la situation socio-économique des territoires touchés par la GBF (Fritsch et al., 2013 ; GBF Trilateral Working Group, 2013) propose deux délimitations différentes basées sur la Nomenclature des unités territoriales statistiques européennes (NUTS) pour délimiter la GBF (figure 9). Cette nomenclature est utilisée pour découper le territoire de l’Union européenne en unités territoriales pour des besoins statistiques, en fonction de leur population. Les unités sont structurées en trois niveaux selon des seuils de population.

Rappelant la frilosité de la rédactrice du Mémorandum à délimiter la GBF, les auteurs de l’étude précisent ne pas vouloir présenter une définition officielle de la Ceinture verte (Fritsch et al., 2013, pp. 2, 5), mais décrire l’«*environnement opérationnel de la Ceinture verte*».

D’un côté, leur délimitation *restreinte* inclut les raïons russes touchant les frontières de la Finlande et de la Norvège, ainsi que les municipalités finlandaises



Figure 9 : Délimitations dites restreintes et étendue de la Ceinture verte de Fennoscandie (Fritsch et al., 2013, p. 5).

et norvégiennes dont au moins une partie de territoire est à 50 kilomètres ou moins de la frontière avec la Russie. De l'autre, la délimitation *étendue* comprend les entités régionales NUTS 3 (pour la Finlande et la Norvège) et équivalent NUTS 2 (pour la Russie) dont les territoires touchent la frontière.

Le découpage biogéographique

De nouveaux éléments viennent enrichir la discussion relative à la définition des limites de la GBF en 2014, quand le ministère finlandais de l'Environnement commande une étude sur la façon de mesurer la connectivité écologique au sein de la GBF (Itkonen, 2014 ; Itkonen et al., 2015).

L'étude s'appuie sur une littérature ayant émergé à la fin des années 2000 à propos de la conservation de la connectivité écologique (Anderson & Jenkins, 2006 ; Bennett & Mulongoy, 2006 ; Crooks & Sanjayan, 2006). Confortant encore davantage l'idée déjà établie par la théorie des métapopulations que la connectivité permet de faciliter les mouvements nécessaires à la fois aux processus démographiques de (re)colonisation des habitats et aux échanges génétiques entre espèces, le champ identifie également une série de services écosystémiques que la fragmentation des habitats met en péril : la pollinisation, la dispersion des graines, la bonne marche des chaînes alimentaires, l'écoulement, ou encore la protection contre les risques naturels. Dès lors, le souci de la connectivité écologique ne devrait pas concerner que les connexions entre les aires protégées mais entre tout type de milieu et à toutes les échelles.

Se fondant sur ces recherches, les auteurs de l'étude sur la connectivité écologique au sein de la GBF la définissent comme le « *degré au niveau duquel le paysage facilite ou empêche le mouvement entre les taches de ressources* » (Itkonen et al., 2015, p. 13). Plus précisément, ils adoptent un *distinguo* répandu dans la littérature pour décliner les dimensions structurelles et fonctionnelles de la connectivité écologique, qu'ils appellent à évaluer toutes les deux dans le cadre de la GBF (Fischer & Lindenmayer, 2007).

D'une part, la connectivité structurelle concerne la distribution de différents éléments paysagers dans l'espace, dont on peut corréliser les caractéristiques avec la présence de certaines espèces. Itkonen et al. (2015) proposent d'identifier différents types d'éléments – les *core areas*, les corridors, les tremplins et les lisières – qui permettent de déterminer cette composition physique. Premièrement, les *core areas* sont de grandes zones continues de végétation naturelle qui servent d'habitat à de nombreuses espèces

et constituent les éléments les plus importants du réseau écologique. Deuxièmement, les corridors constituent des formes continues – naturelles (rivières, zones ripariennes, etc.) ou résultant de l'activité humaine (champs agricoles, lignes de chemin de fer, etc.) – qui facilitent le mouvement entre les *core areas* d'habitat. Troisièmement, les tremplins sont des taches qui, quand elles s'agencent en série au milieu d'un environnement inhospitalier, permettent de relier les *core areas* entre elles. Quatrièmement, les lisières sont les limites entre deux types d'habitats, qui peuvent être favorables ou défavorables aux espèces de ces deux types d'habitats.

D'autre part, la connectivité fonctionnelle concerne les mouvements des espèces dans le paysage, suivant l'estimation de leurs besoins et de leurs réactions par rapport à la structure du paysage. Bien que des méthodes ambitionnent de déterminer la connectivité fonctionnelle dite réelle en observant les mouvements des organismes, afin de produire un échantillon de données suffisamment significatif pour estimer la connectivité à l'échelle du paysage, les auteurs suggèrent de se concentrer sur l'évaluation de la connectivité écologique dite potentielle²³. Et ce, en utilisant la théorie des graphes (Itkonen, 2014, p. 46), qui consiste à identifier les taches d'habitats et la force des liens entre elles, puis à coupler ces résultats avec la capacité théorique de dispersion d'une espèce particulière (Itkonen, 2014, pp. 18, 46).

Pour mener cela à bien, les auteurs de l'étude recommandent l'utilisation du logiciel Zonation pour hiérarchiser les différents sites concernés par la GBF en fonction de leur degré de connectivité, afin d'identifier les habitats les plus remarquables à conserver et à relier (Itkonen, 2014, p. 21).

D'un côté, l'évaluation à l'échelle de la GBF concentrée sur la connectivité structurelle permettrait d'obtenir un aperçu des territoires les plus cruciaux en matière de connectivité écologique (Itkonen, 2014, p. 44). De l'autre, l'analyse par section concentrée sur la connectivité fonctionnelle permettrait de prendre en compte les différences le long de la Ceinture verte et de les rendre facilement utilisables pour la prise de décision au niveau régional (Itkonen, 2014, p. 44). Afin de mener une évaluation robuste, ils suggèrent de confronter une étude générale de la Ceinture verte à une synthèse d'analyses plus fines dans plusieurs sections de la Ceinture verte (Itkonen, 2014, p. 44), en utilisant différentes méthodes fondées sur les systèmes d'information géographique (SIG).

²³ Qui procède par la combinaison de données sur les attributs physiques du paysage et à propos de la distribution des espèces afin d'évaluer les mouvements potentiels des espèces.

Selon l'étude portant sur l'évaluation de la connectivité de la GBF, les résultats issus des programmes successifs GAP Analysis of Northwest Russia (2007-2011) et Barents Protected Area Network (BPAN) (2011-2014 et 2015-2017) fournissent une bonne idée des zones à connecter avec la Ceinture verte (Itkonen et al., 2015, p. 27). La Stratégie pour le développement de la GBF reprend ces conclusions à son compte (p. 9), notant que l'acquisition et/ou l'examen de bases de données plus nombreuses – russes en particulier – demanderait un effort considérable (p. 45).

Les auteurs de l'atlas issu du projet GAP Analysis of Northwest Russia précisent dès l'introduction de l'ouvrage la vocation de leur initiative à participer au développement de la GBF en contribuant à la connaissance du réseau d'aires protégées le long de la frontière interétatique (Kobyakov & Jakovlev, 2013, pp. 13-14). De façon similaire, les publications finales du projet BPAN confirment l'ambition de contribuer au développement de corridors écologiques à l'échelle régionale (Juvonen & Kuhmonen, 2013), en soulignant les objectifs communs de BPAN et GBF en matière de connectivité écologique. Les synergies entre les initiatives sont mises en évidence lors d'une réunion des ministres de l'Environnement des pays membres du Conseil euro-arctique de Barents en 2015, où le développement de la Ceinture verte de Fennoscandie est présenté comme un moyen de « [mettre] *en pratique les recommandations issues de BPAN* » (Haapala, 2015, p. 8). De façon analogue, la fiche de présentation de la GBF montre les cartes issues de BPAN, que je reproduis ci-dessous comme autant d'aides à la prise de décision, primordiales pour l'implémentation de la Ceinture verte (Rekola, 2018, p. 2).

Les quelque 300 cartes issues du programme GAP renseignent sur les territoires à haute valeur de conservation et les objets naturels remarquables le long de la frontière finno-russe (figure 10). De plus, les cartes du projet BPAN proposent un recensement plus récent des aires protégées – existantes et planifiées – de la région de Barents (figure 11) et renseignent sur la représentativité bioclimatique de cet ensemble (figure 12).

Deux ans après la publication de l'étude, la Stratégie de la GBF se donne pour objectif de définir, de répertorier et de cartographier à l'aide de données – existantes ou à produire – et de méthodes harmonisées les espèces, les habitats et les éléments physiques principaux des écosystèmes le long des frontières interétatiques (p. 11). Rappelant que de nombreux processus écologiques – et les services écosystémiques qui leur sont associés – dépendent de la connectivité écologique, la Stratégie mobilise la notion pour marquer la volonté de l'initiative de combattre la fragmentation des habitats à l'extérieur des aires protégées, une fragmentation liée à l'augmentation de l'emprise des activités humaines sur le territoire (pp. 8-9).

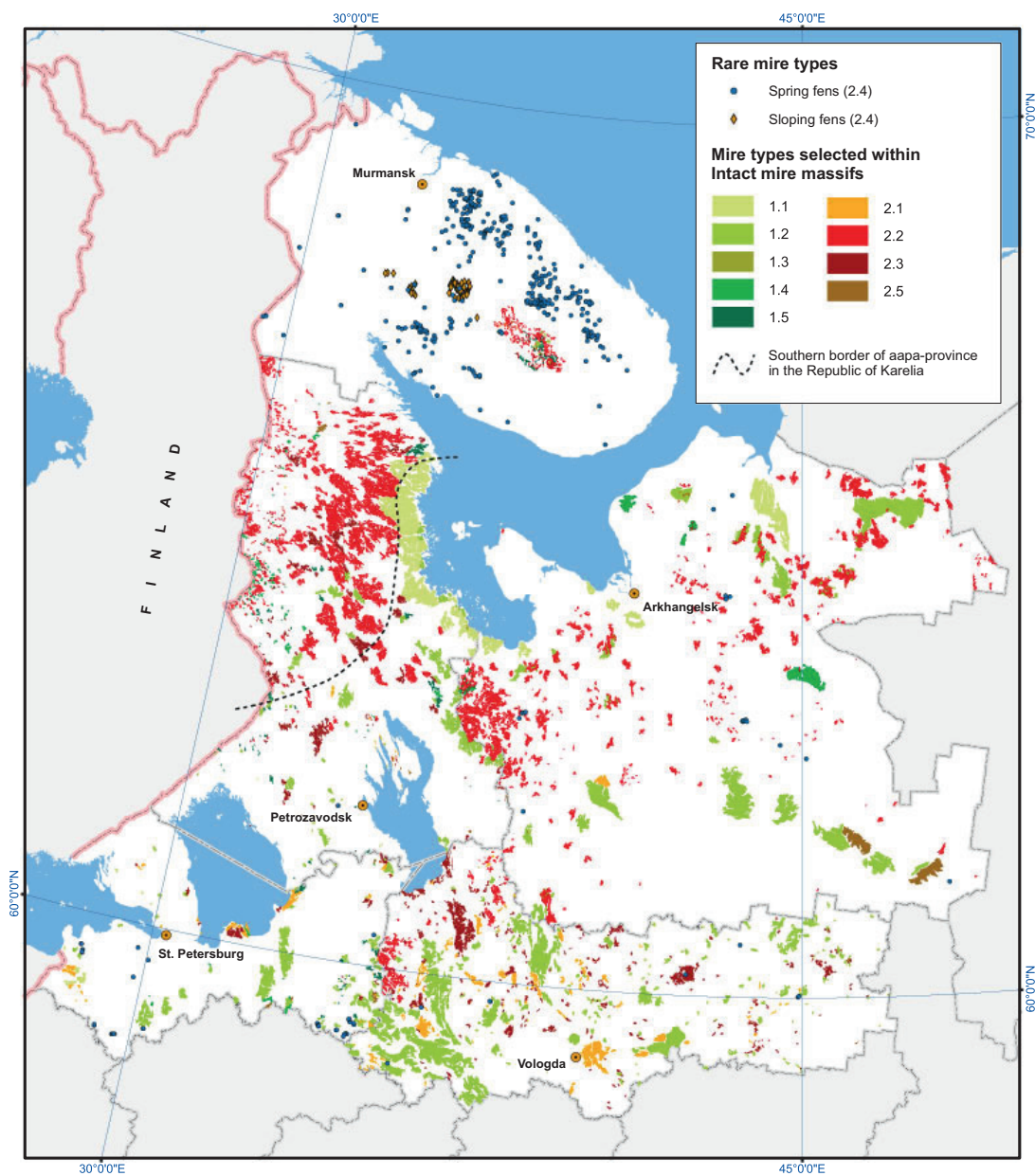


Figure 10 : Tourbières rares et massifs tourbeux intacts identifiés par le projet GAP Analysis of Northwest Russia (Kobyakov & Jakovlev, 2013, p. 152).

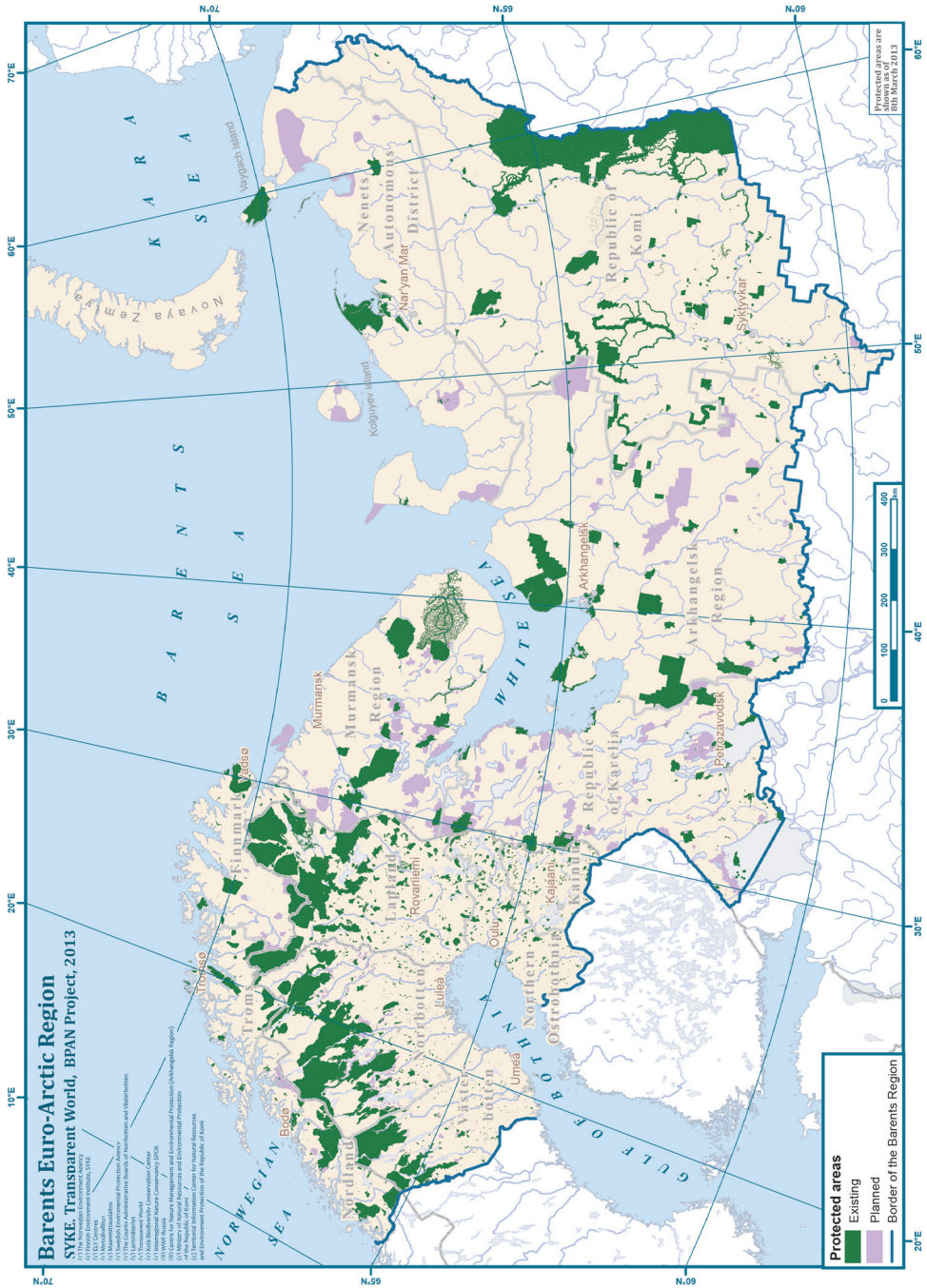


Figure 11 - Localisation des aires protégées planifiées et existantes identifiées par le projet BPAN Barents Protected Area Network (Aksenov et al., 2015, p. 40).

UNE ENTITÉ TERRITORIALE NON IDENTIFIÉE ?

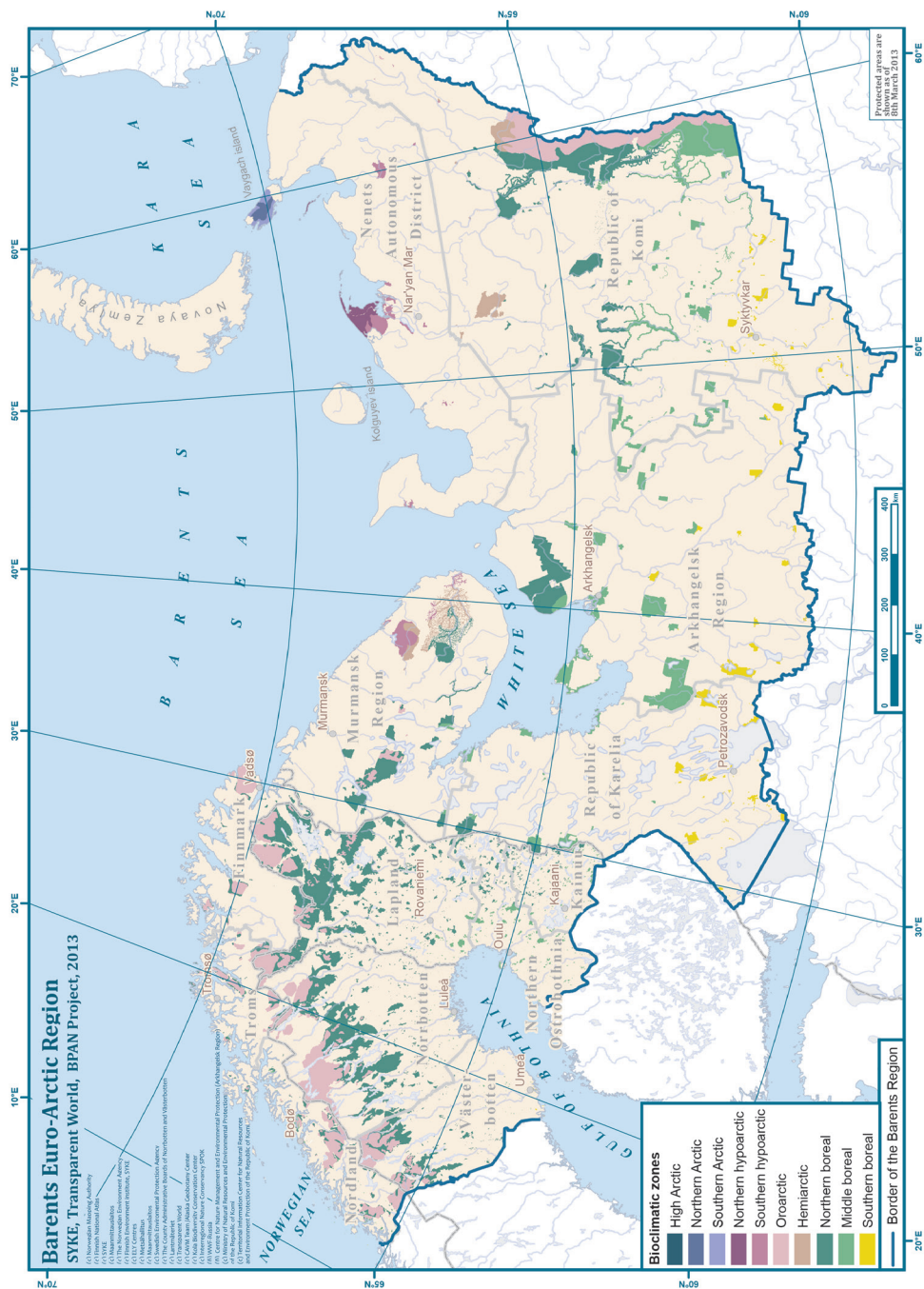


Figure 12 : Les zones climatiques dans la région de Barents identifiées par le projet BPAN Barents Protected Area Network (Aksenov et al., 2015, p. 102).

Le découpage par type d'acteurs

Après la définition de la Stratégie, le ministère finlandais de l'Environnement demande l'élaboration d'un plan Communication, Éducation, Sensibilisation et Participation (CESP) qui doit définir plus précisément les parties prenantes impliquées dans la Ceinture verte de Fennoscandie (Finnish Environment Institute & ministère de l'Environnement [Finlande], 2016 ; Rekola, 2016b).

Ce type de plan, promu principalement par la Convention Ramsar, consiste à définir les moyens permettant d'impliquer les populations locales dans la conservation de la nature, afin qu'elles soient convaincues de sa pertinence. Alors que le soutien des populations locales – jeunes en tête – apparaît comme une condition de la réussite de la GBF à la fois dans l'analyse SWOT (p. 2) et lors des ateliers de préparation de l'initiative (Silfverberg, 2014, pp. 5-6), le plan CESP vise à définir qui inclure dans la GBF – dans sa version flexible – et comment.

Les premières réflexions autour du plan CESP consistent à définir les types de parties prenantes qui devraient être intégrées dans le développement de la GBF. Dans la Stratégie, ce qui est inclus sous la dénomination de parties prenantes n'est pas vraiment précisé, le document se contentant de rappeler que les ateliers de préparation ont réuni des personnes issues des autorités nationales et régionales, d'instituts de recherche, de l'économie privée, des organisations non gouvernementales et des gestionnaires d'aires protégées.

Le plan CESP propose de considérer la Ceinture verte de Fennoscandie comme un ensemble d'acteurs avec différents rôles. La GBF peut ainsi être représentée sous forme de carte mentale de cercles concentriques (figure 13).

Quatre types de parties prenantes sont définis dans le plan CESP qui accorde une bonne place aux acteurs issus de la société civile et du secteur privé : les *coordinators* qui facilitent la coordination, la planification et la mise en œuvre, les *co-workers* qui sont impliqués dans la planification et la mise en œuvre, les *co-thinkers* qui sont consultés au minimum lors des décisions, et les *co-knowers* qui sont simplement informés.

D'une part, le plan confirme la place importante que doit prendre le secteur privé – l'industrie écotouristique en particulier – dans la mise en œuvre de la GBF. D'autre part, le document précise que la désignation des organisations non gouvernementales (ONG) en tant que *coordinateurs* souligne une volonté de voir ce type d'acteurs s'impliquer davantage dans la GBF, alors qu'il s'agirait plutôt de les inclure dans les *co-workers* si l'on voulait être fidèle à la réalité.

développement de la GBF. De l'autre, la seule perspective de contribuer au développement de la GBF pourrait suffire pour rallier des parties prenantes en suscitant l'enthousiasme autour d'une vision rassembleuse et inspirante.

2. Donner à voir

Cette partie s'intéresse à la façon dont les représentations de la Ceinture verte de Fennoscandie sont mobilisées pour appuyer les propositions dont l'initiative est porteuse en matière de conservation de l'environnement. Elle renseigne sur la manière dont différentes délimitations, notamment cartographiques, de la GBF permettent de légitimer ces différentes propositions.

2.1. Les différents usages de la carte

J'explique ici comment les représentations cartographiques de la Ceinture verte de Fennoscandie sont mobilisées. Et d'abord, la seule carte officiellement reconnue par la coordination de la GBF, qui répond au besoin d'avoir un emblème pour l'initiative. Nous verrons ensuite que ces représentations sont utilisées à la fois comme des outils permettant de localiser de façon rationnelle des corridors écologiques et comme de bons moyens de persuader propriétaires forestiers et administrations régionales de participer au développement de la GBF. J'expliquerai enfin comment les cartes permettent de présenter la Ceinture verte de Fennoscandie comme le maillon de réseaux écologiques encore plus vastes.

La carte comme emblème

Alors que le Mémoire se garde de dire quelque chose à propos des limites de la GBF au vu de l'historique du projet et que les ateliers de 2014 n'ont pas permis de faire émerger une définition commune, la carte utilisée pour illustrer la Stratégie de la GBF est une carte fantaisie (figure 14).

En l'absence de consensus entre les participants des trois pays à propos de la délimitation de la Ceinture verte de Fennoscandie, seule cette représentation – réalisée en anglais, finlandais, russe, norvégien, same skolt et same d'Inari – est utilisée dans les documents officiels de la GBF.



Figure 14: Carte officielle de la Ceinture verte de Fennoscandie réalisée par le ministère finlandais de l'Environnement (GBF Trilateral Working Group, 2016, p. 1)²⁴.

²⁴ Détenteur des droits de cette carte, le ministère finlandais de l'Environnement précise que « cette image du projet GBF est basée sur le projet de coopération réalisé avant la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine le 24 février 2022. Compte tenu de l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine, de la violation flagrante du droit international et du fait que la Russie a défini la Finlande ainsi que d'autres pays nordiques et de l'UE comme des pays inamicaux, la coopération au niveau du projet avec la Russie n'est plus possible. »

De nombreux participants à l'initiative soulignent qu'en l'absence d'une délimitation officielle, il est nécessaire de donner une forme emblématique à la GBF afin de rendre l'initiative concrète et visible, sans avoir forcément besoin de la circonscrire plus précisément (Car4, Car11, Car26, Tri1, Tri3, Tri19):

Dessiner une carte est un peu artificiel, mais c'est nécessaire dans certaines situations et certains événements pour la communication. Autrement, il serait trop vague de juste dire qu'ici et là il y a des aires protégées, etc. (Ti1).

La carte confirme l'idée. Elle confirme la vision. C'est un objet physique. Je peux associer une aire dessinée sur une carte quand je pense [à la GBF]. Mais [cette délimitation] n'a pas besoin d'être «réelle» (Car11).

Bien sûr, il y a des cas où nous avons besoin de montrer ce qu'est la GBF. On a toujours besoin d'avoir une carte (Tri3).

Peut-être que c'est plus simple pour les gens de comprendre l'idée s'ils la voient sur une carte. Les cartes sont plus utiles pour la communication que pour poursuivre des objectifs scientifiques (Car4).

La carte comme outil de planification qui permet de faire appel à la rationalité des acteurs

Après la signature du Mémorandum, il ressort des ateliers de préparation de la Stratégie que la GBF devrait constituer une plateforme pour renforcer les considérations sur la biodiversité – connectivité écologique en tête – à «*tous les niveaux*» de l'aménagement du territoire (Silfverberg, 2014, p. 6). La connectivité écologique est identifiée comme une préoccupation majeure du chef de service du ministère finlandais de l'Environnement où a été rédigé l'accord:

Le plus important est que nous évitions que la planification du territoire détruise les connexions [écologiques], et qu'elle prenne en considération les routes, les voies de chemin de fer et les grandes infrastructures. C'est très facile de couper une connexion écologique avec une autoroute, une mine, ou autre (Tri6).

Après la définition de la Stratégie, la connectivité apparaît comme le concept à travers lequel on pourrait délimiter la GBF sur des critères scientifiques,

à l'aide de systèmes d'information géographique. Lors du Habitat Contact Forum 2017, la coordinatrice de la GBF souligne que l'évaluation de la connectivité à travers des outils cartographiques doit permettre de déterminer scientifiquement les localisations et les formes idéales pour des corridors à développer à travers la GBF (Rekola, 2017). Comme elle le dit dans un entretien conduit la même année :

Une chose que j'ai mise en avant lors du HCF est que le prérequis pour développer la connectivité est que nous sachions où situer les corridors optimaux. [...] Ce que nous devrions faire, mais que nous n'avons pas encore fait, est chercher les informations à propos des corridors optimaux (Tri11).

Cet avis est partagé par les collaborateurs de Metsähallitus que j'ai interviewés, qui présentent l'utilisation des SIG comme un bon moyen de décider où développer des corridors dans le cadre de la Ceinture verte de Fennoscandie (Tri12, Tri17, Car2). Une membre du groupe de travail finlandais de la GBF confie :

Je pense que l'utilisation [des SIG] serait très utile. Pour bien planifier la GBF, savoir quoi, comment et où faire les choses, pour que nous puissions protéger les territoires les plus importants (Tri17).

Un géographe actif dans les projets de la GBF en Carélie, que j'ai interrogé, reprend même l'idée fondatrice de la GBF, à savoir que la Ceinture verte serait une forme linéaire visible depuis l'espace :

C'est assez concret, on peut en fait la voir depuis l'espace. Ce n'est pas quelque chose de très bien défini mais ça s'étend sur la carte le long des frontières du nord au sud. [...] La GBF forme une figure linéaire presque intacte (Car13).

Un premier projet financé après la signature du Mémorandum par le programme CT Karelia entre 2013 et 2014 cherche à produire une base de données géographiques à propos de l'environnement dans les municipalités et les régions finlandaises et russes à la hauteur de la Carélie du Nord. *In fine*, le projet doit optimiser conjointement l'utilisation des ressources naturelles, la conservation de la biodiversité et la pratique récréative de la nature (Karelia CBC programme, 2014). Parmi les réalisations mises en avant par le projet, la diffusion d'une approche finno-russe commune en matière de planification paysagère se veut une contribution importante au développement de la Ceinture verte de Fennoscandie (Karelia CBC programme, 2014).

Le projet KARLANDS apparaît comme une première manifestation de l'idée que les représentations cartographiques de la connectivité écologique sont des outils de communication efficaces pour convaincre les propriétaires forestiers et les administrations régionales de participer au développement de la GBF en faisant appel à leur rationalité. Les deux principales chevilles ouvrières du projet se présentent ainsi comme travaillant concrètement au développement de la GBF, puisque produisant des informations scientifiquement établies et directement exploitables par les pouvoirs publics et les particuliers. Pour un membre de l'équipe du projet, celui-ci doit permettre à la GBF de se concrétiser sur le terrain, en la cartographiant précisément :

Nous avons utilisé ce label de Ceinture verte de Fennoscandie dans le projet. L'idée était que produire ce plan de planification paysagère transfrontalier allait faire passer le concept de GBF d'un niveau théorique à une carte très orientée vers la pratique. On pourrait vraiment voir ces corridors, voir les zones connectées, voir l'importance des forêts du côté russe du point de vue de la conservation de l'environnement (Car21).

De façon plus cynique, il note que les données récoltées dans le cadre du projet montrent que rien n'est fait sur le terrain pour conserver la GBF :

En ce moment il y a beaucoup de brassage d'air chaud et de blabla à propos des corridors, mais [ceux qui en parlent] n'ont probablement même pas les cartes des corridors. [Sans cela], c'est juste du blabla, comme ce concept de GBF. OK, en théorie c'est bien, mais sur le terrain il ne se passe rien (Car21).

Son collègue au sein de KARLANDS, qui ambitionne d'ailleurs depuis une dizaine d'années de cartographier la GBF et travaille aujourd'hui pour le gouvernement régional de Carélie du Nord, cherche à inclure la Ceinture verte dans les plans d'aménagement de la région, en encourageant ses homologues des régions voisines à faire de même :

Dans mon travail, mon plan pour le développement de la GBF est d'inclure une carte des zones vertes les plus remarquables dans le plan d'aménagement régional. Il n'existe pas de telle carte pour le moment, seulement une carte des aires protégées officielles. [...] Mon but est de faire une carte où les aires protégées officielles sont comme de grands pôles, et je dessinerais les connexions entre ces pôles en faisant un grand réseau de zones vertes. Ensuite, nous avons besoin que la planification régionale se fasse selon cette carte et que les municipalités suivent (Tri13).

Pour lui, les cartes produites par le projet KARLANDS seraient aussi un bon moyen de convaincre les propriétaires de parcelles forestières de rejoindre le programme finlandais de paiement pour service écosystémique METSO, en leur montrant l'importance de certaines parcelles en matière de connectivité écologique. Il souligne que la cartographie peut sensibiliser les propriétaires, au-delà des encouragements financiers :

Ce que je peux faire c'est donner une idée qu'ici et là, il y a des zones très importantes et que si vous coupez là, réfléchissez à deux fois avant de le faire, et si vous le faites, s'il vous plaît, utilisez une méthode qui diminue les dégâts causés à la connectivité écologique (Tri13).

La commande par le ministère de l'Environnement finlandais de l'étude dédiée à l'évaluation de la connectivité écologique durant la préparation de la Stratégie de la GBF supporte l'idée que les SIG sont le meilleur moyen de localiser rationnellement ces connexions à travers le prisme de la connectivité structurelle et fonctionnelle.

Comme le soulignent les auteurs, l'initiative pour le développement de la GBF apparaît comme un moyen de mettre en pratique des connaissances acquises depuis des années à propos de la nature près des frontières entre la Russie, la Finlande et la Norvège, notamment par KARLANDS et des projets de plus grande ampleur cités plus tôt dans ce chapitre.

L'accent mis sur la conception que les corridors écologiques devraient être localisés selon des critères scientifiques et techniques s'accompagne de l'idée que leur localisation ne concerne pas la politique, mais constitue un enjeu technique. Ainsi, un responsable de Metsähallitus, membre du groupe de travail finlandais pour la Ceinture verte, défend l'idée qu'une bonne gestion forestière améliore la connectivité, tout en admettant dans la même phrase qu'il « *ne sait pas comment cela fonctionne en réalité, ou même si cela fonctionne tout court!* » (Car4). De même, un membre du groupe de travail trilatéral appelle à s'en remettre à « *ces trucs mathématiques* » afin de déterminer « *où et pour quelles espèces et types d'habitats nous devrions améliorer la connectivité* » (Tri1).

L'idée qu'il faut s'en remettre à des évaluations de la connectivité malgré une méconnaissance assumée du sujet est exprimée lors de Habitat Contact Forum 2017. Alors que plusieurs participants avouent leur incompetence en matière d'évaluation de la connectivité, ils soulignent que l'utilisation du concept permet à la fois de déterminer rationnellement où développer la GBF et de le présenter comme tel aux décideurs politiques et aux propriétaires

fonciers afin de les convaincre de s'engager en faveur de la conservation de la nature. Et, de fait, la résolution du forum souligne que la connectivité devrait être incluse dans tout document touchant au développement de la GBF (notes HCF 2017).

Rencontrée à cette occasion, la coordinatrice de la GBF assume sa maigre connaissance du sujet :

Je pense que nous devrions trouver les informations sur la localisation optimale des corridors, mais je ne suis pas écologue, donc je ne sais pas. Ce sont des discussions à avoir au niveau scientifique. On parle très peu de ça... C'est assez bizarre qu'on n'en discute pas du tout, en fait ! On a eu une petite discussion avec [une participante au HCF] avant ma présentation parce qu'elle m'a parlé de ça. C'est une écologue. J'ai lu récemment un article écrit il y a quelques années et compris que les connaissances en matière de connectivité évoluent très vite.

Pour la coordinatrice de la Ceinture verte de Fennoscandie, le fait que l'utilisation du concept de connectivité permette de sortir la question de la localisation de la GBF du champ politique est une bonne chose puisqu'elle permet de rendre l'initiative incontestable :

En quelque sorte, c'est un terme apolitique, ou peut-être un ensemble de termes suffisamment mélangés pour que les gens ne puissent pas s'y opposer. [...] Augmenter la part du territoire alloué aux parcs nationaux ou en créer de nouveaux est un sujet très sensible dans beaucoup de pays en ce moment. Mais quand on parle de développement de la connectivité, on peut y associer plein d'instruments, comme la gestion durable, et faire que plus de gens s'engagent (Tri11).

Un de ses collègues du groupe de travail trilatéral défend également cette idée en soulignant que la conservation de la connectivité écologique est un objectif incontesté et incontestable qui devrait être utilisé pour faire la promotion du développement de la Ceinture verte de Fennoscandie (Tri1).

La carte pour montrer sa connexion avec d'autres réseaux

Si les cartes doivent servir à promouvoir le développement de la GBF auprès des administrations régionales et des propriétaires fonciers, elles sont également utilisées pour souligner l'importance de cette Ceinture verte en la

présentant comme une partie de réseaux plus vastes. Alors que nous avons vu au chapitre précédent que la Ceinture verte de Fennoscandie était présentée comme le tronçon d'une Ceinture verte européenne, la GBF apparaît comme le maillon de réseaux écologiques plus vastes, dans la région de Barents, en Eurasie et en Europe du Nord.

Une carte réalisée dans le cadre du projet IntellGreenbelt (Kryshen et al., 2008) et réutilisée, notamment pour la présentation de la GBF lors d'une rencontre organisée par la Convention européenne du paysage, montre la GBF comme le maillon d'un système de ceintures vertes constitué par des continuums forestiers dans la région de Barents (Bakhmet, 2015 ; Lindholm, 2014).

Lors d'une réunion des ministres de l'Environnement de la structure des pays riverains de la mer de Barents tenue en 2015, la forme de la GBF est visible sur une carte réalisée dans le cadre du programme BPAN consacré à la connectivité des forêts dans la région, présentant la Ceinture verte comme « *un des principaux corridors écologiques à large échelle dans la région de Barents* » (figure 15).

À l'est, la ceinture fennoscandienne serait reliée à un ensemble d'autres ceintures dans les régions du nord-est de la Russie ou connectée à l'Eurasie à travers trois corridors de forêts boréales (Bakhmet, 2015, p. 15). Un projet visant à préserver un corridor de forêts et de tourbières garantissant la continuité de la taïga entre la Carélie russe et la Carélie finlandaise est d'ailleurs présenté par l'Association finlandaise pour la conservation de la nature comme une initiative complémentaire à la GBF (Aksenov et al., 2015, p. 158) (figure 16).

À l'ouest, la GBF serait connectée à d'autres corridors forestiers jusqu'au sud des Alpes scandinaves, formant ce qu'un biologiste norvégien appelle le fer à cheval de Fennoscandie (Kalske, Nilsson et al., 2014, p. 12 ; Midteng, 2013) (figure 17). Présentée dans le cadre du projet ABCGheritage et reprise comme un objectif dans le plan d'action du groupe de travail pour la partie septentrionale (Frolova et al., 2015, p. 14), sa proposition consiste à développer un méga-corridor forestier afin de protéger de grands pans de forêt ancienne tout en permettant l'essor du tourisme et de l'élevage de rennes.

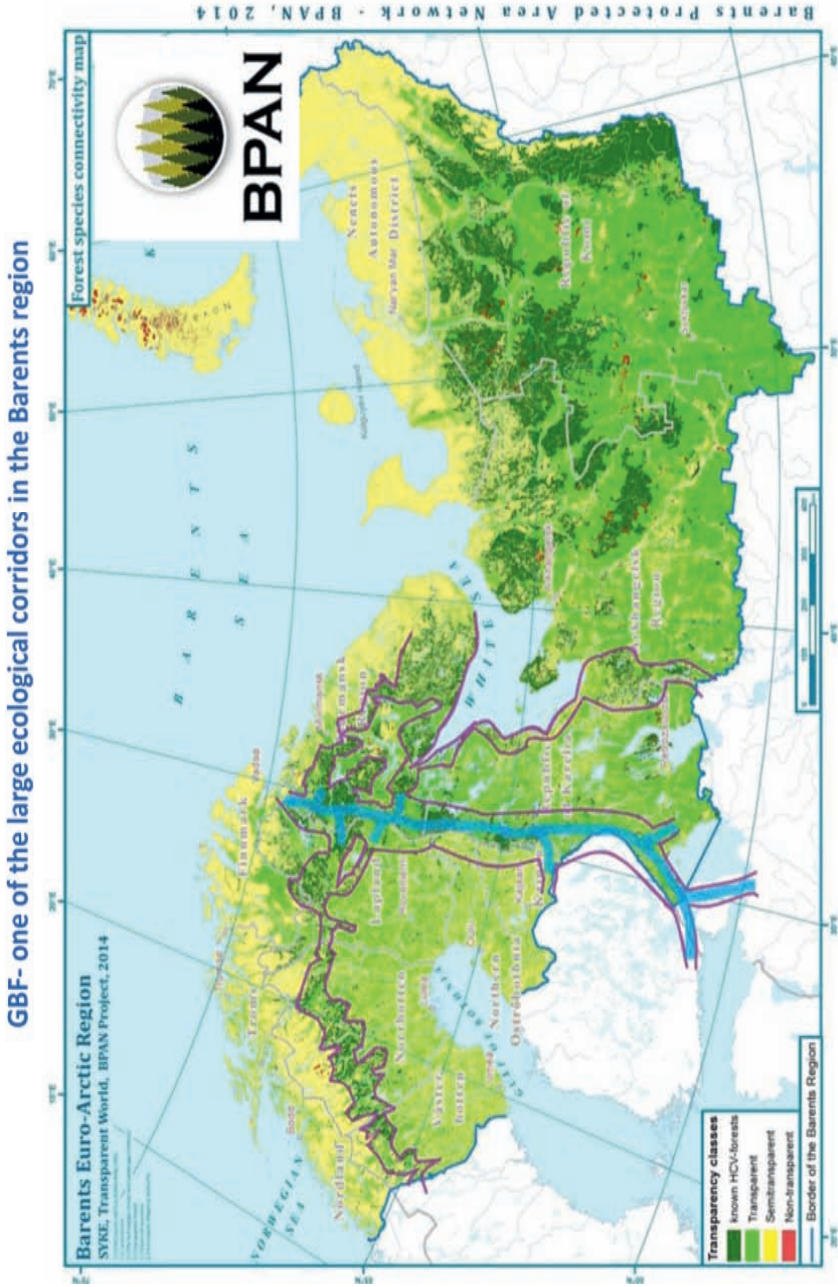


Figure 15 : La Ceinture verte de Fennoscandie comme corridor écologique de la région de Barents (Haapala, 2015, p. 5).

SuoMaa - Safeguarding a large-scale taiga corridor between Finland and Russian Karelia

Contact:
www.sll.fi/suomaa
virpi.sahi@sll.fi

Suomen  **luonnonsuojeluliitto**



Figure 16: Le corridor de taïga entre la Carélie russe et la Carélie finlandaise (Sahi, 2016, p. 1).



Figure 17: Le fer à cheval de Fennoscandie (Midteng, 2013, p. 8).

2.2. Les mouvements des espèces

Je présente ici comment le mouvement des espèces est mobilisé dans le cadre de la Ceinture verte de Fennoscandie. J'expliquerai comment les mouvements des animaux sont pris en compte et mis en lumière pour communiquer sur l'importance du développement de la connectivité écologique dans les territoires frontaliers. Je dirai ensuite pourquoi les ours, les oiseaux et les salmonidés sont identifiés comme des espèces à conserver, notamment du fait de leur caractère emblématique et/ou de leur potentiel à être des attractions écotouristiques.

Le choix des espèces à suivre

Comme le souligne la Stratégie, « *la gestion des populations et des habitats des espèces transfrontalières* » fait partie intégrante du développement de la GBF qui doit rendre possibles les mouvements entre les habitats naturels proches de la frontière interétatique pour permettre aux populations et aux espèces de s'adapter aux conséquences du changement climatique (p. 11). En particulier, l'idée que la Ceinture verte fennoscandienne doit garantir que les plantes et les animaux particulièrement vulnérables au changement climatique dans les latitudes septentrionales puissent migrer afin de s'adapter aux conditions changeantes de leurs habitats est défendue depuis les prémices des discussions à propos de la GBF (Titov et al., 1995, p. 62) et a été rappelée plus récemment dans une fiche de présentation de l'initiative (Rekola, 2018, p. 2).

Alors que de nombreux organismes utiliseraient l'axe sud-nord pour échapper à la chaleur (Butorin, 2004, p. 7), des mouvements d'est en ouest seraient également observés en Fennoscandie (Butorin, 2004, p. 6; ministère de l'Environnement [Finlande], 2016d, p. 2). Au registre des désavantages associés à la mobilité, une fiche de présentation de la GBF met en garde contre le risque de voir des espèces invasives nuisibles profiter des corridors écologiques (Hannu et al., 2009, p. 49; ministère de l'Environnement [Finlande], 2016d, p. 1).

En plus des préoccupations pour le maintien des populations et l'étude des effets du changement climatique, l'importance du suivi des mouvements des espèces le long de la Ceinture verte est soulignée par deux autres aspects. D'une part, le monitoring des espèces apparaît comme un bon moyen de faire

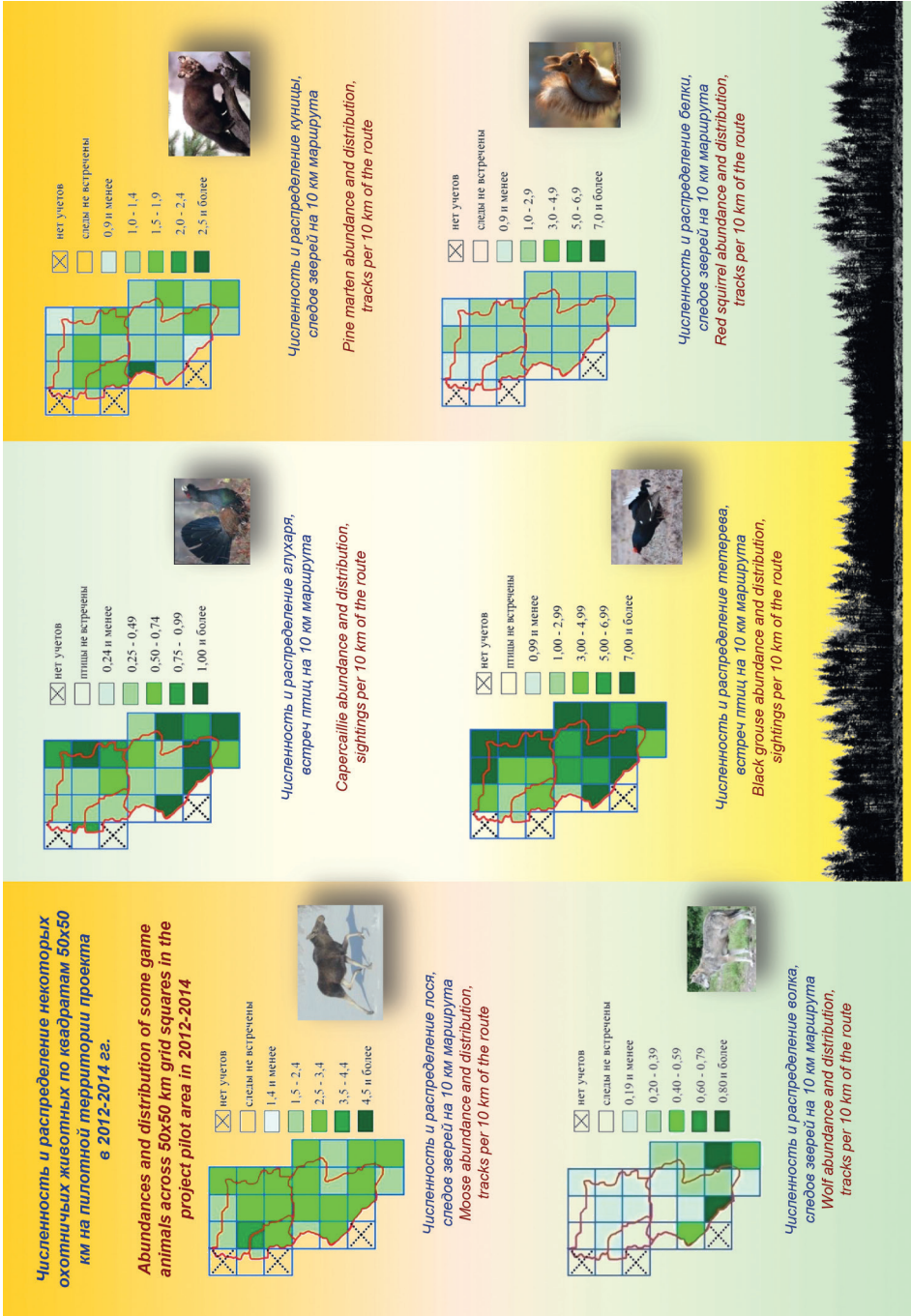


Figure 18 : Distribution du gibier en Carélie russe (IntellGreenbelt, 2015).

des mesures pour observer les évolutions de la biodiversité sous l'influence du changement climatique ainsi que le préconise la Stratégie (p. 18). D'autre part, ce suivi peut profiter à la promotion de l'écotourisme. Les mouvements du gibier (élan, loup, martre des pins, écureuil roux, grand tétras, tétras-lyre) dans deux districts de la Carélie russe sont ainsi recensés dans le cadre du projet IntellGreenbelt afin de renseigner les chasseurs sur les possibilités touristiques dans la Ceinture verte et introduire des modèles de gestion plus durable de la chasse (figure 18) (Karelian Research Centre of the Russian Academy of Sciences, 2015).

La question du choix des espèces à considérer pour mesurer la connectivité fonctionnelle le long de la GBF se pose dès l'étude sur l'évaluation de la connectivité de la Ceinture verte, qui recommande de choisir – au moins dans un premier temps – de grands mammifères et des oiseaux migrateurs (p. 46). Les rennes et les élans sont parfois cités par des personnes que j'ai interrogées (Tri14, Car21, Sep4).

Si l'observation des ours et le recensement des oiseaux migrateurs dans le parc trilatéral de Pasvik-Inari sont présentés comme de « bonnes pratiques » dont il faut s'inspirer (EUROPARC Federation, 2015, p. 5), le choix des espèces n'est toujours pas arrêté à la suite des discussions dans le cadre du Habitat Contact Forum de 2016 (Ministère de l'Environnement [Finlande], 2016a, p. 21). Même en l'absence de choix, les ours, les oiseaux et les poissons apparaissent comme les trois espèces les plus emblématiques de la GBF.

L'importance de ces espèces est parfaitement illustrée par un jeu de plateau produit dans le cadre du projet ABCGHeritage. *L'aventure le long de la Ceinture verte* propose aux écoliers vivant dans la partie nord de la GBF d'arpenter les aires protégées de leur région en jouant, dans la peau d'un animal, à rechercher des souvenirs et des informations sur la nature locale et sa conservation (figure 19). Le joueur incarne au choix un harle piette – seule espèce capable de se déplacer sur les voies de migration aérienne (en rouge) –, un grand brochet – unique animal à pouvoir utiliser les cours d'eau (en bleu) –, ou un ours – le seul capable de se déplacer sur terre et qui peut, en plus, voler les souvenirs des autres animaux qu'il croise.

Une autre représentation faisant la part belle aux mouvements des animaux – et des humains – pour représenter la Ceinture verte de Fennoscandie est utilisée à l'occasion d'une rencontre organisée par le ministère finlandais de l'Environnement pour discuter du développement de la GBF (figure 20) (Ministère de l'Environnement [Finlande], 2014c).

Siikkailu
VIHREÄLLÄ
UVOHUKKEILLA

Приключения вобль
ЗЕЛЕНОГО
ПОЯСА

Pä eventyri langs Fennoskandias
GRÖNNE
BELTE

Adventure
along the
Green Belt

AGE 8+ | 1-2 | 3-4 | 5-6 | 7-9

Adventure along the Green Belt
Fearán Riuond avdtagas

Figure 19 : Boîte, plateau et pièces du jeu L'aventure le long de la Ceinture verte.

La population russo-finno-norvégienne d'ours bruns pour souligner la caducité des frontières interétatiques

L'ours brun s'impose comme la première espèce emblématique pour parler de l'importance du développement de la connectivité écologique le long de la GBF. Privilégiée pour illustrer les présentations appelant au développement de la Ceinture verte (figure 21), l'espèce incarne l'idée que les dynamiques naturelles ne sont pas tributaires des frontières internationales ou, du moins, ne devraient pas l'être.

D'un côté, les barrières et les clôtures frontalières ne sauraient entraver significativement les mouvements naturels des ours bruns (figure 22). De l'autre, la présence d'une population commune à la Russie, la Finlande et la Norvège permet de justifier la nécessité de développer la connectivité écologique de façon transnationale. Pour deux membres du comité consultatif du parc national de Øvre-Pasvik, l'existence de cette population transfrontalière fait de l'ours brun « *un bon point de départ [et] une bonne espèce dans le cadre du concept de GBF* » (Sep11), voire également « *un moteur* » pour le développement de l'idée de GBF en Norvège (Sep14).



Figure 20 : Logo du Green Belt of Fennoscandia Dialogue Forum (Ministère de l'Environnement [Finlande], 2014c)²⁵.

²⁵ Détenteur des droits de ce logo, le ministère finlandais de l'Environnement précise que « *cette image du projet GBF est basée sur le projet de coopération réalisé avant la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine le 24 février 2022. Compte tenu de l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine, de la violation flagrante du droit international et du fait que la Russie a défini la Finlande ainsi que d'autres pays nordiques et de l'UE comme des pays inamicaux, la coopération au niveau du projet avec la Russie n'est plus possible.* »



Nature conservation in cross-border cooperation

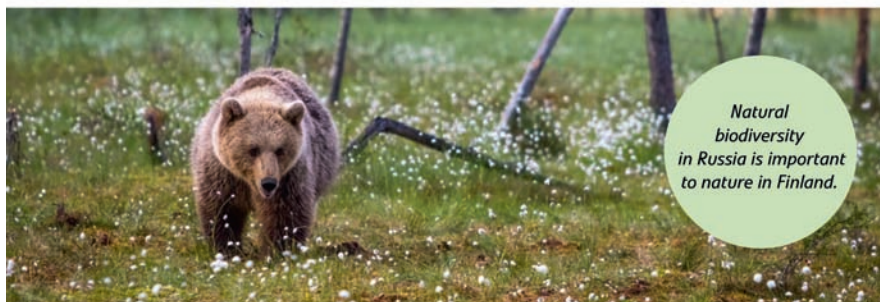


Figure 21: En-tête d'une fiche de présentation de l'initiative pour le développement de la Ceinture verte de Fennoscandie (Rekola, 2018, p. 1)²⁶.



Figure 22: Dessin humoristique d'une famille d'ours à la frontière russo-norvégienne (Kalske et al., 2016, p. 11)²⁷.

²⁶ Le graphisme de cette fiche a été réalisé par Bassi Mattsson/Mattsson & Mattsson.

²⁷ Produite dans le cadre du projet ABCGHeritage financé par le programme CT Kolarctic, le graphisme de cette image est réalisé par Mari Kotajärvi/Metsähallitus.

Le suivi de la population d'ours bruns commune à la Russie, la Finlande et la Norvège, effectué depuis 2007 sous l'égide du parc trilatéral de Pasvik-Inari, est considéré comme un exemple à suivre pour le développement de la GBF. Menée conjointement par l'antenne de l'Institut norvégien de recherche sur la bioéconomie situé à Svanhovd, à l'orée du parc national de Øvre-Pasvik, et des partenaires finlandais et russes, l'évaluation consiste à analyser l'ADN des poils d'ours bruns prélevés à l'aide de pièges en barbelés.

D'une part, ces actions permettent de montrer qu'un suivi des mouvements des espèces permet de mieux comprendre leurs migrations et donc de mener des actions de conservation plus efficaces, notamment en fixant les quotas de chasse de façon optimale. D'autre part, elles permettent d'illustrer la dimension transfrontalière du comportement des espèces et donc la nécessité de développer la connectivité écologique pour la survie des espèces animales le long de la Ceinture verte (Kopatz, 2015, p. 26).

Les oiseaux migrants comme emblème et comme produit écotouristique

Les habitats constitutifs de la Ceinture verte de Fennoscandie seraient autant de sites importants pour les oiseaux migrants de passage dans la région. Alors que l'extrémité nord de la Ceinture verte est présentée comme une zone de nidification et de repos pour nombre d'oiseaux migrants par des promoteurs locaux du développement de la GBF (Frolova et al., 2015, p. 10; Kalske, Tervo et al., 2014; Midteng, 2015, p. 15), le dossier de candidature UNESCO de la Ceinture verte souligne que celle-ci forme une importante route migratoire (Butorin, 2004, p. 7). Comme pour les ours, le recensement des oiseaux, effectué dans le cadre du parc trilatéral de Pasvik-Inari, est valorisé comme une activité de longue haleine, faisant aujourd'hui partie intégrante des efforts pour développer la GBF. Depuis 1996, des recensements de populations d'oiseaux marins sont conduits chaque année entre mai et septembre par des équipes de recherche norvégiennes et finlandaises de part et d'autre de la frontière dans la région de Pasvik (Kalske & Tervo, 2017, p. 9).

En 2017, le séminaire « Bague d'oiseaux, enregistrement, voies migratoires aériennes et tourisme ornithologique durable » est organisé pour discuter de la question des oiseaux dans le cadre du développement de la GBF. Cette rencontre, produit de l'action de deux participantes au projet ABCGHeritage, fait suite aux deux ateliers tenus dans le Finnmark pour encourager le développement durable

local au sein de la GBF de 2014 et 2015. Soutenu notamment par les autorités locales finlandaises et norvégiennes, Metsähallitus, le bureau du parc national de Øvre-Pasvik et le centre de recherche de Svanhovd, le séminaire est consacré à la question du monitoring des oiseaux dans la GBF et son potentiel écotouristique (Kalske & Tervo, 2017). L'événement est couplé avec une opération de baguage mise en place par une association d'ornithologues britanniques et un bureau d'architectes du Finnmark, spécialisé dans la construction d'observatoires à oiseaux et dans le tourisme ornithologique. Par ailleurs, deux écoles locales sont invitées à participer à l'opération de baguage, alors que les bienfaits de l'ornithologie pour l'éducation environnementale sont soulignés par plusieurs présentations lors du séminaire.

Lors du séminaire, les oiseaux sont identifiés comme un service écosystémique culturel, que les activités de monitoring conduites dans la région depuis les années 1990 contribuent à maintenir et que l'offre touristique doit valoriser (Kalske & Tervo, 2017). Ainsi, il s'agirait de continuer le monitoring, de réduire l'impact des touristes dans les aires protégées et de renforcer la communication afin d'assurer des conditions-cadres favorables au développement de l'écotourisme à visée ornithologique. Le rapport de la rencontre conclut à l'importance du tourisme ornithologique pour le développement durable et l'économie locale au nord de la Finlande et de la Norvège en saluant les synergies entre acteurs publics et privés. L'eider de Steller, l'eider à tête grise et le faucon gerfaut sont présentés comme des espèces emblématiques du nord de la GBF, capables d'attirer les touristes dans la région, en plus d'autres espèces dont les caractéristiques présentent un intérêt touristique (Kalske & Tervo, 2017, p. 17). À la suite du séminaire, un entrepreneur actif dans le tourisme ornithologique dans le Finnmark confirme avec enthousiasme que l'idée de développer la Ceinture verte de Fennoscandie «*s'accorde incroyablement bien*» avec ces activités (Sep15).

Au niveau symbolique, les oiseaux sont utilisés de la même façon que les ours bruns pour illustrer le besoin de développer la connectivité écologique et les dangers de la fragmentation des habitats, le tout incarnant l'idée que les mouvements des espèces transcendent les frontières nationales et qu'elles devraient donc être gérées de façon transnationale. Comme le disait déjà une des organisatrices du séminaire à l'occasion de la Conférence de la Ceinture verte européenne de 2017 afin d'illustrer le besoin de développer la GBF, «*si tu es un oiseau, tu ne sais pas où est la Finlande et où est la Russie*» (notes de l'auteur lors de la conférence EGB 2016 de Koli).

Selon le rapport rédigé après le séminaire, «*il est évident que la coopération internationale est nécessaire quand les oiseaux sont concernés : migrateurs*

ou non, ils couvrent tous des centaines et des milliers de kilomètres quand ils se déplacent vers des terrains pour s'alimenter, se reproduire, muer et hiberner» (Kalske & Tervo, 2017, p. 22).

Les salmonidés pour souligner l'importance de la partie bleue de la Ceinture verte

Aux côtés des ours et des oiseaux, les saumons et les truites sont également présentés comme des espèces qui bénéficieraient du développement de la GBF. La migration des salmonidés – qui vivent leurs premières années dans des rivières d'eau douce, descendent ensuite à la mer puis retournent dans leur rivière d'origine pour se reproduire – est identifiée dès 2009 comme un enjeu majeur de la création d'une Ceinture verte de Fennoscandie (Hannu et al., 2009). Un projet lui-même intégré dans une initiative plus grande financée par le programme européen LIFE²⁸ vise dès 2016 à sauver le saumon atlantique de l'extinction en restaurant les frayères de la rivière transfrontalière de Koitajoki (Luotonen et al., 2015).

Un projet analogue soutenu par le programme CT Kolarctic est lancé par Metsähallitus en 2019 dans le but de préserver la moule perlière d'eau douce, dont les dernières grandes populations se trouveraient en Fennoscandie et dans le Nord-Est russe (Metsähallitus, 2019). Alors que la larve de cette moule perlière ne peut se développer que dans les branchies des saumons atlantiques et des truites, le projet SALMUS veut évaluer leurs populations dans «*une sélection de réseaux fluviaux dans la Ceinture verte de Fennoscandie*» pour mener des opérations de restauration ciblées. Par ailleurs, le projet entend contribuer à l'essor de la pêche à la perle et de la pêche en rivière, présentées comme des services écosystémiques culturels qui pourraient être valorisés en termes de marché touristique.

Synthèse du chapitre

L'historique des discussions concernant la délimitation de la GBF permet d'expliquer comment l'idée de ne pas la circonscrire strictement a été débattue et finalement retenue dans la Stratégie de l'initiative en 2016.

²⁸ Le programme LIFE est un instrument financier de la Commission européenne, entièrement dédié au soutien de projets dans les domaines de l'environnement et du climat.

La question de la délimitation de la Ceinture verte de Fennoscandie est posée dès les prémices du concept, mais la volonté de la définir scientifiquement suivant la distribution des habitats naturels s'est effacée quand la GBF a été associée à la création d'aires protégées transfrontalières durant les années 1990 et 2000 et a été dès lors présentée comme un réseau composé de différents sites.

Cette façon de désigner la GBF est remise en cause au tournant des années 2010 par deux projets qui défendent chacun à leur manière l'idée que la conservation de l'environnement ne devrait pas concerner uniquement les aires protégées.

Le premier projet veut rompre avec l'idée d'un réseau d'aires protégées, car les acteurs et les activités qui prennent place à l'extérieur de ces espaces protégés auraient également un impact important sur la conservation de la nature près des territoires frontaliers. Il propose ainsi de délimiter la GBF à partir d'entités administratives déjà existantes de part et d'autre des frontières finno-russo-norvégiennes.

Le second projet appelle à ne pas considérer la GBF comme un simple ensemble de sites mais à prendre en compte dans sa délimitation à la fois les zones de transition entre les aires protégées et d'autres territoires remarquables qui ne sont pas juridiquement protégés. Portée par les pères fondateurs de l'initiative, cette proposition suggère d'utiliser les outils de la biogéographie afin de définir les limites de la GBF, comme ils avaient voulu le faire au départ.

Les discussions se poursuivent lors des ateliers de préparation de la Stratégie et semblent mettre dos à dos participants finlandais et russes, les premiers étant partisans de limites flexibles afin de pouvoir intégrer un maximum d'acteurs – notamment économiques – dans l'initiative. En l'absence de consensus sur la question, la Stratégie laisse le choix à chacun de délimiter la GBF selon ses besoins, avec des limites fixes ou non.

Le groupe de suivi trilatéral commande trois études qui légitiment chacune une manière différente de délimiter la GBF : le découpage administratif, la connectivité écologique et les types d'acteurs à inclure dans la conservation de l'environnement.

Il ressort de la première partie de ce chapitre que le concept de Ceinture verte de Fennoscandie relève de différents processus d'objectivation fondés sur des propositions différentes en matière de conservation de l'environnement.

Trois acceptions principales de la GBF, qui reposent sur des problématiques distinctes et prescrivent des interventions différentes, peuvent être identifiées. Une première acception consiste à considérer la GBF comme un réseau d'aires protégées, soulignant l'importance de celles-ci pour conserver efficacement

des zones de nature remarquables et en faire des attractions touristiques. Une deuxième acception la considère comme un réseau continu, soulignant l'importance de préserver les zones de transition entre les aires protégées. Une troisième acception consiste à la regarder comme un réseau d'acteurs, soulignant que la conservation de la nature est l'affaire de tous et ne devrait pas reposer sur des délimitations territoriales.

Nous avons vu qu'à ces trois acceptions correspondent trois tentatives de désignation qui proposent des critères pour délimiter la GBF et des représentations cartographiques de celle-ci. La première est fondée sur des critères juridiques et propose de délimiter la GBF comme un collier de perles, suivant le découpage des aires protégées déjà existantes ou planifiées. La seconde s'appuie sur des critères biogéographiques et propose de délimiter la GBF suivant une évaluation de la connectivité écologique. La troisième est bâtie sur des critères socio-économiques et propose de délimiter la GBF suivant des découpages administratifs déjà existants ou une typologie d'acteurs sans ancrage spatial particulier.

La Ceinture verte de Fennoscandie apparaît donc comme un objet géographique plurivoque, dont les différentes significations se sont additionnées au fil de son institutionnalisation, alors qu'il est laissé toute liberté aux personnes qui mobilisent le concept de le délimiter à leur guise quand ils l'institutionnalisent à travers la signature d'un accord international et la définition d'une stratégie.

À défaut d'avoir obtenu un consensus à propos de la délimitation de la GBF, la seule carte officielle de la Ceinture verte est une carte fantaisie, souhaitée par des participants à l'initiative pour donner corps à l'idée et permettre de communiquer à son sujet.

Les discours à propos des mouvements des ours, des oiseaux et des salmonidés sont mobilisés pour illustrer la nécessité de penser la conservation de la nature du nord au sud des frontières finno-russo-norvégiennes, notamment par l'intermédiaire d'un jeu pour enfants et de représentations cartographiques.

À petite échelle, les systèmes d'information géographique apparaissent comme des outils permettant de déterminer de façon rationnelle la localisation des corridors écologiques qui devraient composer la GBF et permettant de convaincre propriétaires forestiers et administrations régionales de participer au développement de la GBF. À plus grande échelle, des cartes peu précises permettent de donner de l'importance à la GBF en la présentant comme un maillon dans des réseaux écologiques plus vastes.

Il ressort de la seconde partie de ce chapitre que les représentations cartographiques de la GBF sont mobilisées pour effacer la dimension politique inhérente à son objectivation. En d'autres termes, la forme donnée à la GBF par l'acte de désignation permet de la réifier.

L'importance donnée aux SIG pour évaluer la connectivité au sein de la Ceinture verte correspond à l'idée que la localisation des corridors écologiques est moins une affaire politique qu'une décision d'ordre technique qu'il reviendrait dès lors aux scientifiques de trancher. En particulier, la coordinatrice de l'initiative assume volontiers le côté instrumental de l'utilisation des représentations de la connectivité puisqu'elle permettrait de convaincre des acteurs de contribuer au développement de la GBF.

Les discours concernant les mouvements des animaux qui arpentent la GBF permettent d'appuyer encore davantage le besoin de connecter les zones naturelles vers les territoires frontaliers, tout en laissant penser que la GBF a déjà une existence en tant que corridor écologique.

Chapitre 4

La Ceinture verte de Fennoscandie pour mobiliser les populations locales en faveur de la conservation de l'environnement

Ce troisième chapitre empirique s'intéresse au processus de *rescaling* induit par la mise en œuvre de l'initiative pour le développement de la Ceinture verte de Fennoscandie.

Une première partie explique comment l'écotourisme a été choisi comme moyen privilégié d'articuler conservation de la nature et promotion économique au sein de la GBF dans le cadre des politiques finlandaises et norvégiennes en la matière, et ce, dans le contexte d'une remise en cause de la conservation de la nature lors de l'émergence du concept durant les années 1990. Une seconde partie montre à la fois comment l'initiative repose sur la responsabilisation des collectifs au niveau régional, qui incluent des acteurs privés et issus de la société civile, et comment la structure multi-niveaux mise en place est perçue par les participants à deux groupes de travail régionaux.

Ce chapitre met en lumière comment le *rescaling* de la conservation de la nature vers le haut, déclenché par la signature du Mémorandum de 2010, mène *in fine* à des mouvements vers le bas et vers l'extérieur censés favoriser la participation locale au développement de la GBF. Il éclaire les motivations pragmatiques et idéologiques derrière ce mouvement et pointe comment la responsabilisation des populations locales, censée encourager leur

participation, est limitée par certaines craintes touchant les relations entre les différents niveaux de la structure de la GBF.

1. L'écotourisme pour fédérer

Cette partie s'intéresse à la façon dont l'écotourisme a été promu comme le moyen privilégié d'articuler conservation de la nature et promotion économique au sein de la GBF. Elle renseigne sur la manière dont cette politique voit l'État se retirer de la gestion de la conservation de l'environnement au profit du secteur privé.

1.1. Le développement de l'écotourisme en Finlande et en Norvège

Voyons ici comment la promotion de l'écotourisme s'est développée en Finlande et en Norvège. Je décris d'abord comment l'intérêt touristique pour la nature s'est développé dans les deux pays, notamment en Carélie et dans la vallée de Pasvik. Avant de montrer comment des politiques de promotion écotouristique ont été développées en Finlande et en Norvège.

L'émergence d'une esthétique de la nature

La relation individuelle et esthétique à la nature est centrale dès les débuts de l'institutionnalisation de la conservation de la nature dans les pays nordiques à la fin du XIX^e siècle. Alors que les réserves de chasse exclusives instituées par la noblesse suédoise au Moyen Âge peuvent être assimilées aux premières formes d'aires protégées en Scandinavie (Elenius & Vasilevskaya, 2016, p. 34), la conservation de la nature prend véritablement de l'importance en Scandinavie et en Finlande sous l'impulsion de l'explorateur finlandais, exilé en Suède, Adolf Erik Nordenskiöld (Elenius & Vasilevskaya, 2016, p. 34; Lehtinen, 2006b, pp. 3-4, 25-27). De retour de sa retentissante exploration du passage du Nord-Est, Nordenskiöld propose à l'occasion d'un discours prononcé en 1880 de décréter la création de parcs royaux où toute activité humaine serait proscrite.

Largement influencée par le biologiste allemand Hugo Conwentz (à son propos, voir Walter, 2004, pp. 258-264), sa proposition fait écho aux

motivations nationalistes et esthétiques exprimées aux États-Unis lors de la création du parc du Yellowstone, tout en visant à protéger la nature pour sa valeur scientifique. Redoutant que l'industrialisation des pays nordiques coupe le lien historique des peuples du Nord avec la nature, il suggère de créer des territoires où la nature vierge servirait de monument à la gloire de la relation qu'entretenaient les générations passées avec leur environnement, dans l'idée que les générations futures puissent venir faire l'expérience de cette relation. Répondant aux préoccupations de Conwentz et Nordenskiöld, les neuf premiers parcs nationaux sur continent européen sont créés en Suède en 1909.

En Finlande le nationalisme romantique s'exprime à travers le mouvement carélien, qui cherche à affirmer l'identité et l'autonomie finlandaise au sein de l'Empire russe, en faisant de la Carélie l'origine et le refuge de la finnicité (Lehtinen, 2006b, pp. 175-176). Au cours des années 1890, la région, devenue accessible grâce au développement du chemin de fer, est visitée par des artistes et des intellectuels majeurs du mouvement en quête d'inspiration (Simola, 1994). En 1907, l'État finlandais achète environ 950 hectares de terrain dans la zone d'Ukko-Koli, le plus haut sommet du sud de la Finlande qui culmine à 253 mètres au-dessus du lac Pielinen, convaincu par l'intérêt touristique et la beauté scénique de l'endroit (Simola, 1994, p. 37).

Venu pour la première fois dans la région en 1982, l'écrivain Juhani Aho entraîne dans son sillage plusieurs artistes désireux de s'imprégner des paysages décrits dans le Kalevala, une compilation de poèmes valorisée à la fin du XIX^e siècle par le mouvement carélien et aujourd'hui considérée comme la pièce centrale de la mythologie finlandaise (Ahola, 2016; Paasi, 1996, p. 112). D'une part, un ensemble de peintres et le photographe I. K. Inha contribuent à faire du paysage carélien une figure incontournable de la nation finlandaise (à propos des figures paysagères de la nation, voir Debarbieux, 2010; Walter, 2004); en particulier, ils réalisent de nombreuses compositions de lacs et de forêts qu'ils observent depuis Ukko-Koli. D'autre part, Johan Sibelius compose des pièces – sa 5^e Symphonie notamment – inspirées par ses voyages en Carélie et qui se veulent être des illustrations symphoniques du paysage national (Thiesse, 2000, p. 59).

Deux peintures réalisées en 1899 et 1911 contribuent particulièrement à faire du paysage de Carélie la figure paysagère de la Finlande (Simola, 1994, p. 36; Vainikka, 2015, p. 32). La première, *Paysage d'automne du lac Pielinen*, est réalisée par Eero Järnefelt et aujourd'hui exposée à la Galerie nationale finlandaise (figure 23). Elle est considérée comme une pièce maîtresse de l'art national finlandais. La seconde est une fresque monumentale réalisée par Järnefelt avec



Figure 23 : Syysmaisema Pielisjärveltä [Paysage d'automne du lac Pielinen] (Järnefelt, 1899).
© Kansalliskallio / Hannu Aaltonen.



Figure 24 : Tableau représentant le lac Pielinen au mur du restaurant de la gare centrale d'Helsinki. © Flickr.

Alfred Willam Finch et Ilmari Alto dans la gare centrale d'Helsinki, reconstruite au début du xx^e siècle dans un style romantique national (figure 24).

Les deux réalisations sont semblables dans leur manière de présenter le lac Pielinen et les formations montagneuses autour de Ukko-Koli dans une lumière automnale. La fresque de la gare se concentre sur les épicéas et les bouleaux au premier plan, puis sur les îles qui parsèment le lac Pielinen au second plan. Le tableau utilise les mêmes éléments, mais fait la part plus belle aux champs ouverts et à la pratique de l'agriculture sur brûlis.

Très pratiquée en Finlande orientale durant la deuxième moitié du xix^e siècle, cette pratique consiste à défricher par le feu des champs pour les cultiver pendant quelques années (Simola, 1995 ; Myllyntaus & Mattila, 2002). Les arbres de la parcelle forestière – parfois une tourbière – sont coupés et les débris végétaux laissés au soleil puis brûlés afin de restituer au sol les nutriments de la biomasse. Alors que les paysans caréliens vivent historiquement de ce type d'agriculture, de l'élevage bovin, de la chasse et de la pêche (Parks and Wildlife Finland, 2020a), l'agriculture sur brûlis est progressivement abandonnée à partir de la fin du xix^e siècle (Simola, 1994, p. 37 ; 1995, pp. 15-18). À l'entrée en vigueur de la première loi sur la forêt en Finlande en 1886, Metsähallitus se voit chargé de contrôler – non sans faire face à une forte opposition – la bonne exploitation des forêts privées sur le territoire du Grand-Duché, dans le but de mettre fin à l'agriculture sur brûlis considérée comme une pratique paysanne désuète. Nous allons voir par la suite que cette pratique prend une dimension identitaire importante pendant les années 1970, quand l'héritage naturel et culturel Carélien devient une part importante de la politique écotouristique finlandaise.

De la même façon que l'avancée du chemin de fer vers l'est du pays a permis aux artistes carélianistes de se rendre à Koli, le développement du système de transports finlandais, qui a suivi l'indépendance du pays en 1917, favorise le développement du tourisme en Laponie. Le premier parc national finlandais est créé dans la région en 1938, sans pour autant que le paysage lapon acquière une dimension patriotique (Hayrynen, 2000, pp. 13-14). Après la Seconde Guerre mondiale, la Laponie est mieux reliée au reste du pays afin d'exploiter ses ressources forestières et minières ainsi que son potentiel hydroélectrique pour alimenter la reprise économique. En parallèle les infrastructures touristiques prennent de l'ampleur, notamment autour des aires protégées.

Le tourisme se développe autour du sommet de Ukko-Koli avec l'arrivée des premiers skieurs alpins durant les années 1930, puis la construction d'une remontée mécanique en 1939. Le terrain est placé successivement sous la

responsabilité de Metsähallitus, puis de l'Institut finlandais de recherche forestière²⁹, sans pour autant acquérir un statut d'aire protégée (Simola, 1994, p. 37). Suivant une première proposition parlementaire soumise en 1922, une première tentative de faire de Koli un parc national échoue en 1938 (Parks and Wildlife Finland, 2016).

En Norvège, la conservation de la nature devient une prérogative étatique au début du xx^e siècle sous l'influence de deux savants militant pour la création d'aires protégées. Motivé par son intérêt scientifique pour les plantes et les forêts et convaincu des vertus positives du contact avec la nature, le botaniste Johan Nordal Fischer Wille – allié au pionnier du tourisme en Norvège, le géographe et historien Yngvar Nielsen – fait la promotion au début du xx^e siècle des aires protégées au sein de la haute société norvégienne (Fedreheim, 2013, pp. 97-103). Son discours de 1909 à la Société norvégienne de géographie peut être considéré comme le point de départ de la création de la première loi sur la protection de la nature dans le pays, qui en fait une responsabilité de l'État en 1910.

À cette époque, les paysages montagneux constituent des sujets privilégiés des peintres norvégiens désireux, dans la veine du nationalisme romantique, de participer à la création d'une identité nationale norvégienne (Wen & White, 2020). La valorisation des fjords apparaît comme un moyen d'affirmer une identité distincte de celle du Danemark et de la Suède avec qui la Norvège formait des unions personnelles avant son accession à l'indépendance en 1905. Les montagnes et les fjords sont ainsi présentés comme le berceau de la culture authentique et traditionnelle norvégienne par opposition avec les villes qui seraient davantage soumises à l'influence cosmopolite d'autres pays.

Situées à l'intérieur des terres au sud de Trondheim, les montagnes de Rondane font ainsi l'objet en 1914 d'une des peintures de Harald Sohlberg, exposée à la Galerie nationale, puis reproduite sur des timbres de la poste norvégienne (figure 25). L'œuvre présente des montagnes couvertes de neige sous un ciel bleu-noir et séparées par une étoile luisant au centre de la scène qui souligne la symétrie du tableau. Des arbres dépourvus de feuillage composent le premier plan. Le premier parc national norvégien sera créé en 1962 dans les montagnes de Rondane.

Les aires protégées norvégiennes aujourd'hui associées à la Ceinture verte de Fennoscandie seront créées quelques années plus tard, après de premières propositions remontant au début du siècle. Le naturaliste Hans Tho. L. Schaaning et l'explorateur polaire Johan Koren, qui s'installent dans la

²⁹ *Metsäntutkimuslaitos*, aujourd'hui basé à Joensuu.



Figure 25: Winter Night in the Mountains [Une nuit d’hiver à Rondane] (Sohlberg, 1914). National Museum of Norway, Oslo, Norvège. © Wikimedia Commons.

vallée de Pasvik en 1900 (Wikan et al., 1994), notent dès leur arrivée le caractère remarquable de la faune et la flore de la vallée en question. En 1936, l’écrivain et poète norvégien Carl Schøyen propose aux autorités norvégiennes d’établir un parc national de 160 km² peu ou prou dans la zone finalement retenue (Wikan, 2020).

Retiqué par le ministère de l’Agriculture opposé à une aire protégée qui empêcherait l’exploitation de certaines ressources et ralentirait le développement régional, Schøyen soumet une nouvelle proposition à la fin des années 1940. Le conseil municipal de Sør-Vranger, le conseil du comté de Finnmark et l’association d’agriculture locale s’opposent farouchement à la recommandation de Carl Schøyen, qui aurait selon eux des conséquences désastreuses sur l’économie locale. Lancée par les membres fondateurs de l’Association pour la sauvegarde de la nature de Sør-Varanger³⁰, une pétition en faveur du parc signée

³⁰ Sør-Varanger Naturvern, créée en 1951, aujourd’hui la section locale des Amis de la Terre (Naturvernforbundet i Sør-Varanger).

par 300 personnes est envoyée au parlement national en 1950. En réponse, une zone forestière non exploitée dans laquelle il sera effectivement interdit de procéder à des coupes est établie en 1951. Le parc national de Øvre-Pasvik est créé le 6 février 1970 dans le cadre d'un plan pour l'établissement de 16 nouveaux parcs approuvé en 1964 par le parlement norvégien.

La mise en place de politiques de promotion écotouristique en Finlande et en Norvège

Durant les années 1960, l'héritage naturel et culturel carélien mis en avant par des associations de familles réfugiées en Finlande à la suite de la guerre de Continuation commence à être valorisé par les opérateurs touristiques de la région. En 1969, un hôtel est construit sur la montagne d'Ukko-Koli. Pendant les années 1970 et 1980, restaurants, maisons et hôtels sont bâtis et/ou rénovés dans un style ancien, alors que les monuments, les symboles de la religion orthodoxe et les événements célébrant la culture carélienne agissent à la fois comme des attractions touristiques et des emblèmes identitaires (Paasi, 1999, p. 672).

C'est justement durant les années 1970 qu'une politique de promotion de l'écotourisme, longtemps jugée incompatible avec la conservation de la nature, se développe en Finlande (Metsähallitus, 2016, p. 84 ; 2020b). Alors qu'une loi relative aux loisirs en plein air est adoptée en 1973, un groupe de travail est constitué l'année suivante par Metsähallitus pour réfléchir à la gestion et à l'utilisation des parcs nationaux. Suivant l'adoption des premiers plans de gestion et d'utilisation en 1978, l'entreprise développe un réseau de cabanes, d'appentis et de sites de camping pour attirer les randonneurs.

Le principe de libre accès à la nature – défini juridiquement par la loi relative aux loisirs en plein air notamment – va être utilisé comme un important levier de développement écotouristique. Inspiré par un droit coutumier de gestion des communs hérité de l'époque médiévale, ce principe – *jokamiehenoikeus* en finnois, *allemansrätten* en suédois – consiste à permettre à tout un chacun de parcourir la nature et de profiter des bienfaits et des fruits de cette dernière. Reposant, au moins implicitement, sur un ensemble de règles de bonne conduite, il doit permettre à chaque citoyen de jouir des espaces naturels indépendamment des droits de propriété qui peuvent y être attachés et sans avoir besoin de l'accord de son propriétaire. Occupant un domaine vacant entre des territoires de restrictions tant économiques qu'écologiques et les espaces résidentiels, le

principe de libre accès à la nature sous-tend la création d'un espace partagé qui dépasse la distinction public/privé (Dahlberg et al., 2010).

Le ministère de l'Environnement finlandais édite un guide qui explique concrètement les droits et les devoirs associés au principe de libre accès à la nature (Tuunanen & Tarasti, 2015). De façon générale, il est autorisé de circuler, de camper temporairement, de pêcher, de collecter des baies et des champignons sur un terrain privé sans l'autorisation explicite de son propriétaire ou des autorités. Les visiteurs doivent en revanche éviter de concurrencer l'utilisation de son terrain par le propriétaire lui-même, de déranger en campant trop près de son habitation, de marcher dans des cultures, de faire du feu, d'utiliser un véhicule dans des voies non carrossables, de déranger la faune et de laisser des déchets.

D'une part, le principe de libre accès à la nature permettrait de répondre symboliquement et concrètement à un besoin – supposé – de proximité à la nature des populations urbaines, de plus en plus nombreuses dans les pays nordiques (Girault, 2018, p. 14). D'autre part, il est utilisé comme un argument de promotion des activités en pleine nature à destination des touristes internationaux (Kaltenborn et al., 2001). Dans les espaces protégés, la mise en pratique du droit de libre accès à la nature est souvent couplée à des mesures d'information, de gestion des mobilités et de développement de l'offre de loisirs qui vise à gérer et à orienter les pratiques des visiteurs (Kaltenborn et al., 2001).

Les années 1990 voient l'intérêt public pour les territoires caréliens cédés après à la guerre de Continuation se renforcer encore davantage dans le contexte de la fin de l'URSS. En particulier le Mouvement pour la Paix de Tartu, aux accents très ratzéliens, est particulièrement actif dans la promotion de l'idée que le « *corps blessé* » de l'État finlandais ne pourrait être soigné qu'en rétablissant sa connexion organique avec les territoires cédés (Paasi, 1996, pp. 127-132). Dans ce contexte et avec le soutien des principales ONG environnementales finlandaises, 86 000 signatures sont récoltées dans tout le pays en 1989 en faveur de la création d'un parc national à Koli, où Järnefelt avait magnifié le paysage carélien (Simola, 1994, p. 37). En juin 1990, une proposition visant à établir un parc national de 25 000 hectares est formulée par le gouvernement et proposée au parlement cinq mois plus tard. Le parc national de Koli est créé en avril 1991 sur 1 100 hectares appartenant à l'État. Une année plus tard, la réserve de biosphère de Carélie du Nord – qui couvre aujourd'hui approximativement 70 % du territoire régional – est créée pour y combiner conservation de la nature, usage durable des ressources et valorisation des cultures traditionnelles caréliennes (Hokkanen, 2020).

Avec une volonté de préserver les paysages peints par Järnefelt et ses contemporains, l'agriculture sur brûlis est réintroduite dans le parc national de Koli en 1994 (Parks and Wildlife Finland, 2020b ; Simola, 1994, p. 37 ; 1995, pp. 15-18). Si la plupart des fermes de Koli sont aujourd'hui abandonnées, les champs – occupés par des moutons et des vaches de race finnoise kyyttö – sont régulièrement fauchés et brûlés afin d'entretenir un paysage de pâturages et de plaines par les défrichages (Parks and Wildlife Finland, 2020b). Le logo du parc évoque d'ailleurs ces plaines créées par les défrichages (en bas à gauche), à côté de la mise en valeur des pentes montagneuses d'Ukko-Koli et des forêts de bouleaux (figure 26). Un centre pour visiteurs attenant à l'hôtel sur Ukko-Koli est construit en 2000, hors des limites du parc.

La promotion de l'écotourisme se renforce encore en Finlande en 1995, lorsque Metsähallitus est convertie en entreprise d'État et chargée à la fois d'exploiter économiquement et de conserver les territoires appartenant à l'État (Kyllönen et al., 2006, pp. 703-705). L'unité chargée de la protection de l'environnement – qui se nomme Parks and Wildlife Finland depuis 2014 – se voit ainsi confier la mission de renforcer l'héritage naturel et culturel finlandais, de permettre à la population de profiter du bien-être offert par la nature tout en lui donnant une image positive de la conservation en créant des opportunités pour l'économie locale (Erkkonen et al., 2019 ; Metsähallitus, 2016, p. 19).



Figure 26 : Logo du parc national de Koli (Metsähallitus, 2022).

Le développement de l'écotourisme dans les aires protégées finlandaises passe principalement par des partenariats noués entre Parks and Wildlife Finland et des entreprises privées. Le but de ces collaborations est de contribuer à l'attractivité des aires protégées auprès du public en améliorant le degré de service, de produire des revenus pour les entreprises partenaires et de réguler les activités au sein des aires protégées afin de garantir la protection des sites naturels et culturels d'importance (Metsähallitus, 2021). Des accords de coopération fixent le cadre de l'activité concernée et les frais à payer par les entrepreneurs qui utilisent les terrains étatiques et les infrastructures – les chemins par exemple – pour leurs activités.

En 2008, un tournant est pris à propos de la vocation des aires protégées à devenir de véritables attractions touristiques quand le gouvernement finlandais – non sans une forte opposition de la population – autorise la construction d'infrastructures touristiques à l'intérieur du parc national de Pallas-Yllästunturi pour mieux affirmer sa volonté de voir les aires protégées produire des revenus tout en protégeant la biodiversité (Rytteri & Puhakka, 2012).

En Norvège, la volonté de développer l'écotourisme dans et à proximité des espaces protégés ne sera inscrite à l'agenda national qu'en 2003. Faisant directement écho à l'importance de la montagne comme figure de la nature à conserver, l'ajout lors du vote du budget dudit *Texte de la montagne* appelle à prendre en compte le potentiel touristique des aires protégées. Il supprime la restriction de l'activité touristique qui existait pour trois parcs nationaux, encourage les mesures d'accompagnement pour favoriser le développement du tourisme commercial et souligne la nécessité d'établir des plans de gestion plus rapprochés et plus adaptatifs. En particulier, le développement du tourisme équestre et des excursions en traîneau à chiens ou en vélo tout-terrain est encouragé (Risvoll et al., 2014) afin que les Norvégiens puissent jouir de leur droit d'accès à la nature, le *Allemansrett*, dont les premiers contours juridiques ont été dessinés dès 1957 (Miljødirektoratet [Agence environnementale norvégienne], 2013).

D'une part, le texte encourage le développement touristique dans les aires protégées afin d'offrir du bien-être aux visiteurs venus des villes et de légitimer la politique de conservation de la nature auprès des Norvégiens (Fedreheim, 2013, pp. 91-96). D'autre part, il fait du tourisme un moyen d'assurer des revenus aux populations vivant à l'intérieur et autour des aires protégées.

1.2. L'écotourisme pour réconcilier conservation de l'environnement et croissance économique

Nous allons voir ici comment la promotion de l'écotourisme s'est développée au sein de la Ceinture verte de Fennoscandie. Je présenterai d'abord le contexte très tendu autour de la conservation de la nature en Carélie à l'époque où la GBF a vu le jour, durant les années 1990, ce qui explique la motivation de ses pères fondateurs à y intégrer des objectifs de développement économique pour prévenir des tensions avec les populations locales. Je montrerai ensuite que le développement de services et de produits liés à l'écotourisme est à la fois un moyen privilégié choisi pour réconcilier conservation de la nature et développement économique et une opportunité pour les Norvégiens de bénéficier de l'expérience de leurs collègues finlandais en la matière.

Intégrer les préoccupations économiques pour apaiser les fortes tensions à propos de la conservation de la forêt

Le lien étroit entre GBF et développement économique apparaît dès les prémices du concept au début des années 1990. Selon un ancien membre du groupe finno-soviétique sur l'environnement que j'ai interrogé, il s'agissait à l'époque pour lui et ses collègues de convaincre de l'utilité de conserver les forêts caréliennes – plus largement qu'au sein de la communauté scientifique – en intégrant au concept de Ceinture verte des éléments qui sortent de l'argumentaire strictement conservationniste :

Au début, c'était surtout à travers nos regards de scientifiques que nous pensions que ces vastes territoires de forêts qui avaient été laissés hors des activités économiques devaient être conservés en créant un réseau ou une ceinture d'aires protégées. Puis, il est doucement devenu évident que pour que cette ceinture voie le jour, il était insuffisant de discuter entre chercheurs et conservationnistes. Si personne d'autre ne se souciait de ces territoires ni n'en voyait la valeur, la déforestation allait continuer. Les scientifiques et les ONG ne sont pas des preneurs de décisions, donc il était évident que nous devions parler de ces territoires et montrer qu'ils étaient intéressants non pas seulement pour les scientifiques et les conservationnistes, mais pour d'autres personnes.

Dans le contexte du débat public à propos de l'exploitation des forêts anciennes proches de la frontière finno-russe, les premiers promoteurs

de la GBF décident, afin d'être audibles, de dépasser l'opposition entre développement économique et préservation de la nature.

Alors que l'économie forestière finlandaise connaît un ralentissement au début des années 1990, l'enjeu de l'emploi est opposé aux revendications grandissantes en faveur de la conservation de l'environnement. Dans les territoires périphériques où le secteur forestier est important, la conservation de la nature est tenue pour responsable de pertes d'emplois, alors qu'une surface suffisante de forêt ancienne serait déjà sous protection en Finlande (Lehtinen, 2006b, p. 133). En automne 1992, les représentants des municipalités les plus orientales de Finlande se réunissent dans le village de Hattuvaara pour exprimer leur opposition au programme national de protection des forêts anciennes lancé une année auparavant (Lehtinen, 2006b, pp. 134-136). Arguant que la mise en œuvre du programme pourrait mener à la perte de dix emplois de bûcherons, les participants à la réunion convoquent le spectre des guerres d'Hiver et de Continuation en soulignant que cette perte signifierait l'«*évacuation du village*».

Des personnes interrogées dans la région quelques mois après la réunion de Hattuvaara expliquent que «*les villages vivent et meurent avec les bûcherons*» et regrettent que «*les forêts d'Ilomantsi sont mieux protégées que les gens qui y vivent*» ou que les conservationnistes veuillent réduire les bûcherons à des «*curiosités de musée*» et la campagne, à un territoire de nature sauvage, uniquement visité par les scientifiques et les gardes-frontières (Lehtinen, 2006b, pp. 137, 139).

En Carélie du Nord, le débat est rapidement réduit à une opposition entre le respect du mode de vie local et les lubies de conservationnistes urbains du sud du pays (Lehtinen, 1991, p. 28). Il s'inscrit dans un clivage politique existant entre les zones urbaines – à majorité social-démocrate – et rurales où le parti du centre est majoritaire (Lehtinen, 2006b, p. 141). Les partisans de la conservation de la nature sont ainsi dépeints comme des «*sudistes avec de longs cheveux*», des «*hommes venus de la ville avec leurs longs cheveux et leurs queues de cheval*», «*ces longs cheveux de la classe supérieure urbaine*» qui viendraient critiquer le mode de vie local pour imposer leurs vues alors qu'ils n'auraient aucune connaissance pratique de la forêt, «*couchés dans leurs tentes pendant que les bûcherons travaillent*» (Lehtinen, 2006b, pp. 137, 139, 141).

La presse régionale se fait régulièrement l'écho de l'opposition locale aux politiques de conservation de la nature, le principal journal de Carélie du Nord donnant par exemple la parole à un habitant qui déclare que «*les conservationnistes sont devenus avides de pouvoir, et veulent gouverner le monde entier. L'idéologie conservationniste en Finlande est similaire*

au nationalisme extrême et au communisme, et elle ressemble à tous les mouvements religieux fondamentalistes» (Lehtinen, 2006b, p. 139).

Le moratoire déclaré en 1996 par l'entreprise Enso Gutzeit apaise les tensions en marquant le début de l'intégration de préoccupations environnementales par l'industrie forestière finlandaise (Lehtinen, 2006b, pp. 131-132). D'une part, l'opposition entre les groupes conservationnistes et les entreprises forestières s'estompe à mesure que des membres de ces groupes sont engagés pour veiller à l'impact environnemental de l'exploitation de la ressource en bois. D'autre part, les entreprises forestières affichent leur capacité à conjuguer exploitation économique et préservation de l'environnement, alors que cela devient un enjeu d'image central auprès de leurs clients.

Dans leur article fondateur de l'idée de Ceinture verte, Alexander Titov et al. affichent ouvertement leur volonté de participer de ce mouvement, en appelant à dépasser la contradiction entre écologie et économie, suivant l'idée que ce qui est bon pour l'humain est forcément bon pour l'écosystème et vice versa (Titov et al., 1995).

Durant les années 2000, chercheurs et praticiens actifs dans la conservation de la nature appellent à ne plus répéter le mode d'action conflictuel du début des années 1990 en privilégiant l'intégration des préoccupations économiques locales dans les politiques de conservation (Lehtinen, 2006b, pp. 141-142).

En 2006, les promoteurs de la Ceinture verte de Fennoscandie soulignent l'importance de rendre le concept de développement durable intelligible pour les populations locales et la nécessité que celles-ci comprennent leur intérêt à participer à la GBF en appréhendant le lien étroit entre leur condition de vie et l'état de la nature (Hokkanen et al., 2006, p. 83). Cette façon de penser est partagée au sein des différents groupes de travail de la GBF, suivant l'idée que les populations locales doivent percevoir le bénéfice qu'elles ont à participer à la conservation de la nature, sous peine de ne pas les voir s'impliquer :

Je pense qu'il peut y avoir des situations gagnant-gagnant car les touristes amènent de l'argent vers les aires protégées et si les gens veulent de l'argent, ils vont vouloir conserver la nature (Tri13).

Je pense que l'idée [de la GBF] n'a pas encore convaincu tout le monde, parce que tout le monde devrait pouvoir voir une sorte de bénéfice à suivre ce drapeau de la GBF. Si les gens n'y trouvent pas de bénéfice, alors probablement ce n'est pas envisageable pour eux (Car4).

C'est une question compliquée. Je pense qu'il est important d'être clair sur les buts [de l'initiative] et que la conservation est l'objectif principal. Mais pour y arriver, il est important de parler de foresterie, de moyens de subsistance aux gens, pour réduire les conflits, faciliter le processus (Sep13).

Ainsi, la signature de l'accord apparaît pour la coordinatrice de la GBF comme une étape fondamentale puisqu'elle ancrerait le désir de traiter conjointement des préoccupations écologiques exprimées dès les années 1990 par un petit groupe de scientifiques avec des enjeux plus généraux de développement économique et culturel :

Le Mémoire a marqué le début d'une nouvelle phase dans la coopération. Avant, c'était une coopération seulement entre chercheurs, et l'accord l'a fait monter à un autre niveau on pourrait dire. Parce que maintenant, il y a toutes sortes d'objectifs culturels et économiques entrelacés avec l'idée de développer la connectivité écologique (Tri10).

Le premier objectif inscrit dans le Mémoire est ainsi de «*faciliter une coopération transfrontalière écologiquement, économiquement, socialement et culturellement durable le long des parties finno-norvégienne, finno-russe et norvégio-russe de la Ceinture verte de Fennoscandie*» (The Ministry of the Environment of the Republic of Finland et al., 17 february 2010, p. 1).

Le lancement d'ateliers pour définir la Stratégie de la GBF poursuit cette démarche d'émancipation d'une vision «*en silos*» de la conservation de la nature uniquement focalisée sur la protection de l'environnement vers celle d'une initiative «*pertinente pour la société*» en général (Tri5, notes de l'auteur lors de la conférence EGB 2016 de Koli).

Dans son rapport, le facilitateur des ateliers note que les participants s'accordent sur le fait que les opportunités de produire des revenus au niveau local «*devraient être considérées dans toutes les actions relatives à la GBF*» (Silfverberg, 2014, p. 6). À l'issue des ateliers, le ministère de l'Environnement finlandais présente le renforcement de l'utilisation durable des ressources et des services écosystémiques dans le cadre de la GBF comme un moyen de favoriser le développement régional à travers la création d'emplois locaux et durables (Ministère de l'Environnement [Finlande], 2014b).

Reprenant largement les termes du Mémoire, la Stratégie de la GBF parue en 2016 donne pour ambition à l'initiative d'être «*le cadre et la plateforme pour la coopération transfrontalière écologiquement, économiquement, socialement et culturellement durable*» qui profite au

« *bien-être social* » le long de la frontière interétatique (p. 10). La Stratégie fait du renforcement du « *développement économique régional* » un de ses objectifs principaux (p. 11), notamment à travers l'écotourisme, l'élevage de rennes, et « *d'autres produits et services environnementalement durables* ».

Lors de la conférence de l'EGB en 2016, l'impact supposé du développement de la Ceinture verte de Fennoscandie en Finlande est donné comme exemple de bonnes pratiques à adopter dans les autres parties de la Ceinture verte européenne. La GBF est ainsi décrite comme un projet ayant un « *impact significatif sur l'économie locale en Finlande* » (Kalske, 2016, p. 1), alors que des études montreraient qu'un euro d'investissement public dans la conservation de la nature en rapporterait dix au secteur privé local (Rekola, 2016c, p. 13).

Une fiche de présentation de l'initiative reprend ces éléments, en soulignant que les « *différentes valeurs et opportunités communes relatives à des pratiques durables dans la Ceinture verte doivent être identifiées et communiquées à différents publics* » (Rekola, 2018, p. 2), présentant la biodiversité comme une composante cruciale de « *la vitalité des gens et des régions* » (Rekola, 2018, p. 3).

La GBF comme pur produit du modèle écotouristique finlandais

Nous avons vu dans le deuxième chapitre qu'Alexander Titov et ses collègues avaient lancé l'idée de créer une Ceinture verte en posant que celle-ci aurait vocation à contribuer à la transformation de la Carélie russe en une « *république verte* », où l'écotourisme supplanterait l'industrie forestière comme secteur économique principal (Titov et al., 1995). En outre, le développement de projets touristiques transfrontaliers soutenus par les instruments de la politique de voisinage européenne n'a fait que renforcer cette vocation.

Un an avant la signature du Mémorandum, un article scientifique identifiait ainsi l'écotourisme comme l'objectif fondamental du développement de la Ceinture verte de Fennoscandie (Makkonen & Hokkanen, 2009). En mettant en évidence une corrélation positive entre couverture en aires protégées et nombre d'emplois dans le secteur touristique dans les régions finlandaises jouxtant la frontière, les auteurs entendaient montrer que le développement de la conservation de la nature est un vecteur de développement économique non négligeable. Ils notaient ainsi que la promotion conjointe de la protection de la nature et du tourisme devrait être un objectif de développement régional

plus largement utilisé afin de maintenir l'attractivité des territoires ruraux proches de la frontière. Ils identifiaient la Ceinture verte de Fennoscandie comme « *un outil à disposition des développeurs pour construire un avenir radieux* » dans des temps d'incertitude écologique et économique (Makkonen & Hokkanen, 2009, p. 123).

À la suite de la signature du Mémorandum, le tourisme est le seul secteur économique faisant l'objet d'un chapitre dédié dans l'étude sur les caractéristiques socio-économiques de la GBF (Fritsch et al., 2013, pp. 27-29). D'une part, les auteurs du rapport notent que « *le tourisme joue un rôle grandissant dans les économies des territoires nordiques faiblement peuplés. [...] Le tourisme (l'hébergement et les services d'alimentation) joue un rôle particulièrement fort dans la région avec une part de 2,8% de la valeur ajoutée.* » D'autre part, ils soulignent le potentiel important des aires protégées en matière économique et d'emploi.

Une autre étude commandée en 2014 par le ministère finlandais de l'Environnement, notamment à propos de l'évaluation des services écosystémiques le long de la GBF, confirme que l'écotourisme est le meilleur moyen de tirer des revenus de la valeur récréative, esthétique ou encore éducative de la pratique de la nature (Itkonen, 2014, p. 47). La même année, un article scientifique vient également affirmer qu'avec son potentiel touristique, le développement de la ceinture peut constituer un catalyseur pour la « *revitalisation socio-économique des populations des municipalités et des aires protégées de part et d'autre de la frontière étatique* » (Sevastyanov et al., 2014, p. 33).

L'importance de l'écotourisme est largement soulignée lors des ateliers préparatoires de la Stratégie (Silfverberg, 2014, pp. 4-5), les participants appelant à encourager la commercialisation de produits et de services basés sur « *la valeur naturelle et l'héritage culturel* » du territoire de la Ceinture verte (p. 2, p. 10). La question est traitée en profondeur lors d'un atelier dédié au développement de la Ceinture verte de Fennoscandie, organisé à l'occasion du Habitat Contact Forum 2015 (Ministère de l'Environnement [Finlande], 2016a). Pour les participants à cet atelier, il s'agit de travailler à ce que l'évocation de la GBF « *touche le cœur, la main et l'estomac des visiteurs* » (p. 18), afin de pouvoir utiliser un discours publicitaire commun qui permet de vendre des paquets de biens et services écotouristiques liés à plusieurs parcs nationaux simultanément.

Lors des ateliers, le « modèle finlandais » est identifié comme un exemple à suivre en matière de politique écotouristique (Silfverberg, 2014, p. 6).

Les collaborateurs de Metsähallitus impliqués dans le développement de la Ceinture verte ne manquent pas de rappeler que le tourisme à l'intérieur et autour des aires protégées est source de bien-être pour les visiteurs, donne une image positive de la conservation de la nature à la population et est profitable pour l'économie locale (Kalske, Nilsson et al., 2014, p. 16).

Dans la Stratégie, le développement des produits et des services écotouristiques est présenté comme le moyen privilégié d'atteindre l'objectif de « *croissance économique durable* » le long des frontières interétatiques défini pour la GBF (GBF Trilateral Working Group, 2016, p. 11). Une fiche de présentation tirée de la Stratégie souligne que :

[Les touristes sont] attirés vers la Ceinture verte près de la frontière par la tranquillité de la nature, les paysages incroyables, les multiples opportunités de camping ainsi que les forêts pleines de baies et de champignons et les possibilités de pêcher et de chasser (Ministère de l'Environnement [Finlande], 2016d, p. 1).

Après la finalisation de la Stratégie, les résultats de la politique finlandaise d'écotourisme en termes de visiteurs sont affichés comme un exemple à suivre sur le site officiel de la GBF et dans une fiche de présentation de l'initiative pour montrer l'importance du tourisme pour les économies locales (Ministère de l'Environnement [Finlande], 2017 ; Rekola, 2018, p. 3).

Pour la représentante du ministère norvégien du Climat et de l'Environnement au comité trilatéral de suivi, le développement de la GBF « *répond parfaitement* » à la volonté norvégienne – sur laquelle nous reviendrons plus tard dans ce chapitre – d'encourager l'écotourisme amorcé au début des années 2000 (Tri18). Le ministre lui-même considère que la GBF est une « *bonne opportunité pour le développement des entreprises locales à travers l'écotourisme et les produits basés sur les ressources naturelles indigènes* » (Ministère norvégien du Climat et de l'Environnement, 2016).

L'opportunité offerte par la GBF de profiter de l'expérience des partenaires finlandais en matière d'écotourisme est saluée par une responsable du Service environnement des autorités norvégiennes dans le Finnmark, alors que les acteurs du comté seraient encore peu familiarisés avec ce type de politique :

Oui, [le partage d'expérience en matière d'écotourisme] est une part importante de la coopération. [Les Finlandais] ont une longue tradition de tourisme dans leurs aires protégées (Sep6).

Une de ses collaboratrices confirme :

Oui, la GBF correspond parfaitement [à la politique écotouristique norvégienne], parce que dans le Mémorandum, on dit qu'on doit faire des efforts à la fois pour mettre en réseau les aires protégées et en créer de nouvelles, mais aussi en faveur du développement durable local (Tri21).

2. La décentralisation pour inclure

Cette partie décrit comment le niveau régional est défini comme le meilleur niveau pour développer la Ceinture verte de Fennoscandie. Elle renseigne sur la façon dont la structure mise en place dans le cadre du développement de la GBF procède d'une responsabilisation des populations locales et des acteurs non étatiques.

2.1. Mouvement de décentralisation au sein de la GBF dans les contextes finlandais et norvégiens

Nous allons voir ici comment la mise en place de groupes de travail régionaux s'inscrit dans une décentralisation de la conservation de l'environnement en Finlande et en Norvège. Nous revenons d'abord sur la mise en place de la structure organisationnelle de l'initiative et soulignerons comment celle-ci répond à une volonté de faire financer un portfolio de projets locaux par les programmes CT, qui rassemblent des acteurs étatiques et non étatiques. Je montrerai ensuite comment la création de cette structure est considérée, en Finlande et en Norvège, comme un bon moyen de mettre en œuvre la décentralisation de la conservation de l'environnement.

La mise en place des groupes de travail régionaux

Dès la conception du Mémorandum de 2010, il est clair que si l'accord lui-même est signé au niveau international, la mise en œuvre concrète de la GBF doit se faire à des échelons inférieurs. Pour le responsable ministériel finlandais en charge de l'accord, le niveau international est celui où sont définis les buts communs de l'initiative et où l'on s'assure qu'ils sont compatibles avec les trois contextes nationaux dans lesquels ils doivent être mis en œuvre.

Pour lui, les discussions préliminaires au Mémoire de la GBF ont consisté à s'assurer que les trois parties se mettaient d'accord sur « *chaque mot* » de la Stratégie commune, avant de laisser les échelons « *nationaux et locaux* » développer la Ceinture verte selon leurs besoins et leurs possibilités (Tri6).

Selon la coordinatrice de l'initiative, les ateliers de préparation de la Stratégie auraient effectivement permis de faire émerger ces objectifs communs, alors que le comité directeur veillait à ce que ceux-ci soient compatibles avec les intérêts finlandais, russes et norvégiens :

Le comité de suivi est comme un groupe de coordination ministériel. Si nous préparons un document, comme par exemple l'analyse SWOT, nous en discutons au sein du groupe de travail trilatéral et l'envoyons au comité de suivi, qui dit « oui, cela convient aux trois pays ». Les ministères décident ça (Tri11).

Nous l'avons vu précédemment, le niveau régional, à travers les aires des programmes CT aux frontières finno-russo-norvégiennes, est celui où des projets doivent être mis en œuvre afin de constituer un « portfolio » suffisamment conséquent pour avoir un impact sur le développement de la Ceinture verte.

D'une part, nous avons vu dans le deuxième chapitre que cette volonté découle du fait qu'aucune source de financement pour développer des projets à l'échelle de la GBF n'a été identifiée, tant par les auteurs de l'étude sur la situation socio-économique de la GBF commandée en 2013 que lors des ateliers de préparation de la Stratégie. D'autre part, le découpage des programmes CT permettrait de prendre en compte les différences en matière environnementale, démographique et socio-économique des territoires qui composent la GBF, dont nous avons vu plus tôt comment l'étude de 2013 les identifiait.

À travers la création de groupes de travail régionaux, le comité trilatéral vise ainsi à promouvoir la coopération entre les administrations régionales et municipales, les aires protégées, les entreprises, les institutions scientifiques, les ONG et d'autres entités (The Ministry of the Environment of the Republic of Finland et al., 17 february 2010).

Dans les faits, les groupes de travail créés après la signature de l'accord sont en grande majorité composés d'acteurs publics. Pour les deux personnes en charge de constituer ces groupes, la diversité voulue par le mémorandum ne s'est pas traduite dans la réalité, la composition des groupes ayant surtout consisté,

faute de temps, à inclure les partisans de longue date du développement de la Ceinture verte (Tri5, Tri11). La coordinatrice de la GBF avoue que la création de ces groupes a été un peu bâclée et accepte les critiques à ce sujet :

Le processus à travers lequel les gens ont été choisis pour les groupes était étrange, j'en suis désolée. Ce n'était pas très systématique. C'est arrivé au ministère et je pense que ça a commencé trop vite. Nous étions justement en train de discuter avec un petit groupe – les *old timers* du projet – à propos de qui choisir. Peut-être que c'est une façon pas très diplomatique de le formuler. Je pense que les gens sont assez critiques sur les groupes de travail et la façon dont le système [de la GBF] fonctionne. Oui, je pense que la critique est méritée et que le processus n'a pas été bien planifié et j'en suis désolée (Tri11).

La décentralisation de la conservation de l'environnement en Finlande

La création de groupes de travail régionaux en Finlande s'inscrit dans un mouvement de décentralisation administrative et financière entérinée par une réforme territoriale entrée en vigueur au cours des années 2010.

Les années 2000 ont vu en Finlande se développer l'idée que, dans un contexte globalisé de plus en plus concurrentiel, le niveau régional devait parvenir à gagner en compétitivité par une différenciation plus claire des régions et une amélioration de leur efficacité, notamment à travers la privatisation et une sélection plus stricte pour l'attribution des fonds publics (Renko et al., 2022, pp. 349-350). Suivant cette idée, la division du pays en provinces – sans autonomie par rapport au niveau national et qui avaient en charge la mise en œuvre de politiques du social, de la santé, l'éducation ou encore la culture – a été abandonnée le 1^{er} janvier 2010.

Subsistent dix-huit conseils régionaux qui s'apparentent à des coalitions municipales et ont la charge du développement et de l'aménagement du territoire au niveau des régions³¹. Les conseils sont régis par des assemblées constituées par des membres élus des municipalités de la région, alors qu'un bureau désigné par l'assemblée est chargé des fonctions exécutives. Le

³¹ Les îles d'Åland constituent une exception notable, puisqu'elles sont considérées comme une région finlandaise mais jouissent d'un statut d'État associé qui permet à ses citoyens d'élire leur propre parlement, qui désigne lui-même un gouvernement largement indépendant de la Finlande.

travail courant est effectué par des salariés. D'une part, les conseils régionaux établissent des programmes stratégiques qui définissent les objectifs de la région en matière de développement et de spécialisation ainsi que les moyens de le mettre en œuvre. D'autre part, ils établissent les plans d'aménagement du territoire.

Six bureaux de l'Agence administrative régionale de l'État³² et quinze centres pour le développement économique, les transports et l'environnement (Centres ELY)³³ ont été créés afin de remplir les tâches qui incombait aux provinces. Cette réorganisation a fait passer l'autorité régionale en matière de conservation de la nature des anciens centres environnementaux régionaux aux centres ELY, signant ainsi la perte d'autonomie et d'influence de l'administration environnementale qui est passée sous la tutelle du ministère de l'Emploi et de l'Économie (Apostolopoulou et al., 2014, p. 487).

Les centres ELY peuvent notamment créer des réserves naturelles privées en passant des accords avec les propriétaires fonciers (Metsähallitus, 2016, p. 31). Ils délivrent des permis pour la construction de bâtiments dans les zones protégées et ont la charge de la mise en œuvre du programme METSO, qui vise à compenser financièrement les propriétaires forestiers choisissant de gérer de manière durable leurs forêts remarquables, voire de ne pas les exploiter (METSO forest biodiversity, 2020; Centre for Economic Development Transport and the Environment, 2016, p. 13).

La réforme territoriale entrée en vigueur en 2010 apparaît comme une décentralisation des tâches administratives de l'État et des ressources financières qui leur sont associées (Renko et al., 2022, pp. 349-350). En matière de conservation de la nature, elle marque un changement important du rôle des autorités qui endossent celui de facilitateur chargé d'encourager les partenariats entre acteurs.

Le rôle de l'État finlandais dans la conservation de l'environnement aurait ainsi glissé vers celui de « *facilitateur de gouvernance* », la tâche des agences gouvernementales consistant surtout à déléguer la conservation de la nature à des acteurs non étatiques en créant des opportunités de partenariats public-privé (Apostolopoulou et al., 2014, p. 487).

La création de groupes de travail régionaux de la GBF veut répondre directement à la volonté du ministère de l'Environnement de déléguer la conservation de la nature aux bureaux régionaux de Metsähallitus et aux

³² Aluehallintovirasto.

³³ Pour « Elinkeino, Liikenne ja Ympäristökeskus » en finnois.

centres ELY, comme le souligne un collaborateur du ministère actif dans le groupe de travail trilatéral :

Metsähallitus a été très important, ainsi qu'évidemment les centres ELY, qui sont un des acteurs clés. [...] Ils ont une organisation, des bureaux et des gens qui travaillent sur place et ont de l'expérience en matière de projets. [...] C'est une bonne idée de leur donner une responsabilité. Ils sont assez bien organisés avec leur propre personnel et ont des contacts avec les acteurs de leurs territoires (Tri6).

Le groupe de travail de la GBF pour la Carélie est effectivement coordonné par un collaborateur du Centre ELY pour la Carélie du Nord, épaulé par trois collaborateurs des bureaux régionaux de Metsähallitus (Groupe de travail de la Ceinture verte de Fennoscandie en Carélie, 2016). Le groupe est présidé par un ancien recteur d'université actif depuis les débuts de la GBF.

Alors que le coordinateur du groupe de travail régional est par ailleurs coordinateur de la réserve de biosphère de Carélie du Nord³⁴ et que le président du groupe siège dans le comité de ladite réserve, les deux entités sont parfois confondues lors des entretiens que j'ai menés, voire considérées comme des doublons (Tri5, Tri16, Car17).

Au niveau du ministère finlandais de l'Environnement, cette proximité est vue d'un très bon œil :

Cette réserve de biosphère de Carélie du Nord est une bonne base. Je pense que [le coordinateur] et ses amis sont très importants. Ils ont déjà fait financer quelques beaux projets (Tri6).

La décentralisation de la conservation de l'environnement en Norvège

La décentralisation de la gouvernance des aires protégées norvégiennes décidée au cours des années 2000 répond à un souci d'intégration des populations locales qui a émergé dans le cadre de la lutte pour les droits des

³⁴ Voulu par le ministère finlandais de l'Environnement et l'Académie de Finlande, la réserve de biosphère de Carélie du Nord voit le jour en 1992. Couvrant approximativement 70% du territoire de la région, la réserve vise à intégrer la conservation de la nature avec un usage durable des ressources et la valorisation des cultures traditionnelles. Hokkanen, T. (2020). *Pohjois-karjalan biosfäärialue North - Karelia Biosphere Reserve*. Centre for Economic Development, Transport and the Environment (North Karelia). <http://www.kareliabiosphere.fi> (consulté le 13 août 2020).

Samis à la fin des années 1970, qui s'oppose à des politiques oppressives mises en place par le gouvernement norvégien à la fin du XIX^e siècle.

Un tournant dans la politique norvégienne à l'égard des Samis s'est produit durant les années 1970 et 1980, à la suite d'une opposition massive à un projet hydroélectrique dans le Finnmark. L'événement est fondamental pour le développement des droits des Samis et apparaît comme une lutte fondatrice de l'activisme environnemental en Norvège (Nilsen, 2016, p. 184 ; Nilsson, 2016, p. 187). En 1970, le gouvernement a annoncé le lancement du projet hydroélectrique d'Alta/Kautokeino, qui impliquait de construire des barrages sur les lacs Iešjávri et Joatkajárvi et d'inonder le territoire du village sami de Maze, où vivaient environ 400 membres d'une des dernières communautés parlant exclusivement le sami dans la région. Des manifestations de grande ampleur ont alors été menées par des organisations environnementales et de défense des Samis, qui sont parvenues en 1973 à faire sortir Maze du projet. En 1974 et 1978, les lacs de Iešjávri et Joatkajárvi ont été tour à tour écartés des plans du projet hydroélectrique en raison de rapports soulignant leur importance écologique. Alors que le parlement norvégien avait autorisé le projet dans sa version réduite, différentes actions ont été entreprises par la communauté samie pour s'y opposer. Une tente a été dressée par deux fois devant le parlement à Oslo, alors que des actions de *sit-in* étaient organisées dans les locaux du gouvernement et que des grèves de la faim de plusieurs semaines étaient menées par des activistes.

Parallèlement à ces actions, le projet est arrivé devant la justice en 1979, porté par des éleveurs samis du Finnmark. La période est marquée en effet par le lancement d'une politique de rationalisation des systèmes pastoraux samis par les autorités norvégiennes, deux changements législatifs en 1976 et 1978 ambitionnant de faire de l'élevage une activité rentable en limitant la taille des troupeaux, en régulant l'accès aux pâturages et en soumettant l'activité d'éleveur à l'obtention d'un permis.

En 1980, un jugement rendu par un tribunal de district a décidé de maintenir le projet, tout en dédommageant les éleveurs pour les conséquences occasionnées par celui-ci sur l'élevage de rennes. Le tribunal souligne que le pastoralisme serait affecté à la fois par l'inondation de terrains conséquents, mais également par la construction de routes d'accès. Ce jugement a été confirmé en appel par la Cour suprême norvégienne en 1982 et les travaux de construction ont pu débuter en 1987.

Ce que l'on appelle aujourd'hui la « controverse d'Alta » a poussé le gouvernement norvégien à clarifier les droits des Samis. Le travail d'une

commission dédiée, nommée en 1980, a abouti à l'ajout d'un amendement à la constitution en 1988 qui donne la responsabilité à l'État norvégien de créer les conditions qui permettent au peuple sami de préserver et de développer sa langue, sa culture et son mode de vie. L'année suivante, le parlement sami de Norvège – le Sàmediggi – a été créé à Karasjok, dans le comté de Finnmark. Cette entité est composée de 39 représentants élus par un corps électoral d'environ 14 000 personnes. Les responsabilités du parlement – élargies depuis sa création – incluent la défense de la langue et de la culture samie, la protection des sites culturels ou, encore, l'aide à l'accès à l'enseignement. Le Sàmediggi remplit ses missions en allouant comme il l'entend les fonds qui lui sont attribués par l'État norvégien ; il est consulté par le gouvernement sur les questions touchant aux intérêts des Samis (Pedersen, 2016).

Dans ce contexte, le gouvernement norvégien a amorcé une phase de décentralisation progressive de la gestion des aires protégées, alors que tous les espaces protégés sont gérés par les représentants du gouvernement national dans les comtés (Daugstad et al., 2006 ; Fedreheim, 2013 ; Hongslo et al., 2016 ; Risvoll et al., 2014, pp. 70-71). Désireux de légitimer les politiques de conservation de la nature auprès d'une population qui serait hostile à une vision trop écocentrique et centralisée, certaines décisions concernant la conservation ont été ouvertes aux avis consultatifs durant les années 1990, voire à une participation à la planification dans certaines régions (Bay-Larsen, 2010). En 1996, le parlement a donné son feu vert à trois projets pilotes pour inclure les populations locales dans les décisions touchant les aires protégées (Falleth & Hovik, 2009). En 2006, un audit gouvernemental critiquant lourdement la gestion des espaces protégés norvégiens – plans de gestion révisés trop peu souvent et insuffisamment mis en œuvre, participation locale trop faible – a entraîné la décentralisation de la gouvernance des parcs nationaux, rendue effective en 2010 (Bay-Larsen, 2010, p. 360 ; Fedreheim & Blanco, 2017, pp. 755-756 ; Risvoll et al., 2014, pp. 70-71).

Les territoires norvégiens sous protection près de la frontière russe sont presque exclusivement placés sous la responsabilité du bureau du parc national de Øvre-Pasvik. En plus du parc, le bureau a également la charge de l'aire de protection paysagère qui lui est attenante. Une réserve naturelle à proximité est placée sous la responsabilité du représentant du gouvernement national dans le Finnmark.

Réuni pour la première fois le 29 avril 2011, le bureau est composé de deux conseillers municipaux de la commune de Sør-Varanger, d'un député au conseil du comté de Finnmark et d'une députée au parlement sami, tous

désignés par leurs pairs tous les quatre ans et nommés par le ministère du Climat et de l'Environnement (Hongslo et al., 2016, pp. 1003-1004; Øvre Pasvik Natsjonalpakrstyre, 2020a). Le président élu par le bureau convoque en général six réunions annuelles et, au moins une fois par an, le comité consultatif (Øvre Pasvik Natsjonalpakrstyre, 2020c).

Le gestionnaire du parc a ses bureaux à Svanhovd, aux abords du parc, alors que la division de l'Inspectorat de la nature, chargée de l'entretien, est basée à Kirkenes. La composition du comité consultatif – associations d'entrepreneurs touristiques et de chasseurs, militaires, éleveurs de rennes entre autres – reflète les enjeux sur lesquels le bureau du parc se prononce dans ses plans de gestion et les dérogations aux restrictions d'usage (Øvre Pasvik Natsjonalpakrstyre, 2020b). Le bureau du parc s'attelle principalement à gérer les flux de visiteurs (en concentrant les chemins et les abris dans certains endroits du parc) et à sensibiliser les soldats de la garnison de Sør-Varanger stationnés dans la base de Pasvik, à côté de Svanhovd.

À la création de la structure multi-niveaux, la représentante du ministère norvégien du Climat et de l'Environnement au comité trilatéral de suivi confirme que le royaume n'a pas vu l'utilité de constituer des groupes de travail régionaux norvégiens, car ceux-ci auraient fait doublon avec le système de gestion locale :

En Norvège, nous avons déjà la gestion locale de ces territoires [concernés par la GBF], donc nous avons décidé de ne pas forcément mettre en place de nouveaux groupes ou de nouvelles structures pour contribuer à la coopération. Au vu de la petite partie de la Norvège dans la GBF, je pense que nous sommes bien ajustés (Tri18).

Abondant dans ce sens, une collaboratrice des autorités norvégiennes dans le comté de Finnmark confirme qu'il ne servirait à rien selon elle de mettre un nouveau label sur un mode de gestion déjà en place :

La Finlande n'a pas la gestion locale, et elle a dû trouver un moyen de réunir les municipalités, les entrepreneurs intéressés par la nature, etc. [...] Nous savions que nous avions déjà cela avec notre système de gestion locale. [...] Le bureau [du parc national de Øvre Pasvik] et [leur gestionnaire] ont un très bon contact avec les locaux, les entrepreneurs locaux et tout ça. Donc, nous avons décidé de ne pas mettre un nouveau label sur ça. Nous coopérons à travers la structure de gestion déjà existante (Tri21).

Pour elle, les préoccupations des populations locales – entrepreneurs en tête – sont très bien prises en compte par le bureau du parc national de

Øvre-Pasvik avec qui elle est en contact régulier et dont elle peut transmettre l'avis au sein du groupe de travail trilatéral de la GBF :

Mon travail est d'avoir ces contacts et ces projets auxquels le parc national peut participer. Évidemment, après c'est aux [membres du bureau du parc] de décider s'ils veulent participer à ces projets (Tri21).

2.2. Encourager la participation locale : injonctions et hésitations

Je décris ici comment les injonctions à participer à la GBF sont reçues dans les groupes de travail régionaux pour la Carélie et la partie la plus septentrionale de la Ceinture verte. Nous verrons d'abord les différentes mesures prises dans le cadre de la GBF pour encourager les parties prenantes régionales à contribuer à l'initiative. Et ce, avant de mettre en évidence les craintes exprimées au sein des groupes quant à la mise en œuvre de la GBF au niveau régional.

Encourager le montage de projets CT

Divers ateliers sont organisés pour former les acteurs régionaux au montage de projets auprès des programmes CT. Une rencontre a lieu en 2014 afin de favoriser le dialogue entre porteurs de projets et bailleurs de fonds intéressés par l'initiative (Ministère de l'Environnement [Finlande], 2014c). Les bonnes pratiques à adopter pour formuler des projets CT de qualité sont discutées lors du Habitat Contact Forum (Hokkanen et al., 2015) et font l'objet d'une nouvelle rencontre tenue sous l'égide de la coordination de l'initiative en 2016 (Finnish Environment Institute & ministère de l'Environnement [Finlande], 2016), puis d'une discussion lors du HCF 2017 (Rekola, 2017). En résumé, il s'agit pour la coordinatrice de faire en sorte que les projets s'alignent sur les exigences et les objectifs des programmes CT :

Ici, dans notre région frontalière, l'instrument principal que nous utilisons pour implanter la GBF ce sont ces programmes CT. Nous essayons de contacter les responsables de ces programmes tout le temps, pour que nous soyons en phase avec leurs priorités (Tri11).

Des éléments de langage à utiliser dans les demandes de fonds sont compilés par la coordinatrice et au sein de groupe de travail pour la Carélie

(notes de l'auteur lors de la conférence EGB 2016 de Koli). On y retrouve des objectifs définis par la Stratégie, ainsi la capacité de la Ceinture verte à la fois à contribuer au développement durable au-delà de la simple conservation de la biodiversité, à valoriser le patrimoine culturel et naturel régional ou encore à promouvoir le bien-être et la coopération transfrontalière.

Des participants aux groupes de travail régionaux disent ainsi utiliser le terme « Ceinture verte de Fennoscandie » pour « *montrer qu'ils font partie d'un système plus grand* », suivant l'idée que les bailleurs européens ciblent ce type de projets (Tri5, Tri21). À la question de savoir si l'utilisation de la GBF dans les propositions de projet aide à trouver de l'argent, une membre du groupe de travail norvégien répond :

Oui, bien sûr, ça aide beaucoup. Peut-être que les labels vont devenir de plus en plus importants. Grâce à ce label [de la GBF], on peut dire que l'on fait partie d'un plus grand système (Tri21).

D'autres notent que la dimension scientifique associée à la GBF peut être utilisée comme un argument efficace (notes de l'auteur lors de la conférence EGB 2016 de Koli ; GBF Trilateral Working Group, 2013, p. 1 ; Tri4). Les organisateurs d'un séminaire associé à la GBF traitant notamment du développement de l'écotourisme « *ont dû le présenter comme un projet strictement scientifique* » pour avoir une chance d'être financés (Sep15).

Dans la partie septentrionale de la Ceinture verte, des ateliers sont organisés sous l'égide de la GBF pour encourager la commercialisation de produits mêlant savoirs traditionnels et ressources naturelles de la région de Pasvik-Inari. Tenus respectivement sur deux et trois jours en 2014 et 2015 dans le Finnmark, les ateliers « Développement durable et utilisation d'herbes locales et de matériaux naturels I et II » ont été conjointement mis sur pied par Metsähallitus, Miljødirektoratet et – en tout cas pour le premier atelier – par l'Institut éducatif sami³⁵ (Miljødirektoratet [Agence environnementale norvégienne], 2014, 2015). À la même période, la vente aux visiteurs de produits verts « *issus de la nature pure et de la culture de la Ceinture verte* » basés sur les pratiques traditionnelles telles que l'élevage de rennes et la cueillette de champignons et de baies, est identifiée comme une opportunité économique dans les ateliers de la préparation de la Stratégie de la GBF (Silfverberg, 2014, p. 4).

³⁵ Une institution finlandaise qui a pour vocation à offrir un enseignement post-secondaire destiné notamment à promouvoir le développement d'activités économiques qui mêlent ressources naturelles et modes de vie traditionnels. Sámi Education Institute : <https://www.sogsakk.fi/en> (consulté le 11 juin 2017).

Inspirés par des initiatives similaires organisées dans le cadre de la Ceinture verte européenne, ces ateliers veulent promouvoir la commercialisation de produits locaux qui pourrait favoriser la création de petites entreprises. Durant les ateliers, des herbes, des graines, de la graisse et de la viande de renne sont utilisées pour fabriquer des savons, des pralinés, des barres énergétiques ou encore de la crème pour les mains. En plus de démontrer la simplicité de l'élaboration de ces produits, les ateliers engagent la réflexion quant à la possibilité de vivre de façon durable près d'une aire protégée. Pour le secrétaire du parc de Øvre-Pasvik, ces ateliers sont une bonne occasion de montrer aux locaux qu'il est possible d'obtenir des revenus grâce à la GBF, qui pourrait agir comme une marque capable d'attirer des consommateurs plus largement que le label déjà existant du parc trilatéral (Sep10).

En parallèle du travail de formation des acteurs locaux au montage de projet, un travail de communication est effectué auprès des programmes de financement afin qu'ils (re)connaissent l'initiative pour le développement de la ceinture de Fennoscandie. Défini lors des ateliers de préparation de la Stratégie, l'objectif est de « *s'assurer que la GBF est intégrée aux programmes de développement et aux instruments de financement adéquats* » dans le document final qui souligne que la Ceinture verte doit être « *reconnue* » par des instruments et programmes de financement (p. 12, p. 20).

En ce sens, des membres du comité directeur de l'initiative et du groupe de travail pour la Carélie disent avoir effectué un travail de lobbying auprès des responsables de l'Instrument européen de voisinage mais aussi auprès de la Direction générale de l'environnement de la Commission européenne (Tri5, Tri14):

J'ai discuté avec des types de la direction environnement à Bruxelles. Il y a peut-être des opportunités. En tout cas j'ai discuté de la GBF avec ces types, donc on verra (Tri14).

Le responsable du programme CT Karelia confirme que le développement de la GBF est un objectif parfaitement compatible avec celui-ci :

Pour le programme CT Karelia, il est important qu'il y ait des acteurs comme les espaces protégés, qui coopèrent depuis longtemps et sur une base quotidienne. Bien sûr ils ont l'expérience de l'implémentation de projet, et c'est un critère d'évaluation. Donc je pense qu'ils peuvent avoir facilement des scores élevés. Donc c'est un label positif pour les projets (Car8).

Dans la partie septentrionale de la GBF, le responsable du programme CT Kollarctic se montre plus réservé, soulignant que le programme a

davantage vocation à favoriser des projets relatifs aux infrastructures plutôt qu'à l'environnement et qui adoptent une approche moins large que le développement de la Ceinture verte de Fennoscandie (Sep1).

Au niveau national, le porteur d'une proposition de projet LIFE relatif à la GBF note que celui-ci a été sévèrement noté par le ministère finlandais de l'Environnement même après 2010, confirmant d'après lui le manque de visibilité du Mémorandum même au sein des ministères concernés par l'accord (Car19).

Un responsable ministériel finlandais, qui a contribué à organiser les ateliers, attribue la responsabilité du succès du développement de la GBF aux groupes de travail régionaux :

Nous avons utilisé beaucoup d'énergie pour organiser la coopération en Finlande au niveau local et pousser de nouvelles idées de projets. Maintenant que c'est fait, je suis assez content que tout se soit passé comme nous l'avions prévu. Maintenant, c'est excitant de voir si nous allons avoir des financements. Nous avons besoin de *success stories*, sinon la GBF ne durera pas (Tri6).

De façon générale, les membres des groupes de travail régionaux s'accommodent du fait d'être avant tout des incubateurs de projet CT, tout en notant des limites à ce statut.

Les groupes de travail comme incubateurs de projets

En Carélie, le groupe de travail régional est pensé dès sa création comme une sorte d'incubateur de projets CT, au point de perdre toute autre vocation. Pour le président du groupe de travail pour la Carélie, la durabilité doit être le concept central de la GBF (Tri16) et, pour cela, sa préoccupation numéro un devrait être de stopper l'exode rural qui touche la zone frontalière :

Évidemment, ces connexions entre les aires protégées sont bénéfiques, nous avons ces parcs naturels en Finlande et en Russie qui coopèrent, mais c'est assez logique. Je suis davantage intéressé par ce qui se passe entre ces aires protégées, dans les villages, parce que ces populations vivent dans la vraie périphérie européenne (Tri16).

Cette vision est également défendue par le président de l'Association des entrepreneurs touristiques locaux, pour qui la GBF est un moyen d'augmenter

les revenus de l'écotourisme, seule activité qui permettrait aux locaux de rester dans la région (Car27).

Le plan régional est ainsi pensé comme un outil d'aide au montage de projets compatibles avec le programme CT Karelia, invitant tous les porteurs de projets à rejoindre le groupe de travail (Groupe de travail de la Ceinture verte de Fennoscandie en Carélie, 2016, p. 9). Selon le président du groupe et d'autres membres que nous avons interrogés, cette vocation se confirme lors des réunions, où le montage de projets apparaît comme le sujet principal de discussion (Tri16). Plus affirmatif, un membre du groupe déclare que tout ce qui ne touche pas directement aux projets CT relève carrément du « *brassage d'air chaud* » (Car21). Un responsable du centre ELY de Carélie du Nord note que le développement de la GBF est indispensable pour rendre la région « *compétitive grâce à sa nature* » auprès des (potentiels) résidents (Car11).

Si, d'après son plan stratégique, le groupe se dit ouvert à toute personne ou collectif intéressé par la Ceinture verte de Fennoscandie (Groupe de travail de la Ceinture verte de Fennoscandie en Carélie, 2016, pp. 6, 12), le président du groupe de travail est quelque peu critique de cette idée :

C'est très drôle. Dans notre ministère de l'Environnement, ils voulaient organiser le groupe comme une sorte de réunion publique, où tout citoyen intéressé par la GBF serait bienvenu. C'était leur grande idée ! (rires)
Nous avons très vite vu qu'on ne pouvait pas travailler comme cela.

Selon lui, le groupe de travail a vite décidé de regrouper uniquement des représentants d'organisations et de structures bien établies (Tri16). Pour le secrétaire du groupe, « *les populations locales ne comprennent pas les circonstances, ni comment mettre les choses en œuvre* » (Tri15). Celui-ci tient à jour la liste d'une centaine de contacts issus de municipalités, d'autorités régionales, d'institutions de recherche, d'entreprises et d'opérateurs publics (Groupe de travail de la Ceinture verte de Fennoscandie en Carélie, 2016).

Nos entretiens avec les participants du groupe de travail régional pour la Carélie confirment que ceux-ci cherchent surtout à tisser des liens avec des acteurs capables de comprendre les enjeux propres à la conservation de la nature et de proposer des projets au programme CT Karelia. Les termes « praticien » ou « professionnel » sont ainsi utilisés pour insister sur le fait que le noyau dur de la GBF devrait être composé d'experts et non de personnes issues du grand public (Car1, Car6, Car12).

Au sein du groupe de travail pour la partie septentrionale de la GBF, les avis à propos de la vocation du groupe sont similaires à ceux observés

en Carélie. D'une part, le développement régional apparaît comme une motivation importante :

Tout le monde ne peut pas travailler pour l'État ou la municipalité, il faut qu'il y ait des genres d'entrepreneurs locaux, d'entreprises d'écotourisme, de pêcheurs, etc. (Tri21).

Pour une participante, le but de l'initiative *«est vraiment de produire des bénéfices dans les territoires de la GBF, pour la nature ou les gens et l'économie»* (Tri5), alors que *«l'amélioration des services écosystémiques va aussi bénéficier à ces gens dans les territoires reculés afin qu'ils aient la possibilité de rester vivre là où ils sont nés»* (Tri5).

Ici, la Ceinture verte est vue comme un bon label pour obtenir des fonds CT, alors que la participation au groupe de travail régional pour autre chose que le montage de projets peut être considérée comme inutile. En particulier, le 1,8 million d'euros obtenu par le projet ABCGHeritage encouragent les acteurs locaux à mentionner la GBF dans leurs propositions pour augmenter leurs chances d'obtenir des fonds auprès du programme CT Kollartic (Tri2, Tri21, Sep6, Sep10, Sep11).

Comme au sein du groupe pour la Carélie, une participante plus radicale que les autres affirme qu'il serait plus facile d'aller monter des projets CT hors du groupe régional de travail que de perdre son temps lors de réunions *«qui ne mènent à rien et où rien ne se passe»* (Tri17).

Cinq craintes quant à la structure multi-niveaux

Si les entretiens menés dans les groupes régionaux font ressortir une quasi-unanimité à propos de la vocation de ces collectifs à être des incubateurs de projets pour les programmes CT, la mise en place de la structure multi-niveaux consécutive à la signature du Mémoire de 2010 soulève un certain nombre de craintes.

Une première crainte exprimée au sein du groupe de travail pour la Carélie concerne l'accapement du concept de GBF par les niveaux nationaux de la structure mise en place.

Actif depuis les années 1990, le secrétaire du groupe a tenu à préciser d'entrée, dans l'entretien que j'ai eu avec lui, que la GBF n'est pas un projet du ministère finlandais de l'Environnement, mais une initiative à laquelle il

contribue avec des collègues depuis près de 25 ans, bien avant la création d'une initiative internationale officielle (Tri15). Avec d'autres membres du groupe, il regrette que l'initiative officielle «*reparte de zéro*», alors que les résultats du travail effectué depuis une vingtaine d'années pourraient servir à développer la GBF en Carélie (Car7, Car21).

Le secrétaire du groupe dénonce la façon dont le groupe de travail national voudrait accaparer le mérite du travail effectué avant la signature du Mémorandum de 2010 alors que les membres du groupe – des «*officiels*», selon ses mots – couraient ainsi les réunions européennes en présentant le travail effectué par d'autres. Par ailleurs, il dénonce avec force la façon dont Metsähallitus se serait emparé du concept de Ceinture verte de Fennoscandie sans tenir compte du travail effectué hors des aires protégées étatiques.

Il défend l'idée que les «*vraies*» actions en faveur de la GBF sont menées au niveau local depuis longtemps, alors que l'action au niveau national consisterait en quelques réunions organisées que trop rarement pour être efficaces. Pour un autre membre du groupe, la plus-value engendrée par le travail effectué au niveau national et international à propos de la GBF n'est pas évidente, tant ce travail peine à identifier de «*vraies choses*» – de l'argent ou des opportunités quelconques – produites par l'initiative au niveau local (Car7).

Une deuxième crainte exprimée au sein du groupe de travail pour la Carélie concerne l'absence de délégation de pouvoir, de représentation et/ou d'action de la part du niveau national.

Selon un membre fondateur du groupe, il est problématique que la façon dont l'avis des groupes régionaux est pris en compte par les niveaux supérieurs, et donc le pouvoir qui leur est conféré, n'ait jamais vraiment été précisée par le ministère de l'Environnement (Car26). Cette analyse est partagée au sein du groupe, notamment par une participante qui dit avoir «*entendu de nombreuses fois*» que «*le ministère [de l'Environnement] est venu nous dire quoi faire sans nous laisser la possibilité de décider quoi que ce soit à propos de notre travail sur le territoire*» (Car30). Pour un autre membre du groupe, ce flou mène en effet à une situation où des plans sont dessinés «*autour de tables à Helsinki*» de manière non démocratique et sans véritable impact sur le développement de la GBF (Tri15).

Plusieurs membres du groupe affirment qu'en l'absence de délégation de pouvoir depuis le niveau national, qui permettrait de faire entrer en force les décisions du groupe régional, leur action revient à «*boire des cafés avec quelqu'un qui prend des notes*» sans implications concrètes (Tri15, Car26).

En ce sens, le président du groupe souligne ironiquement qu'en l'absence de pouvoir et de fonds, rien ne les incite à appliquer les directives venues des niveaux plus élevés (Tri16). Cet écueil est d'ailleurs identifié lors de la préparation du plan CESP (p. 15), où il est noté que l'absence de délégation de pouvoir peut laisser les groupes régionaux sans véritable levier pour impliquer plus de parties prenantes dans la GBF.

Une troisième crainte est relative à la base volontaire du travail fourni en faveur du développement de la GBF.

De nombreux membres des groupes régionaux soulignent que leur participation au développement de la Ceinture verte, loin d'être encouragée, est limitée, parce qu'elle vient en plus de leur travail principal et à leurs frais. Le président du groupe de travail pour la Carélie dénonce directement le mode de fonctionnement des groupes régionaux comme le signe d'une tendance au retrait des organisations publiques en Finlande, qui met en péril le développement de la GBF en faisant peser la réussite de l'initiative sur du travail bénévole (Tri16). Concernant les populations locales plus généralement, le facilitateur en charge de la préparation de la Stratégie craint que la participation de certaines parties prenantes ait pu être empêchée par manque de temps ou de ressources (Tri22).

Une quatrième crainte exprimée à propos du peu d'engagement affiché au niveau national par la Norvège est celle d'un désengagement des autorités publiques vis-à-vis de l'initiative.

Ces craintes remontent à 2015, quand la responsabilité de la GBF a été transférée de l'agence nationale Miljødirektoratet au représentant du gouvernement national dans le Finnmark, faisant suite à la volonté de maintenir un investissement national dans la GBF à la hauteur du – petit – territoire qu'elle concerne (Tri18). À ce propos, une responsable déjà active avant la signature du Mémorandum de 2010 se souvient qu'après des hésitations quant à la forme que devrait prendre la contribution norvégienne au développement de la Ceinture verte à l'époque, il a été décidé que la coopération déjà existante autour du parc trilatéral de Pasvik Inari serait associée à la GBF sans impliquer de travail supplémentaire (Sep6). Une autre participante estime d'ailleurs que la Norvège a eu raison de ne pas vouloir « *réinventer la roue* » (Tri21).

Cette situation fait planer le doute sur la volonté réelle des autorités nationales norvégiennes de s'impliquer dans la GBF (Sep10, Sep11). Selon un participant du groupe régional pour la partie septentrionale, « *nos autorités environnementales à Trondheim et Oslo n'ont pas de ligne claire sur ce que la Norvège veut vraiment concernant cette coopération* » (Sep10). Pour une

autre, le fait que la Norvège «*descende*» l'enjeu de la GBF au niveau régional montre qu'elle minimise l'importance du développement de la Ceinture verte, alors que cette personne aurait entendu dire que des collaborateurs de Miljødirektoratet voudraient reprendre la responsabilité de l'initiative (Sep13).

Enfin, une cinquième crainte est soulevée par les membres du parc national de Øvre-Pasvik, qui ne veulent pas que leurs activités relatives à la GBF empiètent sur leur mandat local.

Invoquant la jeunesse du système de gestion locale, la présidente du bureau – réuni pour la première fois en 2011 – et son prédécesseur soulignent le besoin de bien mettre en place le système de gestion local norvégien avant de penser à s'intéresser à de plus grands projets (Sep5, Sep9). Sur ce point, ils sont rejoints par d'autres membres du bureau et du comité consultatif du parc, qui craignent que le développement de la GBF ne vienne en contradiction avec leur mandat consistant à mener des actions bénéficiant à la population locale (Sep11, Sep10). Pour la représentante norvégienne au groupe de travail trilatéral, il s'agit pour eux de prendre garde à ne contribuer à la GBF que si ses objectifs de portée internationale concordent avec les intérêts locaux dans le Finnmark (Tri21).

Synthèse du chapitre

L'historique de la construction d'un intérêt touristique pour la nature en Finlande et en Norvège montre comment celui-ci s'est fondé sur une forme de nationalisme romantique qui, pour le cas finlandais, fait notamment la part belle à la Carélie, berceau de l'idée de Ceinture verte de Fennoscandie. Les politiques de promotion touristique se développent en Finlande puis en Norvège en se revendiquant toutes deux du principe de libre accès à la nature.

Au sein de la GBF, l'écotourisme est choisi dès les années 1990 comme moyen de réconcilier conservation de la nature et développement économique dans le contexte du débat public tendu à propos de l'exploitation des forêts anciennes. Pour les Norvégiens, l'initiative apparaît comme un bon moyen de profiter de l'expérience de leurs collègues finlandais en la matière, alors que la dimension écotouristique ne date que d'une dizaine d'années en Norvège.

Suivant l'idée que la GBF doit prendre forme à travers la création d'un portfolio de projets le long des frontières finno-russo-norvégiennes, la structure organisationnelle mise en place dans le cadre de l'initiative vise à créer des collectifs locaux public-privé qui agiraient comme des incubateurs de projets à soumettre aux programmes CT. Ce mouvement est bien accueilli en Finlande

et en Norvège puisqu'il s'inscrit dans des politiques de décentralisation adoptées dans les deux pays.

En Carélie, le groupe de travail s'appuie à la fois sur des collaborateurs de Metsähallitus et du centre ELY local, identifiés comme les acteurs régionaux privilégiés de la politique finlandaise de conservation de l'environnement. Par ailleurs, la réserve de biosphère de Carélie du Nord apparaît comme une entité sœur du groupe de travail, du fait que son coordinateur est impliqué depuis les années 1990 dans le développement de la GBF. En Norvège, la structure de gouvernance proposée dans le cadre de la GBF est jugée tellement en phase avec la politique de décentralisation qu'il est décidé de ne pas créer de nouveau groupe, mais de s'appuyer sur le bureau déjà existant du parc national de Øvre-Pasvik.

Des mesures d'accompagnement sont mises en place pour faire connaître l'initiative en faveur de la GBF auprès des bailleurs de fonds et des populations locales, pour communiquer des éléments de langage à intégrer dans des propositions de projet et pour donner tous les outils aux membres des groupes de travail en vue de soumettre des propositions de projet en phase avec les exigences des programmes CT.

Si les participants aux groupes de travail régionaux que j'ai interrogés approuvent en grande majorité la vocation de ces collectifs à être des incubateurs de projets public-privé, ma propre recherche met en lumière plusieurs critiques à l'égard de la structure organisationnelle de la GBF.

En Carélie, des promoteurs de longue date de la GBF regrettent que les efforts réalisés avant la signature du Mémorandum de 2010 soient ignorés par le ministère finlandais de l'Environnement, voire que celui-ci essaie de s'en attribuer les mérites. De plus, ils déplorent le manque de délégation de pouvoir de la part de l'échelon national et craignent que cela ouvre la porte à des passages en force de la part des niveaux nationaux et internationaux.

Dans la partie septentrionale de la Ceinture verte, des participants norvégiens impliqués dans la gestion des aires protégées locales se demandent si une implication dans le développement de la GBF ne constitue pas une déviation trop importante du mandat qui leur est donné par la population locale. De plus, le passage de la responsabilité de la GBF d'un niveau national à celui du comté fait craindre un désengagement des autorités norvégiennes, qui décourage certains participants à s'impliquer davantage pour le développement de la Ceinture verte.

Cette seconde partie de chapitre permet de mettre en lumière les mouvements de mise en échelle qui accompagnent le développement de la Ceinture verte de Fennoscandie.

Le *rescaling* de la conservation de la nature vers le haut, déclenché par la signature du Mémorandum de 2010, mène *in fine* à des mouvements vers le bas et vers l'extérieur à travers la structure multi-niveaux mise en place dans le cadre de l'initiative. Celle-ci consiste à faire reposer le développement de la GBF sur des collectifs public-privé constitués à un niveau correspondant aux aires des programmes régionaux de promotion de coopération internationale.

Ce *rescaling* s'explique de deux manières. D'une part, il est d'ordre pragmatique puisqu'il fait suite au constat qu'aucune source de financement crédible n'a été identifiée hormis les programmes CT pour développer la GBF. D'autre part, il semble ressortir d'une volonté politique, puisqu'il est salué comme s'inscrivant dans le tournant décentralisateur des politiques de conservation de l'environnement en Finlande et en Norvège.

Les entretiens menés dans les groupes régionaux montrent comment ce mouvement vers le bas et l'extérieur, censé encourager la participation locale, peut contribuer à la freiner.

Premièrement, la dimension informelle et flexible des groupes afin d'en faire des incubateurs de projet ouverts à toutes les opportunités peut entrer en contradiction avec l'aspiration des acteurs locaux à ne pas être réduits à un rôle d'entrepreneurs, mais à être également reconnus en tant que sujets politiques.

Deuxièmement, la création d'une structure multi-niveaux peut être perçue à la fois comme un moyen pour les niveaux internationaux et nationaux d'accaparer le travail effectué au niveau local et comme le signe d'un désintérêt du niveau national du fait qu'il délègue ses responsabilités à un niveau plus local.

Troisièmement, une structure basée sur le volontariat et des mesures d'accompagnement limite la participation aux seuls acteurs ayant le temps et l'envie de monter ces projets sur une base volontaire.

Quatrièmement, la multiplication des mandats donnés aux populations locales dans des structures de gouvernance de la conservation de l'environnement peut freiner la participation d'acteurs craignant des conflits d'intérêts.

Conclusion

A partir d'une recherche documentaire détaillée et près de 70 entretiens, je me suis efforcé d'étudier le développement du réseau écologique transfrontalier de la « Ceinture verte de Fennoscandie » au prisme de la géographie politique. Au fil des chapitres, cette *Greenbelt of Fennoscandia* (GBF) a été tour à tour abordée comme un ensemble de discours à propos des divisions entre la Russie et l'Europe ; puis comme un avatar à la vocation et aux limites flexibles ; et enfin, comme une structure multi-niveaux qui vise à décentraliser la gouvernance de la conservation de la nature. À travers ces différentes perspectives, le présent ouvrage a mis en lumière les finalités pratiques, les présupposés idéologiques et les concepts scientifiques mobilisés pour penser et dire la conservation de l'environnement entre l'Europe du Nord et la Russie depuis le sortir de la Guerre froide.

Cette partie conclusive revient sur les principaux apports de ma recherche. Premièrement, mes résultats concernant les façons dont les parties prenantes s'approprient le concept de réseau écologique mettent en garde contre des approches qui voudraient gommer les dissensus inhérents à toute initiative de conservation de la nature. Deuxièmement, les freins à la participation locale identifiés dans mon travail alertent sur les effets pervers que peut produire la décentralisation de la gouvernance de la conservation de la nature et illustrent la nécessité de réfléchir au rôle assigné aux populations locales dans la préservation de leur environnement. Troisièmement, l'analyse de l'articulation entre le développement de la GBF et celui des relations entre l'Europe et la Russie conduit à nuancer des interprétations idéaliste et néoréaliste à propos de la place de la conservation de la nature dans les relations internationales.

Les différents avatars du réseau écologique et le besoin de pluralisme dans la conservation de la nature

Comme je le notais en introduction, les principales organisations de conservation de la nature appellent depuis des années à développer davantage les réseaux écologiques à large échelle afin de freiner la perte de biodiversité au niveau mondial (Hilty et al., 2020). En décembre 2022, les pays signataires de la Convention sur la diversité biologique ont envoyé un signal fort en ce sens, s'engageant à protéger 30 % de la surface du territoire du globe d'ici à 2030. En Europe, l'Union européenne entend atteindre cet objectif en désignant de nouveaux espaces protégés qui devront contribuer à la préservation de la biodiversité tout en favorisant la croissance économique dans les zones rurales.

Si le réseau écologique se présente comme un outil incontournable de la conservation de l'environnement d'aujourd'hui et de demain, il apparaît comme un concept peut-être trop complexe pour être véritablement efficace. Pour les grandes organisations environnementales, il est ainsi crucial d'évaluer si les initiatives fondées sur l'idée de réseau écologique parviennent à mobiliser de façon cohérente les nombreux acteurs impliqués dans les vastes territoires qu'elles entendent conserver. Alors que cette problématique est encore peu étudiée dans le contexte européen, mon étude de cas offre un éclairage détaillé sur la façon dont les parties prenantes d'une initiative à large échelle se sont emparées du concept de réseau écologique pour penser la conservation de la nature et la mettre en œuvre.

J'ai décrit comment le concept de réseau écologique a été utilisé depuis les années 1990 pour promouvoir trois propositions distinctes pour la GBF, sans qu'aucune ne prévale sur les autres, même après la signature d'un accord international, puis la définition d'une stratégie dédiée. Une première proposition aborde le réseau comme un ensemble d'aires protégées, considérées comme les seuls instruments capables de préserver efficacement la nature tout en générant des revenus à travers le tourisme. Une deuxième proposition considère le réseau comme un corridor continu, qui permettrait d'agir à l'échelle des écosystèmes plutôt qu'à travers des espaces protégés épars. Une troisième proposition défend l'idée que le réseau écologique ne saurait se limiter aux aires protégées ou aux écosystèmes, mais devrait ambitionner d'inclure la société dans son ensemble sans délimitation territoriale stricte.

Jusque dans les années 2000, les divergences relatives à la GBF ont été assumées, les parties prenantes défendant leurs propositions, notamment

par articles scientifiques interposés. La question de la définition claire de la Ceinture verte a été glissée sous le tapis lors de la préparation du Mémorandum de 2010, de crainte de faire apparaître des dissensions qui risqueraient de faire capoter l'accord. La question a été remise sur la table lors des ateliers de préparation de la Stratégie de la GBF, mais le manque de consensus a abouti à la décision de ne pas imposer une définition stricte afin de rassembler un maximum de parties prenantes autour de l'initiative. À la suite de cette décision, le comité de pilotage s'est fondé sur des études scientifiques pour proposer des découpages « clés en main » de la GBF, appuyés respectivement sur des critères juridiques, biogéographiques et socio-économiques.

Mon analyse montre que ce mouvement en faveur d'un dépassement des divergences à propos des fondements et de la mise en œuvre de la conservation de la nature peut se révéler contre-productif. D'une part, la volonté de refuser de prendre acte des désaccords pour être le plus inclusif possible peut aboutir à un consensus sans véritable substance, dans lequel on ne sait plus vraiment ce qui motive et guide la conservation de la nature. D'autre part, s'en remettre à une prétendue objectivité de la technique et de la science afin de présenter la conservation de la nature comme une mesure de gestion ressort d'une stratégie d'évitement du débat démocratique qui n'est pas acceptable.

Ces résultats doivent rendre chercheurs et praticiens attentifs au fait que la définition et la délimitation des aires protégées sont toujours affaire de désaccord d'ordre politique, et ce, même dans des contextes institutionnels stables et démocratiques. La prise en compte, voire l'organisation de ce dissensus apparaît à la fois comme un impératif démocratique et comme un moyen de définir des objectifs clairs, légitimes et donc efficaces pour la conservation de la nature (Pascual et al., 2021 ; Sandbrook et al., 2019).

Les limites de la décentralisation et la nécessité de ne pas faire des populations de simples entrepreneurs de la conservation de la nature

Pour faire suite à ce qui précède, mon étude de cas montre que si les structures de gouvernance multi-niveaux peuvent sembler propices à la participation locale, leur impact peut être limité si elles ne parviennent pas à considérer les populations locales comme des actrices politiques à part entière. Le présent travail montre que si l'idée de décentraliser la mise en œuvre de la GBF à travers la constitution de collectifs public-privé fait l'unanimité sur

le papier, elle se heurte aux réticences des acteurs locaux peu enclins à être cantonnés à un simple rôle d'entrepreneur de la conservation de la nature.

J'ai expliqué comment la création de groupes de travail régionaux de la GBF s'était inscrite dans un mouvement de décentralisation de la gouvernance de la conservation de la nature menée en Finlande et en Norvège durant les années 2000. Comme d'autres études de cas menées en Europe, mon travail tend à confirmer que l'expansion de la taille des aires protégées s'accompagne d'une réduction du rôle de l'État au profit de collectifs public-privé locaux, considérés principalement comme des entrepreneurs qui pourraient agir en supplétifs des tâches historiquement assumées par la puissance publique (Apostolopoulou et al., 2014).

En l'absence de fonds étatiques pour financer le développement de la Ceinture verte, l'idée de constituer, puis d'accompagner des collectifs locaux qui agiraient comme des incubateurs de projets public-privé a été largement entérinée lors de la préparation de la Stratégie de la GBF. Les entretiens réalisés dans le cadre de ma recherche montrent que si les acteurs locaux acceptent volontiers leur rôle d'entrepreneur de la conservation de la nature dans cette structure, ils sont réticents face à l'incertitude de la prise en compte de leurs avis et de leurs préoccupations par les niveaux supérieurs de l'initiative.

En Finlande, les participants à la GBF craignent que la création d'une structure internationale pour gérer la Ceinture verte permette au ministère finlandais de l'Environnement d'accaparer les mérites du travail effectué localement depuis les années 1990. En Norvège, la délégation des tâches relatives à la GBF au niveau local semble traduire un manque d'intérêt des autorités nationales pour l'initiative, alors que les participants au groupe de travail régional craignent que leur participation à la GBF n'entre en conflit avec leur mandat local de membre du comité du parc national d'Øvre-Pasvik.

Les leçons à tirer de ce constat sont aussi évidentes à énoncer que délicates à concrétiser : il faut intégrer les populations locales dans les décisions qui touchent à leur environnement, car elles sont les premières concernées par sa dégradation et sa préservation. Alors que le développement rural et la conservation de la nature sont appelés à converger dans le cadre du Pacte rural européen lancé en 2021, le présent ouvrage souligne la nécessité de s'interroger particulièrement sur le rôle qui sera accordé aux populations rurales, souvent réduites à être de simples pourvoyeuses de service dans les politiques européennes (Florin, 2023).

La conservation de l'environnement comme interface des relations entre l'Europe et la Russie

Alors que l'invasion de l'Ukraine par la Russie est venue souligner l'actualité brûlante de la question de l'avenir des relations entre l'Europe et la Russie, mon livre offre un éclairage opportun sur la façon dont celles-ci peuvent opérer dans la pratique. En mettant en lien le développement de la Ceinture verte de Fennoscandie et l'évolution des politiques qui régissent les relations entre l'Europe du Nord et la Russie, mon étude de cas illustre comment la conservation de la nature peut être mobilisée, de façon naïve ou instrumentale, dans les relations internationales.

Premièrement, mon analyse montre que l'idée de Ceinture verte ressort moins de la découverte fortuite d'un patrimoine naturel le long de l'ancien rideau de fer que d'une volonté des membres du groupe finno-soviétique sur l'environnement de peser sur la politique de conservation de la Russie. Alors que les conséquences régionales d'une mauvaise gestion de l'environnement dans la Russie post-soviétique inquiétaient les pays scandinaves et la Finlande dès la fin des années 1980, la GBF est apparue comme un bon moyen de mettre les autorités russes devant la responsabilité morale de préserver un héritage forestier convoité par les entreprises occidentales.

Deuxièmement, je souligne comment le financement du développement de la GBF a dépendu presque exclusivement de la capacité de ses promoteurs à se calquer explicitement sur les exigences des divers instruments de financement de la politique de voisinage européenne. Les projets de développement de l'écotourisme et des infrastructures associés à la GBF se sont donc parfaitement inscrits dans l'idée d'aider les pays soviétiques à surmonter la crise qui avait suivi la chute de l'URSS, tout en permettant leur transition vers le modèle de la démocratie libérale.

Troisièmement, j'ai décrit comment la GBF a été conçue comme un outil diplomatique permettant de rassembler les adversaires d'hier autour d'un enjeu consensuel. Le développement des parcs jumeaux ou encore l'association de la GBF avec la Ceinture verte européenne apparaissent comme autant d'efforts qui suivent la doctrine lancée par Gorbatchev en 1987 consistant à faire de la protection de l'environnement un sujet qui rassemble Occidentaux et Russes autour d'une préoccupation commune qui serait politiquement neutre.

L'analyse des conséquences de l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014 illustre la manière dont la conservation de la nature peut servir le discours géopolitique dominant ou se poser en alternative à celui-ci. Jusqu'à

l'invasion, les promoteurs de la GBF n'avaient eu de cesse de démontrer la compatibilité de leur initiative avec le mélange de méfiance et d'optimisme qui régissait les relations entre les pays d'Europe du Nord et la Russie à la fin de la Guerre froide. À partir de 2014, les promoteurs de la GBF se sont alors posés en alternative au retour de logiques conflictuelles, en présentant la Ceinture verte comme une initiative porteuse d'un ordre international pacifique, fondée sur des liens interpersonnels et motivée par la primauté des affaires écologiques sur les affaires humaines.

Déclenchée après le bouclage de la recherche qui fonde cet ouvrage, l'invasion à plus large échelle de l'Ukraine par la Russie en 2022 suggère que la posture défendue par les promoteurs de la GBF n'a pas résisté à un changement radical dans le recours décomplexé à la menace et à la force. L'état végétatif chronique dans lequel se trouvait la GBF après le passage de témoin raté entre la Finlande et la Russie en 2017 a duré jusqu'au début de 2022, quand l'invasion de l'Ukraine a signé la mort de l'initiative. En mars 2022, la participation de la Russie aux organes de la coopération des pays riverains de la mer de Barents qui avait vu naître le mémorandum de la GBF ainsi qu'aux programmes européens de coopération qui ont financé cette dernière a été suspendue (Commission, 2022 ; The Barents Euro-Arctic Council, 2022). Le ministère finlandais de l'Environnement a fermé le site web de la Ceinture verte, en précisant que la coopération était rendue impossible à la suite de l'agression militaire en Ukraine et du fait que la Russie avait placé la Finlande sur la liste des pays qu'elle considère comme hostiles.

La fin de la coopération autour de la GBF s'est accompagnée de l'émergence d'un discours sécuritaire à propos des frontières entre la Finlande, la Russie et la Norvège, qui tranche avec l'idéal qui motivait et guidait l'initiative depuis ses débuts. En février 2023, les gardes-frontières finlandais ont commencé la construction d'une barrière de sécurité de 200 kilomètres le long de la frontière sud-est, érigée par peur de voir la Russie faciliter le passage de migrants en Finlande (Finnish Border, 2024). En mai 2024, les États baltes, la Pologne, la Finlande et la Norvège ont annoncé la création conjointe d'un mur de drones afin d'améliorer la surveillance le long de leurs frontières avec la Russie (LRT Lithuanian National Radio and Television, 2024).

La fin de la GBF, puisqu'elle advient dans le contexte de l'invasion russe de l'Ukraine, illustre l'échec d'un certain optimisme affiché depuis la fin de la Guerre froide quant à la capacité de l'UE à créer des relations pacifiques et pérennes avec la Russie. En particulier, mon analyse des conséquences de l'annexion de la Crimée sur la GBF, puis son arrêt définitif en 2022 invitent

à rompre avec des visions idéalistes consistant à invoquer la nature comme un objet de dialogue universel qui permettrait de dépasser complètement les considérations (géo-)politiques. Pour autant, mon étude de cas suggère de ne pas céder à la tentation de voir dans le retour de logiques conflictuelles entre l'Europe et la Russie l'œuvre d'une forme de déterminisme géopolitique indépassable.

L'invasion de l'Ukraine voit les tenants d'une approche néoréaliste des relations internationales expliquer que les actions de la Russie sont celles d'un acteur parfaitement rationnel et ont été provoquées par le rapprochement de l'Ukraine avec l'UE et l'OTAN (Mearsheimer, 2014, 2023). Mon étude de cas appelle à nuancer cette perspective séduisante par son simplisme. Le développement de la GBF montre que les relations internationales ne sont jamais l'affaire d'une pesée d'intérêts objectifs entre plusieurs blocs monolithiques, mais sont tissées par de multiples canaux et régies par les subjectivités d'acteurs divers. Alors que la logique de guerre totale que sous-tend l'approche néoréaliste réduit la conservation de la nature à une simple variable de la confrontation des blocs, la collaboration autour de la préservation de l'environnement apparaît comme un vecteur qui peut contribuer, très marginalement et avec d'autres outils imparfaits, à dessiner un chemin vers la paix.

Annexe 1 :

Liste des entretiens réalisés

Niveau trilatéral			
Référence	Organisation	Lieu	Date
Tri1	Metsähallitus (Parks & Wildlife Finland)	Vantaa	09.06.17
Tri2	Metsähallitus (Parks & Wildlife Finland)	Vantaa (par visioconférence)	09.06.17
Tri3	Metsähallitus (Parks & Wildlife Finland)	Sodankylä (par visioconférence)	06.11.17
Tri4	Metsähallitus (Parks & Wildlife Finland)	Inari (par visioconférence)	29.08.17
Tri5	Ministère de l'Environnement (Finlande)	Helsinki (par visioconférence)	20.11.17
Tri6	Ministère de l'Environnement (Finlande)	Helsinki	15.06.17
Tri7	Ministère de l'Environnement (Finlande)	Helsinki	15.06.17
Tri8	Ministère de l'Intérieur (Finlande)	Helsinki (par visioconférence)	20.11.17
Tri9	Ministère de l'Agriculture et de la Foresterie (Finlande)	Helsinki (par visioconférence)	15.11.17
Tri10 & Tri11	Centre finlandais de l'Environnement	Helsinki (par visioconférence puis en personne)	07.12.16 / 13.06.17
Tri12	Conseil régional de Kymenlaakso	Kotka (par visioconférence)	06.11.17
Tri13	Conseil régional de Carélie du Nord	Joensuu	29.05.17

DU RIDEAU DE FER AU RÉSEAU ÉCOLOGIQUE

Niveau trilatéral			
Référence	Organisation	Lieu	Date
Tri14 & Tri15	Centre pour le développement économique, les transports et l'environnement (Carélie du Nord)	Joensuu / Oulu	29.05.17 & 31.05.17
Tri16	Université de la Finlande Orientale	Joensuu	01.06.17
Tri17	Association pour la protection de la nature (Finlande)	Helsinki	16.06.17
Tri18	Ministère du Climat et de l'Environnement (Norvège)	Oslo (par visioconférence)	31.08.17
Tri19	Miljødirektoratet (Agence norvégienne de l'environnement)	Trondheim (par visioconférence)	23.11.17
Tri20	Miljødirektoratet (Agence norvégienne de l'environnement)	Trondheim (par visioconférence)	24.11.17
Tri21	Fylkesmannen i Finnmark (Bureau du représentant du gouvernement national dans le Finnmark)	Vadsø	21.08.17
Tri22	Facilitateur à son compte	Helsinki	14.05.17

Carélie			
Référence	Organisation	Lieu	Date
Car1	Metsähallitus (Parks & Wildlife Finland)	Lieksa	21.06.17
Car2	Metsähallitus (Parks & Wildlife Finland)	Lieksa	21.06.17
Car3	Metsähallitus (Parks & Wildlife Finland)	Lieksa	21.06.17
Car4	Metsähallitus (Parks & Wildlife Finland)	Kuopio	22.05.17
Car5	Metsähallitus (Parks & Wildlife Finland)	Kuopio	22.05.17
Car6	Municipalité de Joensuu	Joensuu	20.06.17
Car7	Municipalité de Joensuu	Joensuu	31.05.17

ANNEXE 1 : LISTE DES ENTRETIENS RÉALISÉS

Carélie			
Car8	Conseil régional de Carélie du Nord / programme CT Karelia	Joensuu	26.05.17
Car9	Conseil régional de Carélie du Nord	Joensuu	15.07.17
Car10	Centre pour le développement économique, les transports et l'environnement (Carélie du Nord)	Joensuu	22.06.17
Car11	Centre pour le développement économique, les transports et l'environnement (Carélie du Nord)	Joensuu	26.06.17
Car12	Centre pour le développement économique, les transports et l'environnement (Carélie du Nord)	Joensuu	30.06.17
Car13	Université de la Finlande Orientale	Joensuu	01.06.17
Car14	Université de la Finlande Orientale	Joensuu	18.06.17
Car15	Université de la Finlande Orientale	Joensuu	04.07.17
Car16	Université de la Finlande Orientale		26.06.17
Car17	Université de la Finlande Orientale	Joensuu	19.06.17
Car18	Université de la Finlande Orientale	Joensuu	19.06.17
Car19	Centre finlandais de l'Environnement	Joensuu	03.07.17
Car20	Centre finlandais de l'Environnement	Joensuu	30.05.17
Car21	Centre des ressources naturelles de Finlande	Joensuu	19.06.17
Car22	Association forestière de Carélie du Nord	Joensuu	26.06.17
Car23	Association des chasseurs finlandais (Section Carélie du Nord)	Joensuu	28.06.17
Car24	Association des chasseurs finlandais (Section femme Carélie du Nord)	Joensuu	28.06.17
Car25	Service finlandais de la nature sauvage (Carélie du Nord)	Joensuu	31.05.17
Car26	Centre forestier finlandais	Joensuu	01.06.17
Car27	Association Koli tourisme	Koli	02.06.17
Car28	Stora Enso	Joensuu	19.06.17
Car29	Municipalité de Lieksa	Lieksa	21.06.17
Car30	Ministère de l'Environnement (Finlande)	Helsinki	12.06.17

DU RIDEAU DE FER AU RÉSEAU ÉCOLOGIQUE

Partie septentrionale			
Référence	Organisation	Lieu	Date
Sep1	Programme CT Kolarctic	Vadsø	21.08.17
Sep2	Secrétariat international de Barents	Kirkenes	23.08.17
Sep3	Parlement Sami de Norvège	Kirkenes	22.08.17
Sep4	Finmark Fylkeskommune (municipalité du comté de Finnmark)	Vadsø	21.08.17
Sep5	Finmark Fylkeskommune (municipalité du comté de Finnmark)	Kirkenes	18.08.17
Sep6	Fylkesmannen i Finnmark (Bureau du représentant du gouvernement national dans le Finnmark)	Vadsø	21.08.17
Sep7	Inspectorat de la Nature (Norvège)	Kirkenes	08.08.17
Sep8	Finmarkseiendommen (Domaine du Finnmark)	Kirkenes	16.08.17
Sep9	Conseil municipal de la commune de Sør-Varanger	Svanvik	04.08.17
Sep10	Parc National de Øvre Pasvik	Svanvik	03.08.17
Sep11	Institut norvégien de recherche sur la bioéconomie	Svanvik	25.08.17
Sep12	Garnison de Sør-Varanger	Svanvik	04.08.17
Sep13	WWF Norvège	Oslo (par visioconférence)	29.11.17
Sep14	Amis de la nature (Norvège)	Kirkenes	22.08.17
Sep15	Entreprise touristique	Vardø (par visioconférence)	09.11.17
Sep16	Association norvégienne des chasseurs et des pêcheurs, section de la vallée de Pasvik	Svanvik	04.08.17

Annexe 2 : **Structure générale du guide d'entretien**

<p>1. Introduction Il s'agit de mettre l'enquêté à l'aise, de lui présenter ma recherche, de demander son accord pour l'enregistrement et lui expliquer l'utilisation qui sera faite des données issues de l'entretien (anonymisé si besoin, disponible sur demande).</p>	<p>5. Collaborations et inscription dans des politiques nationales et internationales Il s'agit de mettre en évidence les collaborations entre l'enquêté et les autres parties prenantes de la Greenbelt of Fennoscandia. Pour ce faire, je l'amène à discuter de la manière dont il s'inscrit ou non dans des politiques nationales ou internationales de conservation.</p>
<p>2. Présentation de l'enquête Il s'agit de s'informer sur le statut de l'enquêté, son travail et comment l'enquête a été amené à collaborer à la Greenbelt of Fennoscandia ou à la mettre en place.</p>	<p>6. Utilisation du projet: avantages et désavantages Il s'agit d'identifier les avantages et les désavantages que perçoit l'enquêté par rapport à sa participation à la Greenbelt of Fennoscandia. J'aborde les questions d'accès aux ressources et aux décisions, la plus-value du projet pour la levée de fonds et l'utilité d'avoir plusieurs labels de protection.</p>
<p>3. Genèse et évolution du projet En partant d'une question sur la genèse du projet (ou du début de la participation de l'enquêté au projet), il s'agit de se renseigner sur ce que l'enquêté comprend des intentions du projet. En somme, parler de la genèse est un prétexte pour l'amener à parler des questions abordées dans la suite de l'entretien.</p>	<p>7. Conclusion Il s'agit d'annoncer clairement la fin de l'entretien, de remercier l'enquêté pour le temps qu'il m'a consacré et lui demander s'il a quelque chose à ajouter. Au début de ma période de terrain, je demandais également à l'enquêté de compléter la liste des personnes que j'allais interviewer par la suite.</p>
<p>4. Acceptation de la conservation de la nature Il s'agit de voir ce que l'acteur entend derrière le terme «conservation de la nature» dans le cadre du projet. D'une part, j'aborde la façon de définir des problèmes environnementaux et des solutions pour les résoudre, notamment au regard de la notion de connectivité écologique. D'autre part, je l'amène à discuter des modalités de mise en œuvre du projet: qui inclure, statut légal du projet, statut des frontières de l'aire protégée, activités permises dans les aires protégées.</p>	

Bibliographie

- Adams, W. (2019). Geographies of Conservation III: Nature's Spaces. *Progress in Human Geography*, 44(4), 789-801.
- Adams, W., Hodge, I., MacGregor, N. & Sandbrook, L. (2016). Creating Restoration Landscapes: Partnerships in Large-scale Conservation in the UK. *Ecology and Society*, 21(3).
- Adams, W., Hodge, I. & Sandbrook, L. (2014). New Spaces for Nature: the Re-territorialisation of Biodiversity Conservation under Neoliberalism in the UK. *Transactions of the Institute of British Geographers*, 39(4), 574-588.
- Agrawal, A. (1997). The Politics of Development and Conservation: Legacies of Colonialism. *Peace & Change*, 22(4), 463-482.
- Ahokumpu, A. (2004). Welcome Addresses to the Meeting. Dans T. Lindholm & E. Keinonen (eds.), *Habitat Contact Forum in Kuhmo 2003: Proceedings of the 3rd Meeting of the International Contact Forum on Habitat Conservation in the Barents Region* (pp. 41-42). Finnish Environment Institute.
- Ahola, J. (2016). Kalevala. Dans M.-O. Olsson (ed.), *Encyclopedia of the Barents Region* (Volume I. A-M) (pp. 345-346). Pax Forlag A/S.
- Aksenov, D., Kuhmonen, A., Mikkola, J. & Sobolev, N. (eds.) (2015). *The Characteristics and Representativeness of the Protected Area Network in the Barents Region*. Finnish Environment Institute.
- Ali, S. H. (2007). *Peace Parks: Conservation and Conflict Resolution*. MIT Press.
- Allmendinger, P., Chilla, T. & Sielker, F. (2014). Europeanizing Territoriality – Towards Soft Spaces? *Environment and Planning A: Economy and Space*, 46(11), 2703-2717.
- Allmendinger, P. & Haughton, G. (2009). Soft Spaces, Fuzzy Boundaries, and Metagovernance: the New Spatial Planning in the Thames Gateway. *Environment and Planning A: Economy and Space*, 41(3), 617-633.
- Amelot, X. & André-Lamat, V. (2009). La nature enfermée ou l'aire protégée comme norme de protection d'un bien commun menacé. *Géographie et cultures*, 69, 81-96.

- Amelot, X., André-Lamat, V. & Couderchet, L. (2014). L'espace protégé ou la nature enfermée. Dans L. Laslaz, C. Gauchon, M. Duval & S. Héritier (éd.), *Les espaces protégés : entre conflits et acceptation*. Belin.
- Anderson, A. B. & Jenkins, C. N. (2006). *Applying Nature's Design: Corridors as a Strategy for Biodiversity Conservation. Issues, Cases, and Methods in Biodiversity Conservation*. Columbia University Press.
- Apostolopoulou, E. & Adams, W. (2015). Neoliberal Capitalism and Conservation in the Post-crisis Era: the Dialectics of "Green" and "Un-green" Grabbing in Greece and the UK. *Antipode*, 47(1), 15-35.
- Apostolopoulou, E., Bormpoudakis, D., Paloniemi, R., Cent, J., Grodzińska-Jurczak, M., Pietrzyk-Kaszyńska, A. & Pantis, J. D. (2014). Governance Rescaling and the Neoliberalization of Nature: the Case of Biodiversity Conservation in Four EU Countries. *International Journal of Sustainable Development & World Ecology*, 21(6), 481-494.
- Apostolopoulou, E., Chatzimentor, A., Maestre-Andrés, S., Requena-i-Mora, M., Pizarro, A. & Bormpoudakis, D. (2021). Reviewing 15 Years of Research on Neoliberal Conservation: Towards a Decolonial, Interdisciplinary, Intersectional and Community-engaged Research Agenda. *Geoforum*, 236-256.
- Apostolopoulou, E. & Paloniemi, R. (2012). Frames of Scale Challenges in Finnish and Greek Biodiversity Conservation. *Ecology and Society*, 17(4), Article 9.
- Apostolopoulou, E. & Pantis, J. D. (2010). Development Plans versus Conservation: Explanation of Emergent Conflicts and State Political Handling. *Environment and Planning A: Economy and Space*, 42(4), 982-1000.
- Arsel, M. & Büscher, B. (2012). Nature™ Inc.: Changes and Continuities in Neoliberal Conservation and Market-based Environmental Policy. *Development and Change*, 43(1), 53-78.
- Arts, B., Buizer, M., Horlings, L., Ingram, V., Van Oosten, C. & Opdam, P. (2017). Landscape Approaches: a State-of-the-art Review. *Annual Review of Environment and Resources*, 42, 439-463.
- Association de géographes français (2018). *Les géographes et la nature. Nouveaux regards*. Appel à contribution. Calenda.
- Bakhmet, O. (2015, 2 octobre). *The Green Belt of Fennoscandia: Prospective Project of International Cross-border Cooperation in Joint Research and Use of Natural and Cultural Landscapes 16th Council of Europe Meeting of the Workshops for the implementation of the European Landscape Convention, 1-2 octobre 2015, Andorra*.

- Bakker, K. (2010). The Limits of “Neoliberal Natures”: Debating Green Neoliberalism. *Progress in Human Geography*, 34(6), 715-735.
- Barents Euro-Arctic Council (2020). *Working Group on Environment. Barents Euro-Arctic Cooperation*. <https://barents-council.org/working-groups/environment> (consulté le 14 août 2020).
- Barents Euro-Arctic Council (2008). *Working Group on Environment. Work Programme Subgroup for Nature Protection (2010-2011)*. https://barents-council.org/document/Work_Programme_2010_2011_WGE_Subgroup_on_CPandESC.pdf (consulté le 14 juin 2024).
- Barents Regional Council (2020). *Regional Working Group on Environment. Barents Euro-Arctic Cooperation*. <https://www.barentscooperation.org/en/Working-Groups/Regional-Working-Groups/Environment> (consulté le 14 août 2020).
- Barua, M. (2014). Circulating Elephants: Unpacking the Geographies of a Cosmopolitan Animal. *Transactions of the Institute of British Geographers*, 39(4), 559-573.
- Bay-Larsen, I. (2010). The Conservationists’ Concerns: on National Administration Response to Integrated Use and Protection Planning. *Local Environment*, 15(4), 357-371.
- Beever, E. A., Mattsson, B. J., Germino, M. J., Burg, M. P. V. D., Bradford, J. B. & Brunson, M. W. (2014). Successes and Challenges from Formation to Implementation of Eleven Broad-extent Conservation Programs. *Conservation Biology*, 28(2), 302-314.
- Benjaminsen, T. A. & Bryceson, I. (2012). Conservation, Green/Blue Grabbing and Accumulation by Dispossession in Tanzania. *Journal of Peasant Studies*, 39(2), 335-355.
- Bennett, G. & Mulongoy, K. J. (2006). *Review of Experience with Ecological Networks, Corridors and Buffer Zones*. Secretariat of the Convention on Biological Diversity, Montreal Technical Series.
- Bernett, C. (2004). A Critique of the Cultural Turn. Dans J. Duncan, N. Johnson & R. Shein (eds.), *A Companion to Cultural Geography* (pp. 38-48). Blackwell.
- Bigger, P., Dempsey, J., Asiyambi, A., Kay, K., Lave, R., Mansfield, B., Osborne, T., Robertson, M. & Simon, G. (2018). Reflecting on Neoliberal Natures: an Exchange. *Environment and Planning E: Nature and Space*, 1(1-2), 25-75.

- Bonneuil, C. (2015). Une nature liquide ? Les discours de la biodiversité dans le nouvel esprit du capitalisme. Dans F. Thomas & V. Boisvert (éd.), *Le pouvoir de la biodiversité : néolibéralisation de la nature dans les pays émergents* (pp. 193-213). IRD éd. ; Ed. Quae.
- Bonnin, M. (2013). Les aires protégées dans la mise en place des réseaux écologiques. Gestion globale de la nature ou gestion des institutions de conservation ? Dans C. Aubertin & E. Rodary (éd.), *Aires protégées, espaces durables ?* (pp. 113-133). IRD Éditions.
- Breton, T. (2020, 17 août). La fin de la naïveté. *Les Échos*. <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/la-fin-de-la-naivete-1229485> (consulté le 15 juin 2024).
- Brockington, D. (2017). Conservation and Capitalism. Dans D. Richardson, N. Castree, M. F. Goodchild, A. Kobayashi, W. Liu & R. A. Marston (eds.), *International Encyclopedia of Geography*. Wiley.
- Brockington, D. (2012). A Radically Conservative Vision? The Challenge of UNEP's Towards a Green Economy. *Development and Change*, 43(1), 409-422.
- Browning, C. (2008). *Constructivism, Narrative and Foreign Policy Analysis*. Peter Lang Verlag.
- Browning, C. & Lehti, M. (2007). Beyond East-West: Marginality and National Dignity in Finnish Identity Construction. *Nationalities Papers*, 35(4), 691-716.
- Brunel, S. & Pitte, J.-R. (2010). *Le ciel ne va pas nous tomber sur la tête : [15 grands scientifiques nous rassurent sur notre avenir]*. J.-C. Lattès.
- Brzezinski, Z. (1997). *The Grand Chessboard: American Primacy and its Geostrategic Imperatives*. Basic Books.
- Burkett, P. (2005). *Marxism and Ecological Economics. Toward a Red and Green Political Economy*. Brill.
- Büscher, B. (2013). Nature on the Move: the Value and Circulation of Liquid Nature and the Emergence of Fictitious Conservation. *New Proposals: Journal of Marxism and Interdisciplinary Inquiry*, 6(1-2), 20-36.
- Büscher, B., Sullivan, S., Neves, K., Igoe, J. & Brockington, D. (2012). Towards a Synthesized Critique of Neoliberal Biodiversity Conservation. *Capitalism Nature Socialism*, 23(2), 4-30.
- Butorin, A. (2015). Preparation of a Transboundary Nomination: our Common World Heritage. Dans S. B. Hagen (ed.), *BARENTSwatch: Green Belt Fennoskandia* (pp. 9-11). Bioforsk Svanhovd.

- Butorin, A. (2004). “*The Green Belt of Fennoscandia*”, *Russia Preparation of the Nomination to the World Heritage List Final Report*. Natural Heritage Protection Fund.
- Buvang Vaaja, N. (2016). Arctic Council. Dans M.-O. Olsson (ed.), *Encyclopedia of the Barents Region* (Volume I. A-M) (pp. 44-46). Pax Forlag A/S.
- Carrière, S. M., Hervé, D., Andriamahefazafy, F. & Méral, P. (2013). Les corridors, passage obligé ? L'exemple malgache. Dans C. Aubertin & E. Rodary (éd.), *Aires protégées, espaces durables ?* (pp. 89-112). IRD Éditions.
- Castree, N. (2017). Nature. Dans D. Richardson, N. Castree, M. F. Goodchild, A. Kobayashi, W. Liu & R. A. Marston (eds.), *International Encyclopedia of Geography*. Wiley.
- Castree, N. (2008a). Neoliberalising Nature: Processes, Effects, and Evaluations. *Environment and Planning A: Economy and Space*, 40(1), 153-173.
- Castree, N. (2008b). Neoliberalising Nature: the Logics of Deregulation and Reregulation. *Environment and Planning A: Economy and Space*, 40(1), 131-152.
- Castree, N. (2003). Environmental Issues : Relational Ontologies and Hybrid Politics. *Progress in Human Geography*, 27(2), 203-211.
- Castree, N. & Henderson, G. (2014). The Capitalist Mode of Conservation, Neoliberalism and the Ecology of Value. *New Proposals: Journal of Marxism and Interdisciplinary Inquiry*, 7(1), 16-37.
- Centre for Economic Development Transport and the Environment (2016). *Prosperity, Competitiveness, Sustainable Development*. Centre for Economic Development, Transport and the Environment. https://www.ely-keskus.fi/documents/10191/183923/ELY+laaja_yleisesite_englanti.pdf/78d42673-7ddc-4fef-b150-b9c4a612b260 (consulté le 20 juillet 2024).
- Central intelligence Agency: Office of Research and Reports (1955). *CIA, Geographic Intelligence Report: The European Borders of the USSR*. <https://www.cia.gov/readingroom/docs/CIA-RDP79T01018A000200010001-1.pdf> (consulté le 14 juin 2024).
- Chapin, M. (2004, novembre/décembre). A Challenge to Conservationists. *Worldwatch Magazine*, 17-31.
- Chartier, D. & Rodary, E. (2016a). Géographie, écologie, politique. Un climat de changement. Dans D. Chartier & E. Rodary (éd.), *Manifeste pour une géographie environnementale* (pp. 13-56). Presses de Sciences Po.
- Chartier, D. & Rodary, E. (éd.) (2016b). *Manifeste pour une géographie environnementale : géographie, écologie, politique*. Presses de Sciences Po.

- Chester, C. C. (2006). *Conservation Across Borders: Biodiversity in an Interdependent World*. Island Press.
- Christiansen, B. (2014, octobre). *Welcome Talk from Bente Christiansen*. Office of the Finnmark County Governor Showcase ABCGheritage and Workshop on the Development of the Northernmost Part of the Green Belt of Fennoscandia, 14-15 octobre 2014, Svanvik, Norvège.
- Coates, P. (2014). Borderland, No-man's Land, Nature's Wonderland: Troubled Humanity and Untroubled Earth. *Environment and History*, 20(4), 499-516.
- Comité Nobel norvégien (2012). The Nobel Peace Prize 2012 to the European Union (EU) – Press Release. www.nobelprize.org/nobel_prizes/peace/laureates/2012/press.html (consulté le 14 juin 2024).
- Commission européenne (2022). *Commission Suspends Cross-border Cooperation and Transnational Cooperation with Russia and Belarus*. https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/news/commission-suspends-cross-border-cooperation-and-transnational-cooperation-russia-and-belarus-2022-03-04_en (consulté le 25 avril 2024).
- Commission européenne (2020a). *Arctic Biological, Cultural and Geological heritage*. <https://ec.europa.eu>. <https://keep.eu/projects/4027/Arctic-Biological-Cultural-a-EN/> (consulté le 1^{er} mars 2022).
- Commission européenne (2020b). *Welfare from Sustainable Cross Border Nature and Culture Tourism*. <https://ec.europa.eu>. <https://keep.eu/projects/15731/Welfare-from-Sustainable-Cr-EN/> (consulté le 1^{er} mars 2022).
- Commission européenne (2011). *La stratégie de l'UE en matière de biodiversité à l'horizon 2020*. <https://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2011:0244:FIN:FR:PDF> (consulté le 14 juin 2024).
- Commission européenne (1992). *EC Technical Assistance to the Commonwealth of Independent States and Georgia: the TACIS Programme*. MEMO/92/54.
- Commission européenne, direction générale de l'environnement (2014). *Building a Green Infrastructure for Europe*. Publications Office.
- Commission européenne, direction générale de la politique régionale (2002). *Structural Policies and European Territory: Cooperation Without Frontiers*. Office for Publications of the European Communities.
- Communautés européennes (1990). *Technical Fiche on Interreg I*. EU Direction générale pour la politique régionale.

- Cronon, W. (1991). *Nature's Metropolis: Chicago and the Great West*. Norton.
- Crooks, K. R. & Sanjayan, M. (eds.) (2006). *Connectivity Conservation*. Cambridge University Press.
- Dahlberg, A., Rohde, R. & Sandell, K. (2010). National Parks and Environmental Justice Comparing Access Rights and Ideological Legacies in Three Countries. *Conservation and Society*, 8(3), 209-224.
- Dalby, S. & Tuathail, G. Ó. (1998). *Rethinking Geopolitics*. Routledge.
- Daugstad, K., Svarstad, H. & Vistad, O. I. (2006). A Case of Conflicts in Conservation: Two Trenches or a Three-dimensional Complexity? *Landscape Research*, 31(1), 1-19.
- Debarbieux, B. (2015). *L'espace de l'imaginaire: essais et détours*. CNRS Éditions.
- Debarbieux, B. (2014). Les spatialités dans l'œuvre d'Hannah Arendt. *Cybergeog: European Journal of Geography*. <http://journals.openedition.org/cybergeog/26277> (consulté le 5 août 2024).
- Debarbieux, B. (2010). Imaginaires nationaux et post-nationaux du lieu. *Communications*, 87, 27-41.
- Debarbieux, B. (2009). Territoire-Territorialité-Territorialisation: aujourd'hui encore, et bien moins que demain... Dans M. Vanier (éd.), *Territoire, Territorialité, Territorialisation. Controverses et perspectives* (pp. 75-89). Armand Colin.
- Debarbieux, B. (2007). Actualité politique du paysage. *Revue de Géographie Alpine*, 4, 101-113.
- Debarbieux, B. (2004a). De l'objet spatial à l'effet géographique. Présentation générale. Dans B. Debarbieux & M.-C. Fourny (éd.), *L'effet géographique: construction sociale, appréhension cognitive et configuration matérielle des objets géographiques* (pp. 10-33). Maison des sciences de l'Homme-Alpes.
- Debarbieux, B. (2004b). The Symbolic Order of Objects and the Frame of Geographical Action: An Analysis of the Modes and Effects of Categorisation of the Geographical World as Applied to the Mountains in the West. *GeoJournal*, 60(4), 397-405.
- Debarbieux, B. (2001). La montagne: un objet géographique? Dans Y. Veyret (éd.), *Les montages. Discours et enjeux géographiques* (pp. 11-34). Sedes.
- Debarbieux, B., Price, M. & Balsiger, J. (2015). The Institutionalization of Mountain Regions in Europe. *Regional Studies*, 49(7), 1193-1207.

- Debarbieux, B. & Rudaz, G. (2010). *Les faiseurs de montagne : imaginaires politiques et territorialités XVIII^e-XXI^e siècle*. CNRS Éditions.
- Delcour, L. (2006). L'impact du programme Tacis dans les années 1990 : une tentative d'appréciation. *Strates. Matériaux pour la recherche en sciences sociales*, 12.
- Demeritt, D. (2002). What is the “Social Construction of Nature”? A Typology and Sympathetic Critique. *Progress in Human Geography*, 26(6), 767-790.
- Depraz, S. (2008). *Géographie des espaces naturels protégés : genèse, principes et enjeux territoriaux*. A. Colin.
- Dressler, W. & Büscher, B. (2008). Market Triumphalism and the CBNRM “Crises” at the South African Section of the Great Limpopo Transfrontier Park. *Geoforum*, 39(1), 452-465.
- Di Biaggio, S., Szydarowski, W. & Gløersen, E. (2020). *Soft Cooperation as a Building Block of Territorial Cohesion in Functional Areas*. ESPON.
- Dumoulin, D. (2003). *Les politiques de conservation de la nature confrontées aux politiques du renouveau indien : une étude transnationale depuis le Mexique*. Institut d'études politiques.
- Dunn, K. (2016). Interviewing. Dans I. Hay (ed.), *Qualitative Research Methods in Human Geography* (pp. 149-188). Oxford University Press.
- Eckert, A. M. (2019). *West Germany and the Iron Curtain: Environment, Economy, and Culture in the Borderlands*. Oxford University Press.
- Elenius, L. (2016). History. Dans M.-O. Olsson (ed.), *Encyclopedia of the Barents Region* (Volume I. A-M) (pp. 295-303). Pax Forlag A/S.
- Elenius, L. & Vasilevskaya, N. V. (2016). Nature Protection. Dans M.-O. Olsson (ed.), *Encyclopedia of the Barents Region* (Volume II. N-Y) (pp. 33-41). Pax Forlag A/S.
- Erkkonen, J., Kyöstilä, M. & Von Boehm, A. (2019). *Sustainable Tourism in Protected Areas: Guide for Tourist Companies*. Metsähallitus.
- EuroNatur Foundation (2014). *Fact Sheet: European Green Belt*. https://www.europeangreenbelt.org/fileadmin/user_upload/Fact-sheet_EGB_initiative_20180605_Final.pdf (consulté le 13 juin 2024).
- EuroNatur Foundation & BUND Project Office Green Belt (2014). *The European Green Belt Initiative – 10 Years of Challenges, Experiences and Achievements*. EuroNatur Foundation.
- EUROPARC Federation (2022). *Oulanka-Paanajärvi Transboundary Parks*. <https://www.europarc.org/nature/transboundary-cooperation/discover->

- our-transboundary-areas/oulanka-paanajarvi-transboundary-area/ (consulté le 14 juin 2024).
- EUROPARC Federation (2015). *Green Infrastructure in Transboundary Protected Areas - Fact sheet. LIFE+ funding programme*. https://www.europarc.org/wp-content/uploads/2015/03/Green_Infrastructure_Case_Studies_TBPA_s_small.pdf (consulté le 15 juin 2024).
- Fahrig, L. & Merriam, G. (1985). Habitat Patch Connectivity and Population Survival. *Ecology*, 66(6), 1762-1768.
- Fairhead, J., Leach, M. & Scoones, I. (2012). Green Grabbing: a New Appropriation of Nature? *Journal of Peasant Studies*, 39(2), 237-261.
- Fall, J. J. (2005). *Drawing the Line: Nature, Hybridity, and Politics in Transboundary Spaces*. Ashgate.
- Fall, J. J. (2004). Divide and Rule: Constructing Human Boundaries in “Boundless Nature”. *GeoJournal*, 58(4), 243-251.
- Fall, J. J. (2003). Planning Protected Areas Across Boundaries. *Journal of Sustainable Forestry*, 17(1-2), 81-102.
- Falleth, E. I. & Hovik, S. (2009). Local Government and Nature Conservation in Norway: Decentralisation as a Strategy in Environmental Policy. *Local Environment*, 14(3), 221-231.
- Fedorov, P. V. & Golubev, A. V. (2016). Russian Civil War of 1918-1922. Dans M.-O. Olsson (ed.), *Encyclopedia of the Barents Region* (Volume II. N-Y) (pp. 242-245). Pax Forlag A/S.
- Fedreheim, G. E. (2013). *Value Creation on Norway's Green Gold. An Analysis of Policy Formulation and Implementation in the Field of Nature Conservation* [thèse de doctorat]. University of Nordland.
- Fedreheim, G. E. & Blanco, E. (2017). Co-management of Protected Areas to Alleviate Conservation Conflicts: Experiences in Norway. *International Journal of the Commons*, 11(2), 754-773.
- Ferranti, F., Turnhout, E., Beunen, R. & Behagel, J. H. (2014). Shifting Nature Conservation Approaches in Natura 2000 and the Implications for the Roles of Stakeholders. *Journal of Environmental Planning and Management*, 57(11), 1642-1657.
- Finnish Border, G. (2024). *The Eastern Border Barrier Fence*. <https://raja.fi/en/the-eastern-border-barrier-fence> (consulté le 10 juin 2024).
- Finnish Environment Institute (2016). *Background to the Finnish-Russian Co-operation on Nature Conservation*. <https://www.syke.fi/en-US/>

- Research_Development/Nature/Specialist_work/Cooperation_for_nature_conservation_in_Northwest_Russia/Background_to_the_FinnishRussian_cooperation_on_nature_conservation (consulté le 17 août 2020).
- Finnish Environment Institute & Ministère de l'Environnement (Finlande) (2016). *Green Belt of Fennoscandia Project Workshop – Building a Cross Border Project Promoting Biodiversity Values: Workshop Report*. <https://valtioneuvosto.fi/en/-/1410903/green-belt-of-fennoscandia-project-workshop-5th-april-in-helsinki-building-a-cross-border-project-promoting-biodiversity-values> (consulté le 14 juin 2024).
- Fischer, J. & Lindenmayer, D. B. (2007). Landscape Modification and Habitat Fragmentation: a Synthesis. *Global Ecology and Biogeography*, 16(3), 265-280.
- Fletcher, R. (2020). Neoliberal Conservation. *Oxford Research Encyclopedia of Anthropology*. <https://oxfordre.com/anthropology/view/10.1093/acrefore/9780190854584.001.0001/acrefore-9780190854584-e-300> (consulté le 5 août 2024).
- Fletcher, R. & Neves, K. (2012). Contradictions in Tourism: the Promise and Pitfalls of Ecotourism as a Manifold Capitalist Fix. *Environment and Society: Advances in Research*, 3(1), 60.
- Florin, I. (2023). The Limits of Devolving Sustainable Development to the Local Level: the Case of the Greenbelt of Fennoscandia Initiative. *Sociologia Ruralis*, 63(3), 611-628.
- Fritsch, M., Németh, S., Piipponen, M. & Yarovoy, G. (2015). Whose Partnership? Regional Participatory Arrangements in CBC Programming on the Finnish-Russian Border. *European Planning Studies*, 23(12), 2582-2599.
- Fritsch, M., Zimin, D. & Kahila, P. (2013). *Socio-economic Situation and Trends in the Operational Environment of the Green Belt of Fennoscandia*. University of Eastern Finland Editions.
- Frobel, K. (2009). The Green Belt: Lifeline in No Man's Land. Dans T. Wrbka, K. Zmelik, & M. Michael Grünweis (eds.), *The European Green Belt: Borders. Wilderness. Future* (pp. 16-19). Verlag Bibliothek der Provinz.
- Frolova, V., Johansson, P., Kalske, T., Kollstrøm, R., Miroshchenko, T., Tervo, R. & Trusova, M. (2015). *Regional Development Plan Draft for the Northernmost Part of the Green Belt of Fennoscandia 2015–2025*.

- Ganster, P. & Lorey, D. (2005). *Borders and Border Politics in a Globalizing World*. SR Books.
- Garmendia, E., Apostolopoulou, E., Adams, W. M. & Bormpoudakis, D. (2016). Biodiversity and Green Infrastructure in Europe: Boundary Object or Ecological Trap? *Land Use Policy*, 56, 315-319.
- Gaudry, K. H., Diehl, K., Oelke, M., Finke, G. & Konold, W. (2014). *Feasibility Study World Heritage Green Belt*. Bundesamt für Naturschutz.
- GBF Trilateral Working Group (2016). *Strategy for the Development of the Fennoscandian Green Belt*.
- GBF Trilateral Working Group (2013). *SWOT Analysis for the Green Belt of Fennoscandia*.
- GBF Trilateral Working Group (2012). *Guidelines for the Steering Committee and the Working Group of the Green Belt of Fennoscandia by 2020*.
- Gerner, K. (2016a). Glasnost. Dans M.-O. Olsson (ed.), *Encyclopedia of the Barents Region* (Volume I. A-M) (pp. 274-275). Pax Forlag A/S.
- Gerner, K. (2016b). Perestroika. Dans M.-O. Olsson (ed.), *Encyclopedia of the Barents Region* (Volume II. N-Y) (pp. 158-159). Pax Forlag A/S.
- Girault, C. (2018, mars). Le droit d'accès à la nature en Europe du Nord : partage d'un capital environnemental et construction d'un espace contractuel. *VertigO*, Hors-série.
- Gløersen, E., Wergles, N., Corbineau, C., Hans, S., Haxhija, S., Foresight, S., Chilla, T., Sielker, F., Félix, J. & Jacob, L. (2017). *ESPON ACTAREA: Thinking and Planning in Areas of Territorial Cooperation*. ESPON.
- Glon, É. & Hinnewinkel, C. (2009). Protéger la nature, est-ce protéger la société? *Géographie et cultures*, 69, 143.
- Goldin, V. I. & Hårdstedt, M. (2016). World War I in the Barents Region. Dans M.-O. Olsson (ed.), *Encyclopedia of the Barents Region* (Volume II. N-Y) (pp. 523-529). Pax Forlag A/S.
- Goldman, M. (2009). Constructing Connectivity: Conservation Corridors and Conservation Politics in East African Rangelands. *Annals of the Association of American Geographers*, 99(2), 335-359.
- Golunov, S. (2012). *EU-Russian Border Security Challenges, (Mis)Perceptions and Response*. Taylor & Francis.
- Gouvernements de la Russie et de la Norvège (1992, 3 septembre). *Overenskomst mellom Norge og Russland om samarbeid på miljøsektoren*.

https://www.regjeringen.no/globalassets/upload/ud/vedlegg/folkerett/avtale_norsk.pdf%20 (consulté le 11 juin 2017).

Groupe de travail de la Ceinture verte de Fennoscandie en Carélie (2016). *Fennoskandian vihreä vyöhyke, Karjalan alue Toimintasuunnitelma 2015–2020* [Plan d’action 2015-2020 pour la Ceinture verte de Fennoscandie en Carélie].

Guichonnet, P. & Raffestin, C. (1974). *Géographie des frontières*. Presses universitaires de France.

Haapala, H. (2015, 25 novembre). *Barents Protected Area Network Green Belt of Fennoscandia*. Twelfth Meeting of Environment Ministers (The Barents Euro-Arctic Region), Sortavala, Russie.

Haapala, H., Hemmi, R., Keinonen, E., Lindholm, T. & Telkänranta, H. (2003). *Finnish-Russian Nature Conservation Cooperation*. Finnish Ministry of the Environment & Finnish Environment Institute.

Habitat Contact Forum (2017). *Resolution from the ninth meeting of the International Contact Forum on Habitat Conservation in the Barents Region, Oulu*. <https://barents-council.org/working-groups/environment/nature-and-water/habitat-contact-forum> (consulté le 14 juin 2024).

Habitat Contact Forum (2015). *Resolution on the Eighth Meeting of the International Contact Forum on Habitat Conservation in the Barents Region, Petrozavodsk*. <https://barents-council.org/working-groups/environment/nature-and-water/habitat-contact-forum> (consulté le 14 juin 2024).

Habitat Contact Forum (2013). *Resolution on the Seventh Meeting of the International Contact Forum on Habitat Conservation in the Barents Region, Bodø*. <https://barents-council.org/working-groups/environment/nature-and-water/habitat-contact-forum> (consulté le 14 juin 2024).

Habitat Contact Forum (2010). *Resolution on the Sixth Meeting of the International Contact Forum on Habitat Conservation in the Barents Region, Arkhangelsk*. <https://barents-council.org/working-groups/environment/nature-and-water/habitat-contact-forum> (consulté le 14 juin 2024).

Habitat Contact Forum (2008). *Report - Fifth Habitat Contact Forum Umeå October 15-16 2008*. <https://barents-council.org/working-groups/environment/nature-and-water/habitat-contact-forum> (consulté le 14 juin 2024).

Habitat Contact Forum (2005). *The Fourth Meeting of the International Contact Forum on Habitat Conservation in The Barents Region – Resolution*. <https://barents-council.org/working-groups/environment/nature-and-water/habitat-contact-forum> (consulté le 14 juin 2024).

- Hannu, L., Seppo, X., Petri, L., Taneli, K. & Nikolai, F. (2009). Management of Aquatic Biodiversity and Ecological Status in Transboundary Surface Waters along the Green Belt of Fennoscandia. *Transactions of the Karelian Research Centre RAS*, 2.
- Hanski, I. (1999). *Metapopulation Ecology*. Oxford University Press.
- Hanski, I. (1985). Single-species Spatial Dynamics May Contribute to Long-term Rarity and Commonness. *Ecology*, 66(2), 335-343.
- Hanski, I. & Gilpin, M. E. (1997). *Metapopulation Biology: Ecology, Genetics, and Evolution*. Academic Press.
- Haukkala, H. (2010). *The EU-Russia Strategic Partnership: the Limits of Post-Sovereignty in International Relations*. Routledge.
- Havlick, D. G. (2014). The Iron Curtain Trail's Landscapes of Memory, Meaning, and Recovery. *Focus on Geography*, 57(3), 126-133.
- Hayrynen, M. (2000). The Kaleidoscopic View: the Finnish National Landscape Imagery. *National Identities*, 2(1), 5-19.
- Heikkilä, R. & Kolomytcev, V. (2013, 17 juin). *Ecological Corridors Supporting Sustainability and Preserving Biodiversity Intellectually Driven Management of Natural Resources of Green Belt of Fennoscandia*. Start seminar on June 17, 2013, Petrozavodsk, Russie.
- Heikkilä, R. & Lindholm, T. (2009). Achievements of Finnish-Russian Research Cooperation in Friendship Park Research Centre. *Transactions of the Karelian Research Centre RAS*, 2, 91-102.
- Heikkinen, I. (ed.) (2007). *Saving Nature for People, National Strategy and Action Plan for Conservation and Sustainable Use of Biodiversity in Finland 2006-2016*. Ministère de l'Environnement (Finlande).
- Heininen, L. & Lomagin, N. A. (2016). Geopolitics, Security and Globalization. Dans M.-O. Olsson (ed.), *Encyclopedia of the Barents Region* (Volume I. A-M) (pp. 269-274). Pax Forlag A/S.
- Hemmi, R. (2002). The Second Meeting of the International Contact Forum on Habitat Conservation in the Barents Region in Petrozavodsk, November 26-29, 2001. Dans R. Hemmi, E. Lahti & T. Torniaainen (eds.), *Forest & Nature in Northwest Russia* n° 1 (p. 21). Finnish-Russian Development Programme on Conservation of Biological Diversity and Sustainable Forest Management in Northwest Russia.
- Héritier, S. & Laslaz, L. (éd.) (2008). *Les parcs nationaux dans le monde : protection, gestion et développement durable*. Ellipses.

- Heynen, N. C., Mc Carthy, J., Prudham, S. & Robbins, P. (eds.) (2007). *Neoliberal Environments: False Promises and Unnatural Consequences*. Routledge.
- Hilty, J., Worboys, G. L., Keeley, A., Woodley, S., Lausche, B., Locke, H., Carr, M., Pulsford, I., Pittock, J. & White, J. W. (2020). *Guidelines for Conserving Connectivity through Ecological Networks and Corridors*. IUCN Best Practice Protected Area Guidelines Series.
- Hintz, J. G. (2018). Environmental Geography. Dans N. Castree, M. Hulme & J. D. Proctor (eds.), *Companion to Environmental Studies* (pp. 298-301). Routledge.
- Hodge, I. & Adams, W. (2012). Neoliberalisation, Rural Land trusts and Institutional Blending. *Geoforum*, 43(3), 472-482.
- Hokkanen, T. (2020). *Pohjois-karjalan biosfäärialue North - Karelia Biosphere Reserve. Centre for Economic Development, Transport and the Environment (North Karelia)*. <http://www.kareliabiosphere.fi> (consulté le 13 août 2020).
- Hokkanen, T. (2005). *Development of Koitajoki-Tolvojarvi National Park*. <http://suotacis.krc.karelia.ru> (consulté le 20 août 2020).
- Hokkanen, T., Ieshko, E., Heikkilä, R., Luotonen, H., Lindholm, T., Kolstrom, T., Nykänen, J. & Kashevarov, B. (2006). Combining Nature Protection and Local Development in the Southern Part of the Green Belt of Fennoscandia. Dans A. Terry, K. Ullrich & U. Riecken (eds.), *The Green Belt of Europe: From Vision to Reality* (pp. 79-91). IUCN.
- Hokkanen, T., Pelkonen, P., Nykänen, J., Hering, F., Itkonen, P., Tiira, M., Alatossava, S., Härkönen, K. & Parkkinen, E. (2015, 29 septembre). *Green Belt of Fennoscandia: Regional Organisation & Action Plans in Finland*. The 8th International Barents Region Habitat Contact Forum, Petrozavodsk, Russie.
- Holdich, T. (1916). *Political Frontiers and Boundary Making*. Macmillan.
- Hongslo, E., Hovik, S., Zachrisson, A. & Aasen Lundberg, A. K. (2016). Decentralization of Conservation Management in Norway and Sweden – Different Translations of an International Trend. *Society & Natural Resources*, 29(8), 998-1014.
- Hønneland, G. (2016a). Joint Norwegian-Russian Fisheries Commission. Dans M.-O. Olsson (ed.), *Encyclopedia of the Barents Region* (Volume I. A-M) (pp. 330-332). Pax Forlag A/S.
- Hønneland, G. (2016b). Joint Norwegian-Soviet Commission on Environmental Protection. Dans M.-O. Olsson (ed.), *Encyclopedia of the Barents Region* (Volume I. A-M) (pp. 332-333). Pax Forlag A/S.

- Hugoson, R. (2016). Habitat Contact Forum. Dans A. N. Davydov (ed.), *Encyclopedia of the Barents Region* (Volume I. A-M) (pp. 290-291). Pax Forlag A/S.
- Ieshko, E., Titov, A. & Hokkanen, T. (2004). The Green Belt of Fennoscandia: from Idea to Reality. Dans J. Parviainen, L. Lovén & M. Pitkänen (eds.), *Transfrontier National Parks and Biosphere Reserves in Euorope Argumenta: Koli Border Forum - Seminar 23-24 October 2003* (pp. 127-134). Joensuu Research Centre.
- INTERACT programm (2020a). *Arctic Biological, Cultural and Geological heritage*. <https://ec.europa.eu>. <https://keep.eu/projects/4027/Arctic-Biological-Cultural-a-EN/> (consulté le 1^{er} mars 2022).
- INTERACT programm (2020b). *Welfare from Sustainable Cross Border Nature and Culture Tourism*. <https://ec.europa.eu>. <https://keep.eu/projects/15731/Welfare-from-Sustainable-Cr-EN/> (consulté le 1^{er} mars 2022).
- Itkonen, P. (2014). *ESGreenBelt - A Preliminary Study on the Ecosystem Services and Connectivity of the Protected Areas Network of the Green Belt of Fennoscandia*. Green Belt of Fennoscandia Dialogue Forum, 18-20 novembre 2014, Ruka, Finland.
- Itkonen, P., Viinikka, A., Heikinheimo, V. & Kopperoinen, L. (2015). *ES GreenBelt – A Preliminary Study on Spatial Data and Analysis Methods for Assessing the Ecosystem Services and Connectivity of the Protected Areas Network of the Green Belt of Fennoscandia*. Reports of the Finnish Ministry of the Environment 14en.
- Izotov, A. & Laine, J. (2013). Constructing (Un)familiarity: Role of Tourism in Identity and Region Building at the Finnish–Russian Border. *European Planning Studies*, 21(1), 93-111.
- Jackson, A. L. R. (2020). *Conserving Europe's Wildlife: Law and Policy of the Natura 2000 Network of protected areas*. Routledge.
- Joenniemi, P. (2008). Re-negotiating Europe's Identity: the European Neighbourhood Policy as a Form of Differentiation. *Journal of Borderlands Studies*, 23(3), 83-94.
- Johnston, T. (2017). Environmental Determinism. Dans D. Richardson, N. Castree, M. F. Goodchild, A. Kobayashi, W. Liu & R. A. Marston (eds.), *International Encyclopedia of Geography*. Wiley.
- Juvonen, S.-K. & Kuhmonen, A. (2013). Evaluation of the Protected Area Network in the Barents Region. Using the Programme of Work on Protected Areas of the Convention on Biological Diversity as a Tool. *Reports of the Finnish Environmental Institute*, 37.

- Kalske, T. (2016). *Best Practice along the Green Belt – Session 6*. 9th Pan-European Green Belt Conference, 31 octobre-9 novembre 2016, Koli, Finlande.
- Kalske, T., Nilsson, L. O., Tervo, R. & Trusova, M. (2014). *Showcase ABCGheritage and Workshop on the Development of the Northernmost Part of the Green Belt of Fennoscandia*. Metsähallitus.
- Kalske, T. & Tervo, R. (2017). *Bird Ringing, Registrations, Flyways and Sustainable. Bird Ringing, Registrations, Flyways and Sustainable, Svanvik, Norvège*. The north Calotte Council.
- Kalske, T., Tervo, R. & Trusova, M. (2016). *Pasvik-Inari Trilateral Park – «Nature and History Shared»*. 9th Pan-European Green Belt Conference, 31 octobre-9 novembre 2016, Koli, Finlande.
- Kalske, T., Tervo, R. & Trusova, M. (2015). *Experiences from Pasvik Inari. Trilateral Park Workshop on Transboundary Cooperation EUROPARC General Assembly, 26-27 octobre 2015, Regensburg, Allemagne*.
- Kaltenborn, B., Haaland, H. & Sandell, K. (2001). The Public Right of Access - Some Challenges to Sustainable Tourism Development in Scandinavia. *Journal of Sustainable Tourism*, 9(5), 417-433.
- Karelia CBC programme (2014). *KARLANDS – Integrated Landscape Planning for Sustainable Use of Nature Resources and Maintaining the Biodiversity (KA 528)*. <https://keep.eu/projects/15802/Integrated-landscape-planni-EN/> (consulté le 2 août 2020).
- Karelian Research Centre of the Russian Academy of Sciences (2015). *Abundances and Distribution of Some Game Animals across 50x50 km Grid Squares in the Project Pilot Area in 2012-2014*. http://intellgreenbelt.krc.karelia.ru/doc/books/abundances_and_distribution_of_some_game_animals.pdf (consulté le 14 juin 2024).
- Karelian Research Centre of the Russian Academy of Sciences (2013a). *Greenbelt of Fennoscandia*. http://intellgreenbelt.krc.karelia.ru/doc/books/leaflet_gbf_en.pdf (consulté le 11 septembre 2020).
- Karelian Research Centre of the Russian Academy of Sciences (2013b). *Intellectually Driven Management of Natural Resources of the Green Belt of Fennoscandia*. <http://intellgreenbelt.krc.karelia.ru> (consulté le 11 septembre 2020).
- Karivalo, L. & Butorin, A. (2006). The Fennoscandian Green Belt. Dans A. Terry, K. Ullrich & U. Riecken (eds.), *The Green Belt of Europe: From Vision to Reality* (pp. 37-45). IUCN.

- Kärkkäinen, M. (1990). Master Plan for the Soviet Forest Industries – A Challenging Task to Jaako Pöyry. *Jaako Pöyry Co Magazine*, 20-21
- Keskitalo, E. C. H., Baklanov, A. A. & Jakobsen, I. U. (2016). Environment – Threats and Policies. Dans M.-O. Olsson (ed.), *Encyclopedia of the Barents Region* (Volume I. A-M) (pp. 177-184). Pax Forlag A/S.
- Kinvig, C. (2007). *Churchill's Crusade: the British Invasion of Russia, 1918-1920*. Hambledon Continuum.
- Kleinn, E. (1998). *Planning and Geoecological Assessment for a World Heritage Site Nomination in the "Green Belt of Fennoscandia"*. Diplomarbeit, Universität Karlsruhe, Allemagne.
- Kloppenborg, J. R. (2005). *First the Seed: the Political Economy of Plant Biotechnology*. University of Wisconsin Press.
- Kobyakov, K. & Jakovlev, J. (eds.) (2013). *Atlas of High Conservation Value Areas, and Analysis of Gaps and Representativeness of the Protected Area Network in Northwest Russia*. Finnish Environment Institute.
- Kolosov, V. & Sebestov, A. (2019). Russia and the European Union: Different Dimensions of Security and Cooperation. Dans J. Laine, I. Liikanen & J. W. Scott (eds.), *Post-Cold War Borders: Reframing Political Space in Eastern Europe* (pp. 21-40). Routledge.
- Kopatz, A. (2015). Population Fragmentation of Wild Animal Populations in the North. Dans S. B. Hagen (ed.), *BARENTSwatch: Green Belt Fennoscandia* (pp. 26-27). Bioforsk Svanhovd.
- Korosteleva, E. A. (2011). Change or Continuity: Is the Eastern Partnership an Adequate Tool for the European Neighbourhood? *International Relations*, 25(2), 243-262.
- Kortelainen, J. (2010). The European Green Belt: Generating Environmental Governance - Reshaping Border Areas. *Quaestiones Geographicae*, 29(4), 27-40.
- Kortelainen, J. (2008). Performing the Green Market – Creating Space: Emergence of the Green Consumer in the Russian Woodlands. *Environment and Planning A: Economy and Space*, 40(6), 1294-1311.
- Kosoy, N. & Corbera, E. (2010). Payments for Ecosystem Services as Commodity Fetishism. *Ecological Economics*, 69(6), 1228-1236.
- Kryshen, A., Titov, A. & Ieshko, E. (2008). *Green Belt of Fennoscandia: Background and Perspectives for Development*. International Seminar "Green Belt of Fennoscandia: Status and Visions", Petrozavodsk, Russie.

- Kull, C. & Batterbury, S. P. J. (2017). L'environnement dans les géographies anglophone et française : émergence, transformations et circulations de la political ecology. Dans G. Blanc, E. Demeulenaere & W. Feuerhahn (éd.), *Humanités environnementales : enquêtes et contre-enquêtes* (pp. 117-138). Publications de la Sorbonne.
- Kyllönen, S., Calpaert, A., Heikkinen, H., Jokinen, M., Kumpula, J., Marttunen, M., Muje, K. & Raitio, K. (2006). Conflict Management as a Means to the Sustainable Use of Natural Resources. *Silvia Fennica*, 40(4).
- Lacquement, G. (2021). La frontière interallemande, retour sur les ambivalences du fait frontalier. *L'Information géographique*, 85(1), 31-52.
- Lacquement, G. (2004). Politique d'intégration territoriale et ancienne frontière interallemande//Territorial Integration Policy and the Former East-West German Border. *Annales de géographie*, 168-187.
- Lähteenmäki, M., Ilmolahti, O. & Colpaert, A. (2019). Nature Represented: Environmental Dialogue in Finnish-Karelian Historical Museums. *Museum International*, 71(3-4), 88-105.
- Laine, A.-L. (2016). Ilkka Hanski (1953–2016). *Nature*, 534(7606), 180-180.
- Laine, J., Liikanen, I. & Scott, J. W. (2021). Changing Dimensions of the Northern European Security Environment. Dans J. Laine, I. Liikanen & J. W. Scott (eds.), *Remapping Security on Europe's Northern Borders* (pp. 1-18). Routledge.
- Laslaz, L. (2009). La collaboration environnementale transfrontalière, constituante d'un front écologique ? Limites et perspectives des mises en réseau des espaces protégés alpins. *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, 9. <http://journals.openedition.org/espacepolitique/1439> (consulté le 7 août 2024).
- Laslaz, L., Gauchon, C., Duval, M. & Héritier, S. (2014). *Les espaces protégés : entre conflits et acceptation*. Belin.
- Le Calloc'h, B. (2018). *Histoire de la Finlande*. Yoran.
- Lehtinen, A. A. (2006a). "Green Waves" and Globalization: a Nordic View on Environmental Justice. *Norsk Geografisk Tidsskrift – Norwegian Journal of Geography*, 60(1), 46-56.
- Lehtinen, A. A. (2006b). *Postcolonialism, Multitude, and the Politics of Nature: on the Changing Geographies of the European North*. University Press of America.
- Lehtinen, A. A. (1991). Northern Natures: a Study of the Forest Question Emerging within the Timber-line Conflict in Finland. *Fennia*, 169(1), 58-69.

- Levins, R. (1969). Some Demographic and Genetic Consequences of Environmental Heterogeneity for Biological Control. *Bulletin of the Entomological Society of America*, 15(3), 237-240.
- Liikanen, I. (2018). The End of the East–West Division – Postponed? The Rise and Fall of the Neighbourhood as an Alternative to the Cold War Spatial Imaginary. Dans J. Laine, I. Liikanen & J. W. Scott (eds.), *Post-Cold War Borders: Reframing Political Space in Eastern Europe* (pp. 54-71). Taylor & Francis.
- Liikanen, I. (2016). Building Regional Stability through Cross-border Cooperation: Changing Spatial Imaginaries and Sovereignty Concepts of EU Neighbourhood Policies. Dans I. Liikanen, J. W. Scott & T. Sotkasiira (eds.), *The EU's Eastern Neighbourhood: Migration, Borders and Regional Stability* (pp. 19-35). Routledge.
- Liikanen, I. & Smith, J. (2019). Post-Cold War Borders and the Constitution of the International Role of the European Union and the Russian Federation. Dans J. Laine, I. Liikanen & J. W. Scott (eds.), *Post-Cold War Borders: Reframing Political Space in Eastern Europe* (pp. 15-34). Routledge.
- Liikanen, I. & Virtanen, P. (2006). The New Neighbourhood: A “Constitution” for Cross-Border Cooperation? Dans J. Scott (ed.), *EU Enlargement, Region Building and Shifting Borders of Inclusion and Exclusion* (pp. 113–130). Ashgate.
- Lindholm, T. (2014). *History and Values of the Green Belt Fennoscandia*. Showcase ABCGheritage and Workshop on the Development of the Northernmost Part of the Green Belt of Fennoscandia, 14-15 octobre 2014, Svanvik, Norvège.
- Lindholm, T. (2003). *International Cooperation along the Green Belt of Fennoscandia II*. International Conference on the Occasion of the 10th Anniversary of the German Federal Agency for Nature Conservation, 15 juillet 2003, Bonn, Allemagne.
- Lindholm, T. & Keinonen, E. (eds.) (2004). *Habitat Contact Forum in Kuhmo 2003: Proceedings of the 3rd Meeting of the International Contact Forum on Habitat Conservation in the Barents Region*. Finnish Environment Institute.
- LRT Lithuanian National Radio and Television (2024). *Baltics, Poland, Finland, Norway Agree on “Drone Wall” to Protect Borders*. <https://www.lrt.lt/en/news-in-english/19/2281492/baltics-poland-finland-norway-agree-on-drone-wall-to-protect-borders#:~:text=Regional%20>

- countries%20have%20agreed%20to,Poland%2C%20Finland%2C%20and%20Norway (consulté le 10 juin 2024).
- Luotonen, H., Hokkanen, T. & Käki, T. (2015). *River Koitajoki Project in the Green Belt of Fennoscandia. Green Belt of Fennoscandia: Regional Organisation & Action Plans in Finland*. The 8th International Barents Region Habitat Contact Forum, 29 septembre 2015, Petrozavodsk, Russie.
- Lynn, N. J. & Fryer, P. (1998). National-territorial Change in the Republics of the Russian North. *Political Geography*, 17(5), 567-588.
- MacArthur, R. H. & Wilson, E. O. (1967). *The Theory of Island Biogeography*. Princeton University Press.
- MacDonald, K. I. (2010). Business, Biodiversity and New “Fields” of Conservation: the World Conservation Congress and the Renegotiation of Organisational Order. *Conservation and Society*, 8(4), 256-275.
- Makkonen, T. & Hokkanen, T. J. (2009). Nature Protection and Tourism Support Balanced Development in the Green Belt of Fennoscandia. *Transactions of the Karelian Research Centre RAS*, 2. P, 115-125.
- Makkonen, T., Williams, A. M., Weidenfeld, A. & Kaisto, V. (2018). Cross-border Knowledge Transfer and Innovation in the European Neighbourhood: Tourism Cooperation at the Finnish-Russian Border. *Tourism Management*, 68, 140-151.
- Myllyntaus, T. & Mattila, T. (2002). Decline or Increase? The Standing Timber Stock in Finland, 1800–1997. *Ecological Economics*, 41(2), 271-288.
- Martin, T. (2001). *The Affirmative Action Empire: Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*. Cornell University Press.
- Marx, K. (1976). *Le capital : critique de l'économie politique / Karl Marx. Livre 3, Le procès d'ensemble de la production capitaliste / Karl Marx*. Trad. de Mme Cohen-Solal et de Gilbert Badia. Éd. sociales.
- Mascia, M. B., Brosius, J. P., Dobson, T. A., Forbes, B. C., Horowitz, L., McKean, M. A. & Turner, N. J. (2003). Conservation and the Social Sciences. *Conservation Biology*, 17(3), 649-650.
- Mathevet, R. & Marty, P. (2015). La géographie de la conservation : entrevoir, voir et porter attention à la biodiversité. Dans R. Mathevet & L. Godet (éd.), *Pour une géographie de la conservation* (pp. 11-31). L’Harmattan.
- Mc Cullough, D. R. (ed.) (1996). *Metapopulations and Wildlife Conservation*. Island Press.

- McCarthy, J. & Prudham, S. (2004). Neoliberal Nature and the Nature of Neoliberalism. *Geoforum*, 35(3), 275-283.
- Mearsheimer, J. (2023). Pourquoi les grandes puissances se font la guerre ? *Le Monde diplomatique*, 833, 10-11.
- Mearsheimer, J. (2014). Why the Ukraine Crisis is the West's Fault: the Liberal Delusions that Provoked Putin. *Foreign Affairs*, 93(5), 77-89.
- Memorandum of Understanding between the Ministry of the Environment of the Republic of Finland, the Ministry of the Environment of the Kingdom of Norway and the Ministry of Natural Resources and Environment of the Russian Federation on cooperation on the development of the Green Belt of Fennoscandia, 17 february 2010.* https://www.iucn.org/sites/default/files/import/downloads/greenbeltmoueng_.pdf (consulté le 8 août 2024).
- Metsähallitus (2021). *Cooperation with Nature Tourism Business.* <https://www.metsa.fi/en/responsible-business/nature-tourism-and-sustainability/nature-tourism-entrepreneurs/> (consulté le 17 août 2021).
- Metsähallitus (2020a). *Careful Planning at the Core of Responsible Forestry.* <https://www.metsa.fi/en/responsible-business/metsahallitus-forestry/forest-management-and-silviculture/different-planning-methods/> (consulté le 13 août 2020).
- Metsähallitus (2020b). *History of Nature Conservation and Recreation.* <https://www.metsa.fi/en/about-us/organisation/history/history-of-nature-conservation-and-recreation/> (consulté le 6 août 2020).
- Metsähallitus (2020c). *Land Use Planning in State-owned Areas.* <https://www.metsa.fi/en/lands-and-waters/planning-of-state-owned-areas/> (consulté le 13 août 2020).
- Metsähallitus (2020d). *State-owned Areas Managed by Metsähallitus.* <https://www.metsa.fi/en/lands-and-waters/state-owned-areas/> (consulté le 6 août 2020).
- Metsähallitus (2019). *SALMUS Project.* <https://www.metsa.fi/en/project/salmus-project/> (consulté le 25 avril 2020).
- Metsähallitus (2016). *Principles of Protected Area Management in Finland Nature Protection.* Publications of Metsähallitus. Series B 217.
- Metsähallitus (2015). *Results of ABCGheritage Project.* <https://www.metsa.fi/en/press-releases/results-of-abcgheritage-project/> (consulté le 22 janvier 2018).

- Metsähallitus (2014a). *Fennoscandian Green Belt*. <https://www.metsa.fi/en/> (consulté le 22 janvier 2018).
- Metsähallitus (2014b). *Nature Knows no Borders - Finnish-Russian Twin Parks*. <https://julkaisut.metsa.fi/julkaisu/nature-knows-no-borders-finnish-russian-twin-parks/> (consulté le 14 juin 2024).
- Metsähallitus (2009). *History of the Pasvik Inari trilateral cooperation in brief*. http://www.pasvik-inari.net/neu/eng/co_cooperation.html (consulté le 17 août 2020).
- METSO forest biodiversity (2020). *METSO Forest Biodiversity*. <https://www.metsonpolku.fi/en-US> (consulté le 6 août 2020).
- Midteng, R. (2015). Green Belt in Norway, Longer and more Important than Previously Thought. Dans S. B. Hagen (ed.), *BARENTSwatch: Green Belt Fennoskandia* (pp. 14-15). Bioforsk Svanhovd.
- Midteng, R. (2013). *The Horseshoe of Fennoscandia – A Corridor for the Long-term Survival of Old-growth Forest Dependent Species in Norway, Sweden, and Finland*. <http://www.bpan.fi/wp-content/uploads/2013/06/The-Horseshoe-of-Fennoscandia-Rein-Midteng-AsplanViak.pdf> (consulté le 14 juin 2024).
- Miljødirektoratet (Agence environnementale norvégienne) (2020). *Protected Areas. State of the Environment Norway*. <https://www.environment.no/topics/biodiversity/protected-areas/> (consulté le 6 août 2020).
- Miljødirektoratet (Agence environnementale norvégienne) (2017). *Management of Protected Areas*. <https://www.environmentagency.no/norwegian-environment-agency/our-responsibilities/> (consulté le 2 août 2017).
- Miljødirektoratet (Agence environnementale norvégienne) (2015). *Tasty Food from Weeds – Really?!* <https://www.miljodirektoratet.no/> (consulté le 2 août 2017).
- Miljødirektoratet (Agence environnementale norvégienne) (2014). *Om styrene*. <http://www.nasjonalparkstyre.no/Ovre-Pasvik/?epslanguage=no> (consulté le 13 août 2020).
- Miljødirektoratet (Agence environnementale norvégienne) (2014). *Soap and Skin Creams from Reindeer Fat – Really!?* <https://www.miljodirektoratet.no/> (consulté le 2 août 2017).
- Miljødirektoratet (Agence environnementale norvégienne) (2013). *About the Right to Roam in Norway*. <https://www.environmentagency.no/areas-of-activity/right-to-roam/about-right-to-roam/> (consulté le 14 juin 2024).

- Ministère de l'Environnement (Finlande) (2017). *Nature and Culture*. https://ym.fi/en-US/International_cooperation/Green_Belt_of_Fennoscandia (consulté le 17 août 2020).
- Ministère de l'Environnement (Finlande) (2016a). *Barents Region Habitat Contact Forum 8 – Workshop for Enhancing the Green Belt of Fennoscandia Workshop Report*.
- Ministère de l'Environnement (Finlande) (2016b). *Cooperation with Russia*. https://www.ym.fi/en-US/International_cooperation/Cooperation_with_Russia (consulté le 17 août 2020).
- Ministère de l'Environnement (Finlande) (2016c). *Green Belt of Fennoscandia – Contacts*. https://www.ym.fi/en-US/International_cooperation/Green_Belt_of_Fennoscandia/Contact (consulté le 17 août 2020).
- Ministère de l'Environnement (Finlande) (2016d). *Green Belt of Fennoscandia – Biodiversity Gives Rise to Growth and Wellbeing*. Facts Natural Environment.
- Ministère de l'Environnement (Finlande) (2014a). *Green Belt of Fennoscandia is Developed Now – Join In and Participate!* [https://www.ym.fi/en-US/Latest_news/Green_Belt_of_Fennoscandia_is_developed_\(29063\)](https://www.ym.fi/en-US/Latest_news/Green_Belt_of_Fennoscandia_is_developed_(29063)) (consulté le 17 août 2020).
- Ministère de l'Environnement (Finlande) (2014b). *The Green Belt of Fennoscandia to Become a Model Area for Sustainable Development*. [https://www.ym.fi/en-US/Nature/The_Green_Belt_of_Fennoscandia_to_become\(28662\)](https://www.ym.fi/en-US/Nature/The_Green_Belt_of_Fennoscandia_to_become(28662)) (consulté le 17 août 2020).
- Ministère de l'Environnement (Finlande) (2014c). *Welcome to the International Green Belt of Fennoscandia Dialogue Forum*. <https://www.lyyti.fi/reg/GBFForum2014> (consulté le 11 juin 2017).
- Ministère des Affaires étrangères (Norvège) (1993). *Declaration on Co-operation in the Barents Euro-Arctic Region, signed in Kirkenes, 11 January 1993*. https://barents-council.org/files/459_doc_KirkenesDeclaration.pdf (consulté le 8 août 2024).
- Ministère du Climat et de l'Environnement (Norvège) (2016). *Samarbeider om “grønt belte” i nord*. <https://www.regjeringen.no/no/dokumentarkiv/regjeringen-solberg/aktuelt-regjeringen-solberg/kld/nyheter/2016/samarbeider-om-gront-belte-i-nord/id2503542/?fbclid=IwAR285sWwJkTqWHS15aCxArt5ow0qGJdWEcCSVlq4OhUfuzymqI2ujhRiY9c> (consulté le 20 juillet 2017).

- Ministère du Climat et de l'Environnement (Norvège) (2009). *Act Relating to the Management of Biological, Geological and Landscape Diversity (Nature Diversity Act)*. <https://www.fao.org/faolex/results/details/en/c/LEX-FAOC098830/> (consulté le 14 juin 2024).
- Mohnhaupt, E. & Franke, R. (2004). Das Grüne Ban Thüringen – ein Projekt der Thüringer Landentwicklungsverwaltung. *ZfV-Zeitschrift für Geodäsie, Geoinformation und Landmanagement*, 2, 116-119.
- Moore, A. (2008). Rethinking Scale as a Geographical Category: from Analysis to Practice. *Progress in Human Geography*, 32(2), 203-225.
- Musavengane, R. & Leonard, L. (2019). When Race and Social Equity Matters in Nature Conservation in Post-Apartheid South Africa. *Conservation and Society*, 17(2), 135-146.
- Nagendra, H. (2011). *Urban Green Belts in the Twenty-first Century*. Routledge.
- Neumann, R. P. (2008). Political Ecology: Theorizing Scale. *Progress in Human Geography*, 33(3), 398-406.
- Nevakivi, J., History, H. y. D. o. P. & Istorii, I. v. (1994). *Finnish-Soviet Relations 1944-1948: Papers Organized in Helsinki, March 21-25, 1994 by the Dept. of Political History, University of Helsinki, in Cooperation with the Institute of Universal History, Russian Academy of Sciences, Moscow*. Department of Political History, University of Helsinki.
- Niikkonen, K. (2016). *Green Belt of Fennoscandia – Model Area for Transboundary Cooperation*. 9th Pan-European Green Belt Conference, 31 octobre-9 novembre 2016, Koli, Finlande.
- Nilsen, T. (2016). Environmental Activism. Dans M.-O. Olsson (ed.), *Encyclopedia of the Barents Region* (Volume I. A-M) (pp. 184-186). Pax Forlag A/S.
- Nilsen, T. & Karlsbakk, J. (2014). *Disagree on Much, Agree on Barents Cooperation*. <https://barentsobserver.com/en/politics/2014/10/disagree-much-agree-barents-cooperation-25-10> (consulté le 14 juin 2024).
- Nilsson, A. E. (2016). Environmentalism. Dans M.-O. Olsson (ed.), *Encyclopedia of the Barents Region* (Volume I. A-M) (pp. 186-189). Pax Forlag A/S.
- Nordic Environment Finance Corporation & Arctic Monitoring and Assessment Programme (2003). *Updating of Environmental “Hot Spots” List in the Russian Part of the Barents Region: Proposal for Environmentally Sound Investment Projects*. Arctic Monitoring and Assessment Programme.

- Nordic Environment Finance Corporation & Arctic Monitoring and Assessment Programme (1995a). *Proposals for Environmentally Sound Investment Projects in the Russian Part of the Barents Region*. Volume one: *Non-radioactive Contamination*. Arctic Monitoring and Assessment Programme.
- Nordic Environment Finance Corporation & Arctic Monitoring and Assessment Programme (1995b). *Proposals for Environmentally Sound Investment Projects in the Russian Part of the Barents Region*. Volume two: *Radioactive Contamination*. Arctic Monitoring and Assessment Programme.
- Norwegian Environmental Agency (2017). *Management of Protected Areas*. Miljødirektoratet (Agence environnementale norvégienne). www.miljodir.no (consulté le 2 août 2017).
- Ojala, M. & Pantti, M. (2017). Naturalising the New Cold War: the Geopolitics of Framing the Ukrainian Conflict in Four European Newspapers. *Global Media and Communication*, 13(1), 41-56.
- Øvre Pasvik Natsjonalparkstyre (2020a). *Lokal forvaltning. Fylkesmannen i Finnmark*. <http://www.nasjonalparkstyre.no/Ovre-Pasvik/?epslanguage=no> (consulté le 12 août 2020).
- Øvre Pasvik Natsjonalparkstyre (2020b). *Rådgivende utvalg. Fylkesmannen i Finnmark*. <http://www.nasjonalparkstyre.no/Ovre-Pasvik/Styret-Pasvik/Radgivende-utvalg/> (consulté le 13 août 2020).
- Øvre Pasvik Natsjonalparkstyre (2020c). *Styredokument. Fylkesmannen i Finnmark*. <http://www.nasjonalparkstyre.no/Ovre-Pasvik/Styret-Pasvik/Styredokument/> (consulté le 13 août 2020).
- Paasi, A. (1999). Boundaries as Social Practice and Discourse: the Finnish-Russian Border. *Regional Studies*, 33(7), 669-680.
- Paasi, A. (1998). Boundaries as Social Processes: Territoriality in the World of Flows. *Geopolitics*, 3(1), 69-88.
- Paasi, A. (1996). *Territories, Boundaries, and Consciousness: the Changing Geographies of the Finnish-Russian Border*. J. Wiley & Sons.
- Paasi, A. (1990). The Rise and Fall of Finnish Geopolitics. *Political Geography Quarterly*, 9(1), 53-65.
- Paloniemi, R., Apostolopoulou, E., Cent, J., Bormpoudakis, D., Salomaa, A., Tsianou, M. A., Rechcinski, M., Grodzinska-Jurczak, M. & Pantis, J. (2014). Evaluation of Policy Instruments in Promoting Ecological Connectivity. Dans K. Henle, S. Potts, W. Kunin, Y. Matsinos, J. Simila, J. Pantis, V. Grobelnik, L. Penev & J. Settele (eds.), *Scaling in Ecology and Biodiversity Conservation* (pp. 173-179). Pensoft Publishers.

- Parks and Wildlife Finland (2020a). *History of Koli National Park*. <https://www.nationalparks.fi/en/kolinp/history> (consulté le 6 août 2020).
- Parks and Wildlife Finland (2020b). *Natural Features of Koli National Park*. <https://www.nationalparks.fi/en/kolinp/nature#ancient> (consulté le 6 août 2020).
- Parks and Wildlife Finland (2016). *The Koli Heritage Exhibition*. Koli Nature Centre Ukko [exposition in situ].
- Parlement européen (1994). Comments on the Guidelines for Operational Programmes of Interreg II. *Official Journal of the European Communities* (No C205/119).
- Pascual, U., Adams, W. M., Díaz, S., Lele, S., Mace, G. M. & Turnhout, E. (2021). Biodiversity and the Challenge of Pluralism. *Nature Sustainability*, 4(7), 567-572.
- Pasvik Inari Trilateral Park (2017). *Cooperation*. http://www.pasvik-inari.net/neu/eng/co_cooperation.html (consulté le 11 juin 2024).
- Pedersen, S. (2016). Saami Parliaments in the Barents Region. Dans M.-O. Olsson (ed.), *Encyclopedia of the Barents Region* (Volume II. N-Y) (pp. 282-283). Pax Forlag A/S.
- Petite, M. & Debarbieux, B. (2013). Habite-t-on des catégories géographiques ? La ville, la campagne et la montagne dans les récits de trajectoires biographiques. *Annales de géographie*, 5(693), 483-501.
- Pieck, S. K. (2018). What Stories Should a “National Nature Monument” Tell? Lessons from the German Green Belt. *Cultural Geographies*, 26(2), 195-210.
- Programme 2000-2006 Euregio - Karelia (FI-RU) (2020a). *Kalevala Parks*. <https://keep.eu/projects/13311/> (consulté le 20 août 2020).
- Programme 2000-2006 Euregio - Karelia (FI-RU) (2020b). *Oulanka-Paanajärvi – Wilderness, Experiences and Well-being (Interreg)*. <https://keep.eu/projects/13331/Oulanka-Paanaj-rvi-wilderne-EN/> (consulté le 5 avril 2021).
- Programme 2000-2006 Euregio - Karelia (FI-RU) (2020c). *Oulanka-Paanajärvi – Wilderness, Experiences and Well-being (Tacis)*. <https://keep.eu/projects/13359/Oulanka-Paanaj-rvi-wilderne-EN/> (consulté le 5 avril 2021).
- Programme 2000-2006 Euregio - Karelia (FI-RU) (2020d). *Promotion of Nature Tourism in Oulanka and Paanajärvi National Parks*. <https://keep.eu/projects/13325/Promotion-of-Nature-Tourism-EN/> (consulté le 5 avril 2021).

- Prudham, S. (2007), The Fictions of Autonomous Invention: Accumulation by Dispossession, Commodification and Life Patents in Canada. *Antipode*, 39, 406-429.
- Pulsford, I., Fitzsimons, J. & Wescott, G. (2013). *Linking Australia's Landscapes: Lessons and Opportunities from Large-scale Conservation Networks*. CSIRO PUBLISHING.
- Pulsford, I., Lindenmayer, D., Wyborn, C., Lausche, B., Worboys, G. L., Vasilijević, M. & Lefroy, T. (2015). Connectivity Conservation Management. Dans G. L. Worboys, M. Lockwood, A. Kothari, S. Feary & I. Pulsford (eds.), *Protected Area Governance and Management* (pp. 851-888). ANU Press.
- Putnam, H. (1981). *Reason, Truth and History*. Cambridge University Press.
- Raffestin, C. (1997). Réinventer l'hospitalité. *Communications*, 65, 165-177.
- Raffestin, C. (1988). Le territoire, la territorialité et la nuit. *Actualités psychiatriques*, 2, 48-50.
- Raffestin, C. (1986). Ecogénèse territoriale et territorialité. Dans F. Auriac & R. Brunet (éd.). *Espaces, jeux et enjeux* (pp. 175-185). Fayard & Fondation Diderot.
- Raudaskoski, M. (2019). From “between” to Europe: Remapping Finland in the Post-Cold War Europe. Dans J. Laine, I. Liikanen & J. W. Scott (eds.), *Post-Cold War Borders: Reframing Political Space in Eastern Europe* (pp. 188-206). Routledge.
- Raudaskoski, M. & Laine, J. (2018). Changing Perceptions of the Finnish-Russian Border in the Post-Cold War Context. Dans J. Laine, I. Liikanen & J. W. Scott (eds.), *Post-Cold War Borders: Reframing Political Space in Eastern Europe* (pp. 129-146). Taylor & Francis.
- Reed, J., Van Vianen, J., Barlow, J. & Sunderland, T. (2017). Have Integrated Landscape Approaches Reconciled Societal and Environmental Issues in the Tropics? *Land Use Policy*, 63, 481-492.
- Rekola, A. (2018). *Green Belt of Fenoscandia - Nature Conservation in Cross-border Cooperation*. Finnish Environment Institute.
- Rekola, A. (2017). *Developing Green Belt of Fenoscandia and the Connectivity*. The 9th International Barents Region Habitat Contact Forum, 6-8 juin 2017, Oulu, Finlande.
- Rekola, A. (2016a). *Potential Funding Instruments for the GBF*. GBF Project Workshop, 5 avril 2016, Helsinki, Finlande.

- Rekola, A. (2016b). *Report of the GBF CEPA Workshop II – Mainstreaming*. Ministère finlandais de l'Environnement.
- Rekola, A. (2016c). *Summary Report of the 9th Pan-European Green Belt Conference*. 9th Pan-European Green Belt Conference, 31 octobre-9 novembre 2016, Koli, Finlande.
- Renko, V., Johannisson, J., Kangas, A. & Blomgren, R. (2022). Pursuing Decentralisation: Regional Cultural Policies in Finland and Sweden. *International Journal of Cultural Policy*, 28(3), 342-358.
- Reynolds, D. R. & McNulty, M. L. (1968). On the Analysis of Political Boundaries as Barriers: a Perceptual Approach. *East Lakes Geographer*, 4, 21-38.
- Riecken, U. & Ullrich, K. (2009). Schwerpunkt: Das Grüne Band. 20 Jahre nach dem Fall des Eisernen Vorhangs. *Natur und Landschaft*, 84(9/10), 399-403.
- Risvoll, C., Fedreheim, G. E., Sandberg, A. & BurnSilver, S. (2014). Does Pastoralists' Participation in the Management of National Parks in Northern Norway Contribute to Adaptive Governance? *Ecology and Society*, 19(2), Article 71.
- Rodary, E. (2016). *Politiques de connectivité: conservation de la nature et fin de la modernité en Afrique australe* [mémoire d'habilitation à diriger des recherches]. Université Grenoble-Alpes.
- Roginsky, V. (2005). The 1826 Delimitation Convention between Norway and Russia: a Diplomatic Challenge. Dans T. N. Jackson & J. P. Nielsen (eds.), *Russia and Norway. Physical and Symbolic Borders* (pp. 62-68). Languages of slavonic cultures.
- Roselius, A. (2014). Holy War: Finnish Irredentist Campaigns in the Aftermath of the Civil War. Dans T. Tepora & A. Roselius (eds.), *The Finnish Civil War 1918: History, Memory, Legacy* (pp. 119-155). Brill.
- Ruuhijärvi, R. (2003). Co-operation between Russia and Finland in the Field of Nature Conservation. Dans R. Heikkilä & T. Lindholm (eds.), *Biodiversity and Conservation of Boreal Nature: Proceedings of the 10 Years Anniversary Symposium of the Nature Reserve Friendship* (pp. 13-15). Kainu Regional Environment Centre.
- Rytteri, T. & Puhakka, R. (2012). The Art of Neoliberalizing Park Management: Commodification, Politics and Hotel Construction in Pallasylästunturi National Park, Finland. *Geografiska Annaler: Series B, Human Geography*, 94(3), 255-268.
- Saarinen, J. (2003). The Regional Economics of Tourism in Northern Finland: the Socio-economic Implications of Recent Tourism Development and

- Future Possibilities for Regional Development. *Scandinavian Journal of Hospitality and Tourism*, 3(2), 91-113.
- Sagitov, R. (2016). *Green Belt of Fennoscandia – Area of Global value*. 9th Pan-European Green Belt Conference, 31 octobre-9 novembre 2016, Koli, Finlande.
- Sahi, V. (2016). *Suo-Maa – Safeguarding a Large-scale Taiga Corridor between Finland and Russian Karelia*. 9th Pan-European Green Belt Conference, 31 octobre-9 novembre 2016, Koli, Finlande.
- Salminen, P. (2004). Fennoscandian Green Belt Network of Protected Areas. Dans J. Parviainen, L. Lovén & M. Pitkänen (eds.), *Transfrontier National Parks and Biosphere Reserves in Europe Argumenta: Koli Border Forum-Seminar 23-24 October 2003* (pp. 45-52). Joensuu Research Centre.
- Salomaa, A., Paloniemi, R., Kotiaho, J. S., Kettunen, M., Apostolopoulou, E. & Cent, J. (2017). Can Green Infrastructure Help to Conserve Biodiversity? *Environment and Planning C: Politics and Space*, 35(2), 265-288.
- Sandbrook, C., Fisher, J. A., Holmes, G., Luque-Lora, R. & Keane, A. (2019). The Global Conservation Movement is Diverse but not Divided. *Nature Sustainability*, 2(4), 316-323.
- Schaffter, M., Fall, J. J. & Debarbieux, B. (2010). Unbounded Boundary Studies and Collapsed Categories: Rethinking Spatial Objects. *Progress in Human Geography*, 34(2), 254-262.
- Sevastyanov, D. V., Colpaert, A., Korostelyov, E., Mulyava, O. & Shitova, L. (2014). Management of Tourism and Recreation Possibilities for the Sustainable Development of the North-western Border Region in Russia. *Nordia Geographical Publications*, 43(1).
- Siikamäki, P. (2017, 7 septembre). *Oulanka-Paanajärvi National Parks*. Cross-border Cooperation between Finland and Russia Europarc Conference, 6-10 septembre 2017, Sao Pedro do Sul, Portugal.
- Siiskonen, H. (2007). The Conflict between Traditional and Scientific Forest Management in 20th Century Finland. *Forest Ecology and Management*, 249(1), 125-133.
- Silfverberg, P. (2014). *Green Belt of Fennoscandia - Report on the Preparatory Workshops Planpoint Oy*.
- Simola, H. (1995). Land-use History Explains the Value of the North Karelian Biosphere Reserve in Preserving Old-growth Forest Biodiversity. *Karelian Biosphere Reserve studies*. North Karelian Biosphere Reserve, Joensuu, 15-20.

- Simola, H. (1994). The Landscape of Koli: Heritage, Protection and Management. *Landscape And Northern National Identity*. Seminar at the University of Helsinki.
- Singleton, F. B. (1998). *A Short History of Finland*. Cambridge University Press.
- Smith, N. (1984). *Uneven Development: Nature, Capital and the Production of Space*. Blackwell.
- Southwood, T. R. E. (1977, 5 January). Habitat, Templet for Ecological Strategies Presidential Address to British-Ecological-Society. *Journal of Animal Ecology*, 46(2), 337-365.
- Staszak, J.-F. (éd.) (2017). *Frontières en tous genres : cloisonnement spatial et constructions identitaires*. Presses universitaires de Rennes.
- Sullivan, S. (2013). After the Green Rush? Biodiversity Offsets, Uranium Power and the “Calculus of Casualties” in Greening Growth. *Human Geography*, 6(1), 80-101.
- Suprun, M. N. (2016). World War II in the Barents Region. Dans M.-O. Olsson (ed.), *Encyclopedia of the Barents Region* (Volume II. N-Y) (pp. 530-537). Pax Forlag A/S.
- Swyngedouw, E. (2005). Governance Innovation and the Citizen: the Janus Face of Governance-beyond-the-State. *Urban Studies*, 42(11), 1991-2006.
- Swyngedouw, E. (2000). Authoritarian Governance, Power, and the Politics of Rescaling. *Environment and Planning D: Society and Space*, 18(1), 63-76.
- Sychenkova, E. V. (2016). Russian Transition. Dans M.-O. Olsson (ed.), *Encyclopedia of the Barents Region* (Volume II. N-Y) (pp. 249-253). Pax Forlag A/S.
- Tervo, R. (2015, 29 septembre). *Active Trilateral Cooperation in the Northernmost Part of Green Belt Fennoscandia*. The 8th International Barents Region Habitat Contact Forum, Petrozavodsk, Russie.
- The Barents Euro-Arctic Council (2022). *Statements Regarding Barents Euro-Arctic Cooperation*. <https://barents-council.org/news/joint-statement-of-finland-denmark-iceland-norway-sweden-and-the-european-union-regarding-barents-euro-arctic-cooperation> (consulté le 14 juin 2024).
- The Center for Large Landscape Conservation (2021). *Globescapes*. <https://globescapes.org> (consulté le 15 juillet 2021).
- The Directorate for Nature Management (Norvège) (2000). *Report from the First Meeting of the International Contact Forum on Habitat Conservation in the Barents Region* (DN-notat 2000-6).

- Thiesse, A.-M. (2000). Des fictions créatrices: les identités nationales. *Romantisme*, 51-62.
- Thomas, D. (1963). London's Green Belt: the Evolution of an Idea. *The Geographical Journal*, 129(1), 14-24.
- Thrift, N. (1999). Steps to an Ecology of Place. Dans D. B. Massey, J. Allen & P. Sarre (Eds.), *Human Geography Today* (pp. 295-322). Polity Press.
- Titov, A., Ieshko, E., Hokkanen, T., Pelkonen, P. & Aho, J. (1995). Joint Ecological Policy: a Key Element in Interregional and International Relations. Dans T. Hokkanen & E. Ieshko (eds.), *Karelian Biosphere Reserve Studies* (pp. 61-63). North Karelian Biosphere Reserve.
- Titov, A., Kryshen, A., Heikkilä, R., Gromtsev, A., Kuznetsov, O., Lindholm, T. & Polin, A. (2013). On the Boundaries of the Green Belt of Fennoscandia. *Transactions of the Karelian Research Centre RAS*, 2, 92-96.
- Tuunanen, P. & Tarasti, M. (2015). *Everyman's Rights and the Code of Conduct on Private Land: Existing Legislation and Suggestions for Best Practices*. Ministère de l'Environnement (Finlande).
- Tysiachniouk, M. (2009). Conflict as a Form of Governance: the Market Campaign to Save the Karelian Forests. Dans S. Nystén-Haarala (ed.), *The Changing Governance of Renewable Natural Resources in Northwest Russia* (pp. 169-196). Ashgate.
- Ulied, A., Esquiús, A. et al. (2014). *Territorial Scenarios and Visions for Europe* (Final Report). Volume 12: *Territorial Governance Approaches for Delivering the Territorial Vision*. ESPON.
- Ullrich, K., Riecken, U. & Lang, A. (2006). A Vision for the Green Belt in Europe. Dans A. Terry, K. Ullrich & U. Riecken (eds.), *The Green Belt of Europe: From Vision to Reality* (pp. 229-235). IUCN.
- Vaccaro, I., Beltran, O. & Paquet, P. (2013). Political Ecology and Conservation Policies: Some Theoretical Genealogies. *Journal of Political Ecology*, 20(1), 255-272.
- Vainikka, J. (2015). Identities and Regions: Exploring Spatial Narratives, Legacies and Practices with Civic Organizations in England and Finland. *Nordia Geographical Publications*, 44(3), 172-172.
- Van Der Windt, H. J. & Swart, J. A. A. (2008). Ecological Corridors, Connecting Science and Politics: the Case of the Green River in the Netherlands. *Journal of Applied Ecology*, 45(1), 124-132.
- Vassdal, T. O. (2012). *Historisk sammendrag vedrørende riksgrensen Norge – Russland*. Statens kartverk (Cadastre norvégien).

- Walter, F. (2004). *Les figures paysagères de la nation : territoire et paysage en Europe (xvi^e-xx^e siècle)*. Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales.
- Weber, S. (éd.) (2014). *Géographie des Objets*. L'Harmattan.
- Wen, X. & White, P. (2020). The Role of Landscape Art in Cultural and National Identity: Chinese and European Comparisons. *Sustainability*, 12(13).
- Westing, A. H. (1998). Establishment and Management of Transfrontier Reserves for Conflict Prevention and Confidence Building. *Environmental conservation*, 25(2), 91-94.
- Whatmore, S. (2002). *Hybrid Geographies: Natures - Cultures - Spaces*. Sage.
- Wieckowski, M. (2013). Eco-frontier in the Mountainous Borderlands of Central Europe. The Case of Polish Border Parks. *Journal of Alpine Research – Revue de géographie alpine*, 101-102.
- Wikan, S. (2020). Lokalhistoriker og naturverner. Dans K. Wikan, C. Hansen, A. Liaklev, H. C. H. Sundfaer & R. E. S. Kollstrøm (eds.), *Jubileumsavis Øvre Pasvik nasjonalpark* (pp. 8-9). Sør-Varanger Avis.
- Wikan, S., Makarova, O. & Aarseth, T. (1994). *Pasvik. Norsk-russisk naturreservat*. Grøndahl Dreyer.
- Willems-Braun, B. (1997). Buried Epistemologies: the Politics of Nature in (Post) Colonial British Columbia. *Annals of the Association of American Geographers*, 87(1), 3-31.
- Yarovoy, G. O. & Hønneland, G. (2016). Barents Euro-Arctic Region. Dans M.-O. Olsson (ed.), *Encyclopedia of the Barents Region* (Volume I. A-M) (pp. 69-75). Pax Forlag A/S.
- Young, O. R. (2002). *The Institutional Dimensions of Environmental Change: Fit, Interplay, and Scale*. MIT Press.
- Zimmerer, K. S. (2017). Geography and the Study of Human-Environment Relations. Dans D. Richardson, N. Castree, M. F. Goodchild, A. Kobayashi, W. Liu et R. A. Marston (eds.), *International Encyclopedia of Geography: People, the Earth, Environment and Technology*. John Wiley & Sons.
- Zimmerer, K. S. (2010). Retrospective on Nature–Society Geography: Tracing Trajectories (1911–2010) and Reflecting on Translations. *Annals of the Association of American Geographers*, 100(5), 1076-1094.

Table des matières

REMERCIEMENTS.....	9
INTRODUCTION.....	11
CHAPITRE 1 UNE GÉOGRAPHIE POLITIQUE DE LA CONSERVATION TRANSFRONTALIÈRE DE L'ENVIRONNEMENT	25
1. Les frontières interétatiques et les divisions dont elles sont porteuses ...	26
2. La définition et la délimitation des réseaux écologiques	33
3. L'intégration des populations locales au sein des initiatives de réseaux écologiques.....	42
INTERLUDE	
LES POLITIQUES DE CONSERVATION DE LA NATURE EN FINLANDE ET EN NORVÈGE	49
CHAPITRE 2 FIGURES DU RIDEAU DE FER ET DE LA DIVISION EST-OUEST EN EUROPE DU NORD	55
1. La Ceinture verte pour penser et dire la re-fonctionnalisation du rideau de fer	56
2. La Ceinture verte comme reflet des représentations à propos de la Russie ..	80
Synthèse du chapitre.....	99
CHAPITRE 3 UNE ENTITÉ TERRITORIALE NON IDENTIFIÉE ?	103
1. Délimiter.....	104
2. Donner à voir.....	124
Synthèse du chapitre.....	143
CHAPITRE 4 LA CEINTURE VERTE DE FENNOSCANDIE POUR MOBILISER LES POPULATIONS LOCALES EN FAVEUR DE LA CONSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT.....	147
1. L'écotourisme pour fédérer	148
2. La décentralisation pour inclure	165
Synthèse du chapitre.....	181

CONCLUSION	185
ANNEXE 1 : LISTE DES ENTRETIENS RÉALISÉS.....	193
ANNEXE 2 : STRUCTURE GÉNÉRALE DU GUIDE D'ENTRETIEN	197
BIBLIOGRAPHIE	199

Achevé d'imprimer
en novembre 2024
pour le compte des Éditions Alphil-Presses universitaires suisses

Responsable de production : Marie Manzoni

La signature en 2010 du mémorandum sur la Ceinture verte de Fennoscandie acte la volonté de la Finlande, de la Norvège et de la Russie de constituer un réseau écologique le long de leurs frontières communes. Par cet accord, les trois pays s'engagent à faire de la nature laissée intacte par les restrictions d'accès durant la Guerre froide un objet de dialogue entre l'Europe du Nord et la Russie.

Basé sur une recherche documentaire et sur près de septante entretiens, cet ouvrage se propose d'étudier le développement de la Ceinture verte de Fennoscandie au prisme de la géographie politique. L'auteur met en lumière l'articulation entre conservation de l'environnement et géopolitique depuis la fin de la Guerre froide, les propositions concurrentes dont le concept de réseau écologique peut être porteur et les difficultés à impliquer les populations locales dans des initiatives de conservation de l'environnement.

À l'heure où les relations russo-européennes sont gelées par la guerre en Ukraine et où l'importance des réseaux écologiques est confirmée par la Stratégie mondiale de conservation de la biodiversité, ce livre offre un éclairage original sur des enjeux d'une actualité brûlante.



Ian Florin est collaborateur scientifique à l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne et chercheur associé au Département de Géographie de l'Université de Genève. Auparavant, il a travaillé à l'Université de Genève en tant que chargé de cours au Département de Géographie (2022-2024) et comme assistant-doctorant à l'Institut des Sciences de l'Environnement (2014-2020). Entre 2020 et 2021, il a été affilié au Lund University Center for Sustainability Studies en tant que boursier du Fonds national suisse de la recherche scientifique. Ses recherches portent sur la conservation de la nature, la gouvernance environnementale et la géopolitique de l'environnement.

ISBN 978-2-88930-657-2



9 782889 306572